DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE – N° 13600 – 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine – MERCREDI 19 OCTOBRE 1988

La reine, le roi et le rocher

Pas à pas, les socialistes espagnols insèrent davantage leur pays au sein de l'Europe et, après les quarante ans d'isolationnisme de l'époque franquiste, normalisent leurs relations avec leurs principaux partenaires de la Communauté. Le réchauffement des rapports avec la France, après une longue bouderie, en était hier une preuve. La normalisation avec la Grande-Bretagne en est aujourd'hui une autre.

Une normalisation qu'illustre de manière spectaculaire la visite que la reine Elizabeth a commencée le lundi 17 octobre à Madrid, moins d'un mois après la venue de Mme Thatcher. Les quotidiens de la capitale sont unanimes à verser dans l'emphase et à qualifier d'« historique » et d'« exceptionnel » un tel voyage, qui répond à celui effectué en avril 1986 à Londres par le roi Juan Carlos. Il s'agit là en effet de la première visite d'Etat jamais réalisée en Espagne par un souverain britannique.

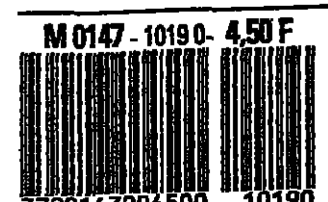
Les maisons royales des deux pays sont pourtant alliées : la grand-mère de Juan Carlos (l'épouse du roi Alphonse XIII) n'était-elle pas la *petite-fille de la reine Victoria* ? Mais les quatre décennies de dictature franquiste d'abord, le contentieux sur Gibraltar ensuite, ont longtemps fait obstacle à une telle visite.

Certes, le problème du Rocher, dont la cession à l'Angleterre fut reconnue en 1713 par le traité d'Utrecht et dont les Espagnols réclament la *rétrocession*, n'est pas encore *résolu, et tout porte à croire qu'il* ne le sera pas avant des lustres. Londres, en effet, invoque le respect de la volonté des habitants de la colonie, qui entendent aujourd'hui, dans leur écrasante majorité, rester britanniques. Mais l'époque des mesures de force décrétées par Franco, qui avait en 1969 fermé hermétiquement la « verja », la grille séparant Gibraltar du reste du continent, est désormais bien révolue.

Les socialistes espagnols ont pris conscience qu'entre partenaires de la Communauté, seul le dialogue était à même de résoudre les contentieux bilatéraux. Les portes de la « verja » sont aujourd'hui complètement ouvertes, et le gouvernement de Madrid favorise une osmose *progressive* entre Gibraltar et les régions avoisinantes. C'est le seul moyen à ses yeux de convaincre progressivement les habitants du Rocher de s'insérer volontairement dans cette Espagne qui les avait si longtemps isolés.

C'est d'ailleurs en termes très civils que les deux souverains ont évoqué ce litige. « Nous sommes certains que notre compréhension mutuelle croissante nous permettra de traiter l'unique problème qui subsiste entre nous », a affirmé Elizabeth II, tandis que Juan Carlos, de son côté, soulignait : « La voie du dialogue et de la coopération doit mener à une *conclusion* concrète : la solution de manière amicale, de ce contentieux en suivant la logique de l'histoire. »

« Cette visite constitue l'expression publique de la normalisation de nos relations après des années de profil bas », a affirmé le ministre espagnol des affaires étrangères, M. Francisco Fernandez Ordonez. Une normalisation que devait illustrer notamment la reine Elizabeth en visitant mardi l'Escurial et la tombe de Philippe II, l'un des monuments les plus chargés de symbole de son voyage : n'est-ce pas là une manière de démontrer *que le temps des guerres* entre les deux pays et du désastre de l'Invincible Armada appartient définitivement au passé ?


M 0147 - 1019 0 - 4,50 F
3790147004500 10190

Les mouvements sociaux et la présentation du budget

M. Pierre Bérégovoy dit non au laxisme comme au renforcement de la rigueur

Maintenir la rigueur salariale sans l'aggraver : tel est le sens de la déclaration que devait faire M. Pierre Bérégovoy, mardi 18 octobre, à l'ouverture du débat budgétaire à l'Assemblée nationale. Cette déclaration coïncidait avec la journée nationale interprofessionnelle de la CGT. Dans les transports, les perturbations ont été moins fortes que prévu. A EDF, le mouvement a entraîné des coupures tournantes. Quant aux infirmières, leur coordination tente d'éviter l'essoufflement du mouvement. A la SNCF, la grève était diversement suivie alors que beaucoup de problèmes soulevés par le grand mouvement de Noël 1986 n'ont pas été réglés.

(Lire nos informations pages 8, 40 et 48.)



Les chagrins du rail

Le dernier train de Guy Truchot est parti comme prévu à 10 h 04, direction Corbeil-Essonnes, pavoisé de fleurs et de guirlandes, mais sans chefs, petits ou grands. Seuls les copains étaient venus, des dizaines, dont un contrôleur qui faisait mine de harponner tout le monde – *« Votre billet, s'il vous plait »*, – avec de grands rires.

Il y avait bien aussi quelques voyageurs de la banlieue Sud-Est, se demandant s'ils n'étaient pas tombés dans un tournage de la « Caméra cachée ».

Les chefs n'avaient pas été invités, et tout le monde était content ainsi.

Tout au long du parcours, de la gare de Lyon – voie 2, celle de l'accident du 27 juin, mais on n'en a pas reparlé pour ne pas gâcher la fête, – jusqu'à Corbeil-Essonnes, tous les trains croisant le dernier train de Guy Truchot l'ont salué de coups de sirène amicaux. Même les TGV, qui pourtant d'habitude font leurs fiers : un dernier train, c'est un dernier train.

Sur le quai de la gare de Corbeil attendaient des drapeaux et une fanfare – *« mais c'est exceptionnel »*, ont précisé les copains, parce que Guy Truchot fut, pendant neuf ans, président des anciens combattants d'Algérie du département. Habituellement, ont précisé les mêmes, les hymnes et les drapeaux, *« ce n'est pas notre genre »*. A cause de l'automne précoce, les majorettes s'étaient fait excuser. Sous les applaudissements, Guy Truchot a posé devant son dernier train, avec son épouse et sa maman, et il a payé l'apéro – kir pour tout le monde – dans une salle de l'UAICF (Union artistique et intellectuelle des chemins de fer, *« un truc pour développer l'esprit maison »*, ont traduit les copains) située en bordure des voies.

DANIEL SCHNEIDERMANN.

(Lire la suite page 41.)

La campagne pour les élections du 1er novembre

Israël et l'obsession de la sécurité

Tandis que le président Haïm Herzog poursuit sa visite officielle en France, la campagne pour les élections législatives du 1er novembre bat son plein en Israël. Les deux grandes formations en présence, le Likoud et le Parti travailliste, s'affrontent autour du thème central de la sécurité de l'Etat juif.

JÉRUSALEM
de notre correspondant

L'électeur israélien se doit d'être stratège. Chaque soir ou presque, sur son téléviseur, défilent cartes, animations géostratégiques, photos aériennes des frontières du pays – avant et après 1967 – et état de forces en présence dans la région. L'ensemble est commenté par des brochettes d'anciens généraux qui, d'un ton péremptoire, assènent aux téléspectateurs des opinions diamétralement opposées.

A deux semaines du scrutin législatif du 1er novembre, ainsi va une campagne électorale qu'un seul sujet domine : la sécurité. A la télévision ou dans les réunions publiques, il y a des exposés pour amphithéâtres d'académie militaire, des clips simplistes et d'autres qui le sont moins, on joue tantôt à la peur et tantôt à la raison, mais les débats tiennent en une seule question : les territoires occupés – la Cisjordanie et Gaza – sont-ils essentiels à la défense du pays ?

La question n'est pas vraiment nouvelle, on en discute depuis 1967. Seulement dix mois de soulèvement dans les territoires en ont souligné l'urgence. Plus moyen, cette fois, d'y échapper : les élections se dérouleront sur fond d'*intifada*. La presse égrène quotidiennement le décompte des morts et des blessés palestiniens ; dans de nombreuses familles israéliennes, un père, un frère, un fils, est occupé à patrouiller dans Naplouse ou Khan-Younis.

Avant de spéculer sur les tergiversations de l'OLP, sur la retraite du roi Hussein de Jordanie (définitive ou pas ?), sur la position des Super-Grands, on s'interroge sur une réalité militaire et géographique immédiate : peut-on *« partir »* sans mettre en danger Israël ?

Quelques données de base : dans ses frontières d'avant 1967, le pays a une superficie de 20 700 kilomètres carrés. A l'est, le long du royaume hachémite, la Cisjordanie représente un ajout de 5 450 kilomètres carrés (1).

ALAIN FRACHON.

(Lire la suite page 6.)

(1) A peu près les deux tiers de la Corse.

Le Monde
SCIENCES ET MÉDECINE

■ Le varroa, parasite des abeilles. ■ Le coût des infections en milieu hospitalier. ■ L'Europe médicale peut-elle exister ? ■ Physiologie et comportement de « l'Ours ».
Pages 19 à 21

Le spasme algérien

par ANDRÉ FONTAINE

DES conflits voués à l'éternité, et qui sont soudain résolus, ou en bonne voie de l'être. Et, en même temps, de non moins soudaines explosions de violence, prenant de court des pouvoirs *désemparés*. Ainsi sans doute apparaîtrait dans le moment présent notre planète à celui qui tenterait d'en décrire en trois mots, depuis Sirius, les traits essentiels.

Détente, violence : on ne peut imaginer tendances plus contradictoires. Mais c'est l'excès même de celle-ci qui conduit le plus souvent à celle-là. L'apaisement de la guerre froide, le cessez-le-feu Irak-Iran, sont d'abord le fruit de l'usure des antagonistes. Le miracle de la réconciliation de Jacques Lafleur et de Jean-Marie Tjibaou, dont on n'arrive pas à comprendre comment il laisse tant de Français indifférents, eût été impensable sans le drame d'Ouvéa qui leur a fait brutalement comprendre où menait la logique de l'affrontement. Au-delà de l'horreur de la répression, le vœu que forment tous ceux qui se soucient de l'avenir du peuple algérien est que le bain de sang amène ses dirigeants à regarder à leur tour les réalités en face.

Certaines de ces réalités sont le fait de la France : de la France d'hier ou d'avant-hier, certes, mais cela crée des devoirs à celle d'aujourd'hui. On a cru jadis possible de traiter les départements d'Algérie comme autant de morceaux du territoire métropolitain, sans jamais donner pour autant à leurs habitants l'égalité des droits. Longtemps cependant ils n'ont rien réclamé d'autre. Au lendemain *de l'institution du service militaire* pour les Algériens, la revue nationaliste *Djidjelli* écrivait encore en 1912 : *« Nos fils sont prêts à servir la France, mais ils ne la serviront qu'à une seule condition : c'est qu'en échange des années passées à l'ombre du drapeau on leur donne le droit d'être français. »*

(Lire la suite page 3.)



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dr. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 $; Antilles/Réunion, 7,20 F ; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 155 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 cs. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,50 $; USA (West Coast), 2 $.

Débats

COMMUNICATION

Que vive la télévision publique!

par PIERRE BOURDIEU, ANGE CASTA, MAX GALLO, CLAUDE MARTI, JEAN MARTIN et CHRISTIAN PIERRET (*)

A l'heure où la bataille se durcit en Europe et dans le monde pour la conquête des réseaux de diffusion, le programme, son rôle, ses objectifs et ses missions restent les seuls enjeux qui vaillent, car ils sont désormais des enjeux de société plus que de pouvoir.

Il s'agit de décider si le téléspectateur doit être nourri ou gavé, si la publicité doit être acceptée ou imposée, si ceux qui font la télévision doivent être pour les télespectateurs des *enchanteurs, des confidents*, des informateurs, des pédagogues, des animateurs, en somme des créateurs de liens, ou *simplement* les camelots de la reine Audience, tout juste bons à encadrer des spots publicitaires.

La grève que vient de connaître le service *public n'est pas l'expression* d'une contestation générale. Elle est la traduction d'un désarroi particulier devant le manque de moyens, la confusion des genres et l'absence d'ambition.

Chacun sent bien aujourd'hui que le mode de financement des télévisions publiques est en totale contradiction avec les fins poursuivies et les buts assignés.

Notre projet pourrait se résumer à deux affirmations qui découlent de la logique et dont les conséquences ont été longuement pesées :

– La télévision privée doit pouvoir user largement de sa liberté. Elle doit faire ce qu'elle veut, quand elle le veut, en se conformant simplement au droit commun et aux *règles d'éthique. Elle doit choisir* elle-même la place, le rôle et la part de financement qu'elle assigne à la publicité. En cette matière, comme dans quelques autres, elle ne tardera pas à comprendre que c'est la liberté qui opprime et la loi qui libère.

– La télévision publique doit renoncer à la manne publicitaire et échapper, du même coup, aux contraintes de l'audimat. En contrepartie, elle sera financée par une contribution – prélevée sur l'ensemble des recettes publicitaires –, qui constituera un apport essentiel à la renaissance d'une télévision publique vive, légère, inventive, insolente et francophone.

En effet, l'une des causes principales de la décadence du service public est *liée à l'ambiguïté* de son mode de financement depuis 1969. On le sait, il est assuré pour 30 % par la redevance et pour plus de 60 % par des recettes publicitaires sur la publicité de marques.

En contrepartie, au gré des négociations sur les tarifs, la publicité impose une politique de programmes qui ne vise plus la satisfaction du public sur des critères de qualité et de diversité, mais doit tenir compte de la cible visée par les spots publicitaires aux différentes heures de la journée. Et cela au moindre coût.

S'ensuit la multiplication des jeux, des séries étrangères bon marché, des émissions de variétés cofinancées, directement ou indirecte*ment, par les éditeurs de disques*.

Quoi que l'on dise, la réalité du pouvoir au sein de la télévision publique est aujourd'hui entre les mains des annonceurs publicitaires. La sponsorisation directe qui est venue s'y ajouter permet de faire *assurer tout ou partie du coût du* programme par la publicité.

Il est urgent de reprendre l'initiative et de renforcer la télévision publique.

Cela implique :

– de réformer son mode de financement pour lui permettre d'échapper aux contraintes actuelles et lui assurer un niveau et une progressivité de ses ressources comparables à ceux de la télévision commerciale ;

– de *redéfinir ses missions* et ses objectifs de programmes en veillant à ne pas rechercher seulement le taux d'écoute, mais aussi *l'indice de satisfaction du public*, comme cela se pratique dans plusieurs télévisions publiques étrangères ;

– *de consacrer une part fortement* significative de ses ressources à la création dans tous les genres et dans tous les domaines, en s'appuyant sur d'authentiques professionnels de la communication, de la création et du spectacle. C'est le cas de la BBC, considérée assez largement comme la meilleure télévision du monde, et qui s'est toujours refusé à faire apparaître la publicité sur ses écrans ;

– de mettre en œuvre des *procédures décentralisées de décision en matière de programmes* pour promouvoir une politique ouverte, diverse et libre ;

– de réviser ses méthodes de fonctionnement et de gestion qui doivent s'alléger, se simplifier et aller à l'efficacité.

Cette orientation nouvelle offrira au téléspectateur une réelle liberté de choix entre deux types de télévision, obéissant à *deux logiques claires :*

– la télévision publique (2 chaînes), ne poursuivant aucun but lucratif et dont l'objectif est la création et la diffusion de programmes avec *mission d'informer, de distraire, de cultiver et de communiquer ;*

– la télévision privée (3 chaînes), à finalité commerciale, dont l'objectif principal reste le profit et le moyen d'y parvenir, le programme.

On peut espérer qu'à terme – on l'a vu en Grande-Bretagne – la vitalité et la diversité des programmes de *la* télévision publique permettront d'inverser la tendance actuelle et que la compétition avec les chaînes privées pour les meilleurs taux d'écoute se fondra sur la qualité.

Il y a tout lieu de penser, compte tenu de l'évolution constatée ces derniers mois, que l'opinion publique se *montrera favorable à ce changement* radical d'orientation. Dans le monde politique – à droite et à gauche – des voix de plus en plus nombreuses se font entendre pour exprimer la nécessité de cette cohérence. Elle répondra d'autre part à l'attente *inquiète des professionnels* de la création et de la communication.

Si une réforme fondamentale – celle qui n'a jamais été faite – n'est pas entreprise à bref délai, la télévision publique continuera sur la pente de sa décadence et finira sans doute par disparaître.

Propositions

Le financement d'une télévision publique doit répondre à trois critères : *échapper aux contraintes* du financement publicitaire qui pèse sur les programmes ; dégager des moyens *équivalents* à ceux de la télévision commerciale ; ne pas être statique et *évoluer* dans des conditions équivalentes à celles de la télévision privée.

● Financement. – *Suppression de la publicité de marque* sur les chaînes de la télévision publique, qui renoncerait à deux millions de francs de recettes publicitaires *nettes qui retourneront sur le marché.*

Elles seront absorbées pour l'essentiel par les chaînes commerciales, mais également par les autres médias. On peut penser qu'elles contribueront à mieux *équilibrer le marché* entre les différents partenaires privés.

Sur TF1, les recettes nettes de la publicité et de la sponsorisation sont passées de 2 milliards de francs en 1986 à près de 5 milliards de francs.

En contrepartie, création d'une contribution « culture et communication », prélevée *de façon modulée selon les médias* sur l'ensemble des dépenses publicitaires. Celles-ci s'élèveront cette année, rappelons-le, à *53 milliards de francs après* avoir connu une progression de 30 % en deux ans. La France n'est cependant qu'au douzième rang mondial et la marge de progression reste grande.

Cette contribution, qui ne touchera pas le spectateur, permettra à la télévision publique de disposer d'un potentiel financier de 6,5 milliards de francs.

Ce financement, *indexé de fait sur les dépenses publicitaires*, évoluera dans les mêmes proportions.

● *Fonctionnement.* – Ce nouveau mode de financement doit échapper, dans ses conséquences, aux perversions qu'a connues le service public dans le passé : alourdissement des structures aux dépens de la création et de la production de programme.

Il implique, pour y parvenir, une redéfinition des rôles et une réorganisation du fonctionnement : séparation des fonctions de diffusion et de production ; pluralité en matière de programmes, qui doit se traduire par une *décentralisation* des décisions et une *multiplication des sources de création et de production* de façon à favoriser les intitiatives ; création d'un *Observatoire national de l'audience télévisée*, financé par l'ensemble des chaînes de télévision publiques et privées.

(*) Successivement, professeur au Collège de France, réalisateur, écrivain et journaliste, conseil en communication, avocat à la Cour, député des Vosges.

Au courrier du Monde

RESTES

La « cathédrale » de Tchernobyl

En apprenant la décision des autorités ukrainiennes de rayer la ville de Tchernobyl de la carte du monde, il me revient en mémoire les explications du guide de la centrale de Chinon A 1, aujourd'hui transformée en musée, lequel comparait ses promoteurs aux bâtisseurs de pyramides et de cathédrales.

Cette filiation, si osée soit-elle, mérite qu'on s'y arrête tant il est vrai que les similitudes ne manquent pas. Dans tous les cas, d'abord, on observe des édifices élevés à la gloire de puissances occultes, indomptables, surhumaines, mais surtout des monuments dont la seule foi que l'on place en eux justifie la construction. Enfin, qui, au regard de la situation d'EDF, douterait de *la mégalomanie quasi* pharaonnesque des nucléocrates français ?

Mais les analogies s'arrêtent là. La ville meurt, la centrale demeure. Quelle divinité, quelle croyance, quel idéal peut donc conduire à sacrifier une ville de dix mille âmes à seule fin de sauver un monument ? Quelle référence historique invoquer ? Pas celles des Egyptiens ou des chrétiens. En vérité, l'entreprise en cours en Ukraine – et demain Dieu sait où – semble plutôt s'inspirer de la démence meurtrière d'un empereur fou de la Rome décadente : Néron.

ÉRIC LOISON
(Paris.)

EUROPE

Jean-Paul II et Jean Monnet

Rendant compte du discours de Jean-Paul II à Strasbourg le 8 octobre, votre envoyé spécial écrit que « [le pape] *n'a évoqué que d'un mot au Conseil de l'Europe l'ère des grands bâtisseurs, Schuman, Adenauer, De Gasperi* ».

Puis-je me permettre de préciser que Jean-Paul II n'a pas manqué d'associer explicitement, dans son évocation, le nom du créateur de la Communauté européenne à ceux des trois grands hommes d'Etat qui, en 1950, ont assumé la responsabilité politique de cette création révolutionnaire ?

Cette mise au point, à quelques jours du centenaire de la naissance de Jean Monnet et du transfert de ses cendres au Panthéon, méritait, je crois, d'être apportée.

FRANÇOIS FONTAINE
(Paris.)

ŒCUMÉNISME

Une mise au point du pasteur Hoeffel

Je relève une inexactitude dans l'article d'Henri Tincq, sur la visite du pape (*le Monde* du 11 octobre) publié sous le titre « Une visite aux protestants ». En effet, faisant allusion à la partie de mon message relatif à « *l'intercommunion eucharistique* », il affirme que : « *Les aspérités de* [mon] *texte avaient été gommées à la suite d'une intervention du Vatican.* »

Je vous indique que selon l'usage, j'ai bien envoyé mon texte au pape et puis vous assurer qu'il n'a subi aucune modification, ni de forme ni de contenu, sur demande du Vatican. C'est bien mal connaître les protestants que de supposer que leur souci de l'œcuménisme pourraît les empêcher de dire ce qu'ils pensent.

PASTEUR MICHEL HOEFFEL,
président de la confession d'Augsbourg d'Alsace et de Lorraine.

INSTITUTIONS

Référendum : l'autre question

par MAURICE DUVERGER

IL était absurde de déduire des abstentions aux scrutins du 25 septembre et du 2 octobre la nécessité de reporter ou d'annuler le référendum sur la Nouvelle-Calédonie. La faible participation aux élections cantonales ne tient pas au trop grand nombre d'élections depuis six mois mais à l'absence d'intérêt qu'offrait cette bataille d'automne. Pour le comprendre, il *suffit* de regarder les affiches et les circulaires des candidats. Les citoyens ne vont pas voter pour peu de chose. Certes, les conseils généraux et leur président sont devenus importants depuis la décentralisation. Mais le public l'ignore. Il prêtera certainement plus d'attention au problème de la Nouvelle-Calédonie.

Si lointain et si petit que soit ce territoire, son drame a frappé l'opinion publique au printemps dernier. Les vingt et un morts de la grotte d'Ouvéa ne sont pas encore oubliés, ni les gendarmes massacrés quelques jours auparavant. Une campagne intelligente et dynamique mobiliserait facilement les citoyens, si le parti qui se réclame du général de Gaulle ne prônait l'abstention sur le terrain même qui correspond au rêve du fondateur de la Ve République : réconcilier les populations autochtone et immigrée dans le cadre d'une ancienne colonie progressivement dotée d'un statut d'autonomie qui pourrait évoluer vers une communauté d'un type nouveau ou une association conforme à l'article 88 de la Constitution, encore inappliqué.

Pour éviter une telle perturbation n'aurait-on pas pu reprendre l'idée initiale d'un référendum à plusieurs questions, dont une fondamentale pour tous les Français, qui les aurait poussés à voter massivement ? Après tout, le référendum gaullien de 1945 en posait deux, certains référendums suisses en posent plus, le dernier référendum italien en a posé cinq, et nos compatriotes ne sont pas plus bornés que leurs voisins. La loi sur la Nouvelle-Calédonie aurait ainsi pu fournir l'occasion d'élargir l'article 11 à des problèmes de société, comme François Mitterrand le souhaitait en 1984 à propos de l'école privée. Il a souligné son intérêt pour une telle réforme dans la *Lettre à tous les Français* sans rappeler que les *sénateurs avaient* bloqué cette initiative. Mais on n'a pas remarqué alors que lui-même avait tourné l'obstacle quelques jours plus tôt.

Il y a été poussé par une question directe d'un professeur de droit constitutionnel au cours d'un entretien destiné à publication dans la revue *Pouvoirs : « Admettez-vous que l'article 11, tel qu'il existe, soit utilisé pour une révision constitutionnelle, comme le fit le général de Gaulle, avec succès en 1962, sans succès en 1969 ? »*. La réponse fut nette et précise : « *L'usage établi et approuvé par le peuple peut désormais être considéré comme l'une des voies de la révision, concurremment avec l'article 89. Mais l'article 11 doit être utilisé avec précaution, à propos de textes peu nombreux et simples dans leur rédaction. Sinon il serait préférable que la consultation des Français fût éclairée par un large débat parlementaire* (1). Ce texte n'a été publié qu'après avoir été soumis à son auteur, qui en a vérifié l'exactitude. Rappelons que le président de la République s'est conformé sur ce point à *l'évolution* d'un bon nombre de constitutionnalistes, et qu'il tient de l'article 5 le pouvoir d'interpréter la Constitution, sauf dans les domaines où elle en décide autrement, ce qui n'est pas le cas.

En conséquence, rien n'aurait empêché de poser deux questions dans le référendum aujourd'hui prévu pour la seule Nouvelle-Calédonie. En tête aurait pu figurer alors celle tendant à une révision constitutionnelle du type suivant : « *Approuvez-vous que soit inséré dans l'article 11 de la Constitution, entre ses deux paragraphes actuels, ce paragraphe nouveau :* « De sa propre initiative et sans contreseing, le président de la République peut soumettre au référendum un projet de loi ordinaire relatif à l'extension des libertés publiques, des droits de l'homme, ou de l'égalité des citoyens, sous condition que le Conseil constitutionnel ait constaté au préalable, par un avis public, la conformité dudit projet à la Constitution, à la déclaration des droits de 1789 et aux principes fondamentaux de la République. » Ce nouveau pouvoir correspondrait assez bien à l'image d'une dyarchie entre le président, qui oriente et arbitre, et un premier ministre qui gouverne.

Du « oui-oui » au « non-non »

La seconde question aurait porté sur la seule Nouvelle-Calédonie. Les électeurs auraient disposé d'un choix entre quatre bulletins de vote correspondant à chacune des positions possibles : « *oui-oui* », « *oui-non* », « *non-oui* », « non-non ». La campagne de 1945 a montré l'efficacité d'un tel système. Evidemment en un pareil cas, l'abstention ne peut être que globale, comme c'est généralement le cas dans les pays à référendum, la multiplicité des questions ayant pour but d'accroître la participation électorale.

Le référendum du 6 novembre se limite à la Nouvelle-Calédonie. Il restera valable quel que soit le nombre des votants, comme l'a justement souligné Jean-Marie Djibaou. Et ces derniers pourraient être nombreux si, au lieu des discours traditionnels, on projetait à la télévision des entretiens entre le leader du FNLKS et Jacques Lafleur, en contrepoint avec les terribles images de la guerre civile qui commençait là-bas au printemps.

(1) Réponse à Olivier Duhamel dans *Pouvoirs*, avril 1988.

Le Monde
7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL *le Monde*
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)
Durée de la société : cent ans à compter du *10 décembre 1944.*
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* », Société anonyme des lecteurs du *Monde*, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, *gérant*, et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.
Administrateur général : Bernard Wouts.
Rédacteur en chef : Daniel Vernet.
Corédacteur en chef : Claude Sales.

ABONNEMENTS PAR MINITEL
36-15 – Tapez LEMONDE
code d'accès ABO

Imprimerie du « Monde » 7, r. des Italiens PARIS-IXe
OJD 1987

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-99-61.

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez *LEMONDE*

Le Monde PUBLICITE S A
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

Tarif	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS voie normale
3 mois	354 F	399 F	504 F	687 F
6 mois	672 F	762 F	972 F	1 337 F
9 mois	954 F	1 089 F	1 404 F	1 952 F
1 an	1 200 F	1 380 F	1 800 F	2 530 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner
RENVOYER CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT
DURÉE CHOISIE
3 mois ☐
6 mois ☐
9 mois ☐
1 an ☐
Nom :
Prénom :
Adresse :
Code postal :
Localité :
Pays :
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.
BADMO 88

هكذا من الأصل

Etranger

POLOGNE : la préparation de la « table ronde »

Un entretien avec le négociateur de Solidarité

« Le pouvoir n'est pas prêt à se prononcer sur le pluralisme syndical »

VARSOVIE
de notre envoyée spéciale

Le négociateur en chef de Solidarité, chargé de mener les contacts avec le pouvoir en vue de l'organisation de la « table ronde », le professeur Andrzej Stelmachowski, est un homme posé, respecté par les intellectuels de tous bords pour sa sagesse et sa modération. Aujourd'hui, M. Stelmachowski reconnaît qu'il est inquiet : *« J'espère que la « table ronde »* [à l'origine prévue pour la mi-octobre] *commencera la semaine prochaine,* dit-il, *mais rien n'est sûr, au contraire. Le climat me semble beaucoup moins favorable qu'auparavant. »*

La situation est même suffisamment sombre pour qu'il n'exclut pas que ces négociations entre le pouvoir et l'opposition, décidées à l'issue des grèves d'août, n'aient tout bonnement pas lieu du tout, *« ce qui serait vraiment déplorable ».*

Dans un entretien accordé au *Monde* lundi 17 octobre, M. Stelmachowski, professeur de droit à l'université de Varsovie et président du Club de l'intelligentsia catholique (KIK), a attribué les retards imposés par les autorités à l'ouverture de la « table ronde » aux divisions du pouvoir sur l'attitude à adopter à l'égard de Solidarité. *« Nous sommes dans une situation où ce sont les généraux qui décident* (1), *et en première ligne le général Jaruzelski,* explique-t-il. *Mais ils ont une attitude équivoque. Ils ne disent rien, ils restent muets. La polarisation au sein du parti est tout à fait claire. Il y a deux courants entre lesquels le général* [Jaruzelski] *doit décider, et il hésite. Ceux qui le connaissant bien disent que c'est dans son caractère, qu'il ne prend les décisions qu'après beacoup d'hésitations, après avoir entendu diverses opinions. »*

Sur quoi le « général » a-t-il tant de mal à se décider ? Tout simplement sur l'incontournable question du pluralisme syndical. *« La table ronde requiert une décision préalable,* observe M. Stelmachowski. *Est-on prêt ou non à reconnaître le pluralisme syndical et social ? »* Les nouveaux obstacles qui surgissent sans cesse dans les pourparlers préliminaires, la composition de la délégation de Solidarité, l'organisation des groupes de travail, tout cela n'est que *« prétexte ».* En réalité, *« la partie gouvernementale n'est pas prête, la décision de fond n'a pas été prise ».*

Ce qui inquiète tout particulièrement le professeur Stelmachowski, ce sont d'abord les attaques incessantes dans la presse du Parti, et à la télévision, contre Solidarité, et même contre l'idée de table ronde. *« En ce moment les durs mènent l'offensive, c'est très clair »,* dit-il. Ce sont aussi *« les promesses non tenues, et notamment certains accords sur la sécurité des grévistes »,* qui devaient être réintégrés à leurs postes de travail. *« Ces accords ont été passés avec M. Walesa et avec l'Eglise,* souligne-t-il, *et malgré cela ils ne sont pas appliqués en Silésie, par exemple, où plus d'une centaine de grévistes n'ont toujours pas été autorisés à regagner la mine. »*

Cette fois-ci l'épiscopat, en dépit des yeux doux que lui fait le premier ministre, M. Rakowski (*« ridicule,* dit le professeur, *tout le monde sait qu'il est anticlérical »*), ne veut pas se laisser flouer et vient de rédiger une lettre *« énergique »* de protestation à l'intention du général Kiszczak, le ministre de l'intérieur. Pour M. Stelmachowski, *« ce geste de l'Eglise est important, car elle entend par là rappeler que l'idée de la table ronde est toujours valable et faire part de son inquiétude ».*

Non moins préoccupante peut-être a été la réaction des autorités aux violents affrontements qui ont opposé dimanche, à Gdansk, des centaines de très jeunes gens aux forces de l'ordre. Qualifiée par le gouvernement de *« provocation visant à torpiller l'entente nationale »,* cette manifestation – dont les images ont été montrées, chose inhabituelle, à la télévision – a étonné plus d'un responsable de Solidarité, et M. Stelmachowski n'écarte pas une *« manipulation ».*

Il se trouvait lui-même à Gdansk, samedi, pour informer M. Lech Walesa de ses derniers contacts et *« pour y prendre des instructions en vue des prochaines rencontres »,* car il a de nouveau rendez-vous ce mardi avec M. Jozef Czyrek, son principal interlocuteur au parti. *« Nous sommes presque collègues maintenant »,* plaisante l'universitaire. *« L'autre jour un de ses gorilles m'a d'ailleurs demandé de saluer M. Walesa. Nous étions en prison ensemble,* m'a-t-il dit. *– En prison ? – Oui, je le gardais pendant son internement. Il était très sympathique. Je l'aimais beaucoup. »*

SYLVIE KAUFFMANN.

(1) Outre le général Jaruzelski, premier secrétaire et chef de l'Etat, le bureau politique comprend deux généraux : le général Kiszczak et le général Siwicki, ministre de la défense.

Afrique

ALGÉRIE : pour lutter contre les pénuries

Le gouvernement lance un programme « global et permanent » d'importations

Un communiqué de la présidence de la République, rendu public lundi 17 octobre, a précisé le contenu des amendements à la Constitution algérienne qui seront soumis à référendum le 3 novembre. Ce projet, qui concerne quatorze articles du texte constitutionnel, qui en compte cent quatre-vingt-dix-neuf, renforce les possibilités du chef de l'Etat de recourir au référendum et lui permet de conserver le titre de *« commandant en chef des forces armées »* et de garder le contrôle de la politique étrangère. Le chef de gouvernement sera, de son côté, responsable devant l'Assemblée populaire nationale, qui pourra rejeter son programme et, dans ce cas, le contraindre à démissionner. Toutefois, si l'Assemblée refuse sa confiance à deux gouvernements de suite, elle sera dissoute.

Par ailleurs, le gouvernement algérien a décidé de lancer un nouveau *« programme global et permanent »* d'importations en vue d'assurer la disponibilité des produits sur le marché local, vient d'annoncer le quotidien *El Moudjahid*. Une partie du financement de ces importations, comme celui du ravitaillement en cours en provenance du Maroc, est assurée par une importante ligne de crédit saoudienne. L'Algérie devrait, en outre, lancer, le 1er novembre, un appel d'offres pour l'importation de 1 000 tonnes de beurre, qui seraient éventuellement livrées par l'Allemagne fédérale et les Pays-Bas.

Le spasme algérien

(Suite de la première page.)

Scrutins truqués, inégalités criantes de traitement notamment en matière d'éducation, non seulement entre Algériens et « pieds-noirs », mais entre Arabes et Berbères, répression brutale, en 1945, de l'insurrection kabyle, pas grand-chose n'a été fait, en fin de compte, malgré tout le sang versé par les Algériens sous le drapeau tricolore, pour les convaincre qu'ils seraient chez eux dans une « Algérie française ».

Le décalage des taux de natalité suffisait de toute façon, comme de Gaulle l'avait bien compris, à rendre cette formule totalement impraticable à long terme, sauf à accepter que le tiers de l'électorat français fût algérien. Ce n'est pas par hasard qu'on a vu les plus farouches partisans de l'Algérie française, Jean-Marie Le Pen en tête, se muer en adversaires non moins farouches de l'immigration maghrébine.

La guerre d'Algérie résulte de la lenteur mise, du côté français, à comprendre cette évidence. Elle a été marquée, de part et d'autre, de bien des excès, et il n'est pas de famille européenne ou arabe d'Algérie qui n'en ait durement subi les conséquences. Sans de Gaulle, revenu au pouvoir du fait de cette guerre, l'inévitable indépendance aurait été pour la France une défaite pure et simple. Il a su en faire le point de départ d'une nouvelle affirmation, dans le monde, du rôle de notre pays. Grâce à lui, grâce à tous les liens que l'Histoire avait tissés entre les deux peuples, le pire, qui aurait été une rupture totale, a été évité. Et les successeurs du général ont tous eu à cœur de veiller au maintien, entre Paris et Alger, d'un minimum de coopération.

Un partenariat assez poussé

Il en a été de même, l'un dans l'autre, du côté algérien, quelles que fussent les difficultés inhérentes à des dossiers aussi délicats que ceux du Sahara, avec le double arrière-plan des essais nucléaires et des hydrocarbures, ou de l'immigration, une fois ralentie la croissance qui avait conduit à lui faire appel. Un partenariat finalement assez poussé s'est institué entre les deux pays, sur les plans économique et culturel, et même sur celui de la coopération des polices et des services secrets. Le moule français a profondément marqué l'administration algérienne naissante et même les ambitions d'un Boumediène : il aurait volontiers repris au général le rôle, que celui-ci ambitionnait de jouer, de leader de l'Afrique et de l'Orient.

Ce moule a joué aussi dans le choix des orientations économiques. Bien sûr elles se sont fortement inspirées de l'exemple de l'URSS : l'acier (en russe stal, d'où le surnom symbolique de Staline) paraissait alors le ressort même de la puissance, et non une agriculture d'autant plus négligée que le sol national était unanimement considéré comme trop pauvre. L'efficacité du modèle soviétique paraissait d'autant plus avérée qu'il avait pour lui la simplicité d'une logique trop serrée pour ne pas paraître cartésienne.

La nécessité de la critique

Pour assurer le développement d'un pays prolétaire, il fallait planifier à outrance, obliger l'intérêt individuel à s'incliner devant l'intérêt collectif et donner donc à l'Etat un rôle de chef incontesté. Rien de tout cela ne contredisait formellement le message d'une France où de Gaulle mettait l'accent, avant tout, sur l'indépendance. Et l'Algérie était bien trop fière, en même temps, de ses racines islamiques pour aller s'enrégimenter, sous la bannière du marxisme-léninisme, dans le « camp socialiste ».

Le Parti communiste était d'ailleurs – il l'est encore – proscrit et il est arrivé que *le Monde* fût interdit à la vente en Algérie pour avoir mentionné les trois initiales PCA dans la liste des délégations à un congrès du PCF. Un seul parti est autorisé, comme dans la plupart des pays en voie de développement, et c'est le FLN, lequel est d'abord à bien des égards une courroie de transmission d'un pouvoir demeuré fondamentalement militaire. Sous le prétexte, d'ailleurs pas faux, que la démocratie à l'occidentale ne peut être pour ces pays qu'un luxe, ou un objectif, on ne les a pas assez mis en garde contre la perversité intrinsèque de ce système du parti unique que Mussolini et Hitler avaient jadis repris à Lénine.

Les mots eux-mêmes pourtant sont antinomiques : l'étymologie étant la même, un parti a ceci de commun avec une partie qu'il ne peut constituer un tout. Il est certes bien commode de disposer, grâce audit parti unique, appuyé dans le cas de l'Algérie sur une police politique souvent formée en URSS, d'un organe d'encadrement et de transmission apte à canaliser toutes les énergies de la nation et à faire rentrer dans le rang les mauvaises têtes. Mais le propre du pouvoir absolu est de corrompre absolument, comme l'avait noté il y a déjà un siècle lord Acton, et c'est ce qui explique que, presque partout dans le monde aujourd'hui, le parti unique soit en crise.

Le plus grand inconvénient de l'absence de force de contestation, la presse étant naturellement muselée, c'est qu'elle dispense les dirigeants de soumettre leur action au nécessaire contrôle de l'esprit critique. Personne n'a objecté à la politique d'industrialisation à outrance dans laquelle se sont lancés ceux de l'Algérie qu'elle était vouée à créer moins d'emplois que de dépendance des importations et des chèques des immigrés. Le pétrole a fait le reste : il a tourné la tête à des technocrates trop sûrs d'eux qui ont cru, dans la foulée du « premier choc », que le monde arabe pourrait durablement dicter sa loi. Le résultat, ce sont des exportations qui reposent à 98 % sur les hydrocarbures, et que la baisse des cours compromet de manière dramatique. Si l'on ajoute que la progression du nombre des habitants, l'une des plus fortes du monde, est plus rapide que celle du revenu national, on peut dire que la crise était inscrite de longue date à l'horizon algérien.

Crise économique d'abord : ce n'est pas par hasard que les émeutes ont été déclenchées par la pénurie de semoule, de même que celles de Tunis ou de Casablanca, il y a quelques années, avaient suivi l'augmentation brutale du prix du pain. C'est bien parce que cette crise leur pendait au nez que le président Chadli et ses lieutenants ont mis en place une politique d'austérité qui n'avait rien à envier à la thérapeutique classique du FMI : appel au marché, vérité des prix, restructuration des entreprises, verrouillage des importations. On en a fait à peu près autant, à la même époque, à Belgrade, avec, les morts en moins, des résultats fort voisins.

Car la crise est aussi morale : à la différence du Maroc, vieille nation dont le roi s'appuie sur les deux aristocraties du sang et de l'argent, comme de la Tunisie, qui ne serait pas en voie de se démocratiser, sous la houlette du sage président Ben Ali, si elle ne disposait pas d'une vaste classe moyenne, l'Algérie est un pays prolétaire et fier de l'être.

Une telle prétention s'accommode mal, surtout lorsque la pauvreté, sinon la misère, est générale, de l'étalage de la corruption et de la fortune. Aussi bien l'un des premiers objectifs des émeutiers a-t-il été le complexe Riadh Al Fat'h, temple de la consommation impudemment et donc imprudemment placé sous le signe du sanctuaire des Martyrs auprès duquel il a été construit.

Au point où en sont les choses, il ne semble pas que les troubles aient été déclenchés par une force organisée. Les islamistes ont visiblement pris le train en marche et n'ont pas donné le sentiment que leur influence était considérable. La violence de la répression a été démesurée. On aimerait pouvoir croire qu'elle n'a été le fait que de policiers et de militaires affolés, mais le fait est, hélas, qu'il y a eu des responsables pour donner l'ordre de tirer à l'arme automatique sur des foules désarmées, sur des hommes à terre, sur des parents venus chercher les corps de leurs enfants. Pourquoi ? Il est difficile d'écarter de son esprit l'idée que certains ont voulu profiter de l'occasion pour se débarrasser d'un président coupable, entre autres, d'avoir fait la paix avec le Maroc.

Cette hypothèse, qui n'est évidemment pas démontrée, interdit d'accabler *a priori* Chadli Bendjedid. Homme de goûts simples, devenu chef de l'État en quelque sorte au bénéfice de l'âge et sans l'avoir cherché, il avait donné jusqu'alors l'impression de suivre une ligne modérée, de vouloir sortir du dogmatisme et de la prétention auxquels avaient trop souvent succombé ses deux prédécesseurs. A-t-il pour y parvenir l'intelligence, l'audace, le charisme nécessaires ? Ce n'est pas prouvé, et son discours télévisé du 10 octobre a surtout donné l'impression d'un homme dépassé, au moins un moment, par les événements.

Va-t-il rebondir, ou son sort est-il déjà réglé ? Le référendum annoncé va donner au peuple algérien, du moins on veut l'espérer, un autre moyen de faire entendre sa voix que celui du pillage et des incendies de voitures. Mais quels que soient les hommes qui auront demain sur leurs épaules la charge de l'Algérie, il faut qu'ils sachent deux choses : l'une dépend d'eux : pour mobiliser leurs compatriotes, il faut qu'ils obtiennent leur confiance, ce qui signifie qu'on leur dit la vérité et qu'on leur demande vraiment leur avis. L'autre dépend de nous : il faut que politiquement et économiquement nous aidions généreusement le peuple algérien à faire face aux difficultés qui l'assaillent. Ce n'est pas seulement affaire de cœur à l'égard d'une nation dont l'histoire est tellement mêlée à la nôtre, c'est aussi affaire d'intérêt : qui peut soutenir avec assurance les flammes d'un incendie au Maghreb n'épargneraient nécessairement notre pays ?

ANDRÉ FONTAINE.

RFA

La double succession de Franz Josef Strauss

BONN
de notre correspondant

Le comité directeur du Parti chrétien-social bavarois s'est réuni lundi 17 octobre pour procéder aux choix des successeurs de Franz Josef Strauss dans les fonctions qu'il occupait jusqu'à sa mort. M. Max Streibl, 56 ans, ministre des finances, sera élu mercredi ministre-président par le Landtag de Bavière, où la CSU dispose de la majorité absolue. M. Theo Waigel, 49 ans, président du groupe parlementaire CSU au Bundestag, sera l'unique candidat proposé à la présidence du parti par la direction au congrès de celui-ci, qui se déroulera au mois de novembre prochain.

M. Max Streibl, ministre-président de Bavière

M. Max Streibl, qui occupera cette semaine la somptueuse Residenz des ministres-présidents à Munich, est né le 6 janvier 1932 à Oberammergau, dans cette Haute Bavière profondément catholique où sa famille possède un hôtel. Après des études secondaires chez les bénédictins de Ettal, il s'inscrit à la faculté de droit de Munich. Ses diplômes en poche,en 1959, il entre dans l'administration bavaroise, cette rivale de toujours en efficacité de la machine d'Etat prussienne.Il mène parallèlement une activité politique dans les rangs de la CSU de Haute Bavière, place forte de cette formation. Responsable des jeunesses du parti, il est aussi administrateur de la fameuse Passion d'Oberammergau, un spectacle somptueux datant du Moyen Age, mais qui avait suscité, ces dernières années une polémique en raison des relents d'antisémitisme chrétien qui s'y manifestaient.

En 1962, il devient député au Landtag, et sera promu en 1966 au secrétariat général de la CSU, poste qu'il abandonnera en 1971 pour entrer, avec Franz Josef Strauss, dans le gouvernement régional. D'abord ministre de l'environnement et de l'aménagement rural, il devient en 1977 ministre des finances, un poste qu'il occupait encore onze ans plus tard. A ce titre, il siégeait au conseil d'administration des principales entreprises où l'Etat bavarois détient des participations : Messerschmitt- Bolkow-Blohm (aviation), Rhein-Main-Donau AG (canal Rhin-Danube). Symbole de la réussite économique de la Bavière des années 80, M. Max Streibl, qui gérait l'intendance florissante de l'Etat libre à l'ombre de son impétueux patron,devra forcer sa nature, plutôt réservée, pour que la voix bavaroise résonne au-delà des montagnes...

M.Theo Waigel prochain président de la CSU

Sourcils broussailleux, accent rocailleux, éloquence précise et subtile, le visage et la voix de M. Theo Waigel sont bien connus dans la capitale fédérale.Dans les turbulences qui marquaient les rapports entre Franz Josef Strauss et le chancelier Kohl ces dernières années, c'était à lui , en tant que président du groupe CSU au Bundestag, qu'il revenait de recoller les pots cassés avec les partenaires de la coalition.

Né en 1939 à Oberrohr, dans la partie bavaroise de la Souabe, M. Waigel, malgré des origines très modestes – son père était un petit paysan obligé de compléter ses revenus en travaillant comme maçon – fait des études de Droit. Après un passage dans la magistrature, il devient chef de cabinet du secrétaire d'Etat bavarois au finances, avant d'être élu en 1972 député CSU au Bundestag. En 1982, il succède à M.Friedrich Zimmermann à la tête du groupe parlementaire CSU à Bonn. Désormais, il représentera son parti aux « réunions d'éléphants », comme on appelle ces sommets des partis de la coalition où se réalisent, parfois dans le bruit et la fureur, les compromis entre la CDU, la CSU et le FDP sur les principaux projets de lois et de réformes.

LUC ROSENZWEIG.

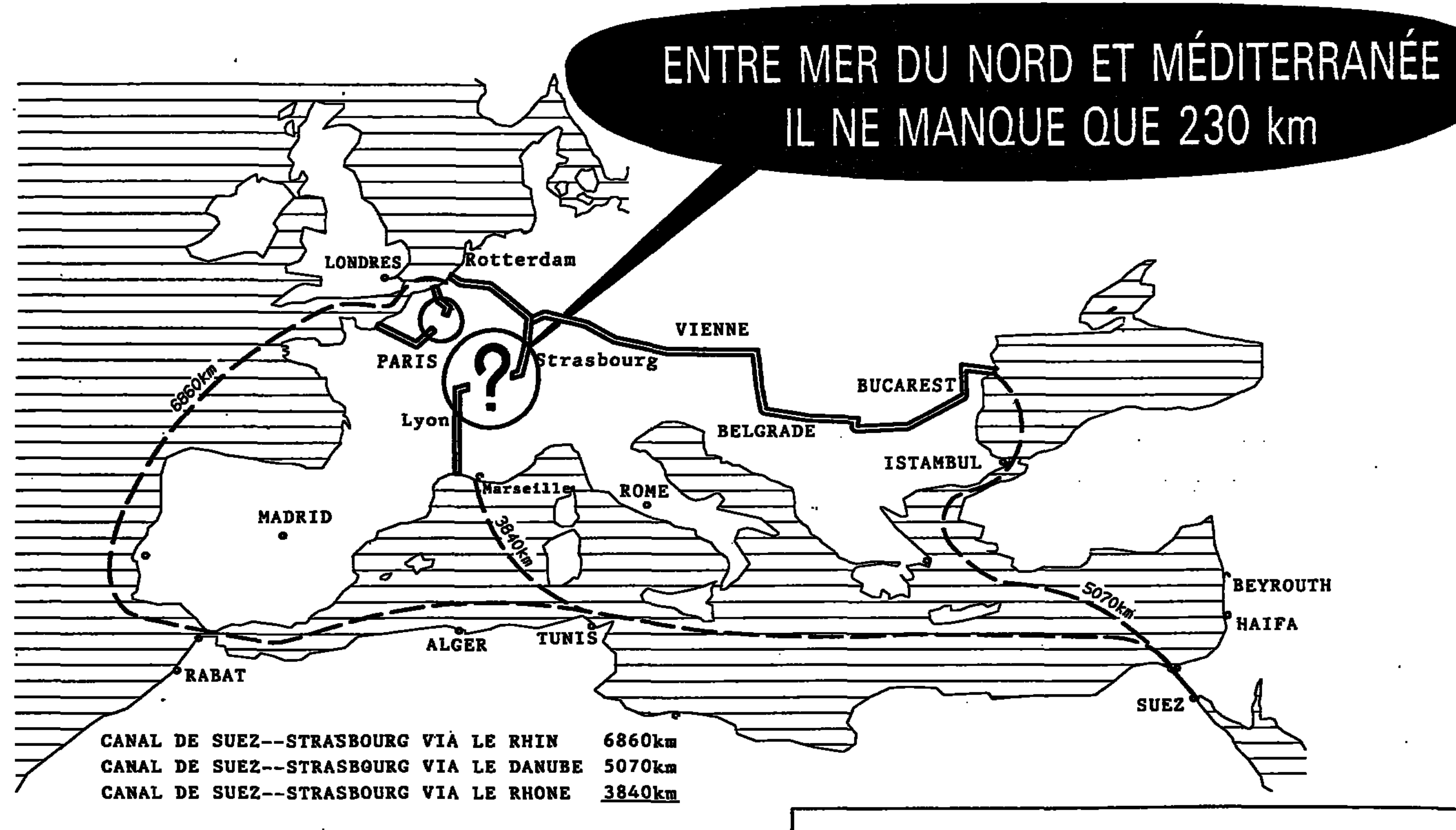
(Publicité)

L'EUROPE DES VOIES NAVIGABLES SE FERA-T-ELLE SANS LA FRANCE ?

NOS PARTENAIRES EUROPÉENS SONT PRÊTS

(La liaison Rhin-Main-Danube sera terminée en 1993)

LA FRANCE RESTERA-T-ELLE ISOLÉE ?



LE SAVIEZ-VOUS ?

- Un convoi de gabarit européen transporte autant de marchandises que :
  110 WAGONS DE 40 TONNES
  220 CAMIONS DE 20 TONNES
- La France a déjà investi 90 MILLIARDS dans la liaison RHIN-RHONE, 15 MILLIARDS suffisent à la terminer.
- En l'an 2000, la population du nord de l'Afrique sera égale à celle de l'Europe. Les échanges Nord-Sud seront considérables.

cnr

Monsieur le Premier Ministre,
Messieurs les Ministres,
Messieurs les Parlementaires,

SIX RÉGIONS :

ALSACE, BOURGOGNE, FRANCHE-COMTÉ, LANGUEDOC-ROUSSILLON, PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR, RHONE-ALPES
LA C.N.R. ET SON PERSONNEL

ATTENDENT VOTRE FEU VERT !

POUR LA LIAISON RHIN-RHONE A GRAND GABARIT

C'EST URGENT !

TOUT EST PRÊT POUR COMMENCER LES TRAVAUX.

COMITÉ D'ENTREPRISE DE LA COMPAGNIE NATIONALE DU RHONE

FO - CGT - CFDT - UNCM.CGC

2, rue A.-BONIN, 69004 LYON. - Tél. : 72-00-67-01 et 72-00-69-69



هكذا من الأصل

Diplomatie

Un entretien avec M. Claude Cheysson

« Les décisions prises par la Communauté ne doivent pas continuer à échapper à un contrôle démocratique » *nous déclare le commissaire européen chargé de la Méditerranée et des relations Nord-Sud*

La commission des affaires économiques et du plan du Sénat, présidée par M. Jean François-Poncet, organise, les 19 et 20 octobre au Palais du Luxembourg, un colloque sur l'achèvement du marché intérieur européen. Doivent intervenir notamment au cours de ces deux jours de débat, parmi de nombreuses autres personnalités, MM. Alain Poher, Jacques Delors, Pierre Bérégovoy, Mme Edith Cresson, MM. Roger Fauroux et Lionel Stoléru. M. Claude Cheysson, commissaire européen chargé de la Méditerranée et des relations Nord-Sud, expose ses vues sur les questions dans l'entretien qu'il nous a accordé.

« Le grand marché fait l'objet, c'est nouveau, d'une certaine contestation. Michel Rocard évoque la souveraineté fiscale et le risque de paupérisation des Etats. Margaret Thatcher récuse les transferts de souveraineté que pourrait entraîner le grand marché. Considérez-vous qu'il y a une parenté entre les griefs de Margaret Thatcher et ceux de Michel Rocard ?

– Aucune à mon avis. Et j'ai regretté que la déclaration du premier ministre français ait pu être interprétée comme une prise de position fondamentale quant à la structuration de l'Europe de demain. Michel Rocard a fait une remarque qui était presque incidente sur un point précis des propositions de la Commission : il n'estime pas indispensable qu'il y ait aussitôt harmonisation de la TVA. Il a le souci des ressources publiques et, du coup, il a semblé prendre position contre la construction du grand marché, dont il ne nie absolument pas qu'elle comporte à terme une harmonisation de la TVA.

» Au contraire, Margaret Thatcher s'est livrée à un exercice que je trouve d'un intérêt considérable. Elle a en effet mis en évidence le fait qu'il y a plusieurs conceptions de l'Europe. Est-elle simplement destinée à assurer la libre circulation des personnes, des capitaux et des marchandises ? Ou bien l'Europe de demain est-elle destinée à servir tous les citoyens ? Voilà le problème que pose Mme Thatcher. Pour moi, membre de cette Commission, mais aussi socialiste, la première thèse est inacceptable car elle marginaliserait une partie de la population d'Europe. Pour moi, la puissance publique doit prendre ses responsabilités durant ces grandes périodes de restructuration économique, et donner un avenir à ceux que les forces du marché marginalisent.

– Quand vous dites « puissance publique », vous pensez aux gouvernements des Etats ou à la Commission ?

– J'emploie volontairement l'expression « puissance publique », car je suis toujours gêné quand on institutionnalise le raisonnement à l'extrême. De même qu'en France nous commençons à avoir une décentralisation d'une partie de la puissance publique, de même il y aura des éléments de la puissance publique exprimés au niveau européen.

– La contestation de Mme Thatcher est aussi politique ; elle refuse les transferts de souveraineté. Ne peut-on pas reprocher à la Commission d'avoir, en donnant l'impression que ces transferts sont la conséquence inévitable de l'Acte unique, partiellement escamoté le débat politique ?

– Je suis membre de la Commission, je suis totalement solidaire de cette Commission, même sur les sujets pour lesquels lors des discussions qui précèdent la décision, j'étais d'un avis différent de mes collègues. Donc j'accepte la critique que vous venez de faire. Je l'accepte et je plaide coupable. La raison de cette erreur est très intéressante : Jacques Delors a pensé que, si une avancée considérable – l'Acte unique – était faite, le progrès enregistré créerait une pression favorable à de nouveaux progrès. Etait-ce possible pour une avancée aussi importante que celle qui est maintenant convenue entre les gouvernements, au titre du grand marché ? Je pense qu'il aurait été moins sage et plus réaliste de bien marquer que d'autres politiques devaient être prises simultanément. Je pense ainsi à la nécessité de donner aux travailleurs la possibilité de prendre une dimension européenne.

» Il y a nécessité absolue de permettre un contrôle démocratique, un contrôle par des élus, des décisions qui actuellement, au niveau de la Communauté, échappent pratiquement à ce contrôle démocratique. Les pouvoirs du Parlement européen tels qu'ils sont à l'heure actuelle ne permettent pas aux élus un contrôle comparable à ce qui existe au niveau national sur ces sujets qui cependant sont en voie d'être transférés à la Communauté. Il y a incontestablement une nécessité de transfert de souveraineté.

– Et ce débat, qui n'a pas eu lieu, peut-il encore être organisé ?

– La pression pour la construction politique de l'Europe vient de divers besoins : celui d'un contrôle démocratique, le besoin d'expression des forces sociales, celui des jeunes de voir les problèmes qui les intéressent le plus traités au niveau européen, sans parler des besoins nouveaux en matière d'audiovisuel ou de défense. La nécessité de la construction politique de l'Europe n'est pas seulement due au grand marché. Cette construction va se faire. Mme Thatcher en est très inquiète. Elle se sent actuellement débordée.

» Certains diront qu'elle n'a peut-être pas bien lu l'Acte unique avant de l'approuver, qu'elle a été mal conseillée. Je n'en sais rien. Elle voudrait freiner... Elle ne parviendra pas à le faire. Nous, sur le continent, nous avons un besoin plus urgent que les Anglais de ce progrès européen pour des raisons qui ne sont pas économiques. Nous devons aller vite. Nous n'aurons peut-être pas tellement de temps pour créer l'irréversible. Alors il faut le proposer résolument, et, encore une fois, je regrette que la Commission ne l'ait pas fait, même si elle a pris une autre méthode qui se révèle très fructueuse puisque le mythe du grand marché s'est créé dans plusieurs pays, dont la France.

L'espace social non identifié

– C'est toujours dangereux, les mythes. Il faut qu'ils puissent tenir leurs promesses.

– D'où la nécessité de compléter nos propositions et, pour les gouvernements, d'aborder les problèmes dont ils ont parfaitement conscience mais qu'ils n'ont pas osé traiter jusqu'à maintenant. Rappelez-vous 1981. Au premier conseil européen où va François Mitterrand il propose la création d'un espace social. Stupeur chez certains autour de la table, embarras devant une telle impudeur chez d'autres, et on a cru que l'affaire pourrait être mise de côté. En fait, elle n'aurait pas dû l'être. Nous y revenons.

– Mais on ne sait toujours pas aujourd'hui ce que pourrait être pratiquement l'espace social européen. C'est une formule magique qu'on ressort sans la préciser.

– C'est une idée forte dont on ne connaît pas le contour. Quand nous avons dit grand marché, il y a quatre ans, nous ne savions pas exactement ce que cela voulait dire. Alors à fortiori dans les domaines qui n'ont pas encore été soigneusement étudiés.

» L'espace social, cela veut dire quoi ? Je crois qu'Edmond Maire, dans une interview qu'il a donnée au *Monde*, l'avait assez bien dit : il nous faut un socle commun de protection sociale et une déclaration des droits des travailleurs par rapport à leurs entreprises. Socle commun de protection sociale, on peut l'imaginer. Ce n'est cependant pas évident, compte tenu des divergences à peine croyables qui existent actuellement en Europe. Mais peut-il y avoir harmonisation des charges fiscales des entreprises s'il n'y a pas harmonisation des charges sociales ? Et comment avoir une harmonisation des charges sociales sans avoir des politiques sociales communes ?

– Vous demandez donc aux pays du Sud d'abandonner leur avantage fondamental dans la concurrence ?

– C'est là un point important. Edmond Maire pose un problème encore beaucoup plus difficile : qui va parler au nom du monde des travailleurs au niveau européen ? Dans nos pays, ce sont les fédérations syndicales. Comment imaginer qu'elles parviennent à conjuguer leurs actions au niveau des Douze ? Je n'arrive pas pour le moment à trouver une réponse. La mentalité du travailleur par rapport aux syndicats est tellement différente d'un pays à l'autre.

» Venons-en à la disparité des charges sociales. On pourrait discuter pour savoir si le coût de la main-d'œuvre reste un élément déterminant dans l'implantation industrielle. Avec la mécanisation, la robotisation, l'informatisation, l'investissement fixe est devenu beaucoup plus lourd dans le coût de production que la main-d'œuvre. D'autre part, le grand marché a sa logique. Elle choque quand on l'exprime. Mais si les travailleurs, les marchandises, les capitaux circulent librement sans aucune contrainte, il est évident qu'une partie de la population qui vit dans des régions où les charges sociales sont basses et où par conséquent la protection sociale est mauvaise se déplacera.

Une phase d'unification

– N'est-ce pas dans les milieux syndicaux qu'on trouve le plus de réticences à l'égard de la construction européenne ?

– C'est vrai. Il y a là un réflexe de conservatisme, au sens propre du terme, qui est choquant et que la nature des choses va briser. Mais pour que cela soit brisé dans des conditions acceptables, il faut que la puissance publique prenne ses responsabilités et assure à ses ouvriers, à ses travailleurs, à ses jeunes cadres leur possibilité d'expression en face de l'Europe du capital, de l'Europe du management. Mais dans cette phase d'unification de l'Europe, j'estime qu'il existe un élément de stimulation qu'il ne faut en aucun cas négliger : c'est la présence de l'Europe par rapport à l'extérieur.

» La construction européenne, qui est nécessaire pour permettre le grand marché, donne un avantage en face du reste du monde. Une Europe capable de parler d'une voix est un partenaire irremplaçable pour les pays, pour les régions du tiers-monde qui veulent avoir une politique vraiment non alignée. C'est un élément irremplaçable puisque nous ne sommes pas l'un des Deux Grands, tout en ayant d'une certaine manière une dimension qui impressionne. Je trouve que ces éléments-là ne sont pas suffisamment mis en évidence à l'heure actuelle. Je suis très frappé par exemple de constater que, selon toute vraisemblance, la prochaine Commission ne comportera que des commissaires ayant eu des responsabilités, souvent éminentes, à l'intérieur et ne comportera probablement plus aucun commissaire qui ait la moindre ouverture sur l'extérieur.

– Et vous ?

– Je viens de vous dire cela, ce qui prouve que moi je tends à croire les rumeurs qui courent sur le fait que je serai écarté de la Commission.

Rêve de l'un, cauchemar de l'autre...

– Vous croyez que, du point de vue coopération politique, des progrès importants ont été faits ces dernières années ?

– C'est incontestable. Les déclarations de la coopération politique qui se sont multipliées sont



maintenant lues à l'extérieur. Elles ne l'étaient guère autrefois. Cela dit, on peut se demander si l'intervention de l'Europe sous la forme exclusive de déclarations, ne créera pas une frustration. Personnellement, j'espère beaucoup que nous irons plus loin. L'Europe dont je rêve – Mme Thatcher aussi en rêve puisqu'elle dit que c'est un cauchemar – doit être capable de parvenir à des analyses communes sur tous les sujets de politique étrangère. J'ai bien dit analyses. Je n'en tire pas la conclusion que nous allons parvenir à une politique étrangère commune. Il y aura des secteurs, des sujets où nous y parviendrons et d'autres non.

» En coopération politique, il n'est pas nécessaire d'avoir l'unanimité dans l'action.

» Prenez le secteur de la Méditerranée : du côté de la Communauté, certains sujets doivent être traités par les Douze : l'accès à notre marché, la coopération industrielle, les relations financières, etc., mais d'autres seront par nature traités par les Méditerranéens : la lutte contre la pollution, la protection de la pêche, le développement du transport maritime, peut-être même des éléments de sécurité militaire.

» Peut-être faudra-t-il pour le principe ajouter un pays de Méditerranée orientale pour bien marquer que l'on ne coupe pas la Méditerranée en deux, mettre un pays non méditerranéen de la Communauté pour bien montrer que nous ne cherchons pas à diviser la Communauté.

» Mais l'idée qu'il y ait en Méditerranée occidentale une coopération politique entre les riverains me paraît une idée forte. C'est dire si la coopération politique a encore des progrès à faire. Actuellement, elle est entièrement gérée par les diplomates ; leur style est un style déclaratoire, ce n'est pas un style d'action. Il faudra arriver à faire le pont, et ce n'est pas facile, car les structures de la Communauté sont des structures d'action qui ont beaucoup de mal à prendre en compte la dimension politique.

Le cas Arafat

– Vous pensez toujours que la Méditerranée est un élément unificateur ?

– Je trouve que nos intérêts communs dépassent de très très loin nos divisions. Les pays du Proche-Orient sont divisés parce que l'on n'arrive pas à définir l'avenir du peuple palestinien dans des termes convenables pour ce peuple ; du coup cela nous sépare, nous Européens, d'une partie des Arabes et parfois même d'Israël.

Mais supposez – et je crois que nous approchons de cette période – qu'une négociation sous une forme ou sous une autre s'engage entre les parties concernées : il apparaîtra très vite qu'un élément important de la négociation sera de définir la coopération entre les voisins. Coopération en termes institutionnels : ce sera vraisemblablement une confédération Jordanie-Palestine. Coopération en termes économiques : Israël a besoin de la main-d'œuvre palestinienne et d'un libre accès à tout ce qui est à son arrière-plan géographique. Les Palestiniens ont besoin de travailler avec Israël. C'est vrai de la Jordanie. L'idée qu'un marché commun prévaudra dans cette partie du monde peut paraître provocante, elle me paraît cependant inscrite dans l'Histoire. Lorsque la division commence à disparaître, l'unification a des chances.

– Vous avez parlé de tout cela avec Arafat à Strasbourg ?

– Bien entendu et pas seulement à Strasbourg. Mais prenons cette idée autrement : pour moi la négociation porte sur territoires contre paix, donc sécurité, et coopération. Et chacun de ces termes est complémentaire des autres.

– Arafat, à votre avis, a-t-il aujourd'hui la volonté et les moyens politiques de sortir de cette espèce de brume dans laquelle il se maintient à cause de la division des différents groupes palestiniens ?

– La volonté politique, il l'a certainement depuis longtemps. Il s'est habitué à cette brume, et le passage au grand jour doit l'inquiéter par moments. Mais des évolutions vont commander. Je voudrais en souligner deux ; le roi de Jordanie déclare : *« Je n'ai plus de responsabilités vis-à-vis des Palestiniens »*, donc Arafat est bien obligé d'assumer toutes les responsabilités. Il ne peut plus se cantonner dans des déclarations parfois contradictoires. Plus on approchera d'une négociation, plus ce sera vrai. Deuxième élément qui transforme la situation : l'*intifada*, la « révolte » des Palestiniens.

» Je ne rencontre plus d'Israéliens qui refusent de reconnaître que le peuple palestinien n'accepte pas l'occupation. Et cela pourra durer dix ans, vingt ans, cinquante ans de plus, ils n'accepteront pas. S'ils n'acceptent pas l'occupation, il faudra bien qu'on leur trouve une terre qui ne soit pas occupée. Même Ariel Sharon reconnaît cela.

Les difficultés gigantesques de Gorbatchev

– La grande Europe dont vous parliez tout à l'heure doit-elle comprendre les pays de l'Est ou englober aussi l'Union soviétique ?

– Je ne sais pas, j'hésite à répondre.

– Plusieurs personnalités ont parlé d'un plan Marshall pour l'Europe orientale, mais s'agit-il par là de réaffirmer la nature européenne des pays de l'Est, ou faut-il aussi que l'Europe sauve la Russie ?

– Pour poser la question en termes aussi carrés, il faudrait être sûr que notre Communauté aura pris sa pleine dimension. Cela nous permettrait alors d'aller beaucoup plus loin dans nos offres à l'Europe de l'Est, et peut-être à l'Union soviétique. Cela nous permettrait aussi d'être plus crédibles dans les garanties que nous serions amenés à donner quant à notre indépendance par rapport aux Etats-Unis. Une Europe complètement dépendante des Etats-Unis, telle que l'ont vue les dirigeants soviétiques pendant des années, devait être soigneusement bloquée dans toutes ses tentatives de contact avec l'Europe de l'Est. Elle devait être bloquée et être divisée. Je suis persuadé que cela a été une raison majeure de la non-reconnaissance par Moscou de l'existence de la Communauté.

– Quelle analyse faites-vous sur la position de Gorbatchev ?

– Je reste convaincu que Gorbatchev peut être un très grand tsar. Il a une fierté russe, soviétique, qui fait qu'il est scandalisé que le potentiel de son pays ne soit pas pleinement utilisé. Que les capacités de son peuple aient été bornées, au sens propre du terme, par une structuration politique sclérosante et par une incapacité de pénétrer dans une économie moderne. Cela fait que je le crois tout à fait sincère dans les efforts qui ont été faits pour assurer la détente, une économie de moyens, un temps de paix. Je le crois aussi parfaitement sincère lorsqu'il affirme vouloir redonner aux entreprises leur autonomie, au marché une certaine liberté. Mais d'après tout ce que l'on me dit, il reste très convaincu de la valeur de l'idéologie dans laquelle il a été élevé et, à quelques nuances près, des structures qui ont été créées par cette idéologie.

» Il y a là pour moi une difficulté gigantesque. Comment passe-t-on à une économie de marché, alors qu'on a personne pour le faire, personne qui sache ce que veulent dire les mots que l'on prononce et alors que les structures de l'économie d'Etat sont maintenues ? Par où commence-t-on ? Comment évite-t-on que tout ne se bloque pendant qu'on commence ? Comment évite-t-on que des réactions n'apparaissent dans l'opinion quand certains des droits considérés comme fondamentaux par les Soviétiques vont être mis en cause : le droit au travail, le droit au logement ? Surtout qu'on remarque beaucoup plus les droits que l'on perd que ceux que l'on gagne. Par conséquent, je ne sais absolument pas comment Gorbatchev va aller plus loin.

Propos recueillis par JACQUES AMALRIC et PHILIPPE LEMAITRE.

Nouveaux mouvements de grève dans les ambassades

De nouveaux mouvements de grève devraient affecter, les 18 et 19 octobre, de nombreux postes diplomatiques et services français à l'étranger. Dans un communiqué commun, *« l'ensemble des organisations syndicales et professionnelles »* du Quai d'Orsay ont déclaré avoir *« décidé un arrêt de travail concerté de quarante-huit heures de tous les personnels dans tous les postes à l'étranger »*.

Ces organisations ont également appelé le personnel du ministère à Paris à *« exprimer sa solidarité »* avec les agents en poste à l'étranger, en se rassemblant pendant une heure mercredi dans la cour du ministère.

Le mouvement a été provoqué par la réduction des indemnités de résidence qui constituent une part importante des revenus des agents en poste à l'étranger.

L'inauguration à Paris d'une plaque commémorative

M. Michel Rocard a rendu hommage à l'œuvre de Jean Monnet

Le premier ministre, M. Michel Rocard, a rendu hommage, lundi 17 octobre, à l'œuvre de Jean Monnet en soulignant son *« actualité »*. *« Nos peuples expriment aujourd'hui visiblement une demande d'Europe, d'une Europe fondée sur la démocratie pluraliste, sur un haut niveau de développement, mais aussi sur un haut niveau de protection sociale »*, a déclaré le premier ministre. *« Jean Monnet est l'un des premiers à avoir compris cette attente, et à avoir œuvré pour la traduire dans des réalisations concrètes »*, a-t-il ajouté.

M. Rocard inaugurait une plaque commémorative dans l'immeuble (83, avenue Foch) où résida pendant vingt ans le Comité d'action pour les Etats unis d'Europe, créé par Jean Monnet en 1955 et qui joua un rôle important dans la création du Marché commun européen.

Dans les semaines qui viennent, la mémoire de Jean Monnet sera également évoquée à Bruxelles, où un colloque sur « La méthode Monnet » doit avoir lieu le 10 novembre, et au Parlement européen de Strasbourg, qui lui consacrera le 15 novembre une séance solennelle. Les manifestations pour le centenaire de la naissance de Jean Monnet culmineront avec le transfert de ses cendres au Panthéon, le 9 novembre prochain, en présence des plus hauts dirigeants de la CEE.

EN BREF

● **Un retour « symbolique » du lieutenant-colonel Mafart sur l'atoll de Hao est jugé « inacceptable » par la Nouvelle-Zélande.** – Le ministre néo-zélandais des affaires étrangères, M. Russell Marshall, a jugé, mardi 18 octobre, *« inacceptable »* un *« retour symbolique pour une courte période »* du lieutenant-colonel Alain Mafart sur l'atoll de Hao, dans le Pacifique sud. – (AFP.)

● **M. Genscher à Paris le 21 octobre.** – Les ministres des affaires étrangères français et ouest-allemand, MM. Roland Dumas et Hans-Dietrich Genscher, se rencontreront, le vendredi 21 octobre, à Paris, pour préparer le cinquante-deuxième sommet franco-allemand qui doit se tenir les 3 et 4 novembre à Bonn.

Diplomatie

Le voyage du président israélien Haïm Herzog à Paris

M. Mitterrand plaide à nouveau pour une conférence internationale de paix sur le Proche-Orient

M. François Mitterrand a une nouvelle fois exprimé, le lundi 17 octobre, à Paris, sa volonté de voir convoquée une conférence internationale de paix sur le Proche-Orient *« réunissant l'ensemble des parties prenantes de la région directement intéressées par ce débat »*. Le chef de l'Etat français, qui prenait la parole à l'issue du dîner officiel offert à l'Elysée en l'honneur du président israélien Haïm Herzog, a souligné que, pour « préparer » une telle conférence, il souhaitait qu'une « mission préparatoire » soit confiée aux cinq membres permanents du Conseil de sécurité. *« Je continue à penser que c'est là que pourrait directement s'instaurer le dialogue à l'intérieur de cette conférence, avec la garantie des grandes puissances dont la caution peut être utile »*, a-t-il dit.

Auparavant, le président avait réaffirmé le droit d'Israël *« de vivre en paix, derrière des frontières sûres et reconnues »* et celui des Palestiniens *« de vivre dans une patrie sur une terre qu'ils estiment être la leur et d'y édifier les structures d'Etat qui leur conviendraient »*.

« La France n'acceptera jamais de contribuer à la mise en péril d'Israël. Elle sera aux côtés d'Israël si cette sécurité était en danger (...), elle sera à ses côtés dans les Assemblées où elle siège, elle témoignera pour Israël », a-t-il souligné.

M. Mitterrand a fait valoir que, si les Palestiniens ne devaient pas *« être interdits de patrie »*, ils devaient reconnaître le principe selon lequel *« aucune paix ne sera possible si le projet palestinien suppose la disparition d'Israël, sa liquidation »*.

« Si, finalement, les responsables palestiniens sont bien décidés à reconnaître cette existence, il serait peut-être plus sage qu'ils le disent. Mais c'est un jeu diplomatique. Qui parlera le premier ? »

Dans sa réponse, le président Herzog a fait valoir que les Israéliens *« veulent la paix »* et que son pays *« n'a jamais cessé d'offrir la paix »*. *« Mais sa main est restée tendue en vain »*, a-t-il dit, avant d'ajouter : *« Les événements actuels dans les territoires ne peuvent déboucher sur rien. Pour les Palestiniens, c'est la conséquence de la tragédie que leur a imposée une classe dirigeante corrompue et divisée, qui a toujours prôné l'intransigeance. »*

En visite en RDA

Le président du Congrès juif mondial a été reçu avec des égards particuliers par M. Honecker

BONN
de notre correspondant

La République démocratique allemande a mis les petits plats dans les grands pour accueillir M. Edgar Bronfman, président du Congrès juif mondial. Le successeur de Nahum Goldmann à la tête de la principale organisation des juifs de la Diaspora a rencontré, lundi 17 octobre, à Berlin, le chef du parti et de l'Etat est-allemand, M. Erich Honecker, qui lui a remis la grand-croix de l'amitié entre les peuples. A l'issue de cet entretien, auquel participaient également le ministre des affaires étrangères, M. Oskar Fischer, et le ministre des cultes, M. Werner Jarowinsky, le président du CJM a déclaré qu'il *« était tombé d'accord sur toutes les questions de principe avec ses interlocuteurs »*.

Cette *« visite officielle »* témoigne du désir de la RDA de normaliser avec le judaïsme mondial des relations qui étaient au point mort depuis plusieurs décennies. On a pu constater ces derniers temps une certaine évolution de la position traditionnelle de l'Etat est-allemand sur la question des réparations aux victimes du nazisme. M. Erich Honecker a même laissé entendre que son pays était disposé à mettre 100 millions de dollars à la disposition des survivants de l'Holocauste dans le besoin. Fort désireux de couronner sa carrière par une visite à la Maison Blanche, dernière étape d'une reconnaissance pleine et entière de la RDA par l'ensemble des nations, M. Honecker n'ignore pas que le prix idéologique qu'il doit payer pour cela est plus important que le coût financier. Reconnaître le principe de la responsabilité morale de la RDA pour les crimes du III[e] Reich touche à l'un des piliers essentiels de la philosophie des dirigeants de Berlin-Est.

Autre point de friction : l'engagement *« anti-sioniste »* de la RDA, qui s'est traduit, dans la presse et dans les ouvrages de référence, par des formulations que certains n'hésitent pas à rapprocher des diatribes antisémites des publications nazies. Depuis quelque temps, en dépit de la tension dans les territoires occupés, la presse a mis un bémol à ces attaques et s'attache a rappeler par des séries historiques le rôle éminent joué par les juifs allemands dans la marche du pays vers la démocratie.

L. R.

Proche-Orient

ISRAËL : la campagne pour les élections du 1er novembre

L'obsession de la sécurité

(Suite de la première page.)

Au sud, à la frontière égyptienne, Gaza n'est qu'une poche de 360 kilomètres carrés. Si ces chiffres donnent une idée des surfaces en question (de l'ordre d'une région française), ils rendent mal compte de leur imbrication. Dans son axe est-ouest, la profondeur d'Israël varie de 120 à 10 kilomètres, et c'est précisément là où cet espace est le plus restreint – le long de la bande côtière méditerranéenne, – que vit l'essentiel du pays : 70 % des Israéliens, 80 % des installations industrielles.

Les territoires ne sont jamais loin, rarement à plus de quelques minutes de voiture. Cette proximité physique compte. Le secrétaire d'Etat américain George Shultz, peut bien dire aux Israéliens qu'à l'âge des missiles le contrôle d'un territoire n'a plus grande signification militaire, il ne convainc pas forcément. On a beau lui répéter que la paix est une dynamique de la confiance, ou vice-versa, l'Israélien de Natanya regarde par sa fenêtre et ne voit rien, à l'est, qui ressemble au Sinaï : ici, point de désert pour garantir la paix comme avec l'Egypte ; ici, on est toujours à portée de roquette.

Les arguments du Likoud

La droite nationaliste ne se prive pas de le rappeler. Regroupée au sein du Likoud, le parti du premier ministre, M. Itzhak Shamir, elle n'entend pas céder *« un pouce »* des territoires. Elle ne brandit plus la Bible comme titre de propriété – difficile de jouer de l'attachement sentimental et religieux pour Hébron ou Naplouse quand pas un seul des députés du Likoud n'habite la Cisjordanie. Mais elle s'en tient à des arguments politico-stratégiques.

Elle développe un raisonnement à étages. Les Arabes – dit-elle – ne reconnaissent pas Israël – pas plus dans ses frontières d'avant 1967 que dans celles d'aujourd'hui. Les Palestiniens ne revendiquent pas seulement la Cisjordanie et Gaza : un Etat palestinien dans les territoires ne serait, pour eux, qu'une étape dans la poursuite de la lutte. Antienne du Likoud : *« Ils veulent tout, Lod, Tel-Aviv, Haïfa »*. Et de trouver dans la presse arabe nombre de déclarations palestiniennes en ce sens, et d'assurer alors que la défense de Tel-Aviv commence à Naplouse et celle d'Ashkelon à Gaza.

La question palestinienne, explique M. Shamir, n'est pas au centre du conflit israélo-arabe : *« Le débat, ce n'est pas les territoires mais la présence des juifs sur la terre d'Israël, une présence que le monde arabe n'accepte toujours pas »*. Le mouvement national palestinien doit trouver son expression à l'est du Jourdain, à Amman *« capitale d'un Etat qui est déjà majoritairement palestinien »*.

Conclusion : toute concession de la part d'Israël serait interprétée comme un signe de faiblesse et ouvrirait la porte à un nouveau conflit. Les adversaires politiques du Likoud sont traités de « Munichois », et, dans un féroce photomontage, le chef de la campagne des travaillistes, M. Ezer Weizman, est coiffé du keffieh palestinien – façon de dire qu'il est un traître à sa patrie.

« Il faut tenir, ne rien céder, être patient. La bataille des territoires est un conflit de volontés et, techniquement, une simple affaire de maintien de l'ordre, qui serait déjà réglée si on n'avait pas bridé l'armée », dit-on encore au Likoud. *« L'intifada ? Donnez-moi quelques semaines, un mois »*, promet un des experts militaires de la droite, Yehoshua Saguy, ancien chef des renseignements de l'armée.

Le pari du Parti travailliste

Ce sont là fantasmes dangereux, réplique de chef travailliste, M. Shimon Pérès, qui pose deux principes : *« Nous ne pouvons continuer à dominer un autre peuple »* et *« Il n'y aura jamais de paix sans compromis territorial »*. Toute la campagne des travaillistes est destinée à convaincre la fraction hésitante de l'électorat que l'on peut quitter les territoires *tout en garantissant* la sécurité du pays. La tâche en revient à un autre retraité de Tsahal, Yanosh Ben Gal, ancien général, qui passe pour avoir été un des plus brillants officiers de sa génération.

« Nous voulons une Cisjordanie démilitarisée, dit-il ; *nous voulons conserver le contrôle de son espace aérien, disposer de stations d'alerte électronique, d'une présence militaire sur le versant oriental de la ligne de crêtes qui domine le Jourdain, lequel, en tout état de cause, resterait la frontière militaire »*. A ces conditions, *« on peut rendre 85 % de la Cisjordanie »* – ses *régions les plus riches et les plus peuplées* – et *« 100 % de Gaza »*, conclut le général Ben Gal. La Cisjordanie pourrait être ainsi la partie démilitarisée d'une confédération jordano-palestinienne. M. Pérès se dit convaincu que, face à pareille option, le roi Hussein de Jordanie se déclarerait à nouveau partie prenante à un règlement.

C'est là un pari. Mais les travaillistes avancent d'autres arguments. Au bout du programme avoué du Likoud, disent-ils, il y a l'annexion pure et simple des territoires, une mesure que les Etats arabes ne pourront pas politiquement tolérer et qui conduira inévitablement à la guerre. *« C'est l'annexion et non pas le compromis territorial qui porte en germe un nouveau conflit ; elle provoquera d'abord une rupture des relations diplomatiques avec l'Egypte, puis une crise entre Israël et ses alliés américains et européens, enfin la guerre avec les Etats arabes »*, prédit Lova Eliav, ancien secrétaire général du Parti travailliste et aujourd'hui l'un de ses porte-parole les plus écoutés.

L'annexion est la porte ouverte à un autre péril : la défaite démographique. Si les territoires restent dans l'ensemble israélien, assurent les travaillistes, Israël cessera vite d'être un Etat juif. Compte tenu du dynamisme démographique des Palestiniens, le pays ne comprendra plus que 54 % de juifs en l'an 2000 ; la parité ne sera plus qu'une question d'années. Commentaire du ministre de la défense, M. Itzhak Rabin : *« Ce sera l'Etat binational, et je n'en veux pas parce que je ne veux pas d'une « libanisation » d'Israël. »*

Ce sont là projections défaitistes de sionistes démoralisés, rétorquent les responsables du Likoud. Ils font valoir que depuis vingt ans, et grâce à plusieurs vagues d'immigration juive, les équilibres sont restés les mêmes : en 1967 dans le Grand Israël (territoire inclus), les juifs représentaient 63 % de la population ; aujourd'hui ce chiffre est de 62 %. Certes il y a bien, depuis six ou sept ans, des tendances défavorables mais on peut les combattre. Un peu de ferveur sioniste fouettera l'immigration, et l'évolution de l'économie israélienne vers la haute technologie supprimera ces industries de main-d'œuvre qui emploient les Palestiniens des territoires, obligeant alors ceux-ci à émigrer ailleurs...

Intégrité territoriale remise en question par un éventuel retrait de Cisjordanie ou intégrité nationale menacée par le péril démographique ? La question ne résume pas le débat. La sécurité, c'est aussi l'intégrité morale, c'est-à-dire la préservation du caractère démocratique de l'Etat ; c'est lui qui scelle l'alliance stratégique d'Israël avec les Etats-Unis et cimente la cohésion intérieure du pays. Cette intégrité-là s'accommode mal de l'occupation.

ALAIN FRACHON.

Les Travaillistes envisagent des élections dans les territoires occupés

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Pour la première fois dans une campagne électorale sans relief, les travaillistes ont créé la surprise en proposant – s'ils revenaient au pouvoir le 1er novembre – d'organiser des élections dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza, *« après une période de retour au calme de trois à six mois »*. La proposition, accueillie avec réserve par les Palestiniens, est dans la logique de la démarche travailliste qui vise à négocier un compromis territorial en Cisjordanie et à Gaza avec une délégation jordano-palestinienne. Ces élections serviront ainsi à désigner les représentants des territoires qui composeront la partie palestinienne de cette délégation.

Si la Jordanie maintient sa volonté de rester en dehors de toute négociation sur l'avenir des territoires, comme l'a annoncé cet été le roi Hussein, ces élus palestiniens de Cisjordanie et de Gaza, ont expliqué au cours d'une conférence de presse, lundi 17 octobre, le chef du parti, M. Pérès, et le ministre de la défense, M. Rabin, pourront au moins négocier avec Israël un statut d'autonomie – *« un arrangement intérimaire »* – pour les territoires.

Les dirigeants travaillistes ont insisté sur un point : sans la participation du gouvernement d'Amman, il ne saurait être question pour Israël et ces élus palestiniens de négocier un compromis territorial. Mais ils se disent confiants, et même *« certains »*, que le roi Hussein de Jordanie, face à de telles propositions israéliennes, reviendra à la table de négociations pour engager des pourparlers selon le scénario déjà discuté avec M. Pérès au printemps 1987.

AL. Fr.

A TRAVERS LE MONDE

Autriche

Sévère échec électoral pour le vice-chancelier Aloïs Mock

Le Parti libéral de M. Jörg Haider a obtenu un important succès dimanche 16 octobre aux élections de Basse-Autriche, la région la plus importante du pays après Vienne. Avec 9,4 % des voix, cette formation populiste, qui draine les voix de l'extrême droite et celles des mécontents, a réussi une nouvelle percée spectaculaire et entre au Parlement régional avec cinq sièges.

L'alliance nationale entre les deux grands partis socialiste et conservateur, qui laisse peu de place à l'expression des mécontentements, explique en partie sans doute ce résultat, d'autant qu'ils sont tenus par la Constitution régionale de gouverner également ensemble en Basse-Autriche. Mais il s'agit surtout d'un grave revers pour le Parti conservateur qui perd la majorité absolue des voix dans ce fief traditionnel, qui est également celui de son président, le vice-chancelier Aloïs Mock.

Cet échec devrait relancer au sein du parti OVP les interrogations sur l'avenir de M. Mock, qui avait déjà été mis en difficulté ces derniers mois à cause de son soutien sans faille au président Waldheim.

Finlande

Légère progression des sociaux-démocrates aux élections municipales

Le Parti social-démocrate, membre de la coalition au pouvoir en Finlande, et le principal parti d'opposition, le Centre, ont progressé lors des élections municipales qui se sont déroulées dimanche 16 et lundi 17 octobre.

Le Parti social-démocrate, premier parti du pays, au gouvernement depuis vingt ans, obtient 25,3 % des voix, soit un gain de 0,5 % par rapport aux dernières élections municipales de 1984 et de 1,1 % par rapport aux législatives de 1987. L'autre grand parti de la coalition gouvernementale, le Parti conservateur du premier ministre Harri Holkeri, donné gagnant par les sondages, obtient 23 % des voix, un score identique à celui d'il y a quatre ans mais en baisse de 0,2 % par rapport aux législatives.

Dans l'opposition, les Verts et les communistes perdent du terrain. Les Verts, qui avaient rassemblé 4 % des suffrages lors des législatives, n'obtiennent que 2,4 % des voix. Avec 10,3 % des suffrages pour les eurocommunistes et 2,5 % pour les staliniens orthodoxes, les deux partis communistes sont en baisse. Le Centre est en légère progression, avec 21,2 %.

Après les dernières législatives, sociaux-démocrates et conservateurs avaient formé un gouvernement de coalition avec deux petites formations, le Parti suédois – représentant la minorité de langue suédoise – et le Parti rural, qui obtiennent respectivement 5,3 % et 3,6 %. – *(AFP).*

Haïti

Plusieurs militaires arrêtés après une tentative de putsch

Selon les révélations faites, lundi 17 octobre, par le gouvernement, une tentative de coup d'Etat a été déjouée samedi à Port-au-Prince. L'échec de l'opération menée par plusieurs officiers et sous-officiers a entraîné l'arrestation d'un militaire proche de l'ancien président à vie Jean-Claude Duvalier, le colonel Samuel Jérémie, ainsi que d'un sergent de la garde présidentielle, Patrick Bauchard. Un major de l'armée, Pierre H. Chérubin, en a également été exclu pour son implication et serait actuellement en fuite.

Par ailleurs, plusieurs milliers d'Haïtiens ont continué, lundi, de manifester leur soutien au Père Jean-Bertrand Aristide, le curé de la paroisse de Saint-Jean-Bosco, qui a reçu de ses supérieurs salésiens un ordre de mutation pour le Canada. Son départ, prévu lundi, a été retardé. – *(AFP, Reuter.)*

● **CAMBODGE : le débat à l'ONU.** – Le Vietnam a rejeté, le mardi 18 octobre, un projet de résolution sur le Cambodge présenté à l'ONU par la Thaïlande, soutenu par cinquante-deux pays (dont la France) et qui comporte une clause sur *« le non-retour à des politiques et des pratiques universellement condamnées »*. Ce texte, destiné à prévenir le retour des Khmers rouges au pouvoir, doit être soumis, en novembre, à l'Assemblée générale de l'ONU. Il réclame également le retrait de *« toutes les forces étrangères »* (vietnamiennes) du Cambodge et la création d'une administration provisoire sous la direction du prince Sihanouk, lequel est reçu, mardi, par M. Javier Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU. Selon Hanoï, le projet thaïlandais – que la Chine n'a pas contresigné – *« continue de refléter la voie de la confrontation »*. Le siège du Cambodge à l'ONU est occupé par la résistance. Le projet thaïlandais devrait bénéficier d'une très forte majorité. – *(AFP, UPI.)*

Après le refus de Téhéran d'accepter de nouveaux réfugiés

La Turquie continue d'héberger 43 000 Kurdes irakiens installés dans quatre camps

ANKARA
de notre correspondant

Une véritable « soupe aux chiffres ». Le quotidien de gauche *Cumhuriyet* n'a pas d'autres mots pour qualifier l'accumulation des bilans contradictoires des vrais et des faux partants pour l'Iran ; 15 000 vendredi 14 octobre, ils n'étaient plus officiellement, lundi 17 octobre, que 2 200, un chiffre avancé depuis déjà plus d'un mois. Alors que Téhéran s'est plaint toute la semaine dernière d'entrées massives et non préparées... Lundi, le porte-parole turc des affaires étrangères admettait, en plus des *« 2 200 passés officiellement »*, le départ de 6 500 réfugiés, *« avec l'autorisation des Iraniens »* sans préciser la nature de cette « autorisation ».

Il semble que, soucieuses de vider au plus vite les camps d'altitude menacés par le froid, les autorités aient voulu, la semaine dernière, accélérer le départ des réfugiés désireux de se rendre en Iran et dont beaucoup ont répondu à l'appel à rejoindre le camp de Ziveh, en Iran, lancé vendredi par le dirigeant du Parti démocratique du Kurdistan irakien, M. Massoud Barzani. Téhéran, qui affirme avoir déjà accueilli 100 000 réfugiés kurdes depuis 1975, a multiplié les mises en garde contre des passages auxquels il n'avait pas donné son accord. Selon les autorités turques, les conversations se poursuivent toutefois en ce qui concerne le passage des 4 000 réfugiés refoulés et qui ont, depuis, regagné leur camp.

Avec le raidissement iranien, la Turquie se retrouve donc avec 43 000 réfugiés dans quatre camps, au lieu des 25 000 dont elle prévoyait le maintien chez elle. Selon le « super-préfet » en charge des provinces du sud-est soumises à l'état d'urgence, après l'épuisement de toutes les possibilités de départ, *« des dispositions seront prises pour les installer dans les régions chaudes. »*

L'envoi de fonds et la fermeture de l'option iranienne pourraient contribuer à sortir de l'impasse le problème de l'aide internationale. Ces fonds existent : 500 000 dollars fournis par la CEE, 2 millions de couronnes danoises, bien d'autres offres – la France n'est pas mentionnée – et une dynamique qui ne demande qu'à s'engager pour peu que les canaux, les modalités et les objectifs de l'aide soient définis. Or cette exigence se heurte aux réticences d'Ankara. Le porte-parole du ministère des affaires étrangères n'a pas d'objection à ce que la Croix-Rouge internationale *« joue un rôle de transmission »*, mais à Genève on souligne que les mandants de la Croix-Rouge lui demandent traditionnellement d'être beaucoup plus qu'une boîte postale.

Les armes chimiques

Par ailleurs, deux missions, l'une franco-belge, l'autre américaine, qui ont enquêté en Turquie parmi les réfugiés kurdes sur l'emploi par l'Irak d'armes chimiques, ont fait connaître les résultats de leurs travaux. Le docteur Bernard Benedetti, pour Médecins du Monde, et le docteur Yves Coyette, pour Médecins sans frontières, ont prélevé clandestinement vingt-deux échantillons d'urine et de sang sur des réfugiés désignés par les cadres des différents camps comme victimes des bombardements chimiques.

Ces échantillons, ainsi que des prélèvements effectués sur des animaux agonisants sur la route frontalière franchie par les réfugiés, ont été analysés à Bruxelles au laboratoire du professeur Hendricks, qui avait examiné les victimes des bombardements irakiens à l'arme chimique à Halabja en mars dernier. Les analyses sont toutes revenues négatives : cette absence de preuve biologique, qui peut être imputable au trop long délai, *« n'infirme pas la conviction »* du docteur Benedetti, fondée *« sur l'inventaire de ses observations cliniques »*, que de telles armes ont été utilisées. Par ailleurs, trois médecins américains, relevant dans les camps de Diyarbakir et Mardin la concordance des réponses faites par des réfugiés à un questionnaire en kurde, ainsi que la présence de *« lésions dermatologiques et pulmonaires caractéristiques »*, ont également conclu à l'usage de ces armes.

MICHEL FARRÈRE.

هكذا من الأصل

Amériques

SALVADOR : attaques, attentats, sabotages

La guérilla multiplie les opérations sur l'ensemble du territoire

SAN-SALVADOR
De notre envoyé spécial

Le colonel Mauricio, chef des opérations de l'état-major, est furieux contre son collègue des relations publiques : une fois encore, la « commission de presse » des forces armées traîne les pieds pour délivrer les sauf-conduits autorisant les journalistes à se déplacer dans les zones de combat. La raison en est simple : les militaires ne veulent pas que les envoyés spéciaux et correspondants étrangers constatent l'implantation de la guérilla dans certaines régions et vérifient les brutalités exercées par l'armée parmi la population. Cette hostilité n'est pas nouvelle : plusieurs journalistes ont ici perdu la vie au début des années 80.

Certaines régions sont plus fermées que d'autres, selon l'intensité des combats en cours et la sévérité du colonel local. Le département du Chalatenango, dans le nord-est du pays, est le moins accessible : les postes de commandement de trois des cinq mouvements de guérilla composant le Front Farabundo Marti pour la libération nationale (FMLN) se trouvent là, dansl la montgne, près de la frontière avec le Honduras (les deux autres sont plus au sud, dans le département du Morazan).

La principal base militaire du Chalatenango, à El Paraiso, a été attquée à trois reprises par la guérilla au cours des dernières années. Le dernier affrontement remonte au 13 septembre ; il a fait seize morts dans les rangs de l'armée, selon le colonel Vargas. Mais celui-ci affirme : *« L'opération menée contre El Paraiso a coûté cher à la guérilla, qui a laissé beaucoup de morts sur le terrain. Le FMLN cherche à créer un effet psychologique sur les masses et sur la scène internationale. C'est un coup de propagande qui ne traduit pas la réalité du rapport de forces. »*

Mission impossible

Le colonel, comme ses collègues de l'état-major, estime que le FMLN a perdu la guerre sur le plan militaire en 1984. *« Du coup,* dit-il, *la guérilla a adopté la stratégie de la guerre populaire prolongée, qui donne la priorité aux actions terroristes pour créer des conditions nécessaires à une insurrection populaire. »*

En huit ans, le FMLN a porté des coups très sérieux à l'infrastructure du pays, dynamitant les ponts, les pylônes à haute tension, les centraux téléphoniques *etc.* ; 2 milliards de dollars de dégâts, soit l'équivalent de l'aide fournie par les Etats-Unis au cours de la même période. Le long de la route qui mène de San-Salvador à Chalatenango, des dizaines de poteaux électriques sont sectionnés et réparés tant bien que mal. Dans le département de Cabanas, où le FMLN multiplie ses opérations depuis peu, les ouvriers installent des poteaux en ciment qui résisteront peut-être un peu mieux aux explosifs. Les Etats-Unis financent, et les entrepreneurs salvadoriens font fortune.

Le colonel Vargas reconnaît que la mission est presque impossible pour l'armée, dont les effectifs ont pourtant quadruplé en huit ans pour atteindre à présent cinquante-deux mille hommes. *« Le Salvador,* dit-il, *a beau être le plus petit pays d'Amérique centrale, ce n'est pas facile de surveiller 21 000 kilomètres carrés, quatre mille pylônes à haute tension, six centrales électriques, trois barrages hydroélectriques et une multitude d'objectifs économiques dans les villes. »*

Comme pour lui donner raison, un groupe d'une cinquantaine de guérilleros a attaqué, le 3 octobre, une banque située dans une région très peu touchée par les combats, dans le département de Ahuachapan (à l'ouest du pays, près de la frontière avec le Guatemala) : le FMLN veut ainsi montrer qu'il peut frapper partout sur le territoire national – y compris dans la capitale, où les sabotages sont devenus quotidiens. *« La guérilla,* déclare le colonel Vargas, *dispose de « places de sécurité » dans les banlieues populaires de San-Salvador. »* Elle a également des bases mobiles sur les flancs du volcan qui domine la capitale, à quelques kilomètres du centre ville.

Le volcan San-Salvador (près de 2 000 mètres d'altitude), c'est le domaine du colonel Juan Orlando Zepeda, qui dirige la première brigade d'infanterie. *« Depuis 1985,* dit-il, *le FMLN dispose sur le volcan de milices qui sont des forces d'appoint pour les commandos urbains. Quand nous faisons des opérations de ratissage, nous ne voyons que des pauvres paysans ; mais beaucoup d'entre eux sont au service de la guérilla. C'est difficile d'obtenir des résultats ; mais nous avons trouvé d'importantes caches de munitions et de détonateurs. »*

L'impasse

La guérilla est loin d'être battue, contrairement à ce qu'affirment les officiers de l'état-major. Ses effectifs ont certes été réduits de moitié par rapport à 1981 (de douze mille à six mille hommes), mais ce sont les mieux entraînés et les plus convaincus qui sont restés. De plus, le FMLN compte sur un réseau logistique de plusieurs milliers de personnes (courriers, informateurs, etc.). La recrudescence des combats, en septembre, et les lourdes pertes infligées à l'armée prouvent que la guérilla a su modifier sa stratégie pour pallier la baisse des effectifs : *« Les subversifs se déplacent désormais en groupes de cinq ou six et rassemblent plusieurs unités avant de déclencher une opération,* affirme le colonel Zepeda. *Nous avons dû nous adapter à cette nouvelle situation en réduisant la taille de nos bataillons de sept cents hommes à trois cents. Le plus dur, c'est de trouver des guérilleros. »*

Le FMLN, reconnaissent certains experts militaires américains, peut maintenir *« indéfiniment »* sa stratégie de guerre populaire prolongée et détruire l'infrastruture du pays ; mais il n'est pas en mesure de gagner la guerre. C'est donc l'impasse tant qu'une des deux parties ne pourra réussir à transformer un avantage militaire en victoire politique.

Il ne fait aucun doute que la guérilla dispose encore d'un capital de sympathie auprès de la population ; certains alliés du FMLM le reconnaissent ; le vice-président du Front démocratique révolutionnaire (FDR), M. Ruben Zamora, estime ainsi que *« les assassinats de maires et l'utilisation de mines constituent des erreurs politiques »*. La population, ajoute-t-il, *« risque de ne plus vouloir participer et de se convaincre qu'il s'agit seulement d'une guerre entre le FMLN et l'armée »*.

Le recteur de l'université jésuite de San-Salvador, le Père Ignacio Ellacuria, qui exerce une forte influence intellectuelle sur la classe politique et les commandants de la guérilla, estime que le FMLN se trompe dans son analyse politique. Il l'a dit récemment à l'un de ses dirigeants, le commandant Joaquin Villalobos, qu'il a rencontré à Managua. *« Je ne partage pas l'optimisme de Villalobos,* nous dit le Père Ellacuria. *L'insurrection populaire n'est plus d'actualité au Salvador. Il faut la remplacer par une lutte sur le terrain politique et social. »*

Le fait que Villalobos soit sorti, pour la première fois en quatre ans, des montagnes salvadoriennes pour se rendre au Nicaragua et à Cuba, confirme que des changements de stratégie font l'objet de discussions entre le FMLN et ses deux principaux alliés. La rencontre, prévue pour la fin du mois au Costa-Rica entre les cinq commandants du FMLN avec le président Arias pourrait être un pas de plus dans la recherche d'une solution politique au Salvador. Celà n'empêche pas le colonel Vargas de maintenir la position traditionnelle de l'armée salvadorienne : *« Nous n'avons,* dit-il, *qu'une seule chose à négocier avec la guérilla : elle doit déposer les armes. »*

BERTRAND DE LA GRANGE.

CUBA

Rafle contre les spéculateurs

Les autorités cubaines ont mené samedi 15 octobre une vaste opération policière, dans la capitale, contre des spéculateurs sur des produits de première nécessité. Plusieurs dizaines de personnes ont été arrêtées. Dans l'île, la distribution est entièrement publique ; elle est organisée selon un système de rationnement fondé sur la *« libreta »* – un carnet sur lequel est annotée chaque mois la délivrance d'un minimum de produits de base à des prix subventionnés.

Les Cubains peuvent en outre se procurer des denrées et marchandises dites « libres », suivant les arrivages, à des prix nettement plus élevés. L'opération policière du 15 visait les acheteurs de grandes quantités de produits, destinées à une revente au marché noir, ainsi que des personnes « vendant » une bonne place retenue dans la file d'attente. La spéculation a augmenté à la mesure de la pénurie et de l'allongement des queues devant les magasins.

Les correspondants étrangers dans l'île ont d'autre part reçu, ces derniers jours, la visite de représentants de groupes opposés ou simplement « parallèles » au régime. Ceux-ci ont déclaré vouloir mettre ainsi à profit une *« souplesse »* toute nouvelle du régime, illustrée par la visite en septembre dans l'île d'une délégation des Nations unies enquêtant sur les droits de l'homme. Trois groupes se sont montrés à visage découvert à Cuba aux approches du trentième anniversaire de la révolution : le Parti pour les droits de l'homme, le Groupe pour l'art libre et un mouvement dénommé Argos. Deux organisations plus anciennes avaient eu maille à partir avec les autorités : *le Comité pour les droits* de l'homme, du dissident Ricardo Bofill, récemment émigré en RFA, et la Commission de réconciliation nationale, de M. Elizardo Sanchez Santa Cruz.

Mais le paysage de la dissidence comprend désormais de nombreuses associations et groupes, dont l'importance est cependant difficile à évaluer : Junte d'auto-défense des religieux persécutés, Etoile solitaire (des francs-maçons), Les amis de la perestroïka et de la glasnost, etc. Ces mouvements tentent de se fédérer en utilisant au mieux la constitution ; mais Fidel Castro a rappelé le 26 juillet que *« Cuba n'a besoin que d'un seul parti »*.

Enfin, le chef d l'Etat a décoré, le 14 octobre, M. Carlos Medina, le diplomate qui avait été expulsé en septembre de Grande-Bretagne pour avoir ouvert le feu sur un ancien agent des services secrets de son pays, M. Florentino Azpillaga, passé à l'Ouest en 1987. L'ambassadeur de La Havane à Londres avait également été expulsé après cet incident. *(AFP, Reuter.)*

Asie

CHINE : entre Pékin et Taïpeh

Les « primes à la trahison » passent de mode

PÉKIN
de notre correspondant

Trois cents kilos d'or pour 6,5 tonnes de ferraille volant plus vite que le son... Il faudra désormais qu'un pilote du continent communiste chinois apporte à Taïwan du matériel réellement moderne pour recevoir cette récompense en prix de sa défection vers l'île nationaliste. Les autres *« primes à la trahison »* ont été radicalement réduites – entre 40 % et 80 % de leur montant initial – à la mi-septembre par les autorités militaires de Taipeh.

Officiellement, cette mesure vise à calmer les critiques de *l'opinion publique de Taïwan, qui* considère pour une bonne part le système des récompenses en vigueur depuis quarante ans comme un gaspillage anachronique. Le geste prend une tournure tout autre quand on sait que, trois jours auparavant, Pékin avait annoncé la suppression pure et simple des primes à la défection pour les pilotes de la chasse nationaliste passant sur *le continent.*

Douze pilotes de l'armée communiste ont franchi ainsi le Rubicon depuis 1949 pour passer du côté nationaliste – la moitié d'entre eux via la Corée du Sud. Dans l'autre sens, le trafic fut moins intense, mais Pékin n'a rappelé, en annonçant sa décision, que les deux derniers cas en date, en 1981 et 1983. Ce sont là des gestes symboliques, mais, parmi les innombrables signes montrant que le rapprochement politique des deux camps chinois est bel et bien engagé, c'est pour eux une façon de reconnaître que l'Etat de guerre prévalant dans le détroit de Taïwan est, pour ainsi dire, révolu.

F. D.

● **CORÉE DU SUD : le président Roh Tae Woo à l'ONU.** – Le président sud-coréen Roh Tae Woo *est arrivé lundi soir à New-York.* Il devait prendre la parole mardi à la tribune des Nations unies, où il devait faire de nouvelles propositions pour *faciliter la réconciliation entre les* deux Corées. Jamais un chef de l'Etat sud-coréen ne s'était adressé à l'Assemblée générale de l'ONU, où Séoul, comme Pyongyang, n'occupe *qu'un siège d'observateur. M. Roh* sera reçu jeudi par le président Reagan. A cette occasion, les Etats-Unis pourraient annoncer un assouplisse*ment de leur politique à l'égard de la* Corée du Nord. – *(AFP.)*

Politique

La discussion budgétaire s'ouvre à l'Assemblée nationale

Le premier ministre craint une conjonction des oppositions

Les députés devraient entamer, mardi 18 octobre, le marathon budgétaire. Après la discussion générale, mardi et mercredi, ils aborderont la première partie de la loi de finances (recettes) avant d'examiner, la semaine prochaine, la discussion des dépenses, ministère par ministère. Le budget 1989, en déficit de 104 milliards de francs, caractérisé par une poursuite de la politique des allégements fiscaux pour les ménages et les entreprises, enregistre une augmentation des dépenses publiques de + 4,7 %.

Devant la commission des finances de l'Assemblée nationale, le 21 septembre, le ministre de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy, avait insisté sur le triple objectif d'efficacité, d'équilibre et de justice sociale dont ce projet de loi de finances était, selon lui, la traduction.

M. Edouard Balladur avait alors dénoncé *« la facilité »* et le *« relâchement »* d'un budget dont les dépenses augmenteraient trop vite et qui tournerait le dos à la politique de baisse de la pression fiscale et de maîtrise des dépenses publiques menées de 1986 à 1988. L'ancien ministre des finances de M. Jacques Chirac interviendra mardi dans la discussion générale pour contester le bien-fondé de ce budget. *« La conjoncture exceptionnellement favorable en cet automne 1988 offrait des marges d'action considérables (inconnues depuis de nombreuses années) aux auteurs du budget ; au lieu de poursuivre l'assainissement des finances publiques entrepris de 1986 à 1988, le gouvernement a préféré céder à la facilité »* estime M. Balladur. M. Edmond Alphandéry (UDC) a expliqué, quant à lui, dimanche que ce budget était *« un budget peinard au moment où il faudrait un budget de combat pour le pouvoir d'achat et pour l'emploi »*. De son côté, M. Michel d'Ornano (UDF) affirme dans un entretien au *Figaro*, que *« les vieux démons socialistes se réveillent : le gouvernement s'engage à nouveau sur la voie de la dépense au lieu de faire porter l'effort sur une réduction supplémentaire des charges des familles et des entreprises et sur la préparation de notre entrée dans l'espace unique européen en 1993 »*.

« Si le budget actuel n'est pas modifié, nous ne pourrons le voter », affirme M. André Lajoinie dans un entretien à l'ACP. Le président du groupe communiste souhaite notamment que le budget 1989 soit revu et corrigé pour répondre à la vague de mécontentement social qui se fait jour. Les députés communistes devraient repousser les budgets de plusieurs ministères : celui des anciens combattants (trop réduit à leurs yeux), celui de la défense (ils n'ont pas voté la loi de programmation militaire), celui de l'éducation nationale. *« L'opposition du PC ne peut être confondue avec celle des députés de droite »*, explique à l'avance M. Lajoinie. En revanche, les commissaires communistes ont voté l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), bien qu'ils auraient souhaité voir son rendement multiplié par cinq (20 milliards de francs).

La discussion de l'article 18 du projet de loi de finances, qui reprend intégralement l'ISF, devrait donner lieu à d'âpres discussions avec l'opposition de droite. Le gouvernement pourrait faire, en séance publique, d'ultimes concessions (par exemple remonter le seuil d'application de l'ISF de 4 millions à 4,5 millions de francs) pour tenter d'obtenir une attitude conciliante de l'UDC. Dans l'hypothèse d'une conjonction des oppositions, le premier ministre M. Michel Rocard devra recourir pour la première fois à l'arme du 49-3 (engagement de responsabilité) pour faire passer sa loi de finances.

PIERRE SERVENT.

La préparation des élections municipales

Les rocardiens soupçonnent M. Mauroy de manquer de fermeté face au PCF

Le Parti socialiste a, enfin, de quoi s'occuper. Il se lance dans la campagne pour le « oui » au référendum sur la Nouvelle-Calédonie (1). Il prépare les élections municipales : M. Pierre Mauroy a écrit à M. Georges Marchais, M. Marcel Debarge va rencontrer M. Paul Laurent. Comme au bon vieux temps, ce qui n'est pas du goût de tout le monde.

Si le projet de texte soumis par M. Mauroy au bureau exécutif en vue de la convention nationale du 13 novembre ne soulève pas d'objection lorsqu'il affirme que *« toutes les composantes de la majorité présidentielle doivent être représentées au sein* [des] *listes* [du PS] (*le Monde* du 14 octobre), la mise *en pratique de ce principe inspire* une certaine inquiétude. Après l'expérience des élections cantonales, les rocardiens s'interrogent sur le réalisme du premier secrétaire, dès lors qu'il s'obstine à ranger dans la majorité présidentielle un Parti communiste qui ne veut pas en entendre parler, et qu'il se fixe pour objectif un accord national dont le PCF a explicitement écarté l'idée en dénonçant ce que M. André Lajoinie a appelé un *« Yalta municipal »*.

« La stratégie du PC ne va pas dans le sens d'un accord national », observe M. Alain Richard, porte-parole du courant rocardien et membre adjoint du secrétariat national, chargé des élections. La perspective d'une pure et simple reconduction de l'union de la gauche municipale, *avec un PS qui se montrerait*, une fois de plus, « unitaire pour deux », paraît, dans ces conditions, hors de saison. Si les rocardiens approuvent l'ouverture de discussions au niveau national, afin d'empêcher les communistes de mettre en œuvre, localement, des tactiques différentes dont les socialistes seraient dupes globalement, ils redoutent que la recherche systématique d'un accord national ne conduise le PS à donner des gages de bonne volonté sans réciprocité. *« Un accord national ne peut pas ne pas comporter un volet de politique générale »*, estime M. Gérard Fuchs, membre du secrétariat national. *« Je ne vois pas très bien*, ajoute-il, *les communistes l'accepter... »*

Dans le triptyque de M. Mauroy – renforcement du PS, rassemblement de la gauche, élargissement, – le premier point fait, naturellement, l'unanimité, mais les deux autresposent *un problème de priorité*, sachant que, par rassemblement de la gauche, on n'entend rien d'autre, en fait, que l'union PS-PCF. Celle-ci est, pour M. Louis Mermaz, la *« base historique »* de la majorité réunie par M. François Mitterrand le 8 mai dernier. C'est en outre, rappelle le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, l'axe stratégique auquel le président de la *République s'est toujours* tenu. Ceux qui appuient le chef de l'Etat pourraient-ils s'écarter de cet axe, alors que l'unique espoir du PCF est, comme toujours, de voir les socialistes se tourner enfin vers des alliances à droite et lui abandonner, à gauche, l'espace qui fut jadis le sien ?

Le débat a un aspect tactique. Refusant de considérer comme imparable la « dissuasion du faible au fort » expérimentée par les communistes aux élections législatives, puis cantonales, les rocardiens souhaitent que le PS se garde de toute naïveté et se prépare à riposter en présentant ses propres listes dans *certaines villes dirigées* par le PCF et en envisageant le maintien de ces listes au second tour si son « allié », de son côté, tentait de lui faire perdre certaines mairies ou de l'empêcher d'en gagner *de nouvelles sur la* droite. Ils estiment nécessaire, en revanche, de réfréner l'ardeur des socialistes dans des départements comme les Côtes-du-Nord ou le Morbihan, où la tentative de disputer au PCF les municipalités de moindre importance qu'il détient encore risquerait de le libérer de toute obligation envers le PS.

Cette préoccupation tactique réveille, dans la perspective de l'après-Mitterrand, une divergence stratégique traditionnelle. Historiquement, l'union de la gauche n'a pas la même signification pour le chef de l'Etat et pour le premier ministre. Cette différence, *mise en sommeil entre les deux hommes, ne* l'est pas chez leurs partisans. Où l'on voit poindre, sous une nouvelle forme, le différend sur l'« ouverture », différend d'ailleurs biaisé puisque M. Michel Rocard peut faire valoir qu'il n'est pas l'auteur du slogan « La France unie ». Aussi les rocardiens apprécieraient-ils que M. Mitterrand donnât une indication quant à ce qu'il attend des *socialistes pour les élections* municipales, afin de libérer le premier ministre de cette charge et de permettre aux uns et aux autres d'œuvrer dans un cadre commun, débarrassé de toute hypothèque stratégique.

Les difficultés de l'« axe majoritaire »

Enfin, comme de juste, la mise en cause de la façon dont s'y prend M. Mauroy est liée aux rivalités internes au sein du PS. En s'en prenant au premier secrétaire, qui *serait inspiré par une vision périmée* des rapports entre le PS et le PCF et par des préoccupations régionales, les rocardiens entretiennent le doute sur la capacité de l'« axe majoritaire » mitterrando-mauroyiste à assumer efficacement la direction du parti. Aussi la riposte ne se fait-elle pas attendre du côté le plus engagé dans cette gestion : les amis de M. Lionel Jospin ironisent sur l'agitation et les rodomontades des rocardiens. Ils évoquent la proposition qu'aurait faite M. Richard – et que celui-ci dément – de modifier la loi électorale municipale, sinon dans le sens souhaité par M. Raymond Barre (suppression de la possibilité de fusion des listes entre les deux tours), du moins dans celui d'un relèvement du seuil de 10 % des suffrages exprimés nécessaire, au premier tour, pour qu'une liste puisse se maintenir au second. Pourrait-on offrir un meilleur argument aux communistes et à la droite pour accuser les socialistes de tricherie ?

Les rocardiens, encouragés par leur chef de file à s'affirmer au sein du PS – c'est le moment où jamais – ne manquent pas une occasion de relever les difficultés qui apparaissent soit entre M. Mauroy et ses alliés jospinistes, soit entre ces derniers et les partisans de M. Laurent Fabius. Le remplacement de premiers *secrétaires fédéraux élus* députés et qui, au terme des statuts du parti, doivent abandonner leur responsabilité dans l'appareil, pose parfois des problèmes délicats au sein du courant A-B (mitterrando-*mauroyiste*). *Ainsi* les fabiusiens ont-ils dû accepter, en Seine-Saint-Denis, un premier secrétaire, M. Gilbert Roger, plus proche de Mme Véronique Neiertz (*jospiniste*) et de M. Gilbert Bonnemaison (mauroyiste) que de MM. Marcel Debarge et Claude Bartonolone (fabiusien).

Il arrive que les rocardiens s'amusent à se mêler d'un différend interne au courant A, comme dans le Bas-Rhin, où s'affrontent fabiusiens et partisans de M. Jean Poperen. En Dordogne, le désaccord généralisé conduit à ce que la fédération ne compte pas moins de... quatre premiers secrétaires (un *jospiniste, un fabiusien, un rocardien* et un partisan de M. Jean-Pierre Chevènement).

L'obsession marseillaise

Des difficultés plus sérieuses apparaissent dans la perspective des élections municipales. A Paris, le débat au sein du courant mitterrandiste se concentre sur la recherche d'un chef de file face à M. Jacques Chirac. Proche de *M. Jospin*, le premier secrétaire fédéral, M. Jean-Marie Le Guen, défendant l'idée de chercher à conquérir des arrondissements et à empêcher M. Chirac de l'emporter dans tous, comme en 1983, proposait que les socialistes ne *présentent pas de candidat* désigné à la mairie de Paris. Cette suggestion a été combattue par les fabiusiens et abandonnée par son auteur, qui a répliqué en faisant valoir que, faute de candidature de MM. Georges Sarre (Socialisme et République) ou Paul Quilès (*fabiusien*), qui estiment avoir « déjà donné », l'un en 1977, l'autre en 1983, le seul champion socialiste possible à Paris est M. Jack Lang. Autrement dit : que les fabiusiens se débrouillent entre eux !

La désignation des chefs de file socialistes, ouverte le lundi 17 octobre, pose à M. Mauroy un autre redoutable problème : celui de Marseille. Le premier secrétaire s'en occupe personnellement et doit parvenir, d'ici au 13 novembre, à une solution qui permette de sortir du blocage entre le maire, M. Robert Vigouroux, et le candidat de la fédération, M. Michel Pezet. Ce dernier, membre du secrétariat *national* du PS, chargé des collectivités locales, s'attendait à prendre la présidence de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains (FNESER), mais il s'est entendu dire par M. Mauroy que ce dernier *entend la conserver. L'Elysée aurait* fait savoir que le chef de l'Etat ne souhaitait pas voir M. Pezet bénéficier d'une promotion qui apparaîtrait comme un soutien du parti à sa candidature à la mairie de Marseille.

L'unanimité se reconstitue, ici, sur un constat menaçant : si les socialistes perdaient Marseille, ils auraient perdu les élections municipales. Personne n'y a intérêt. Vraiment ?

PATRICK JARREAU.

PROPOS ET DÉBATS

M. Barre

Compréhension

M. Raymond Barre a déclaré lundi 17 octobre sur RMC qu'il comprenait pour des raisons de santé économique la détermination du gouvernement face aux revendications sociales actuelles. *« Je comprends*, a expliqué l'ancien premier ministre, *une part de ces revendications. Nous savons tous qu'il y a des catégories dont le pouvoir d'achat stagnait qui a parfois reculé. Dans le même temps, je ne peux pas contester la position du gouvernement, qui veut éviter que tout l'effort qui a été fait en France depuis plusieurs années en vue de maîtriser les tensions inflationnistes soit compromis en l'espace de trois semaines et que la conséquence de cela soit une dévaluation du franc qui serait néfaste d'une manière générale à notre économie. »*

M. Juppé

Funeste

M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a souhaité que le gouvernement *« consacre toutes ses énergies à régler l'agitation sociale et renonce à un projet tout à fait funeste qui va nous faire perdre du temps et de l'argent, le référendum sur la Nouvelle-Calédonie »*. Il a précisé à Europe 1 que l'organisation de ce référendum *« coûtait à l'Etat 250 millions de francs »*, ajoutant : *« On a dépensé cette année 1 milliard et demi de francs pour aller sept fois aux urnes. »*

M. Juppé a ajouté : *« M. Mitterrand nous avait promis la paix sociale. Cet engagement a été pris un peu à la légère. La politique économique a des contraintes que je respecte, mais ce n'est pas en accusant les infirmières de s'énerver sans essayer de comprendre plus en profondeur la raison de leur malaise qu'on sortira de ce conflit. »*

M. Léotard

Dehors !

M. François Léotard a déclaré lundi 17 octobre sur France-Inter que *« les trois ministres d'ouverture, MM. Rausch, Durafour et Soisson devraient d'urgence quitter le gouvernement »*. *« Je trouve*, a-t-il ajouté, *que ce serait plus honnête. Ou ils ont été piégés, ou ils sont mauvais. M. Soisson est le ministre du trouble social, M. Rausch a le record du déficit commercial, M. Durafour est le ministre de l'effondrement social du secteur public. »* Insistant sur l'urgence de *« reconstruire l'opposition »*, le secrétaire général du PR a donné son appréciation sur ses leaders. M. Chirac : *« Il mérite beaucoup plus que ce qui est dit ici ou là. »* M. Giscard d'Estaing : *« Il existe un accord complet entre lui et moi. »* M. Barre : *« Il a toujours suivi une ligne droite mais il change toujours de ligne droite (...) Il ne faut jamais dire d'un homme politique qu'il n'a pas d'avenir, peut-être M. Barre en a-t-il un, mais ça ne sera probablement pas avec moi. »*

M. Dominique Strauss-Kahn président de la commission des finances

La plume et l'expert

On l'appelle « D.S.K. », c'est plus chic et plus rapide que Dominique Strauss-Kahn. Encore que, depuis qu'il a été élu député socialiste de la Haute-Savoie, en mars 1986 – aux forceps tant il partait, le courageux, battu *d'avance – on le nomme* « Strauss », raccourci qu'il a conservé pendant sa campagne législative de mai et juin 1988, dans le Val-d'Oise, où il a été réélu. Il aura droit désormais à son nom en entier, par déférence pour le président de la commission des finances de l'Assemblée nationale qu'il est devenu l'été dernier. Il sera aux premières *loges, à partir de mardi, pour la* discussion budgétaire.

Malgré son passé universitaire (*licence de droit, sciences-po,* HEC, agrégation de mathématiques), administratif (chef de service financier du commissariat général au Plan, puis commissaire adjoint de la même institution) et politique (député, membre du secrétariat national du PS chargé des études), ce monsieur n'est pas de ceux dont la tête enfle au gré de l'ascension, *même s'il est normalement* soucieux d'assurer sa promotion.

D.S.K. avait la modestie un peu massive. *« Je ne sais rien faire sur rien »*, disait-il il y a quelques années. Mais il a appris depuis à ne plus dissimuler, derrière un sourire de circonstance, sa véritable valeur. Son parcours est celui d'un sprinter qui serait capable d'un choix stratégique *ou de deux en moins de dix* secondes.

Né le 25 avril 1949 à Paris, il était destiné par sa famille à devenir juriste ou médecin. Il a choisi la politique en 1977 lorsque M. Christian Sautter lui a ouvert les portes de la commission économique du CERES de M. Jean-Pierre Chevènement. C'était, dit-il aujourd'hui, *« archaïque franco-français »*. Dans le genre il avait déjà donné à l'Union des grandes écoles, *alors dominée par les étudiants* communistes. Son choix, il l'a confirmé en travaillant au côté de M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS dont il est vite devenu l'expert économique. Dominique Strauss-Kahn, que *l'on disait alors piètre politique,* avait déjà démontré un bon sens du calcul à moyen et à long terme. Plutôt que d'entrer, en 1981, dans un quelconque cabinet ministériel avec tous les honneurs dus à son rang, il avait préféré l'obscurité du Parti socialiste, un travail ingrat et harassant, l'atmosphère surréaliste des nuits de « commission des *résolutions* », les combats sans gloire contre ses anciens amis du CERES, les rocardiens parfois, M. Jean Poperen toujours. Au PS, la concurrence était moins rude, puisque le parti avait été vidé au profit des palais officiels. Et voilà pourquoi le petit « Strauss » est devenu grand beaucoup plus vite qu'auprès d'un ministre socialiste de ceci ou de cela.

En quelques années, il a appris la politique de terrain (Haute-*Savoie en 1986, Sarcelle et le* Val-d'Oise en 1988), celle de l'appareil (PS) et les combats d'experts mâtinés de spectacle mais toujours courtois et presque toujours raisonnables contre l'adversaire de droite ; l'écriture politique lui est connue : il a rédigé en langage clair le projet socialiste de 1988. L'art de la *négociation* ne lui semble pas *étranger, même si ses talents* sont restés (dans les luttes intestines des socialistes marseillais où il a été un bref moment « chargé de mission conciliatrice » fort discrets. Il lui reste à surmonter une angoisse à la Woody Allen : en quoi les existences de D.S.K., Strauss et Dominique Strauss-Kahn auront-elles changé, un tant soit peu, *le monde ?*

J.-Y. L.

Le référendum sur la Nouvelle-Calédonie

Les royalistes de la NAR votent « oui »...

A l'approche du bicentenaire de la Révolution, qui ne fut pas précisément une fête pour les royalistes, les amis de M. Bertrand Renouvin, candidat de cette mouvance à l'élection présidentielle de 1974, célèbrent – discrètement – le numéro 500 de leur bimensuel (1), qui a atteint l'âge de la majorité. Fruit d'une scission de l'Action française en 1970, le journal *Royaliste* est l'organe de la Nouvelle action royaliste (NAR), qui rejette l'appelation *« royaliste de gauche »*, qui lui est octroyée.

Partisan du comte de Paris, membre du comité national de soutien à M. François Mitterrand au moment de l'élection présidentielle de 1988, M. Renouvin s'est prononcé, au nom de la NAR, en faveur d'un *« oui sans réserve »* pour le référendum sur la Nouvelle-Calédonie. Il prépare un rapport sur l'usage de la langue française pour le commerce dans le monde qu'il présentera *début 1989* devant le Conseil économique et social (CES) dont il est membre. Ne voulant pas être exclue de la réflexion qui entoure le Bicentenaire, la NAR organisera un colloque intitulé « Célébrer 1789 », le samedi 19 novembre à Paris.

...« Aspects de la France » prône le « non »

Pour sa part, M. Pierre Pujo, directeur d'*Aspects de la France* (2), hebdomadaire de l'Action française (AF), a été renforcé dans ses convictions négatives à l'égard du référendum après un voyage d'observation de quinze jours en Nouvelle-Calédonie. Selon lui, le Caillou doit rester français et pour cela il faut revenir au statut Pons. Répondant *« non à l'escroquerie »* du référendum, M. Pujo soutient que le gouvernement *« profère un mensonge destiné à intoxiquer les électeurs métropolitains »* quand il parle du retour de la paix et de la sécurité sur le territoire. Il cite en référence des incidents survenus à Nouméa, le 8 octobre, qui ont fait l'objet d'un reportage du directeur d'*Aspects de la France*, dans le nº 2065, du 13 octobre. M. Pujo prétend, par ailleurs, qu'*« il n'y a plus de justice sur le territoire à l'encontre des séparatistes. Les dossiers des exactions des membres du FLNKS sont automatiquement classés »*. Enfin, le dirigeant royaliste s'insurge contre *« la faiblesse du RPCR, qui ne pense qu'à sauver ses affaires et protéger ses intérêts »*.

(1) *Royaliste*, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris.

(2) *Aspects de la France*, 10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.

BIBLIOGRAPHIE

La République est-elle toujours « une et indivisible » ?

Tous les Français, avant même de devenir majeurs et citoyens, savent que *« la République est une et indivisible »* : on l'apprend à l'école. Mais la plupart ignorent qu'ils répètent là les termes de la proclamation du 25 septembre 1792 et non ceux qui sont contenus dans l'article 2 de la Constitution du 4 octobre 1958, qui dispose de façon plus concise que *« la France est une République indivisible »*.

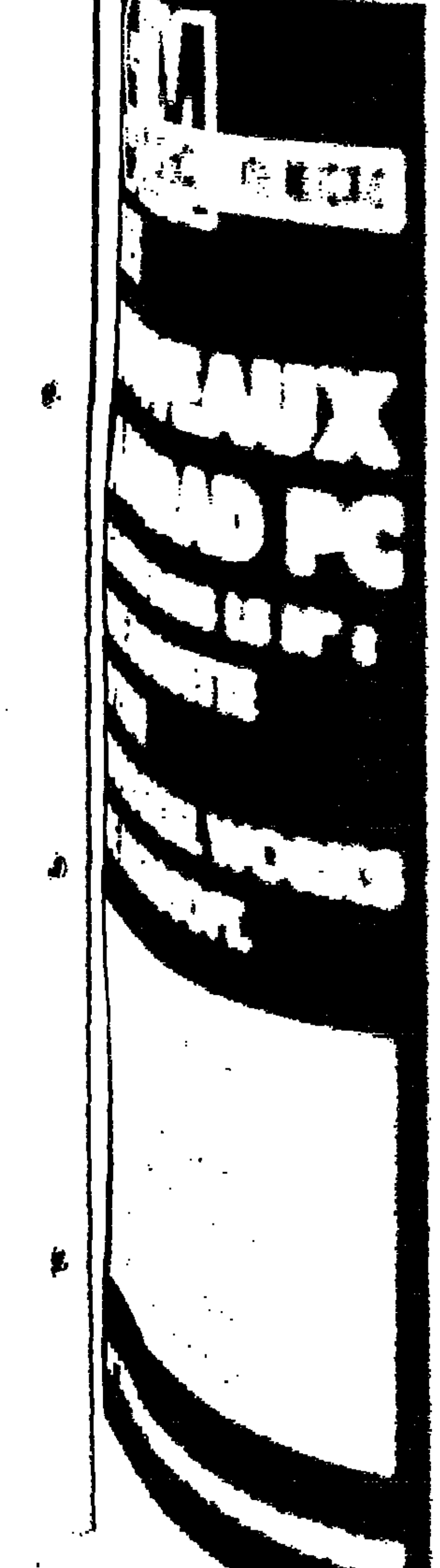
Un jeune professeur agrégé de faculté de droit, de surcroît ancien élève de l'ENA, M. Roland Debbasch, s'est livré à une étude à la *fois juridique, politique et historique* de ce principe pour montrer son influence fondamentale et multiple.

Si la Révolution de 1789 a permis sa formulation précise, il préexistait à elle pendant la monarchie et il a survécu aux controverses entre Jacobins et Girondins. M. Debbasch montre bien que si les premiers le traduisaient par une forte concentration du pouvoir, les seconds ne le niaient pas et le jugeaient compatible avec l'autonomie des collectivités locales. Même les deux Napoléon ont prêté serment de fidélité à la *« République une et indivisible »*... quitte à violer ensuite leur engagement. Aujourd'hui, selon l'auteur, qui se réfère notamment à la jurisprudence du Conseil constitutionnel, l'unité de la République ne doit pas être confondue avec l'uniformité.

Cela implique notamment que le régionalisme, par exemple, ne doit pas être doté d'un pouvoir politique, ce qui serait un démantèlement du pouvoir national unitaire. Quant à l'unité du territoire, elle exclut la séparation d'une fraction de celui-ci *« contre la volonté des représentants de la nation »*. Tout cela, confirmé et précisé en deux siècles d'histoire juridique, appartient aujourd'hui au « bloc de constitutionnalité ». M. Michel Debré, qui préface l'ouvrage, va plus loin que M. Debbasch, puisqu'il affirme que *« l'unité et l'indivisibilité du territoire correspondent dans le subconscient de la France à l'unité et à l'indivisibilité de la culture, grâce à quoi notre nation existe »*. Pour l'ancien premier ministre – toujours inquiet, – il n'y a de légitimité que nationale parce que populaire, ce qui impose des limites tant à la décentralisation régionale qu'à l'intégration européenne, faute de quoi « l'unité » cesserait d'être *« indivisible »*.

ANDRÉ PASSERON.

★ Roland Debbasch : *le Principe révolutionnaire d'unité et d'indivisibilité de la République*, Edition Economica, 481 p., 195 F.



Politique

La restructuration de l'opposition

Le CDS prépare le regroupement des forces du centre

Sont-ils en état de flottement ou de désœuvrement ? D'apesanteur ou d'ivresse ? Que veulent-ils ? Que manigancent-ils ? Où vont-ils ? Les centristes du CDS peuvent au moins déjà se réjouir d'être depuis des semaines au centre... du débat politique. Leur groupe autonome à l'Assemblée nationale a cinq mois. Personne ne croyait, M. Giscard d'Estaing le premier, qu'ils oseraient aller jusqu'au bout. Trop mous, disait-on ! Ou bien on pensait que, s'ils s'y hasardaient, ils reviendraient aussi vite qu'ils étaient partis. Trop poltrons, assurait-on.

Erreur ! Le groupe de l'Union du centre existe et, après avoir dû parfois se pincer eux-mêmes pour y croire, pas un de ses membres ne regrette vraiment d'avoir franchi le Rubicon. Seule véritable innovation dans le décor politique, ce groupe est devenu une référence pour la droite comme pour la gauche.

Après des mois de complexes et de diètes médiatiques, M. Pierre Méhaignerie vient ausi d'être inscrit au baromètre des sondages. Les Français le découvrent. On commence à le reconnaître dans la rue. Bonheur dans tous les étages du CDS. « *Pendant des années*, explique un de ses conseillers, *on nous a méprisés. On nous a pris pour des cons. Aujourd'hui, les cons ont décidé de relever la tête.* » Révolutionnaire ! Les centristes ont dans le même temps appris à travailler dans l'ombre, à gérer leur silence, à s'adonner avec une propension naturelle à l'art du double jeu pour pouvoir, espèrent-ils, se réserver des lendemains prometteurs.

Car ils n'ont pas épuisé tout le sac de leurs tentations. Au moment où l'ouverture paraît plutôt en voie de fermeture, où la politique semble inéluctablement se rebrancher sur le courant alternatif gauche-droite, le CDS prépare secrètement, selon l'expression d'un de ses dirigeants, « *sa révolution copernicienne* » : la constitution au printemps 1989 d'une grande force centriste, modèle CDU allemande, moderne, régénérée, structurée, qui peut provoquer un véritable chamboulement des fondations bien fissurées de l'opposition. Ce qui justifie l'élémentaire prudence dont M. Méhaignerie et son équipe veulent s'entourer pour mener à bien cette vaste entreprise.

Pour ce printemps de l'opposition, les centristes veulent faire en avril leur congrès d'Epinay. Pour la symbolique, ce congrès pourrait se tenir à... Epernay, la ville de M. Bernard Stasi. Il était prévu en novembre à Lille. Raison officielle de ce report : la surcharge des militants due aux élections cantonales et à la campagne du référendum sur la Nouvelle-Calédonie. Raison réelle : se donner le temps nécessaire et surtout laisser passer les élections municipales de mars, qui, selon la consigne centriste, « *ne doivent être troublées par quoi que ce soit* ». En vérité et concrètement, la stratégie centriste comprend trois volets, trois opérations bien définies.

Trois opérations

Opération camouflage : rester à l'UDF le plus longtemps possible avant de faire le grand saut. Accepter « *le consensus minimum* », rien de plus. La première étape de cette révolution centriste devait être l'affirmation de l'autonomie d'un groupe centriste au Palais-Bourbon. Les dirigeants du CDS considèrent que cette première étape est désormais franchie, excluant tout retour en arrière.

« *La giscardocratie* » qui, petit à petit, se décalque, selon eux, sur l'UDF aurait plutôt tendance à les faire fuir encore plus vite. Entre M. Méhaignerie et l'ancien président de la République, le courant ne passe plus. M. Méhaignerie tire en ce moment sa révérence à M. Giscard d'Estaing, à qui il reproche en privé « *de penser plus à lui-même qu'à la France* ». Pour anecdotique que soit cet épisode, le fait que le patron du CDS ait refusé, la semaine dernière, de mettre au pot commun UDF son temps d'antenne pour la campagne à la télévision sur le référendum calédonien est tout à fait significatif de ce nouvel état d'esprit. M. Méhaignerie attend les municipales, mais il a déjà virtuellement quitté l'UDF.

Deuxièmement, l'opération musculation. Le CDS étant destiné à être « *le noyau dur* » de la nouvelle confédération centriste qui doit se mettre en place, ses dirigeants ont entrepris de procéder à un grand nettoyage à la base. C'est sans plaisir qu'ils ont enregistré la perte de vingt sièges de conseillers généraux sortants. Preuve à leurs yeux que leur parti a besoin de se rajeunir et de retrouver un véritable esprit de militantisme, donc de conquête. Entre le 14 octobre et le 25 novembre, tous les secrétaires fédéraux du CDS auront été réunis pour cette opération coup de fouet.

Ultime opération enfin, la plus importante sans doute et la plus complexe certainement : l'opération prospection pour agréger autour du noyau dur CDS toute la constellation centriste. « *Un travail de taupe* » est commencé. Le groupe d'initiative et de réflexion (GIR) créé avant l'été va continuer de se réunir, mais cette fois à l'insu de la presse afin d'éviter toutes manœuvres maladroites. On y retrouve la brochette de tous ces gens susceptibles en avril d'être les premiers acteurs de cette confédération centriste. Mme Simone Veil, M. Raymond Barre. Ceux qu'on appelle encore les barristes du PR, regroupés autour de M. Charles Millon, ainsi qu'un certain nombre de rénovateurs du RPR emmenés par M. Alain Carignon. Parallèlement, des contacts sont noués avec les responsables de la nouvelle convention barriste du CLES et, d'une façon encore plus discrète, avec l'Association des démocrates de M. Michel Durafour. « *Plus le temps passe*, expliquait la semaine dernière M. Millon au *Figaro*, *plus je suis convaincu de la nécessité d'une redéfinition du paysage politique. (...) Les idéologies étant mortes ou moribondes, cette force se constituera autour d'une philosophie politique proche à mon avis du personnalisme libéral et social.* » Telle est bien la réflexion essentielle engagée par tous ces hommes et femmes qui acceptent de travailler avec le CDS.

Que faire de M. Barre ?

Trois hommes pouvaient prendre la tête de cette nouvelle croisade centriste. M. Giscard d'Estaing : le ressort affectif est cassé, l'opinion ne lui a pas pardonné. M. Barre : il a été le premier à souhaiter « *que le centre se vertèbre* », mais comment entreprendre avec un homme dont certains au CDS se demande si la politique l'intéressera encore dans six mois. M. Méhaignerie : son expérience ministérielle, sa cinquantaine sont de précieux atouts. Sa position, qui n'est plus désormais contestée à la tête du CDS, semble désormais tout naturellement le prédisposer à prendre la tête, en avril, de la confédération centriste. « *Il lui reste simplement à s'avouer toutes ses propres ambitions* », juge un de ses proches.

M. Méhaignerie sait où il veut aller. Il sait aussi que l'entreprise n'est pas des plus aisée. Cette grande opération de printemps passera d'abord par un changement de sigle. Le CDS disparaîtra. La nouvelle confédération du centre prendra le nom du groupe centriste à l'Assemblée : l'Union du centre.

Se posera ensuite le problème des hommes. Que faire de M. Barre ? Où mettre Mme Veil ? M. Jacques Barrot peut-il garder son poste de numéro deux ? Jouant de la rumeur, l'entourage de M. Méhaignerie tente de le pousser à Bruxelles pour remplacer au poste de commissaire européen M. Claude Cheysson. M. Mitterrand et le chancelier allemand Kohl sont convenus depuis longtemps qu'il devait échoir à un centriste de poids. M. Bernard Bosson a refusé. Contacté par M. Delors, M. Barrot réfléchit. Entre-temps, M. Roland Dumas a sollicité M. Stasi. M. François Bayrou se verrait très bien remplacer à Paris, M. Barrot. Mais M. Millon a déjà fait savoir qu'il ne quitterait point le PR pour n'importe quel strapontin.

Enfin, comme le dit M. Méhaignerie pour « *faire jouer au centre tout son rôle* » il s'agira également pour circonscrire ce que M. Millon appelle « *le désarmement moral de l'opposition* », de retrouver un « *terrain de rencontre* » avec l'opinion entre le social-étatisme et le conservatisme libéro-chiraquien.

Enfin, les avis dont loin d'être unanimes sur l'utilisation première de cette nouvelle force centriste. Ce congrès centriste venant deux mois avant les élections européennes de juin, il pourra tout naturellement servir de tremplin au lancement d'une liste autonome centriste. M. Giscard d'Estaing le redoute. Il n'a pas tort. Au CDS on s'accorde d'ores et déjà à considérer ce rendez-vous « *comme l'épreuve de vérité* ». Chacun se refuse encore à en parler. Astuce. « *Une fois encore*, glisse un proche de M. Méhaignerie, *ils ne vont pas croire qu'on va aller jusqu'au bout.* »

Secret de polichinelle

Ce secret de polichinelle risque d'être bien mal gardé. Si cette liste voit donc effectivement le jour — emmenée par Mme Veil, M. Méhaignerie ou un autre, c'est un autre débat, — elle finira alors de précipiter l'UDF dans l'abîme en jetant par ricochet le PR, ou du moins ce qui en restera, dans les bras du RPR. Les élections cantonales et municipales seront passées. Pour les centristes, ce sera le moment ou jamais. Chacun en a conscience. S'ajoutent à cela que, pour beaucoup, « *l'Europe est leur bébé* », que leurs amis allemands et italiens les y incitent fortement et que ce serait pour ce centre nouveau la première bonne occasion de se mesurer face à l'opinion, de surcroît par le truchement d'un scrutin proportionnel.

Il restera à régler, s'il se pose à nouveau, le problème de l'ouverture. Un conflit de génération risquerait alors de survenir. Entre les plus jeunes, considérant que cette question est désormais obsolète, qu'il est plutôt urgent pour une opposition renouvelée de retrouver ses marques sur le terrain social et culturel, ce qui ne peut qu'exiger du temps, et les moins jeunes, qui naturellement sont prédisposés à moins de patience.

A l'égard des socialistes, le jeu de M. Méhaignerie et de ses amis est, ici encore, double. Installer « *des risques latents de division* » dans le camp du PS en continuant à dire que M. Rocard est décidément plus fréquentable que ses amis, à terme, c'est nourrir aussi l'espoir de ramener vers le centre deloristes et rocardiens. Chaque coup de sang de M. Henri Emmanuelli peut être dès lors considéré comme un petit succès. Mais, en fait, M. Méhaignerie ne pense plus maintenant que M. Rocard puisse entreprendre efficacement l'ouverture, aveuglé qu'il lui semble être « *par son strabisme consistant à avoir un œil sur son gouvernement et un œil sur son avenir au PS* ».

Pour les élections municipales, les centristes laisseront donc venir. A l'exception de M. Jean-Marie Rausch à Metz, les maires centristes sortants seront conviés à ne rien entreprendre. Tout autre perspective pourra être prise en considération à la condition que les socialistes rompent leurs accords avec les communistes. Quelques contacts sont pris. A Angers, avec le maire rocardien M. Jean Monnier ; à Nantes, où les centristes sont intéressés par l'arrivée du député, maire socialiste de Saint-Herblain, M. Jean-Marc Ayrault. A Marseille, tandis que le centriste Jean Chelini est en conversation avec M. Michel Pezet, des contacts sont noués entre l'état-major du CDS et les élus du GAM (Groupe d'action municipale), partie prenante de la gestion du maire sortant, M. Roger Vigouroux...

L'ouverture, M. Méhaignerie continue pourtant personnellement à y croire. M. Mitterrand garde selon lui des cartes en main. Que le président profite du rendez-vous européen pour proposer aux acteurs politiques de ce pays un contrat de trois, quatre ans qui ne se résume point à sa *Lettre à tous les Français* mais fixe les grands défis à relever, le président du CDS est prêt à y souscrire. « *Si*, confie-t-il, *j'y vois le moyen de franchir pour le pays un certain nombre d'obstacles, c'est ce que je regarderai au finish.* » Son ancêtre MRP, M. Robert Schuman, ne disait pas au fond autre chose : « *Il est possible d'accepter tous les attelages*, avait-il dit un jour lancé, *à condition que tous les chevaux tirent dans le même sens.* » Les chevaux centristes sont en tout cas bien calés dans la grille de départ...

DANIEL CARTON.

M. Georges Chacornac directeur du cabinet de Mme Edith Cresson

M. Georges Chacornac, administrateur civil, a été nommé directeur du cabinet de Mme Edith Cresson, ministre des affaires européennes.

[Né le 18 septembre 1946 à Clermont-Ferrand, M. Georges Chacornac est agrégé de philosophie et ancien élève de l'ENA. En 1975, il est nommé administrateur civil au ministère de l'intérieur, puis occupe plusieurs postes de sous-préfet ou de directeur de cabinet de préfet. Il travaille entre 1978 et 1984 à la délégation de l'aménagement du territoire (Datar) et au commissariat au Plan. Il est sous-directeur au ministère de l'intérieur, de 1984 à 1988, puis, pendant quelques jours, directeur de cabinet du ministre délégué chargé de la santé, M. Léon Schwartzenberg.]

Devant le Club 89

« Il ne faut pas que l'Europe se fasse contre notre génie national » déclare M. Jacques Chirac

Le Club 89 créé en 1981, a tenu samedi 15 octobre son assemblée générale. Après l'intervention de Mme Nicole Catala, député RPR de Paris, vice-présidente déléguée, le président fondateur, M. Michel Aurillac, ancien ministre de la coopération du gouvernement Chirac, a évoqué l'échec du maire de Paris à l'élection présidentielle en notant : « *L'opinion n'a pas cru en notre bilan, elle n'a pas accepté notre discours sur l'effort, la volonté et la responsabilité. Elle a préféré le discours lénifiant de François Mitterrand, son angélisme machiavélique, la déclinaison des principes républicains à la façon des ancêtres de la IIIe République.* »

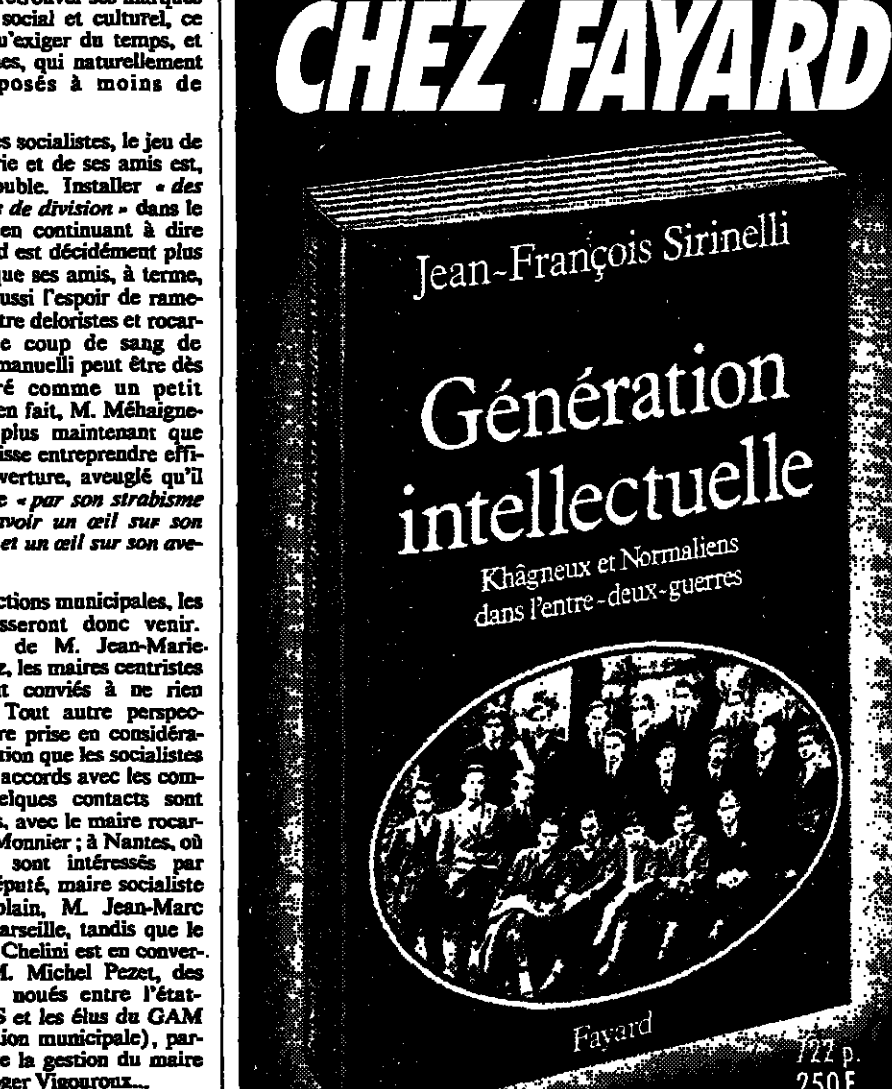
Il a ensuite longuement développé le thème de l'Europe en lançant un avertissement solennel : « *La mise en vigueur de l'Acte unique européen avec ses différentes étapes va précipiter la France contre un mur où elle peut se briser et trouver peut-être la fin de son histoire de nation.* »

M. Aurillac reproche en effet au gouvernement Rocard de « *ne pas poursuivre une politique économique et financière qui nous rapprocherait de nos partenaires européens* » car « *le cheval France part dans la course avec un sac de plomb sur le dos* ». Il explique : « *Les premiers signes sont, là encore, peu perceptibles : la perte des marchés à l'exportation, le déficit du commerce extérieur, la remontée du chômage, le déficit de la sécurité sociale, sans remède plausible si le chômage augmente. Engagée dans cette voie, la France va donc se briser sur le mur de l'Europe avec le risque de voir l'opinion publique rejeter l'Europe, lui imputer l'origine de tous les maux et revenir à la tradition mortelle du repli sur soi.* » Or « *l'isolationnisme n'est pas praticable ni souhaitable dans l'état d'intégration où se trouve l'économie française.* »

En conséquence, « *il n'y a pas d'alternative supportable à l'accomplissement de l'Europe mais il faut s'y préparer et savoir que la France, sauf miracle, ne sera pas prête en 1993 et ne pourra pas accepter les contraintes qui se préparent à Bruxelles sans d'affreux soubresauts (...). Les socialistes dominant au gouvernement ne sont pas prêts à regarder la réalité en face et encore moins à trouver les bonnes réponses.* » Il dénonce « *la tentation permanente des autorités communautaires de dissoudre les nations et de s'ériger en pouvoir central, en super-Etat. Or pour que nous acceptions la dilution de l'Etat français dans un Etat européen, il faudrait encore que la nation européenne existe. L'Europe n'a pas à se substituer aux Etats mais à prolonger et à renforcer leur action dans les domaines où ils ne pourraient agir seuls ou bien le feraient mal* ».

En conclusion, voyant dans le slogan de M. Mitterrand, « *la France unie* », une « *grosse opération politicienne* », M. Michel Aurillac lance : « *L'unité, le rassemblement, annoncés mais aussitôt contredits par le retour des vautours au nid du pouvoir, les Emmanuelli, les Mauroy, les Laignel, les Nucci, la politique de l'emploi et son cortège de chômeurs, l'espoir des plus défavorisés nourri de quelques allocations et débouchant sur les foules désespérées, le droit à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie reconnu depuis longtemps par la France et exhumé comme une nouveauté pour essayer de se faire plébisciter, tout cela ne peut finir que par un haut-le-cœur d'une opinion enfin désabusée.* »

M. Chirac, recevant les membres du Club 89, leur a dit : « *Il ne faut pas que l'Europe se fasse au détriment de ce qui est notre génie national.* »



Société

MÉDECINE

Attribué à deux Américains et à un Britannique

Le prix Nobel 1988 illustre l'importance de la recherche pharmaceutique

L'attribution du prix Nobel de médecine et de physiologie à trois chercheurs spécialisés en pharmacologie (le Monde du 18 octobre) illustre l'importance que peut avoir la recherche pharmaceutique dans les progrès de la médecine moderne. Elle vient aussi souligner, de manière quelque peu paradoxale, la fréquence relativement faible des véritables innovations thérapeutiques dans ce domaine en dépit des sommes importantes investies par les multinationales pharmaceutiques.

Contactés le 17 octobre dans les heures qui ont suivi la décision du jury de Stockholm, les trois lauréats du prix Nobel 1988 de médecine ont, l'un après l'autre, expliqué à quel point ils étaient surpris de l'honneur qui leur était fait. Ainsi, Mme Gertrude Belle Elion, soixante-dix ans (Etats-Unis), s'est déclarée « *incrédule* » en apprenant la nouvelle. « *Vous consacrez votre vie à la recherche,* a expliqué cette scientifique célibataire. *Vous savez au fur et à mesure de vos travaux que vous faites des progrès, mais il ne vous vient jamais à l'idée que ces travaux seront un jour récompensés.* » George Hitchings, quatre-vingt-trois ans (Etats-Unis), a expliqué de son côté que l'annonce du prix Nobel était quelque chose de « *merveilleux pour sa famille* », et qu'il était « *plus satisfait pour ses descendants que pour lui-même* ».

Un travail déconsidéré

Quant à Sir James Black (Grande-Bretagne), qui s'est déclaré « *embarrassé* » à l'annonce de cette nouvelle, il a regretté l'évolution des conditions de travail des chercheurs en pharmacologie et en biologie. « *Il y a une terrible pression exercée sur les chercheurs pour qu'ils soient utiles et pratiques tout de suite. Nous avons besoin de beaucoup plus d'argent pour laisser les gens faire leurs expériences* », a expliqué M. James Black. Le lauréat britannique a aussi regretté qu'il soit aujourd'hui « *moins facile d'obtenir un soutien quand on fait des travaux controversés* », faisant ainsi référence au fait que ses recherches avaient été fondées sur un concept, celui d'« *interaction moléculaire* » qui n'était pas, alors, véritablement accepté par la communauté scientifique.

Ces réactions de surprise ou d'incrédulité tiennent pour une bonne part au fait que ce prix vient couronner des recherches déjà anciennes. Les travaux de James Black ont ainsi permis, dans les années 60, la mise au point de nouvelles classes de médicaments : celle des « bêta-bloquants » (substances capables de bloquer l'action de certains récepteurs, dits « bêta », présents au niveau cellulaire), utilisés dans de nombreuses affections cardio-vasculaires contre l'hypertension artérielle ou la migraine ; celle aussi des anti-H2 (molécules pouvant bloquer l'action de l'histamine au niveau de la muqueuse gastrique) ou médicaments anti-ulcéreux.

Les recherches de Gertrude Elion et de George Hitchings ont, quant à eux, permis, en modifiant les mécanismes de synthèse des acides nucléiques, la mise au point, dans les années 50 et 60, de toute une série de médicaments actifs contre la goutte, les infections herpétiques, certaines maladies auto-immunes, les phénomènes de rejet après greffe d'organes, le paludisme et certaines leucémies.

Rompant avec une longue tradition, le jury du Nobel a ainsi décidé de primer des scientifiques dont les travaux de recherche ont directement permis la mise au point de nouvelles classes de médicaments. « *Il s'agit là d'un événement important,* explique le professeur Pierre Simon, ancien universitaire spécialisé en pharmacologie, aujourd'hui directeur de la branche Recherche et Développement du groupe pharmaceutique SANOFI. *On ne prime habituellemment que les travaux de recherche fondamentale. Or, il faut bien savoir qu'il existe en aval tout un travail de recherche appliquée, de tâtonnements et de mise au point sans lequel il n'y aurait pas d'innovation thérapeutique en matière de médicament. Ce travail est généralement quelque peu déconsidéré, qualifié de mercantile. Il s'agit pourtant d'une recherche importante, quelque chose comme la transformation des essais marqués par les fondamentalistes. On a coutume de dire que les chercheurs fondamentaux jettent toujours un œil sur leur courrier pour savoir s'ils ont un message en provenance de Stockholm. Les chercheurs des firmes pharmaceutiques vont maintenant acquérir le même réflexe. Tant mieux.* »

Reste à savoir ce qui doit être considéré comme une innovation en matière de médicament (1). Le professeur Simon ne partage pas l'idée, très largement répandue, qui veut que cette innovation soit depuis quelques années déjà (et pour des raisons à la fois administratives et économiques) en perte de vitesse. « *La véritable innovation est quelque chose de difficile à appréhender à court terme,* explique-t-il. *Il faut généralement attendre de nombreuses années avant de savoir si telle ou telle nouvelle molécule* a priori *prometteuse constituera ou nom un véritable progrès thérapeutique. Quoi qu'il en soit, je ne pense pas qu'il y ait une véritable crise dans ce domaine. L'innovation en matière de médicament a toujours été quelque chose de difficile et un processus discontinu. Quand deux grands médicaments sortent la même année sur le marché international, on peut dire que c'est un excellent millésime.* »

JEAN-YVES NAU.

(1) On peut sur ce thème se reporter au remarquable travail de classification réalisé par le mensuel *Prescrire* qui indique chaque mois à l'attention des médecins et des pharmaciens quelles sont les véritables nouveautés médicamenteuses parmi les nouvelles spécialités pharmaceutiques mises sur le marché. (*Prescrire,* B.P. 759, 75532 Paris Cedex 11).

Sir James Black

[James Black est né en Ecosse en 1924. Après avoir travaillé successivement à l'université de Singapour puis à celle de Glasgow, il entre en 1958 dans l'industrie pharmaceutique, d'abord chez ICI Pharmaceuticals (1958-1964), puis chez Smith, Kline and French (jusqu'en 1973). Il est alors nommé professeur de pharmacologie à l'University College de Londres. Enfin, en 1978, il devient directeur de la recherche thérapeutique des laboratoires Wellcome à Beckenham (Grande-Bretagne).

Avant d'obtenir le prix Nobel, Sir James Black avait eu le prix Lasker en 1976 et le prix de la fondation Gairdner en 1979, ainsi que le prix de la fondation Wolf en 1982. Il a été anobli en 1981.]

Gertrud Belle Elion

[Gertud Belle Elion est née le 23 janvier 1918 à New-York. Elle est docteur en médecine de la Brown University et docteur ès sciences de la George Washington University et de l'université du Michigan.

Entrée aux laboratoires Wellcome en 1944, après différentes collaborations avec d'autres laboratoires privés, elle a occupé différents postes – celui de chef du département de thérapie expérimentale notamment – au sein des unités de recherche en pharmacologie de cette firme, dans laquelle elle continue, à soixante-dix ans, d'exercer au titre de chercheur honoraire. Elle a, parallèlement, enseigné la pharmacologie à la Duke University, puis à l'universtié de Caroline du Nord, comme son collègue George Hitchings.

Gertrud Belle Elion est membre de nombreuses sociétés savantes américaines, ainsi que de la Chemical Society de Londres.]

George Herbert Hitchings

[George Herbert Hitchings, né en 1905 à Hoquiam (Etat de Washington), est biochimiste et pharmacologue. Il est entré en 1942 chez Wellcome, où il a été nommé directeur de recherche en 1968, responsabilité qu'il occupa jusqu'en 1975. M. Hitchings, membre de l'Académie américaine des sciences, est aussi membre de la Chemical Society de Londres, de la Société américaine de biologie chimique et de la Société américaine de médecine et de biologie expérimentale et de plusieurs associations : la Société internationale de transplantation d'organes, l'Association américaine de recherche sur le cancer.]

Un rapport sur les CRS et la gendarmerie mobile

Des unités corvéables à tort et à travers

Compagnies républicaines de sécurité (CRS) et Escadrons de gendarmerie mobile (EGM) *sont trop sollicités.* Leurs effectifs mobilisés lors de manifestations sont souvent surestimés. Gendarmes et policiers, militaires et civils qui concourent au maintien de l'ordre, ne savent pas coordonner leurs efforts. Les CRS passent plus de 40 % de leur temps en région parisienne alors que seulement un *dixième de leurs effectifs* y *sont stationnés.* Un tiers des membres des CRS sont détournés des missions d'ordre public, employés dans des services spécialisés...

Ces remarques se trouvent dans un rapport remis en juin dernier à M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, par M. Serge Gondel, nommé, depuis, chef du *service central des CRS. L'auteur* recommande notamment une instruction interministérielle sur *« les conditions d'emploi des forces mobiles »* ainsi qu'un redéploiement des CRS.

Dans le petit monde policier, c'est d'ores et déjà acquis : en matière de services d'ordre, l'année 1989 sera un grand cru, pour cause de sommet parisien des pays industrialisés et de festivités du bicentenaire de la Révolution. Multiplication des gardes statiques, compagnies de CRS provinciales appelées en renfort, un avenir de sujétions et de contraintes auquel s'ajoutent les incertitudes nées de l'agitation sociale de cet automne. Aussi le rapport demandé par M. Joxe sur « *les conditions d'emploi des forces mobiles* » est-il d'actualité.

C'est, pour l'heure, le seul des trois rapports commandés par le ministre de l'intérieur lors de son retour place Beauvau dont le contenu est connu. Les deux autres, confiés respectivemement à MM. Jean Clerc et Gérard Maurel, portaient sur la modernisation de la police nationale et sur ses structures territoriales (*le Monde* du 18 août). On peut légitimement supposer, malgré la discrétion officielle du ministre, que son contenu a été avalisé par M. Joxe, puisque M. Gondel a été nommé en septembre « patron » des CRS, poste qu'il avait déjà occupé d'octobre 1985 à avril 1986.

L'idée centrale de ce rapport est que CRS et EGM sont actuellement mobilisés pour un oui ou pour un non, de façon disproportionnée par rapport aux *risques réels* que les manifestations de rue peuvent représenter pour l'ordre public (1). Si le nombre de manifestations a été « *en constante augmentation* » durant ces dix dernières années, « *celles à risque d'origine sociale ou politique sont en nette diminution* », écrit M. Gondel. Plaidant pour une « *appréciation la plus fine possible des besoins réels* », il ajoute : « *La persistance d'un souci exagéré de sécurité, que l'on appelle communément le « syndrome Marcellin »* (2), *renforcé par un manque de fiabilité des informations des renseignements généraux, conduit souvent à une estimation excessive des effectifs nécessaires et donc à un suremploi non justifié des forces mobiles.* »

Autrement dit, le recours aux CRS et aux gendarmes mobiles ne devrait plus être automatique. Ce sont des forces « *de renfort et non de remplacement* », qui ne doivent être mobilisées « *qu'après l'utilisation maximale des forces locales* ». Sinon, les missions confiées à ces unités chargées de « *l'expression la plus difficile et la plus achevée de l'autorité de l'Etat* », ne seront plus crédibles auprès des personnels concernés.

Cellule de coordination

Cette situation ne peut qu'aggraver, sur le terrain, les difficultés de coordination entre unités d'esprit, de formation et de conception différentes. Théoriquement, c'est la direction générale de la police nationale (DGPN) *qui est maître* d'œuvre, coordonnant effectifs civils et militaires engagés dans des opérations de maintien de l'ordre. Mais, souligne M. Gondel, la DGPN « *ne possède ni les structures ni les instruments de mesure* ad hoc ». Il est ainsi impossible de comparer rigoureusement l'activité des CRS et des gendarmes mobiles (pour les premières, les statistiques sont établies à partir de la moyenne journalière d'unités employées, pour les seconds, à partir de la moyenne annuelle de jours d'emploi par unités).

Policiers et gendarmes se renvoient donc la balle, les uns estimant être plus corvéables que les autres, et inversement. Malgré de savants graphiques, le rapport ne les départage pas mais propose, dans la plus belle tradition mathématique de l'administration, « un instrument d'évaluation commun » (3). M. Gondel suggère aussi la mise en place, auprès du directeur général de la police nationale, d'une « *cellule de coordination* », animée par un haut fonctionnaire policier, comprenant un officier de gendarmerie et un commandant de CRS. De ce point de vue, il n'innove guère : cette proposition, *aujourd'hui affinée,* était déjà avancée, en février dernier, par le rapport de M. Jean Cabannes au premier ministre sur les relations police-gendarmerie (*le Monde* du 12 mars).

● Escadron de gendarmerie mobile
▲ Compagnie républicaine de sécurité

Le rapport est plus neuf et audacieux dans sa partie consacrée aux seuls CRS. Incohérences et irrationalités administratives sont ici à l'honneur. L'effectif réel des CRS est de 13 619 fonctionnaires, alors que, budgétairement, il est fixé à 15 517. Existant sur le papier dans les documents budgétaires, plus de 1 500 fonctionnaires manquent donc à l'appel sur le terrain. Alors que l'effectif théorique d'une compagnie est de 210 personnes, la moyenne s'établit à 156 officiers, gradés et gardiens pour les 60 compagnies disponibles pour le maintien de l'ordre pour un total de 63. Un « trou », qui, selon M. Gondel, « *affecte considérablement leur capacité opérationnelle* ». De plus, 4 545 fonctionnaires des CRS, soit 33,37 % des effectifs, ne participent pas aux missions d'ordre public. La proportion n'est que de 21,34 % pour la gendarmerie mobile.

Enfin le décalage entre l'implantation des cantonnements de CRS et leur secteur principal d'activité – la région parisienne – est flagrant. Alors que sept compagnies seulement y sont implantées, la capitale et ses environs ont mobilisé 42,15 % en 1987 et 45,47 % en 1986 de l'emploi total du corps des CRS. Pour les mêmes années, la proportion n'est que de 20,05 % et de 20,18 % pour la gendarmerie mobile. Cette situation entraîne de nombreux déplacements de compagnies, fort coûteux pour les deniers publics et fort désagréables pour les intéressés, s'accompagnant d'une pratique « *dispendieuse et inadaptée* » de location d'hôtels. La formation des personnels en pâtit : seulement un peu plus de la moitié des unités ont effectué, en 1986 et en 1987, la totalité des périodes de recyclage, déjà bien courtes (deux sessions annuelles d'une semaine et six journées mensuelles).

M. Gondel suggère en conséquence un redéploiement des CRS, une nouvelle définition de leurs missions et une modification de leur implantation territoriale. Les 374 membres des CRS affectés dans les départements d'outre-mer devraient être rapatriés en métropole, la CRS numéro un uniquement spécialisée dans les voyages officiels devrait être reversée dans le service général, et les 107 gradés et gardiens affectés au service central automobile du ministère devraient regagner leurs cantonnements.

Au bout du compte, il s'agit d'un rapport très empreint d'« esprit maison ». Les CRS, créés à la Libération, constituent, en effet, un corps à part au sein de la police nationale. Esprit hiérarchique aussi : pour « *motiver l'encadrement* », M. Gondel suggère d'offrir un « *complément de traitement* » aux commissaires servant dans les CRS. « *L'absence de rémunérations annexes* » susciterait, en effet, une désaffection grandissante pour ce corps...

EDWY PLENEL.

(1) Sur 16 450 gendarmes mobiles, 13 293 sont affectés aux missions d'ordre public, dans 118 escadrons sur un total de 126 et sur 13 619 CRS, 9 362 dans 60 compagnies sur un total de 63.

(2) M. Raymond Marcellin, député (UDF) du Morbihan, a été ministre de l'intérieur de 1968 à 1974.

(3) La « *charge moyenne totale journalière* » serait calculée grâce à la formule N x e sur E où N est le nombre total d'unités employées par jour, E l'effectif disponible total « *pour emploi missionnel* », et e le nombre moyen d'hommes déplacés par compagnie ou par escadron !...

La première audience du procès du Heysel

Des hooligans endimanchés

BRUXELLES
de notre correspondant

« *Monsieur, veuillez cesser de mâcher votre chewing-gum, de parler, et tenez-vous mieux sur votre chaise.* » Cet avertissement, bon enfant malgré tout, du président de la quarante-huitième chambre du tribunal correctionnel de Bruxelles, M. Verlynde, à l'un des vingt-quatre « supporters » britanniques suspectés d'avoir été à l'origine du drame du Heysel – trente-neuf morts et près de cinq cents blessés – lors de la finale de la Coupe d'Europe de football, le 29 mai 1985, aura été un des rares incidents à avoir troublé l'ambiance étonnante de la première journée d'un procès qui, à tous égards, pourrait être exemplaire.

En effet, alors que l'on s'attendait à une énorme pagaille due au nombre imposant de personnes concernées et à leurs avocats, voire à des incidents entre les familles des victimes, italiennes pour la plupart, et les hooligans, il n'en a rien été. La salle des audiences, celle de la Cour de cassation, semblait même par moments, abriter un congrès d'avocats européens : du Français Me Lombard, conseil des victimes françaises au Britannique Sir Henry Livermore, l'ancien maire de Liverpool, et qui n'a pas l'intention d'être tendre avec la justice « *du continent* », en passant par les ténors des barreaux italiens, et bien entendu belge. Procès européen s'il en est, puisque à Bruxelles sont jugés en substance des Britanniques accusés d'avoir, sur un stade belge, et lors d'un match de coupe d'Europe, provoqué la mort d'une majorité d'Italiens, mais aussi de Belges et de Français. Autre surprise : la présence à Bruxelles de la quasi-totalité des inculpés britanniques. Sur les vingt-six hooligans impliqués, vingt-quatre avaient en effet fait le voyage de Bruxelles (le vingt-cinquième est en prison, quant au dernier il reste introuvable).

Endimanchés, certains même cravatés, les cheveux ni trop courts ni trop longs, discrets, répétant qu'ils étaient avant tout des « scape goats » (boucs émissaires), il était difficile de les imaginer trois années plus tôt semant la terreur au Heysel. Ce sera sans doute une des phases importantes du procès de déterminer, à partir de deux millions sept cent soixante mille images qui ont été visionnées, le rôle exact des uns et des autres. Les enquêteurs de Scotland Yard, aidés par les policiers belges, ont en effet effectué un travail de fourmi pour repérer les présumés meneurs. Au cours des mois qui vont suivre – le procès en tout état de cause devrait se prolonger en 1989, – tous les protagonistes vont certainement se battre essentiellement à partir des preuves filmées ou photographiées, ce qui, à cet égard aussi, constituera une « première ».

Les vingt-quatre supporters de Liverpool qui, pour la plupart désargentés, *ont passé la nuit de dimanche* à lundi dans une auberge de jeunesse du centre de Bruxelles, sont d'ailleurs retournés en Grande-Bretagne dès lundi soir et reviendront dans la capitale belge lorsque le tribunal aura besoin d'eux. Certains sont d'ailleurs arrivés dans la salle d'audience une valise ou un sac de sport à la main.

En attendant leur retour, le tribunal a du pain sur la planche, car, en fait, il y aura trois procès : celui des hooligans d'abord, le plus spectaculaire ; celui de la responsabilité de certaines personnalités belges et des dirigeants du football européen ensuite. Lundi, à côté des hooligans, sept personnes étaient ainsi présentes à Bruxelles. *Trois sont inculpées* : Albert Roosen, l'ancien secrétaire général de l'Union belge de football, et deux officiers de gendarmerie. Quatre ont été citées à comparaître directement par la partie civile : *M. Hervé Brouhon,* bourgmestre de Bruxelles, et son échevin, adjoint aux sports ; Jacques Georges, président de l'UEFA, et son secrétaire général, l'Allemand Hans Bengerter (qui, parlant particulièrement bien le français, n'a pas demandé d'interprète). Troisième procès enfin, celui de l'Etat belge lui-même. Car, qui pourra indemniser les victimes, sinon lui ?

L'Etat belge au rang des accusés

La première journée du procès, une fois mis en place le dispositif d'interprétation et de micros – à cet égard l'Europe de la justice a bien du retard ! – a permis aux différents avocats d'amorcer plusieurs batailles de procédure.

L'avocat représentant l'Etat belge ouvre le feu : « *La demande de citer l'Etat belge est irrecevable et ce tribunal est incompétent* », déclare-t-il, avant de se lancer dans une longue argumentation juridique. Demande de nullité aussi pour l'avocat des officiers de gendarmerie. Au nom des hooligans, Me Weinstock, du barreau de Bruxelles, insiste sur la mauvaise préparation du procès. « *Y aura-t-il un procès pour les riches et un autre pour les pauvres ?* » demande-t-il, en revenant sur la promesse de l'ancien ministre de la justice de mettre à la disposition des avocats des inculpés une série de dossiers (50 000 pages), promesse qui n'a toujours pas été tenue. Or le coût de la photocopie d'un seul dossier *au greffe du tribunal* s'élève à 1,5 million de francs belges (environ 230 000 francs français).

Autre point technique soulevé : les hooligans *ont été* extradés de Grande-Bretagne sur la base d'une inculpation ne mentionnant pas la notion de préméditation, alors que cette dernière figure dans l'acte d'accusation en Belgique. Me Beauthier, un avocat des inculpés, demande *pour sa part que soient* retirées du dossier deux cassettes vidéo reprenant les scènes les plus tragiques tournées le soir du drame. « *C'est un montage orienté, donc non objectif ; des morceaux tronqués d'enregistement ne peuvent asseoir votre conviction* », affirme-t-il au tribunal. Dernier avocat des supporters britanniques, Me Moureau, va enfoncer le clou : « *Il faut que la justice belge sauve l'honneur belge* » déclare-t-il, avant de demander la comparution comme témoins d'une trentaine de hauts responsables belges, dont l'ancien commandant en chef de la gendarmerie, et plusieurs *députés* de la *commission* parlementaire. Ses conclusions préliminaires prenant par trop l'allure d'une plaidoirie sur le fond, il est interrompu par le président du tribunal : « *Vous m'empêchez de plaider !* » s'insurge l'avocat. La séance est levée. Ce ne sera sans doute pas le seul affrontement au procès, qui pour le moment, semble avoir étrangement oublié les victimes.

JOSE-ALAIN FRALON.



هكذا من الأصل

DÉFENSE

M. Chevènement propose de créer pour les exemptés de nouvelles formules civiles du service national

Le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, soumettra au conseil des ministres, mercredi 19 octobre, un projet de loi qui reportera d'un à deux ans l'incorporation de certains étudiants, appelés jusqu'à présent à l'âge de vingt-deux ans sous les drapeaux. Ce projet de loi (*le Monde* du 8 octobre) fait partie d'une série de mesures *« simples et pratiques »*, selon M. Chevènement, qui seront arrêtées ultérieurement pour adapter le service national au monde moderne. Cependant, la durée du service demeure fixée à douze mois.

Devant la commission armées-jeunesse réunie le lundi 17 octobre à Paris, le ministre de la défense a confirmé que *« le service national est un droit et un devoir civiques »* et il a estimé que *« la moitié des quatre-vingt mille à quatre-vingt-dix mille jeunes gens exemptés chaque année était apte à accomplir un service national »*, c'est-à-dire une forme civile de service, dans le cadre d'une réflexion, à mener, sur la diversification des modalités de sélection et d'incorporation des jeunes recrues.

M. Chevènement a annoncé, à cette occasion, le dépôt d'un projet de loi, dont le Parlement devrait délibérer avant la fin de cette année, et il a lancé des *« pistes »* à suivre pour ce qui concerne, plus spécialement, la modernisation et la diversification des formes nouvelles de service. Le ministre de la défense n'a pas indiqué à quelle date ces pistes devraient donner naissance à une véritable réforme du service, se contentant de préciser ensuite, devant la presse, que *« la montée en puissance du service civil serait lente »* et qu'il fallait *« se garder des excès »*, *« aller sans se presser »* et *« faire les choses de façon contrôlée »*.

1) Les reports d'incorporation des jeunes étudiants. — *« Le gouvernement*, a expliqué M. Chevènement, *proposera au Parlement un projet de loi portant d'un à deux ans le report d'incorporation pour cause d'études, au-delà de vingt-deux ans. Les étudiants pourront ainsi repousser leur incorporation à vingt-quatre ans. L'obtention de ce report ne sera pas subordonnée à l'achèvement d'un cycle d'études, mais seulement à la poursuite d'études. A cela s'ajouteront les reports d'un an et de deux ans, liés aux brevets de préparation militaire. »*

2) La diversification des formes du service national. — *« La diversification du service national doit respecter un principe : la priorité aux besoins des armées, qui sont la force principale de la défense*, a expliqué M. Chevènement. *L'extension du service national s'appliquera donc principalement aux jeunes gens qui sont actuellement exemptés. »* Pour cette raison, le ministère de la défense devrait conserver la maîtrise de la sélection du volume des contingents affectés, ainsi que le suivi de l'exécution du service. Pour cette même raison, les formes nouvelles du service national devront autant que possible comprendre *« une instruction militaire de base obligatoire »* d'une durée de deux mois et faire appel, dans certains cas, à un encadrement militaire.

Trente mille appelés récupérés

A titre d'exemple, M. Chevènement a cité, parmi les formules civiles d'un service national, l'organisation d'unités d'intervention de la sécurité civile, celle d'un service des *« volontaires européens du développement »* (dont le secrétariat d'Etat chargé de l'action humanitaire a formé le projet) ou celle d'un service civil auprès des associations d'aide aux handicapés et auprès de l'éducation nationale pour des tâches d'enseignement et de soutien pédagogique.

Le ministre de la défense a estimé que l'on pouvait, par le biais de ces services d'intérêt civil, récupérer entre vingt-cinq mille et trente mille appelés qui sont actuellement dispensés. Mais il a considéré qu'il faudrait se fonder sur *« une expérimentation rigoureuse »* pour lancer *« cette amorce de diversification »* et éviter un service *« à plusieurs vitesses »*.

Outre le projet de loi sur les reports d'incorporation pour des études longues et les pistes ainsi tracées pour ajouter des services d'intérêt civil à l'actuel service militaire, M. Chevènement a tenu à rappeler à la commission armées-jeunesse que *« l'armée peut et doit apporter sa contribution à la formation initiale, générale et professionnelle des jeunes »* sans se substituer à l'éducation nationale.

Ainsi, le ministère de la défense a prévu de *« populariser »* et de *« généraliser »* les campagnes, en cours dans les unités, de lutte contre l'illettrisme (l'armée incorpore chaque année mille analphabètes et dix mille illettrés, soit le tiers de ceux qu'elle recense au moment de la sélection).

De même, une réflexion sera menée pour donner à chaque appelé *« une instruction civique de base »*, en cohérence avec l'éducation civique dispensée dans les écoles et collèges.

De même, encore, le séjour de plusieurs dizaines de milliers d'appelés dans les forces françaises outre-Rhin sera mis à profit pour les initier à la langue allemande.

Enfin, M. Chevènement a indiqué que des négociations seront engagées avec les organisations professionnelles et le ministère chargé de la formation professionnelle pour que les certificats de pratique professionnelle délivrés par les armées soient aisément convertibles dans le civil.

En 1987

111 170 jeunes Français ont échappé à l'armée

En 1987, on a compté environ 20 080 dispensés (pour raisons sociales et administratives), soit 4,8 % du contingent, et environ 91 090 exemptés (pour motifs psycho-médicaux), soit de 22,4 % du contingent.

Pour cette même année, les appelés sous l'uniforme se sont ainsi répartis : 73,1 % dans l'armée de terre ; 13,5 % dans l'armée de l'air ; 6,9 % dans la marine nationale ; et 3,3 % dans la gendarmerie nationale. Les formes actuelles du service civil concernent la coopération à l'étrangr (1,4 %), la police nationale (0,6 %) et l'aide technique (0,3 %). Les objecteurs de conscience représentent 0,9 % du contingent.

Toujours en 1987, la ventilation du contingent par tranches d'âge a été la suivante : 51,24 % entre dix-huit et vingt ans ; 34,54 % entre vingt et un et vingt-deux ans ; 14,22 % au-delà de vingt-deux ans. A *l'incorporation, l'âge moyen* était de vingt ans et neuf mois en 1987.

POINT DE VUE

Une progression vers l'armée de métier

On lira ci-dessous le point de vue d'un officier supérieur d'active, auquel nous conservons l'anonymat, et qui tente de replacer l'évolution du service national *dans la perspective* historique et démographique en France.

LE ministre de la défense vient d'annoncer la prolongation du report du service national concédé aux jeunes Français pour leur permettre de suivre leurs études.

La formation des jeunes est un placement tellement sûr que cette mesure constitue, dès à présent, un enrichissement pour le pays.

Cependant, il convient de noter qu'il ne s'agit que d'une chiquenaude supplémentaire au code du service national promulgué par la loi du 10 juin 1971.

Ce code s'est rapidement révélé inapplicable et l'idée qui le sous-tend (*« tous les Français feront leur service si possible à dix-neuf ans et au plus tard à vingt et un ans, ceux qui voudront faire des études supérieures les feront après »*) relève du *domaine de l'impossible dans notre* pays. Elèves, parents, professeurs l'ont fait bruyamment savoir dès les premières années d'entrée en vigueur de cette législation. Petit à petit, elle fut amendée.

Il y eut tout d'abord la possibilité d'un appel décalé jusqu'à vingt-deux ans pour poursuivre ses études ; puis, dans un deuxième temps, l'autorisation de ne partir au service qu'à vingt-trois ans afin de pouvoir terminer un cycle d'enseignement ; *enfin, quelques années plus tard, une* extension jusqu'à vingt-quatre ou vingt-cinq ans de cette autorisation pour les titulaires des préparations militaires et des préparations militaires supérieures. Les remaniements se sont faits très progressivement, à petites doses, avec la prudence d'un artificier.

Un monstre intimidant

L'article 5, qui concerne l'âge d'appel, fut modifié cinq fois dans sa formulation et par l'adjonction d'articles *bis, ter* et *quater*, mais sans en changer l'esprit et selon le principe que de ne pas partir à l'âge prescrit demeure une faveur.

Il est possible que la *formulation* de la décision annoncée par le ministre de la défense consacre le retour du principe du sursis dont l'abolition était l'un des objectifs du code *de 1971 ; il aura fallu dix-sept ans.*

C'est dire combien le sujet du service national, dans ses implications politiques, est un monstre intimidant.

Celui qui s'y attaque fait preuve de *courage* ; il serait normal qu'il se sente soutenu *dans ses initiatives.*

Employeur du contingent, victime désignée des dysfonctionnements du service national, l'armée devrait être la première à promouvoir les idées de changement.

En particulier, *elle* est la mieux placée par rappeler ce qui fait l'essentiel du problème du service national aujourd'hui, à savoir que la ressource excède de beaucoup les besoins.

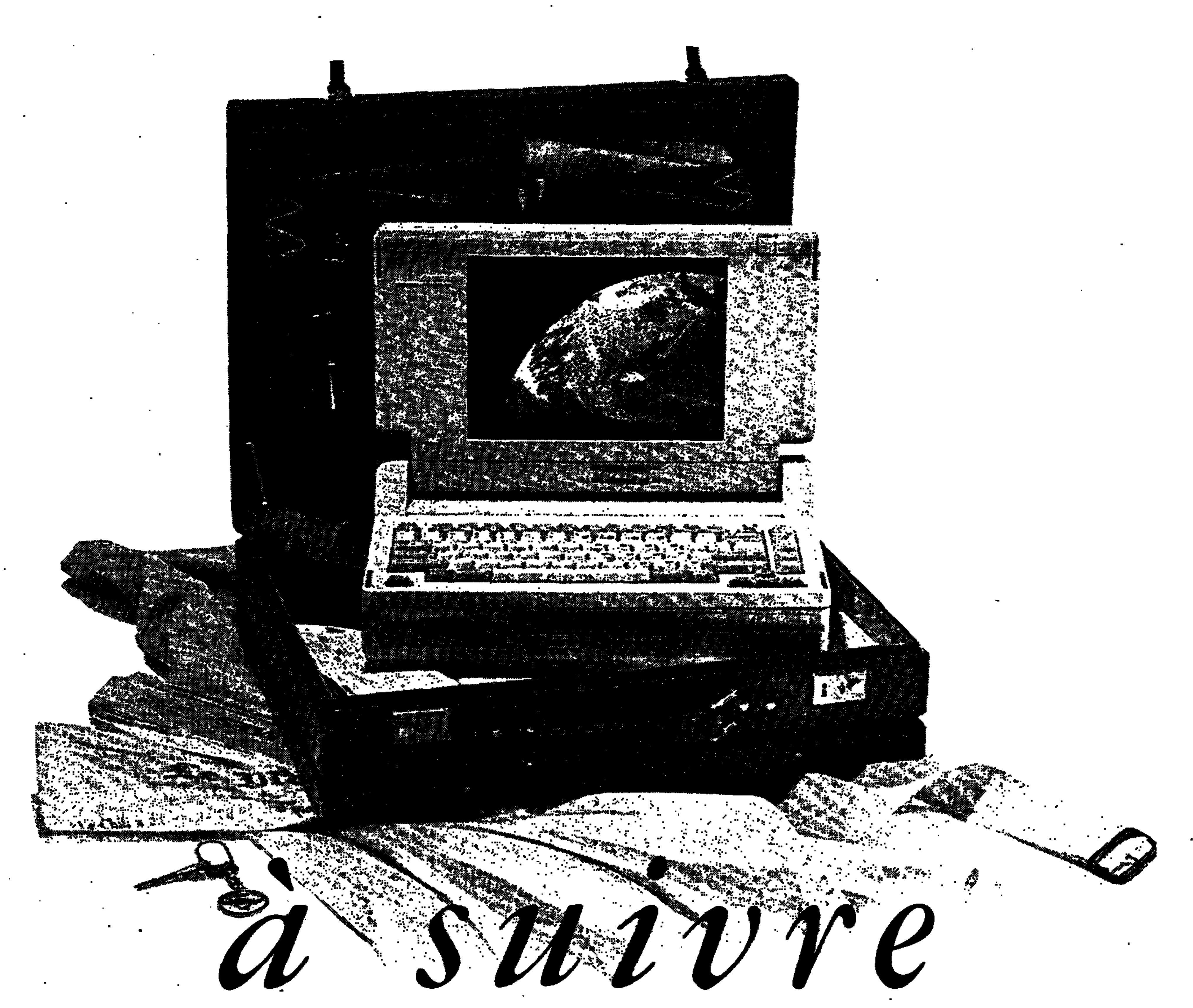
Les besoins annuels des armées en appelés sont de 250 000 ; la ressource en hommes est supérieure à 350 000 et les baisses démographiques prévisibles pour le début des années 90 ne nous éloigneront pas de ce chiffre. Aussi, malgré le principe d'universalité du service national et malgré les bonnes résolutions de la défense pour traiter les femmes comme elle traite les hommes, la place qui est faite à celles-là dans le service national reste marginale (1 257 en 1988) et surtout plus de 30 % des hommes recensés sont écartés de ce service.

Des expédients

Un certain nombre de solutions ont été déjà apportées à ce problème de sureffectif ; la gendarmerie a dû accepter près de dix mille emplois d'appelés ; elle aurait préféré du personnel d'active. La police en a *absorbé mille sept cents en 1988* qu'il a fallu loger, nourrir, habiller et former. On parle des pompiers et de l'éducation nationale. Toutes ces pistes ne sont que des expédients devant le volume des effectifs disponibles ; elles n'ont qu'un effet : une progression vers l'armée de métier, dans la mesure où le morcellement est une étape vers l'élimination.

Cependant, tant que le service national universel reste la règle, les militaires ne devraient ménager aucun effort dans la recherche d'un moyen puissant pour légitimer sans ambiguïté l'exclusion de l'appel sous les drapeaux des deux tiers de la population disponible (si l'on prend en compte les garçons et les filles) ou *d'un tiers de la population masculine* si elle est la seule concernée.

هكذا من الأصل



Culture

ARTS

A l'Ecole des beaux-arts

Dessins d'Allemagne

Résumé de l'art allemand en cent vingt-six dessins : de Dürer à Baselitz en passant par Martin Luther

L'Ecole des beaux-arts ayant montré une forte faction de ses collections à Hambourg il y a deux ans, la Kunsthalle de Hambourg expose à Paris l'essentiel de son cabinet de dessins allemands. Le procédé est de bonne politique muséale, et d'heureuse conséquence puisqu'il permet d'aller voir Schongauer, Dürer et Altdorfer dans la chapelle de l'Ecole, chapelle que l'on est enfin parvenu à changer en galerie d'exposition sans trop masquer pour autant les copies et moulures qu'elle abrite depuis plus d'un siècle.

Il y a donc là plus d'une centaine de dessins rangés dans l'ordre chronologique, des Primitifs aux contemporains. Et il n'y aurait là qu'une anthologie de qualité conçur pour être goûtée pièce après pièce si la composition de la collection hambourgeoise et l'accrochage des œuvres ne rendaient clairement sensible une étrangeté majeure de l'histoire de l'art allemand : qu'elle se divise en deux périodes distinctes séparées par une violente rupture.

La première de ces périodes, celle des maîtres du XVᵉ et du premier tiers du seizième siècle, semble toute de facilité et de conquêtes. La minutie du trait descriptif qui va s'allégeant, le pittoresque des costumes et des visages, l'adresse des travaux à la plume sur papier de couleur rehaussés de blanc, le fantastique d'Altdorfer et d'Huber, tout cela ne pose guère de problème. On admire de bon cœur ces prodiges de méthode et d'invention. Or ce sont des prodiges sans postérité. Passé le seuil d'une salle, styles et sujets n'ont plus le moindre rapport avec ce qui précède. Le Tibre remplace le Danube, la mythologie l'imagination, le classicisme l'originalité un peu médiévale des scènes paysannes.

Comme s'il ne s'était plus rien dessiné ni peint des Alpes à la Baltique entre les années 1530 et le dix-septième siècle, il faut glisser des portraits à la Holbein de Nikolaus Kremer à une vue du Forum dont n'importe quel artiste de n'importe quelle nation installé à Rome vers 1630 pourrait être l'auteur. Sujets convenus, banalité de manière : en dépit des *efforts et de l'érudition* des conservateurs de Hambourg, ni Scheits ni Bach cent ans après ne suffisent à convaincre de l'existence d'une école allemande.

Quelques paysages, quelques plates idylles, des effigies plus médiocres encore témoignent de l'abaissement des arts et des effets de la Réforme. Comme les représentations religieuses qui fournissaient le gros des motifs aux peintres germaniques jusq'à 1517 sont désormais interdites, il ne reste que des topographes et des imitateurs. La violence de la révolution réformée a été telle *qu'elle a éliminé jusqu'à la possi*bilité d'une création.

Qu'ils aient réussi ou non dans leur tentatives de restauration, les artistes de la première moitié du dix-neuvième siècle, Nazaréens et Romantiques, ont eu au moins le mérite de savoir où était le mal. Overbeck, Schnorr von Carolsfeld et Runge, dont il est rare de voir *des œuvres en France, se donnent* des sujets sacrés et symboliques, se risquent à nouveau dans le genre du nu et tendent, de leur mieux, au sublime. Ils prétendent rendre à leur art toutes ses facultés. Leurs pastiches italianisants et primitivisants peuvent sentir l'effort ou tomber dans le sulpicianisme, il reste qu'ils ont refusé d'accepter le paysagisme méticuleux des Erhard et Richter et couru le risque de rompre avec le goût du réalisme propret.

Ce dernier, seule forme acceptable de l'art aux yeux du public, n'a pas abdiqué pour autant. Académisé ou superficiellement modernisé, il règne à peu près *jusqu'en 1900. Les dessins cau*chemardesques de Klinger, qu'aimèrent tant les symbolistes, font figure d'exception, comme ceux de Werner au dix-septième siècle. Vestiges de l'ancienne inspiration fantastique, ils rendent hommage au beau temps d'Altdorfer comme à celui d'un paradis en allé. une nostalgie non moins vive, qui s'exerce à l'endroit du pittoresque humain et du tragique, passe chez Kathe Kollwitz, Barlach, Hubbuch et Grosz.

Tous veulent ressusciter un art allemand qui serait enfin libéré de la menace iconoclaste et puritaine. Ils se trouvent ainsi conduits à citer et imiter les archaïsmes de leurs lointains inspirateurs et exaltent une sorte de vitalisme de la création. L'extrême de l'expression pouvant seul s'opposer à l'extrême de l'autocensure, ils répondent à l'interdit par l'instinct et au silence par le hurlement. A en juger par les Baselitz sur lesquels finit l'exposition, on peut penser que cette querelle n'est pas près de finir.

PHILIPPE DAGEN.

★ Chapelle de l'Ecole des beaux-arts, jusqu'au 31 décembre.

Eve de Hans Baldung Grien

Un musée Benois à Petrodvorets

Leningrad fête le retour des émigrés

L'ouverture d'un musée peu conventionnel, près de Leningrad, est aussi l'une des manifestations de la « perestroïka ». Une réévaluation du patrimoine soviétique.

« Je déclare ouvert le musée de la famille Benois. » Les paroles de Vladislas Kazenin, vice-ministre de la culture soviétique, s'envolèrent avec le vent de la Baltique, qui secouait le feuillage doré du parc de Petrodvorets, mercredi 28 septembre, à Leningrad. Mais les deux cents invités, un peu lassés par de trop longs discours, avaient compris. Ils s'engouffrèrent avec impatience dans le charmant édifice baroque peinturluré de jaune et de blanc qui abritait autrefois les dames de la cour impériale.

Cela ressemblait autant aux retrouvailles d'une grande tribu qu'à une inauguration officielle. Au coude à coude, avec les « apparatchiks » de la culture, en costume sombre, se pressaient les membres *de la diaspora Benois. La plus jeune*, Sarina, une Américaine de vingt printemps, descendante de la lignée des musiciens Tcherepnine, soutenait le plus ancien, Rémy Clément, un Français de quatre-vingt-neuf ans, auquel l'enthousiasme redonnait du jarret. Le comédien Peter Ustinov glissait des malices dans l'oreille de ses voisins : la veuve de Nicolas Benois, ancien directeur de la Scala de Milan, et Pierre Braslawsky, musicien de jazz et architecte français, coauteur du palais du Festival à Cannes.

A travers le temps et l'espace

Tous ces Benois d'Occident retrouvaient leurs cousins demeurés en URSS. On s'exclamait, on s'embrassait et, bras dessus, bras dessous, on allait repérer son rameau sur le baobab généalogique placardé, comme il se doit, dans la première salle du musée. Puis, après avoir vérifié que l'on figurait bien sur la liste des quarante donateurs, gravée dans le marbre, on cheminait de pièce en pièce pour détailler les trois cent cinquante œuvres exposées. Un voyage à travers le temps et l'espace. Un périple d'histoire et de géographie culturelle couvrant près de deux siècles et concernant une dizaine de pays différents.

Etonnante destinée que celle de cette famille. Elle aurait enchanté le moine généticien Gregor Mendel. Elle commence sous la Terreur lorsqu'un certain Louis-Jules Benois, natif de la Brie et cuisinier de son état, suit son maître, le duc de Montmorency, fuyant la guillotine des sans-culottes. Le voilà bientôt maître de bouche de la tsarine, à Saint-Pétersbourg. L'un de ses dix-sept enfants, Nicolas (1813-1899), devient architecte de la cour, participe à la construction de divers *palais et édifices publics et prend* rang avec les siens dans l'intelligentsia de la capitale tsariste.

Les Benois se mêlent aux Cavos, d'origine vénitienne, aux Lanceray, descendants d'un soldat de Napoléon resté en Russie après la retraite, mais aussi à des « indigènes » qui s'appellent Konski, Serebryakov, Ustinov, Tcherepnine ou Braslawsky. Ces croisements avec d'autres familles bourgeoises cultivées génèrent une foisonnante dynastie d'artistes dont les personnages et les aventures feraient une passionnante série télévisée.

L'un des plus connus est Alexandre Benois (1870-1960), qui fut, un moment, après la révolution de 1917, conservateur au Musée de l'Ermitage. Mais le durcissement du régime et les prémices du stalinisme le poussent à refaire en sens inverse le chemin de son ancêtre. Le voilà à Paris, Londres ou Milan. Dessinateur de costumes pour l'Opéra, décorateur de cinéma, aquarelliste, illustrateur, historien d'art, les activités de ce touche-à-tout doué semblent un concentré des aptitudes familiales.

Son itinéraire est également celui *de plusieurs autres Benois*, qui émigrent en Suisse, en Italie, en France, en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis, en Allemagne et jusqu'en Argentine. Ainsi Zenaide Serebriakova (1884-1967), portraitiste, qui passe la première partie de sa vie en terre russe puis la seconde à Paris, *où deux de ses enfants* demeurent encore. Parvenue à la quatrième génération, cette diaspora va-t-elle se diluer encore et disparaître dans le vaste melting-pot culturel mondial ? L'un des fils d'Alexandre, Nicolas Benois (1901-1988), fixé en Italie et directeur de la Scala, décide en 1986, deux ans avant sa mort, d'empêcher cela.

Mettant à profit l'ouverture gorbatchevienne, il propose aux Soviétiques de leur donner ses collections à *condition qu'ils ouvrent à Leningrad* un musée regroupant les œuvres éparses de la famille. L'idée est reprise, appuyée et mise en œuvre par la branche française, notamment par Pierre Braslawsky, qui ne manque pas d'atouts. Architecte, parlant russe depuis qu'il est gamin, il est également l'un des membres influents du Parti communiste français.

A Moscou comme à Leningrad, la « nomenklatura » accepte. Endroit choisi : l'une des dépendances du palais de Petrodvorets,le Versailles de la Baltique, construit par Pierre le Grand, détruit par les Allemands durant la dernière guerre mais somptueusement reconstitué. Un lieu d'intense fréquentation touristique. Six millions de visiteurs y passent chaque saison.

En un an-miracle de la « perestroïka », les dix-huit familles et les bureaux qui occupent le bâtiment sont déménagés, la rénovation est menée à bien (coût 1 million de roubles), et les mille deux cents œuvres sorties des collections privées d'URSS et de huit autres pays sont rassemblées. Pour l'inauguration, les *Soviétiques ont littéralement* déroulé le tapis rouge. Durant quarante-huit heures, Leningrad a vécu une sorte de festival Benois : inauguration du musée avec aubade *in situ* par un orchestre symphonique, soirée au Kirov, plaque dévoilée sur l'ancienne maison familialle qui sera restaurée, table ronde en présence de la presse dans les salons de la mairie, ballet nocturne suivi d'un feu d'artifice, multiples comptes rendus à la télévision et dans la presse.

Ce déploiement médiatique paraît inspiré par au moins trois motifs. Il s'agit d'abord, en réhabilitant une famille dont le cosmopolitisme fut longtemps suspect, d'effacer l'une des « bavures » de l'époque stalinienne. *« Les Benois parlaient toutes les langues*, a dit un officiel, *mais ils pensaient russe*. . Il fallait aussi remercier les donateurs privés, soviétiques et étrangers, qui ont fait confiance aux autorités et à la *pérennité de la « perestroïka »*. Célébré à l'envi, le « retour des Benois » prépare le terrain à d'autres récupérations d'œuvres exilées ou cachées. On parle de faire revenir au pays tels documents sur Pouchkine appartenant à la veuve de Serge Lifar, ou telle collection de peinture partie jadis en Inde.

Le fonds culturel soviétique

Enfin, on tenait à souligner la volonté d'ouverture tous azimuts qui anime les nouvelles équipes. Le fonds culturel soviétique, créé il y a deux ans pour échapper aux pesanteurs administratives, a été la cheville ouvrière de l'opération Benois. Ses dirigeants ne cachent pas qu'ils ont bien d'autres projets de « joint venture » culturel avec l'étranger. Des négociations auxquelles participent les diplomates soviétiques, l'association de la famille Benois et l'UNESCO sont en cours. Objet : la création à Petrodvorets d'un centre culturel international, une sorte de Villa Medicis qui accueillerait des artistes du monde entier pour qu'ils travaillent ensemble et se fassent connaître.

Ouverture économique aussi : à l'occasion et en marge des festivités Benois, Robert Holtz, envoyé de la Confédération des PME, a élaboré un projet de protocole avec Vladimir Khoderev, le maire de Leningrad. Il s'agit de faire travailler ensemble sur le plan technique et commercial des entreprises françaises et leurs homologues soviétiques. Pierre le Grand voulait que Saint-Pétersbourg soit une fenêtre ouverte sur l'Occident. Sur ce point aussi, Leningrad renoue avec son passé.

MARC AMBROISE-RENDU.

A Saint-Etienne

Le nouveau fonds Brauner

En vingt-deux œuvres, les thèmes obsessionnels d'un peintre surréaliste.

Vingt-deux peintures, plusieurs milliers de dessins, une vingtaine de céramiques, sa collection d'art primitif et quelques tableaux d'amis comme Matta ou Hélion : le legs de la veuve de Victor Brauner au Musée de Saint-Etienne est exceptionnel. Dans l'ensemble surréaliste déjà important de ce musée, la présence de cet artiste est désormais telle que Bernard Ceysson et Jacques Beauffet, les conservateurs, ont décidé la création d'un Centre d'études et de recherches Victor-Brauner, qui aura d'abord pour tâche de dresser l'inventaire de ce fonds nouveau.

Repères et témoignages

Dans un premier cahier du Centre, Maurice Fréchuret présente les œuvres peintes qui font l'objet de l'exposition actuelle. Elles proviennent de l'atelier même de Brauner qui les considérait comme des repères dans sa carrière, des témoignages de ses époques successives. Les thèmes obsessionnels de l'œil, du sexe, des métamorphoses suspendues entre les différents genres, des humanoïdes asservis par les projets fous d'ingénieurs en simulacres, assurent la continuité magique de ces vingt-deux peintures réalisées de 1930 à 1959.

Il est juste, pourtant, pour s'initier à la vision du peintre, de pénétrer en elle par le seuil de *la Ville médiumnique* datée de 1930, l'année où le jeune Roumain, qui avait déjà fait pour son compte, à Bucarest, l'apprentissage de l'irrationnel, s'installe à Paris. Le *Fantomas* de 1932, aux machineries dadaïstes, les peintures *métaphysiques, de 1938*, aux objets-rébus, proches de De Chirico, l'*Ubu* à la grande moustache et aux forts attributs sexuels fournissent également quelques clés. Si les grisailles au graphisme nerveux de 1952 rappellent Giacometti par la *manière, les mannequins impuissants* ou prisonniers qui en font le thème relèvent bien de la seule angoisse de Brauner. La vierge aux ondoiements lumineux de *la Pierre philosophale* (1940), le personnage à double face de *Totintot*, les petites peintures à la cire, de 1945, dont celle aux visages emboîtés, dédicacée à sa femme, les galets peints, le masque polychrome, le couple presque fluorescent de 1957, participent de représentations mythologiques qui lui sont propres.

Quelques belles pièces de sa collection d'art primitif, dont un dessus de casque senoufo, évoquent le concert magique dans lequel Brauner aimait vivre.

En fait, son œuvre, comme certaines créations de l'art populaire ou de l'art brut, reste en partie indéchiffrable. Le centre de recherches de Saint-Etienne devra compter sur l'intuition poétique plus que sur la science des symboles répertoriés pour explorer cette planète inconnue dont les messages ne cessent de troubler.

JEAN-JACQUES LERRANT.

PHOTO

Un livre et une exposition de Ralph Gibson

La magie du visible

Entre réalisme et abstraction, l'impasse formaliste d'un créateur prolixe, trop habile et chéri par le succès.

Du livre, Ralph Gibson affirme qu'il est une « suite ininterrompue de décisions correctes ». Personne n'est mieux placé que lui pour avancer une telle affirmation. Dans les albums qui ont fait sa réputation, chaque page peut se lire isolément. Prise dans une continuité, elle est indissociable de ce qui précède et de ce qui suit.

In situ, son dernier album (1), reprend sans surprise les recettes qui ont assuré son succès. A travers ses thèmes habituels (le corps, les objets, l'architecture), ou l'on retrouve sa poésie de l'étrange. Gibson dépèce froidement le mystère du banal. Son art repose sur une grammaire simple : le combat de l'ombre et la lumière, les jeux d'échelle, de volume et de surface, la primauté du plein de la matière et, surtout, le règne absolu du détail. Dramaturge de l'anodin, Ralph Gibson, sans avoir l'air d'y toucher, bâtit ainsi à sa mesure un monde de pure illusion. Ses images, lumineuses et faussement naturelles, ne contiennent pas tout ce qu'elles peuvent dire. Regardée séparément, chacune d'elle est fort belle et distille ce bonheur trouble que seuls ressentent ceux qui ont la patience et l'andace d'oser regarder longtemps.

Qu'il cadre un dos courbé, une *bouche en très gros plan*, un pan de bâtiment, Gibson est entièrement responsable de ce qu'il voit. Ennemi du réalisme, qu'il a jadis pratiqué comme reporter, il élimine lors de la prise de vue tout accident.

Dans le numéro des *Cahiers de la photographie* qui lui est entièrement consacré, il déclare : *« Je ne désire jamais faire des photographies abstraites, mais photographier le côté abstrait des choses »*.

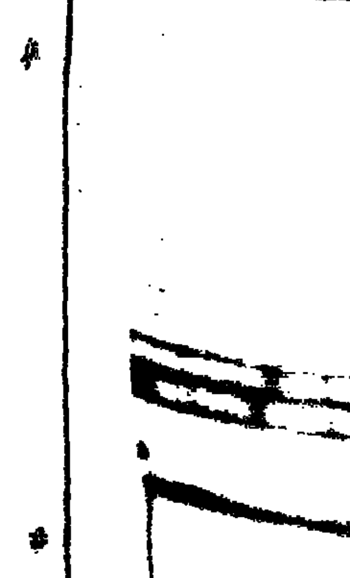
Malgré d'éblouissants sursauts, la *syntaxe gibsonienne semble pour*tant avoir épuisé passagèrement son lexique. Sans le système associatif complexe qui a fait l'originalité de ses livres antérieurs, *In situ* apparaît comme un brillant exercice de style, un peu vain. Suivant l'exemple douteux de sa récente anthologie des « nus », le livre n'est plus pour Gibson un moyen d'expression autonome. Mais la compilation opportune, sans nécessité, d'images non datées, faites à Paris, Bergame ou Bridgehampton.

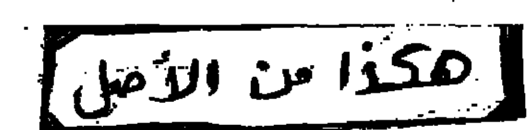
Reste, bien sûr, la remarquable qualité des tirages qu'expose fidèlement Agathe Gaillard (2). A savourer la profondeur des noirs, la subtilité des gris, on regrette d'autant plus que le magicien qui les a pris ait provisoirement consenti, comme tant d'autres, à s'imiter soi-même.

PATRICK ROEGIERS.

(1) Ralph Gibson, *In situ*, Navarin *éditeur + Fondation Kodak-Pathé*, 60 photographies.

(2) Exposition sous le même titre à la galerie Agathe Gaillard, 3, rue du Pont-Louis-Philippe, Paris-4ᵉ, jusqu'au 22 octobre.





Culture

VENTES

Les céramiques de Picasso

« Pendant très longtemps, les céramiques de Picasso ont été considérées comme des œuvres secondaires. Elles étaient mal diffusées et mal répertoriées, ce qui effrayait les collectionneurs potentiels », explique Gérard Faggionato, expert chez Christie's. Mais, depuis un an, le vent tourne. Ces céramiques sont désormais recherchées pour le nom magique de Picasso bien sûr, mais aussi pour leur intérêt décoratif. Sotheby's et Christie's l'ont sans doute compris puisque, à deux jours d'intervalle à Londres, ils organisent pour la première fois une vente des éditions Picasso. Au total, près de soixante-dix pièces pour Sotheby's, qui a également glissé quelques céramiques de Léger, Marie Laurencin, Vlaminck et Braque, et une centaine pour Christie's.

A partir de 1946 et pendant près de vingt ans, le peintre des *Demoiselles d'Avignon* exécutera des milliers de céramiques, dont six cents modèles connus, pièces uniques ou d'édition tirées par les Poteries Madoura à Vallauris, où Suzanne et Georges Ramie l'accueillirent dès juillet 1946. Même si les styles Picasso demeurent parfaitement identifiables, il n'en a pas moins abordé la céramique avec le même goût d'innovation que pour sa peinture. *« Un apprenti qui travaillerait comme Picasso ne trouverait pas d'emploi »*, se plaisaient à dire les époux Ramie.

Sous les mains de cet apprenti sorcier, les vases et les bouteilles deviendront des petites femmes, comme ce récipient à deux anses, partiellement verni (estimé à 26 000 F); des pigeons, des colombes ou des chouettes comme ce *Vase à la chouette* (près de 45 000 F): Mais la tentation de la sculpture sera parfois la plus forte, avec un petit pigeon unique, estimé à plus de 700 000 F. Toujours plus inventif, Picasso rajoutera des débris de terre cuite qui deviendront des barbes ou des cornes de faune en relief sur un vase. *Personnages et têtes*. Tiré seulement à vingt-cinq exemplaires, il est évalué à près de 400 000 F. A la fois graveur, sculpteur et potier, Picasso exécutera une série complète de huit assiettes, chacune représentant une étape différente de *la Corrida* (300 000 F).

De facture plus « classique », le profil aquilin de Jacqueline sur fond *noir et ocre à la manière des vases* grecs anciens est estimé entre 30 000 et 35 000 F. Ou encore *Jacqueline au chevalet*, un décor également reproduit dans de nombreux dessins et tableaux de Picasso. Cette assiette est évaluée 40 000 F. Classi*cisme toujours avec un plat unique* représentant *la Corrida*, coté entre 800 000 F et 1 200 000 F. Quant à *la Grande Femme au chapeau orné*, plaque en céramique grise à décor rose incisé, elle rappelle le Picasso du *Baiser*, de 1969. Véritable tableau, il est plus modestement estimé à plus de 80 000 F. Enfin, une assiette *Femme échevelée*, à l'image de ses dessins « érotiques » des dernières années de sa vie, pourrait trouver preneur pour 30 000 F.

« Même si les prix ont presque doublé en cinq ans, ils demeurent très souvent raisonnables – ici entre 10 000 F et 1 200 000 F – et devraient attirer de nouveaux collectionneurs », explique Gérard Faggionato. Bien que, pour l'instant, les Anglais et les Français soient les plus gros acheteurs, ils doivent déjà compter avec les Allemands, les Américains, les Japonais et même les Africains du Sud.

ALICE SEDAR.

★ Vente : le 19 octobre chez Sotheby's, à Londres (10 heures du matin) ; le 21 octobre chez Christie's, à Londres (10 heures du matin).

MUSIQUES

La « 4e Symphonie » de Landowski

La bonté haute, inhumaine, terrible...

Paysage intérieur d'une âme ardente et inquiète, la nouvelle œuvre de Marcel Landowski est une réussite.

Avec l'Orchestre national à nouveau fouetté par l'ambition, Georges Prêtre a fait, samedi aux Champs-Elysées, une superbe démonstration en faveur d'une musique française qu'on joue parfois de façon un peu anémique. Inaugurant le cycle consacré à Daniel-Lesur pour le quatre-vingtième anniversaire de celui-ci, il a interprété *Andrea del Sarto*, poème symphonique de 1949, comme une coulée de lave en fusion, d'un sombre romantisme, avec une violence et un frémissement qui révélaient l'accord profond du musicien et du poète, si délicates par ailleurs, dans l'illustration du tragique héros de Musset.

Il a tiré ensuite un véritable feu d'artifice dans le *Gloria* de Poulenc, menant à bride abattue les excellents chœurs de Radio-France, parinstants quelque peu essoufflés *par cette furia...* Mais avec quelles prévenances (il entourait la soprano Michèle Lagrange, à la voix lumineuse), parfois un peu sur le bord du précipice, qu'elle évitait avec grâce.

On attendait la *Quatrième Symphonie* (dédiée à Georges Prêtre) de Marcel Landowski, qui arrive près d'un quart de siècle après les précédentes de cet auteur. Une demi-heure, cinq mouvements, des *épigraphes mystérieuses*, quatre thèmes expressifs (« thème d'espace », plainte, interrogation, choral) qui reviennent dans les différentes parties.

C'est une œuvre d'une écriture serrée, belle et émouvante, qui transcrit fidèlement le paysage intérieur du compositeur, ardent, tendre, idéaliste, mais d'une paix toujours menacée. Une angoisse pèse sur le premier mouvement (*« Je crois très bas à la bonté haute, inhumaine, terrible, que l'on ne comprend pas »*, – citation de Marie Noël) ; des sonorités très poétiques, neigeuses et étranges, sont sans cesse refoulées par une masse orchestrale de nuages noirs. La ronde de l'*allegro vivace*, sous le signe de Paul Fort (*« Si tous les gars du monde... »*), est plus impérieuse et frénétique que dionysiaque, seulement éclairée par la lumière plus détendue du choral.

C'est dans le troisième et le quatrième mouvement que la sérénité semble la plus proche : une image de grand bonheur aux couleurs chaleureuses et lyriques, puis les sonnailleries des *Cloches de Bruges* qui mélangent divers carillons aux lignes complexes et délicates. Mais le final, intitulé *Une quête*, reprend sa course de plus belle, freine, repart encore, développe puissamment le thème du choral sous des éclairages contrastés, *« cet appel qui demeurera sans réponse, comme toutes les questions essentielles de la vie »*. On sait bien que Marcel Landowski n'aura jamais fini de courir après son idéal...

J. L.

Au Festival d'Angers

Sapho, Levinas et Scelsi

Ce Festival, qui a quelque peine à se trouver, accueillera l'an prochain le congrès mondial de la Société internationale de musique contemporaine.

« Angers, le sixième Festival de musique du vingtième siècle », qui s'est achevé dimanche 16 octobre, a presque atteint l'âge de raison. C'est sans doute le temps nécessaire pour enraciner une entreprise de cet ordre en une région d'authentique tradition musicale, mais aussi sage et doucement ordonnée que le sont les coteaux de Loire. Côté public, ce sixième Festival offrait cette année un spectacle rafraîchissant : salles pleines, beaucoup de jeunes.

La Conférence des oiseaux, l'opéra de Michael Levinas, avait été présenté au Festival de Montpellier l'été dernier, mais la mise en scène d'André Wilms a été retravaillée à Angers pour un lieu clos. La chanteuse rock Sapho est revenue avec un plaisir déclaré, tant elle est ravie de participer à cette expérience, neuve pour elle, d'un nouveau langage musical, tout aussi contemporain que le sien. Elle s'y révèle excellente musicienne, s'insérant avec aisance dans cette pratique différente, occupant avec force l'espace théâtral. On aurait aimé l'entendre chanter davantage au cours de cette « conférence-opéra » essentiellement *parlée. Le travail du* compositeur qui a beaucoup repensé son œuvre depuis sa création (à La Villette, il y a trois ans), est aujourd'hui plus abouti.

C'est toute seule, samedi matin, dans le cadre délicieux de la Bibliothèque municipale, que l'étonnante virtuose Mishiko Hirayama offrait, en une heure de récital d'une concentration extrême, deux cycles vocaux de Giacinto Scelsi : les *Canti del Capricorni*, achevés en 1972, et *Hô*, laissé inachevé par la mort du compositeur le 9 août dernier. Les deux cycles sont le fruit de l'étroite collaboration entre le compositeur et son interprète. Avec le support de simples onomatopées, c'est un voyage au gré des trouvailles sonores, du signe vocal le plus violemment primitif au raffinement du son murmuré quasi imperceptible. Mishiko Hirayama, interprète idéale de ces œuvres, ouvre les portes d'un univers étrange et force à l'écoute !

L'an prochain Angers, à l'époque de son Festival, s'ouvrira encore plus largement au monde extérieur. Le Festival accueillera le congrès mondial de la Société internationale de musique contemporaine (SIMC). L'âge de raison, sans doute.

BRIGITTE MASSIN.

THÉATRE

« A ta santé, Dorothée », de Remo Forlani

Pâle tisane

La dernière comédie de Remo Forlani a le goût fade et sucré de ces tisanes que Jo – Michel Galabru, pourtant savoureux – refuse de boire tout au long de la soirée.

Bien sûr, Remo Forlani n'est pas dépourvu de savoir-faire. Romancier, journaliste, scénariste, réalisateur, on lui doit notamment, côté théâtre, quelques alertes comédies couronnées de prix. Ainsi, *Lundi, monsieur, vous serez riche*, ou *Un roi qu'a des malheurs*. Il aime la rime – ça rime beaucoup dans sa dernière pièce, *A ta santé, Dorothée*, – le jeu de mot cultivé – *« Vous avez lu* Au-dessous du volcan – « Non, je ne lis qu'en avion », – ou, plus irrévérencieux, par ces grands temps d'indignation outragée, ainsi, en substance : le Christ ? *« Sa mort est un suicide déguisé. »*

Ça fuse, ça passe, et ça lasse. Où veut-il nous mener, avec cette histoire qui emberlificote l'euthanasie et la fièvre de la Bourse, l'amour et la maladie en une histoire qui se garde bien de déboucher sur quoi que ce soit, ou même d'émouvoir ? *A ta santé, Dorothée* ressemble à une broderie au point vif sans motif autre que celui de donner en spectacle quelques têtes d'affiche.

Les faits ? Soit une maison confortable, mais sans *plus*, en Normandie (décor sans histoire de Jacques Noël). Douceur du soir, trompeuse (mise en scène par Jacques Seiler), les gens font la tête : Dorothée (Michèle Luccioni), sa copine confite en tisane et bondieuseries (Jacqueline Jehanneuf), son fils (José Luccioni) et sa bru (Annie Jouzier). *« Alors, on peut savoir, c'est quoi la tuile du soir ? »* tonitrue Michel Galabru, amant depuis vingt ans de Dorothée et imprésario sur le retour, devenu sourd à force de fréquenter, à défaut de Callas, les rockers déglingués.

La tuile, c'est la jambe de Madame : *elle ne veut plus bouger*. Vrai ou faux ? On ne sait. Survient son ex-médecin cynique et friqué (Alain Mottet, excellemment caricatural). Il n'y va pas par quatre chemins : paralysie générale et mort lente garantie. Ange compatissant, il lui donne la pilule fatale et libératrice.

On la croit morte, on la pleure. Mais la revoilà. Et le fils de virer son Œdipe enfin dans le bon sens, et Jo de se découvrir une vocation de nounou. *Elle, elle joue le tout pour le* tout, mise à la Bourse et gagne. Coup de théâtre final.

C'est long, et on regarde ces comédiens dans l'ensemble talentueux tourner en cage, comme des lions qu'on aimerait voir se pavaner tous poils dehors. Immobilisée sur son fauteuil roulant, Michèle Luccioni jette encore des flammes. Quant à Michel Galabru, il est craquant bien sûr, débordant de vitalité mal placée – son rôle aussi veut cela. Un haussement de sourcils, un gonflement de joues et il occupe l'espace, s'empresse, joue, ventre débonnaire, accent anglais à couper au couteau.

Mais le théâtre, c'est plutôt rassurant, est à l'image de la langouste que Jo tente d'élever avec beaucoup d'affection, dans une bassine en plastique : elle manque d'iode, de grand air, elle tourne en rond. Elle a l'œil bien triste.

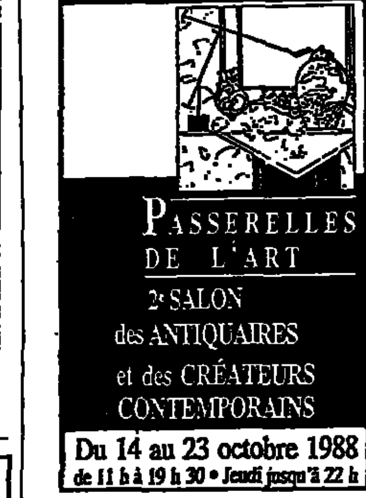
ODILE QUIROT.

★ Au Théâtre de la Renaissance. Tél. : 42-08-18-50.









Spectacles

Mardi 18 octobre

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

PARIS-NORD, ATTRACTIONS POUR NOCES ET BANQUETS. Jardin d'hiver (42-62-59-40), 21 h.

AEROLISTOS. Lucernaire Forum (45-44-57-34), 18 h.

LE MINOTAURE. Théâtre des Petits Mathurins (42-65-90-00), 19 h.

GERARD SETY. Théâtre de Dix Heures. (42-64-35-90), 20 h 30.

LE PARIS D'ARAGON. Maison de la Poésie (42-36-27-53), 20 h 30.

AVANTI. Théâtre Antoine-Simone Berriau (42-08-77-71), 20 h 30.

***ANTOINE M'A VENDU SON* DESTIN.** Saint-Denis. Théâtre Gérard-Philipe (42-43-17-17), 21 h.

LE ROI SE MEURT. Bouffes du Nord (42-39-34-50), 20 h 30.

FIN DE PARTIE. Comédie-Française. Salle Richelieu (40-15-00-15), 21 h.

TOKYO. Théâtre de la Huchette (43-26-38-99), 21 h 30.

L'ÉLÉPHANT EST TOMBÉ. Palais des glaces. Grande salle (46-07-49-93), 21 h.

LES ATELIERS GÉRARD-PHILIPE. Saint-Denis. Théâtre Gérard-Philipe. Salle Le Terrier (42-43-17-17), 18 h.

LES DAMES DU JEUDI. Théâtre Arlequin (45-89-43-22), 20 h 30.

DOM JUAN 2 000. Créteil. Maison des arts (48-99-18-88). Petite salle, 20 h 30.

LE FESTIVAL DE CUCULAON. Guichet Montparnasse (43-27-88-61) 20 h 30.

AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17). Bulle ou la voix de l'océan : 20 h 30.

ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). ◊ Avanti : 20 h 30.

ARLEQUIN (RESTAURANT-THÉATRE) (45-89-43-22). ◊ Les Dames du jeudi : 20 h 30.

ARTISTIC-ATHÉVAINS (48-06-36-02). Le Timide au palais : 20 h 30.

ATELIER (46-06-49-24). Baby Boom : 21 h.

ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). *Salle C. Bérard. Souvenirs assassins* : 18 h 30. Salle Louis-Jouvet. Simplement compliqué, Festival d'automne à Paris 1988 : 19 h.

BOUFFES DU NORD (42-39-34-50). ◊ *Le roi se meurt : 20 h 30.*

BOUFFES-PARISIENS (42-96-60-24). Une absence : 20 h 30.

CAFÉ DE LA DANSE (43-57-05-35). Notes en duo : 20 h. ◊ Bars (La Trilogie du mythe) : 22 h.

CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34). Théodore : 20 h 30.

CARTOUCHERIE THÉATRE DE L'AQUARIUM (43-74-99-61). L'Augmentation : 20 h 30.

CARTOUCHERIE THÉATRE DU SOLEIL (43-74-24-08). Trakinia? : 20 h 30.

CARTOUCHERIE THÉATRE DE LA TEMPÊTE (43-28-36-36). Salle I. Cami, drames de la vie courante : 20 h 30.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Ah ! Ca rira, ça rira, ça rira !... : 21 h.

CENTRE MANDAPA (45-89-01-60). L'Ombre de la vallée : 21 h.

CINQ DIAMANTS (45-80-51-31). L'Orage : 20 h 45.

CIRQUE D'HIVER (42-66-20-75). *Astérix* : 20 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). La Galerie. La Seconde Surprise de l'amour : 20 h 30. La Resserre. *Henry Brûlard : ma vie* : 20 h 30.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Reviens dormir à l'Elysée : 21 h.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). ◊ *Voltaire's Folies : 21 h.*

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). Les Délices du baiser : 20 h 30.

COMÉDIE-FRANCAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. ◊ Fin de partie : 21 h.

DAUNOU (42-61-69-14). *Monsieur Masure* : 21 h.

DEUX ANES (46-06-10-26). Le Coût du père François : 21 h.

DIX-HUIT THÉATRE (42-26-47-47). Le Gardien : 20 h 30.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babas-Cadres : 20 h 15. Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h.

EDOUARD-VII-SACHA-GUITRY (47-42-57-49). Glengarry Glen Ross : 21 h.

ESSAION DE PARIS (42-78-46-42). Salle I. Les Anciennes Odeurs : 18 h 30. Voyance : 21 h. Salle II. Paroles d'eau : 18 h 30. L'Annonce de Matthiab : 21 h.

GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18). Nocturnes : 20 h 45.

GALERIE 55-THE ENGLISH THEATRE OF PARIS (43-26-63-51). Signal Man's Apprentice (les Aiguilleurs) : 20 h 30.

GAVEAU-THÉATRE (SALLE GAVEAU) (45-63-20-30). Le Naufragé : 19 h.

GRAND HALL MONTORGUEIL (42-96-04-06). Le Merle blanc : 20 h 30.

GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61). Eux seuls le savent : 18 h 45. ◊ Le Festival de Cuculaon : 20 h 30.

GYMNASE MARIE-BELL (42-46-79-79). *L'Ange gardien* : 20 h 30.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30. ◊ Tokyo : 21 h 30.

JARDIN D'HIVER (42-62-59-40). Paris-Nord, attractions pour noces et banquets : 21 h.

LA BASTILLE (43-57-42-14). Le Criminel, Festival d'automne à Paris 1988 : 21 h.

LA BRUYÈRE (48-74-76-99). Les Armoires : 21 h.

LE GRAND EDGAR (43-20-90-09). Valardy : 20 h 15.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Aérolistos : 18 h. Théâtre noir. Le Petit Prince : 20 h. Mort à crédit : 21 h 30. Théâtre rouge. Contes érotiques arabes du XIVe siècle : 20 h. Pour un oui, pour un non : 21 h 30.

MADELEINE (42-65-07-09). La Foire d'empoigne : 21 h.

MAISON DE LA POÉSIE (42-36-27-53). ◊ Ludovic Janvier lecture-rencontre : 20 h 30.

MARAIS (42-78-03-53). Le Grand Invité : 20 h 30.

MARIE STUART (45-08-17-80). *Le Monte-Plats : 18 h 30. Monologues* de Jean Cocteau : 20 h 30. Sept Contes cruels : 22 h.

MARIGNY (PETIT) (42-25-20-74). Si c'est pas Montagné, j'en veux pas : 21 h.

MATHURINS (42-65-90-00). La Femme à contre-jour : 21 h.

MATHURINS (PETITS) (42-65-90-00). Le Minotaure : 19 h.

MICHEL (42-65-35-02). Pyjama pour six : 21 h 15.

MICHODIÈRE (47-42-95-23). Ma cousine de Varsovie : 20 h 45.

MONTPARNASSE (43-22-77-74). Le Secret : *21 h.*

NOUVEAU THÉATRE MOUFFETARD (43-31-11-99). Paris accordéon, Fêtes d'automne du Ve arrondissement : 20 h 30.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). *Le* Grand Standing : 20 h 30.

ODÉON (PETIT) (43-25-70-32). Toile de fond : 18 h 30.

ŒUVRE (48-74-42-52). Je ne suis pas Rappaport : 20 h 45.

PALAIS DES GLACES (PETIT PALAIS) (48-03-11-36). Kilowatt : 20 h 15. Les Vamps : 21 h 30.

PALAIS DES GLACES (GRANDE SALLE) (46-07-49-93). ◊ L'éléphant est tombé : 21 h.

PALAIS ROYAL (42-97-59-81). ◊ Louis Jouvet, le patron Rencontres du Palais-Royal : 14 h 30. Et le spectacle continue ! Raymond Devos : 20 h 30.

POCHE-MONTPARNASSE (45-48-92-97). Salle I. Le plus heureux des trois : 21 h.

PORTE SAINT-MARTIN (46-07-37-53). Ténor : 20 h 30.

RANELAGH (42-88-64-44). L'Etrange Mister Knight : 21 h.

RENAISSANCE (42-08-18-50). A ta *santé, Dorothée : 20 h 45.*

ROSEAU-THÉATRE (42-71-30-20). Le Lavoir : 20 h 30.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Drôle de couple : 20 h 45.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93). L'Ex-Femme de ma vie : 20 h 30.

SQUARE RÉJANE (43-79-90-90). Baroque II : 20 h 30.

THÉATRE DE DIX HEURES (42-64-35-90). ◊ Gérard Sety : 20 h 30. Brassens, Brel : 22 h.

THÉATRE DE L'EST PARISIEN (43-64-80-80). La Résistible Ascension d'Arturo Ui : 20 h 30.

THÉATRE DE L'OMBRE QUI ROULE (43-26-29-61). Le Monologue de Molly Bloom, d'après Ulysse : 21 h.

THÉATRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Salle II. ◊ Salomé : 20 h 30.

THÉATRE DU BEL AIR (43-46-91-93). Les Eaux et Forêts : 20 h 30.

THÉATRE MODERNE (43-59-39-39). La Dame de Bayreuth : 20 h 30.

THÉATRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). Théâtre Gémier. Sophonisbe : 20 h 30.

THÉATRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-60). Grande salle. Réveille-toi, Philadelphie : 20 h 30.

THÉATRE RENAUD-BARRAULT (42-56-60-70). Grande salle. Le Retour au désert, Festival d'automne à Paris 1988 : 20 h 30.

TINTAMARRE (48-87-33-82). Barthélémy : 19 h. Les majorettes se cachent pour mourir : 21 h 30.

TOURTOUR (48-87-82-48). Identités : 19 h.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Rififoin dans les labours : 21 h.

Les concerts

AMPHITHÉATRE RICHELIEU. Gustav Leonhardt, 20 h 30, mar. Récital de clavecin. Œuvres de Couperin, Frescobaldi.

CONSERVATOIRE NATIONAL SUPÉRIEUR DE MUSIQUE (42-93-15-20). Marie-Françoise Bucquet. 12 h, mar. Et les élèves des classes de piano. Œuvres de Albeniz, Iberia. Salle Berlioz.

ÉGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE. Les Trompettes de Versailles, 21 h. Œuvres de Bach, Telemann, Vivaldi. Téléphone location : 42-62-40-65.

ÉGLISE SAINT-LOUIS-DES-INVALIDES. Ensemble Harmonia Nova, 20 h 30. Didier Bouture. Requiem de Mozart. Téléphone location : 42-23-55-28.

ÉGLISE SAINT-PIERRE-DE-MONTMARTRE. Ensemble Venance Fortunat, 20 h 30. Concert Fulbert. Dans le cadre du Festival d'art sacré de la ville de Paris.

ÉGLISE SAINT-ROCH (42-61-93-26). Orchestre français d'oratorio, 20 h 30. Dir. Michèle Foison. Sextuor d'ondes de Paris, chœur féminin, C. Brilli (piano). Œuvres de Messiaen. Concert d'ondes Martenot.

INSTITUT NÉERLANDAIS (47-05-85-99). Tibia Kwartet, 18 h 30. Œuvres de Kuhlau, Celis, Hrisanide.

MAISON DE RADIO-FRANCE (42-30-15-16). M.-C. Giraud, 22 h 30. Récital de piano. Œuvres de Debussy, Tournemire. Grand auditorium.

Quatuor Chilingirian, 20 h 15. Œuvres de Schubert, Martin. Grand auditorium.

Marco de Santi, 20 h 30. Guit. Œuvres de Villa-Lobos, Castelnuovo, Tedesco. Studio 105. Dans le cadre de la Semaine internationale de la guitare.

SAINTE-CHAPELLE (46-61-55-41). Ensemble d'archets français, 21 h. Dir. Jean-François Gonzales, J.-F. Loiseleur des Longchamps (contralto). Œuvres de Mozart, Vivaldi, Haendel.

SALLE GAVEAU (45-63-20-30). Quatuor Takacs, 20 h 45, mar. Z. Korozmay (alto). Œuvres de Haydn, Mozart, Brahms.

SALLE PLEYEL (45-63-88-73). Œuvres de Mozart, Schubert.

TAC STUDIO (43-73-74-47). Dario Perez, Olivier Blardone. 21 h. Violon, piano. Œuvres de Mozart, *Ravel.*

Bernadette Nicolas. Jusqu'au 22 octobre, 18 h 30. Guit. Œuvres de Villa-Lobos, Yupanqui.

cinéma

Cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT
(47-04-24-24)

L'Emigrante (1939), de Léo Joannon, *16 h ; Holiday Camp (1947, v.o.), de Ken* Annakin, 19 h ; Du courage pour chaque jour (1975, v.o.s.t.f.), de Ewald Schorm, 21 h.

CENTRE POMPIDOU GRAND FOYER

Vidéodanse : 200 vidéos en non stop, un panorama de la danse contemporaine depuis dix ans. Tous les jours de 14 h à 21 h, gratuit.

SALLE GARANCE,
CENTRE GEORGES POMPIDOU
(42-78-37-29)

Relâche.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS
(40-26-34-30)

Jacques Brel à la Vidéothèque de Paris : Hommage télévisé à Jacques Brel : Jacques Brel (1985) de Jacques Brialy, 14 h 30 ; la Bande à Bonnot (1968) de Philippe Fourastier, 16 h 30 ; Brel (1982) de Frédéric Rossif, 18 h 30 ; l'Emmerdeur (1973) d'Edouard Molinaro, 20 h 30.

Les exclusivités

A GAUCHE EN SORTANT DE L'ASCENSEUR (Fr.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; *Les Montparnos,* 14e (43-27-52-37).

ADA DANS LA JUNGLE (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LES AILES DU DÉSIR (Fr.-All., v.o.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

LES ANNÉES SANDWICHES (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

L'AUTRE NUIT (Fr.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; 14 *Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81)* ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; v.f. : Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79).

BIG (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

BIRD (A., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; *Elysées Lincoln, 8e* (43-59-36-14).

BONJOUR L'ANGOISSE (Fr.) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

CHOCOLAT (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

COLORS (*) (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

LA COMMISSAIRE (Sov., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Cosmos, 6e (45-44-28-80) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

LE COMPLOT (Fr., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; v.f. : George V, 8e (45-62-41-46) ; Trois Parnassiens, *14e (43-20-30-19).*

DE BRUIT ET DE FUREUR (**) (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

LE DERNIER EMPEREUR (Brit.-It., v.o.) : Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

LA DERNIÈRE TENTATION DU CHRIST (A., v.o.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; v.f. : Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

DROLE D'ENDROIT POUR UNE RENCONTRE (Fr.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

DROWNING BY NUMBERS (Brit., v.o.) : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

EMMANUELLE 6 (**) *(Fr.) : George* V, 8e (45-62-41-46).

ENCORE (*) (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

L'ETUDIANTE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; *Les Nation, 12e (43-43-04-67)* ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.) : Cluny Palace, 5e (43-54-07-76) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

FRANTIC (A., *v.o.*) : George V, 8e (45-62-41-46).

LES GENS DE DUBLIN (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

GOOD MORNING VIETNAM (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; *Bienvenüe Montparnasse, 15e* (45-44-25-02) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

LE GRAND BLEU (Fr., v.o.) : Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; v.f. : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

LE GRAND CHEMIN (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; George V, 8e (45-62-41-46).

LA GUERRE D'HANNA (A., *v.o.*) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26).

HAIRSPRAY (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

HOMEBOY (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

L'HOMME QUE J'AI TUÉ (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

HOTEL TERMINUS (Fr., v.o.) : Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; *Trois Parnassiens, 14e* (43-20-30-19).

IRONWEED (A., v.o.) : UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

LA LECTRICE (Fr.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LA LOI DU DÉSIR (*) (Esp., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

MA VIE DE CHIEN (Su., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

MASQUERADE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er *(45-08-57-57) ; Gaumont* Ambassade, 8e (43-59-19-08).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

MIDNIGHT RUN (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 *Juillet Beaugrenelle, 15e* (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LES MODERNES (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

NICKY ET GINO (A., v.o.) : UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

OEUF (Hol., v.o.) : Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34).

LA PETITE AMIE (Fr.) : Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82).

PIÈGE DE CRISTAL (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; *UGC Normandie,* 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Images, 18e (45-22-47-94).

PRESIDIO (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Miramar, 14e (43-20-89-52).

PUBLIVORE (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-*37-57-47).*

QUELQUES JOURS AVEC MOI (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).

LE REPAS DU DRAGON *(All., v.o.)* : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25).

SALAAM BOMBAY ! *(indo-Fr., v.o.)* : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).

SAMMY ET ROSIE S'ENVOIENT EN L'AIR (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

SAVANNAH (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

STORMY MONDAY (Brit.-A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; *Bienvenüe Montparnasse, 15e* (45-44-25-02) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

TERRE SACRÉE (Fr., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86).

LE TEST (Fr.-Suis., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52).

LE TOCSIN DE TCHERNOBYL (Sov., v.o.) : *Studio 43, 9e (47-70-63-40).*

TROIS SŒURS (It.-Fr.-All., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; La Bastille, *11e (43-54-07-76) ; Gaumont Parnasse,* 14e (43-35-30-40) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

MÈRE TERESA (Brit., v.o.) : *Epée de Bois, 5e* (43-37-57-47).

UN MONDE A PART (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; *UGC* Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Images, 18e (45-22-47-94).

UN PRINCE A NEW YORK (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LES FILMS NOUVEAUX

PRISONNIÈRES. Film français de Charlotte Silvera : Forum Arc-en-*Ciel, 1er (42-97-53-74)* ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; *Fauvette Bis, 13e* (43-31-60-74) ; L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

QUI VEUT LA PEAU DE ROGER RABBIT ? Film américain de Robert Zemeckis, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Rex (Le Grand Rex), 2e (42-36-83-93) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; *v.f.* : Rex (Le Grand Rex), 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

UNE AFFAIRE DE FEMMES (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Clichy, 18e *(45-22-46-01)* ; Trois Secrétan, *19e* (42-06-79-79).

UNE ETOILE POUR L'EXEMPLE (Fr.) : Vendôme Opéra, 2e (47-42-97-52).

LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

PARIS EN VISITES

MERCREDI 19 OCTOBRE

« Exposition Cézanne au Musée d'Orsay », 9 h 45, 1, rue de Bellechasse, aux pieds de l'éléphant (Paris et son histoire).

« Le Marais, de l'hôtel Lamoignon à l'hôtel de Soubise », 12 h 15, métro Saint-Paul (Dominique Fleuriot).

Exposition « Cézanne », 13 heures, devant l'entrée, quai Anatole-France (Christine Merle).

« *Picasso à l'hôtel Salé* », *14 h 15,* 5, rue de Thorigny (Approche de l'art).

« Hôtels du Marais, place des Vosges », 14 h 30, métro Pont-Marie (Les Flâneries).

« Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Eglises et hôtels du faubourg Poissonnière », *14 h 30,* métro Poissonnière (Paris pittoresque et insolite).

« Les rois maudits au château de Vincennes », 15 heures, entrée (Tourisme culturel).

MONUMENTS HISTORIQUES

« A l'époque du baron Haussmann, l'aménagement des Buttes-Chaumont », 15 heures, sortie métro Buttes-Chaumont.

« L'art bouddhique en Inde et au Tibet », 15 heures, Musée Guimet, hall d'entrée, 6, place d'Iéna.

POUR LES JEUNES

« La prouesse technique de Gustave Eiffel », 14 h 30, devant le buste de G. Eiffel, pilier nord de la Tour.

« Séance de contes » (cinq-sept ans), 14 h 30, Musée du Petit-Palais.

« A la recherche de la troisième dimension : les chemins d'un tableau » (dix ans et plus), 14 h 30, 11, avenue du *Président-Wilson (Musée d'art* moderne).

CONFÉRENCES

3, rue Rousselet, 19 heures : « Les fastes des cours de Bavière et Franconie » (Arcus).

104, rue de Vaugirard, 19 h 30 : « Symbolique et religion universelle : les noms de Dieu, symboles de son mystère », par le Père Biondi (L'homme et la connaissance).

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ *Chef-d'œuvre ou classique.*

Mardi 18 octobre

TF 1

20.40 Cinéma : Tonnerre de feu ■ Film américain de John Badham (1983). Avec Roy Scheider, Warren Oates, Candy Clark. **22.35 Magazine : Ciel mon mardi !** Présenté par *Christophe* Dechavanne. **0.00 Journal et Météo. 0.18 Magazine : Livres en tête. 0.25 Documentaire : Histoire du rire. 1.25 Feuilleton : Les Moineau et les Pinson. 1.50 Documentaire : Histoires naturelles. 3.30 Musique. 3.50 Documentaire : Histoires naturelles. 5.35 Documentaire : Histoire du rire.**

A 2

▶ **20.35 Les dossiers de l'écran : Stella** ■■ Film français de Laurent Heynemann (1983). Avec Nicole Garcia, Thierry Lhermitte, Victor Lanoux, Jean-Claude *Brialy*. **22.10 Débat : La collaboration, peut-on enfin en parler calmement ?** Avec Jacques Delarue (auteur de *Trafics* et *Crimes sous l'Occupation*), Marie Chaix (auteur des *Lauriers du lac de Constance*), Georges Wellers (arrêté en 1941, déporté), Franz Knipping (professeur à l'université de Tübingen), Pascal *Ory (professeur à l'Institut* des sciences politiques), Philippe Burrin (professeur à l'Institut universitaire des hautes études internationales à Genève). **23.30 Informations : 24 heures sur la 2. 23.55 Magazine : Strophes.** De Bernard Pivot. **0.10 Magazine : Du côté de chez Fred** (rediff.).

FR 3

20.30 Téléfilm : Le pénitencier de l'enfer. De William A. Graham, avec Stella Stevens, Debbis Allen, Amy Steel. **22.10 Journal. 22.35 Cinéma : la Garce** ■■ Film français de Christine Pascal (1984). Avec Isabelle Huppert, Richard Berry, Vittorio Mezzogiorno, Jean Benguigui. **0.05 Musiques, musique.** Spécial Manu Dibango, avec le groupe Black Blanc Beur.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Tandem ■■ Film français de Patrice Leconte (1987). Avec Gérard Jugnot, Jean Rochefort, Sylvie Granotier. **21.55 Flash d'informations. 22.00 Cinéma : Opération Tonnerre** ■ Film anglais de Terence Young (1965). Avec Sean Connery, Claudine Auger, Adolfo Celi. ***0.05 Cinéma : Champ d'honneur*** ■■ Film français de Jean-Pierre Denis (1987). Avec Cris Campion, Pascale Rocard, Eric Wapler. **1.30 Cinéma : le Châtiment de la pierre magique.** ■ Film australien de Tim Burstall (1985). Avec John Stanton, Rebecca Gilling, Ivar Kants.

LA 5

20.30 Cinéma : Tranches de vie □ Film français de François Leterrier (1985). Avec Jean-Pierre Cassel, Laura Antonelli, Josiane Balasko. **22.20 Rallye des Pharaons.** Résumé du jour. **22.25 Série : Le retour de Mike Hammer. 23.10 L'inspecteur Derrick** (rediff.). **0.00 Journal de minuit. 0.05 L'inspecteur Derrick** (suite). **0.15 Capitaine Furillo** (rediff.). **1.05 Journal de la nuit. 1.10 Le père Amable** (rediff.). **2.45 Janique aimée** (rediff.). **3.00 Seule à Paris** (rediff.). **3.13 *Voisin, voisine*** *(rediff.)*. ***4.10 Feuilleton : Le clan Beaulieu.*** **5.00 Série : Voisin, voisine.**

M 6

20.35 Téléfilm : Le seuil. De Richard Pearce, avec Donald Sutherland, *Jeff Goldblum*. ***22.05 Série : Le Saint.*** **22.45 Journal. 23.00 Documentaire : Reagan par Reagan** (rediff.). **0.25 Magazine : Club 6.** De Pierre Bouteiller. **1.00 Musique : Boulevard des clips. 2.00 Sexy clip** (rediff.). **2.30 Série : Le Saint** (rediff.). **3.20 Magazine : Adventure** (rediff.). **3.45 Magazine : Le glaive et la balance** (rediff.). **4.10 Les télécréateurs** (rediff.). **5.00 Magazine : Adventure** (rediff.). **5.30 Magazine : Le glaive et la balance** (rediff.). **6.00 Musique : Boulevard des clips.**

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel médecine. Dossier : Les situations de catastrophe et de cataclysme. **21.30 Les femmes japonaises. 22.40 Nuits magnétiques.** Les ours. 1. Espèces d'ours. **0.05 Du jour au lendemain. 0.05 Musique : Coda :** Ailleurs de l'Europe. World music.

FRANCE-MUSIQUE

20.15 Intégrale Schubert (2). Quatuor à cordes n° 2 en ut majeur D 32. Quatuor à cordes n° 7 en ré majeur D 94, de Schubert ; Closer, de Martin ; Quatuor à cordes n° 14 en ré mineur D 810 de Schubert, par le Quatuor Chilingirian. **22.30 Récital.** Marie-Catherine Girod, piano : Sonatines pour piano n° 1 op. 4, n° 2 op. 5, n° 4 op. 20, n° 6 op. 23, d'Emmanuel ; Suite bergamasque pour piano, de Debussy ; Préludes-poèmes pour piano op. 58 n° 1 et 2, de Tournemire ; Mirages pour piano op. 70, de Schmitt. **0.00 Club d'archives.** Piero Coppola, l'apôtre de la musique française : Symphonie n° 3 en ut mineur op. 78 avec orgue, de Saint-Saëns, par le Grand Orchestre symphonique, dir. Piero Coppola et Alex Cellier, orgue ; Les plus belles rééditions récentes. **1.00 Karlheinz Stockhausen.**

Mercredi 19 octobre

TF 1

13.40 Feuilleton : Côte ouest. 14.35 Club Dorothée après-midi. Sablotin ; Les chevaliers du zodiaque ; Flashman ; GI Joe ; Les bioniques ; Bioman ; Le mot mystérieux ; Le jeu du téléphone ; Le Jacky seau ; Le jeu de l'ABC ; Le top junior ; *Lamu. 17.45 Série : Chips. 18.35 Avis de recherche.* **18.50 Feuilleton : Santa-Barbara. 19.20 Jeu : La roue de la fortune. 19.50 Tirage du Tac-O-Tac. 20.00 Journal, Météo et Tapis vert. 20.40 Tirage du Loto. 20.45 Variétés : Sacrée soirée.** Emission présentée par Jean-Pierre Foucault. Invités : Michel Sardou, Valérie Kapriski, Edwige Feuillère. Variétés : Diane Tell, Astrid *Adler*, Préface, Marc *Jolivet*, Serge Guirao, Thierry Mutin, *Boy George*. **22.35 Documentaire : De Gaulle ou l'éternel défi.** De Jean Labib, d'après l'œuvre de Jean Lacouture. 6. Le souverain de la République. **23.45 Journal et Météo. 0.05 Variétés : Wiz qui peut.** Télé-crochet animé par Jesse Garon. ***De 0.50 à 6.27 Rediffusions.*** **0.50 Documentaire : Histoire du rire. 1.45 Feuilleton : Les Moineau et les Pinson. 2.10 Documentaire : Histoires naturelles. 3.50 Musique. 3.55 Documentaire : Histoires naturelles. 5.35 Documentaire : Histoire du rire.**

A 2

13.45 Feuilleton : Jeunes docteurs. 14.30 Magazine : Chauds les glaçons. Présenté par Cerise et Philippe Giangreco. Voltron ; Pitou ; Inspecteur Duflair ; Julie et Stéphane. **17.15 Magazine : Graffitis 5-15.** Présenté par Groucho et Chico. Les petites *canailles* ; *La* petite merveille. **17.55 Série : Mac Gyver.** Le casse du casino. **18.45 Jeu : Des chiffres et des lettres.** D'Armand Jammot, présenté par Patrice Laffont. **19.05 INC. 19.10 Actualités régionales. 19.30 Flash d'informations. 19.35 Plaisir de rire : La baby-sitter.** Avec Véronique Boulanger, Christophe Guybet. **20.00 Journal et Météo.** ▶ **20.35 Téléfilm : L'argent.** De Jacques Rouffio d'après l'œuvre d'Emile Zola. Avec Claude Brasseur, Miou-Miou, Michel Galabru, Jean-Pierre Bisson, Jean-Paul Roussillon (1re partie). **22.10 Flash d'informations.** ▶ **22.15 Magazine : L'histoire immédiate.** De Jean-Claude Guillebaud et Daniel Leconte. *Crise*, Krach, Boum, d'après le livre de Michel Albert et Jean Boissonnat. **23.30 Informations : 24 heures sur la 2. 23.50 Magazine : Figures.** De Jacques Chancel. Invité : le baron Armel de Wismes.

FR 3

13.30 Feuilleton : Allô ! Tu m'aimes ? 13.57 Flash d'informations. 14.00 Magazine : Décibels (rediff.). **14.30 Jeu : Cherchez la France. 15.00 Questions au gouvernement à l'Assemblée nationale. 17.00 Flash d'informations.** *De 17.03 à 18.30 Amuse 3.* **17.03 Dessin animé : Petit ours brun. 17.05 Dessin animé : Petzi. 17.10 Dessin animé : Diplodo. 17.15 Dessin animé : Mister T. 17.35 The Muppets babies. 18.00 Magazine : Drevet vend la mèche. 18.30 Feuilleton : Guillaume Tell** (13e épisode). **19.00 Le 19-20 de l'information.** De 19.10 à 19.30, le journal de la *région*. ***19.53 Dessin animé : Il était une fois la vie.*** Les sentinelles du corps. **20.02 Jeu : La classe.** ▶ **20.30 Opéra : La Cenerentola.** Livret de Jacopo Serretti, musique de Gioacchino Rossini. Avec Francisco Araiza, Gino Quilico, Walter Berry, Ann Murray et l'Orchestre philharmonique de Vienne, dirigé par Riccardo Chailly, et les chœurs de l'Opéra de Vienne. Retransmis simultanément en stéréo sur France-Musique. **22.35 Journal et Météo. *22.55* Magazine : Océaniques.** 1. Cycle Glenn Gould : Cantate Weiderstehe doch der Sünde, BW 54, de Bach ; Sixième symphonie de Beethoven ; *Trois pièces extraites de* Pierrot lunaire, de Schoenberg. 2. Portrait de créateur : Azzedine Alaïa.

CANAL PLUS

13.30 Téléfilm : Défi dans la nuit. De Steven H. Stern, avec George Peppard, *Kathryn Harrold*. **15.00 Série : La malédiction du loup-garou. 15.25 Téléfilm : La vérité cachée.** De *Simon Langton*, avec *Harry Hamlin, Rip Torn, Jason* Robards. **17.10 Documentaire : Les mandrills. 17.40 Cabou Cadin.** Comic strip ; P'tit *monstre* ; Le piaf ; Virgul. ***En clair jusqu'à 21.00.*** **18.30 Dessins animés : Ça cartoon.** Présentés par Philippe Dana. **18.45 Flash d'informations. 18.49 Top 50.** Présenté par Marc Toesca. **19.30 Magazine : Nulle part ailleurs.** Présenté par Philippe Gildas. Invité : Maxime Le Forestier. **20.30 Bandes annonces cinéma dans les salles. 21.00 Cinéma : Flag** □ Film français de Jacques Santi (1987). Avec Richard Bohringer, Pierre Arditi, Philippine Leroy-Beaulieu. **22.40 Flash d'informations. 22.45 Football : match qualificatif du groupe 5 pour la Coupe du monde.** En différé : Ecosse-Yougoslavie. **0.30 Cinéma : le Conformiste** ■■■ Film franco-italien de Bernardo Bertolucci (1970). Avec Jean-Louis Trintignant, Stefana Sandrelli, Dominique Sanda (v.o.). **2.10 Spectacle : Surprise sur prise.**

LA 5

13.30 Série : Supercopter. 14.25 Série : K 2000. 15.25 Série : Shérif, fais-moi peur. 16.25 Pollyanna ; 16.50 Susy aux fleurs magiques ; 17.15 Les aventures de *Claire et Tipoune. 17.40 Magazine : En route pour l'aventure.* 18.05 Série : Captain Power. 18.30 Dessin animé : Olive et Tom, champions du foot. 18.55 Journal images. 19.00 Jeu : La porte magique. 19.30 Boulevard Bouvard. 20.00 Journal. 20.30 Téléfilm : Trauma. 22.45 Série : La loi de Los Angeles. 23.45 Supercopter (rediff.). **0.00 Journal de minuit. 0.05 Supercopter** (suite). **0.45 K 2000** (rediff.). **1.35 Les enquêtes du commissaire Maigret** (rediff.). **3.00 Journal de la nuit. 3.05 Janique aimée** (rediff.). **3.20 Seule à Paris** (rediff.). **3.35 Voisin, voisine** (rediff.). **4.25 Feuilleton : Le clan Beaulieu. 4.50 Voisin, voisine.**

M 6

13.20 Feuilleton : La clinique de la Forêt-Noire. 14.15 Jeu : Fan de... 14.45 Variétés : Frequenstar. 15.00 M 6 Express. 15.45 Hit, hit, hit, hourra ! 16.00 M 6 Express. 17.05 Série : *Hawaii, police d'Etat. 18.05 Série : Daktari. 19.00 Série :* Les routes du paradis. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Cosby show. 20.35 Téléfilm : Dernière victoire. De George McCowan, avec Angie Dickinson, Llyod Bridges. **21.50 Magazine : Libre et change.** De Michel Polac. Revue de presse, avec Jacques Julliard, Philippe Tesson, Bernard Langlois, Franz Olivier Giesbert, Jean-François Kahn. Evocation de deux ouvrages : *Commentaires sur la société du spectacle*, de Guy Debord *et la République du centre*, de François Furet, Jacques Julliard et Pierre Rosenvallon. **23.05 Journal. 23.20 Série : Le Saint. 0.15 Magazine : Club 6. 1.00 Musique : Boulevard des clips. 2.00 Magazine : Charmes** (rediff.). **2.30 Série : Le Saint** (rediff.). **3.20 Les télécréateurs** (rediff.). **4.10 Magazine : Adventure** (rediff.). **4.35 Magazine : Le glaive et la balance** (rediff.). **5.00 Les télécréateurs** (rediff.). **6.00 Musique : Boulevard des clips.**

FRANCE-CULTURE

20.30 Antipodes. Le Festival de la francophonie à Limoges. **21.30 Correspondances.** Des nouvelles de la Belgique, de la Suisse et du Canada **22.00 Communauté des radios publiques de langue française.** L'histoire du blues. **22.40 Nuits magnétiques.** Les ours. 2. L'ours qui venait du froid. **0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda.** Ailleurs de l'Europe. World music.

FRANCE-MUSIQUE

***20.30 Concert** (donné le 15 août lors du Festival de Salzbourg)* : La Cenerentola, opéra-comique en deux actes, de Rossini, par l'Orchestre philharmonique de Vienne et le chœur du Staatsoper de Vienne, dir. Ricardo Chailly, chef de chœur : Walter Hagen-Groll. Diffusé en simultané sur FR 3. **23.25 Jazz club.** En direct du Magnetic Terrace : le quartette du saxophoniste Frank Morgan.

EN BREF

● **Mme Françoise Marie succède à M. François Werner à la tête du SURT-CFDT.** — Mme Françoise *Marie a été élue* secrétaire générale du Syndicat unifié de la radio-télévision SURT-CFDT, en remplacement de M. François Werner qui ne se représentait pas. MM. Henri Gillet, secrétaire adjoint, *Maurice* Billy et Michel Bossy, secrétaires nationaux, quittent également leurs fonctions, mais restent conseillers nationaux. Ils *sont* remplacés par MM. Michel Chapeau, Bruno Chardin et René Hampe. Au cours de son congrès national à Aix-en-Provence, le SURT-CFDT a également *« réaffirmé son unité et sa détermination »* à faire progresser ses deux principales revendications : une convention collective nationale et un accord national sur la formation, pour tous les salariés de la radio-télévision.

● **Jean-Claude Kerbourc'h quitte Europe 1.** — Rédacteur en chef adjoint depuis 1972, Jean-Claude Kerbourc'h quitte Europe 1 *« pour convenances personnelles »*. Il assurait depuis plus de trois ans la revue de presse de la station, poste auquel il a été récemment remplacé *par Dominique* Souchier. Jean-Claude Kerbourc'h a commencé sa carrière de journaliste à *Combat* en 1961. Il a collaboré ensuite à *Paris-Match, l'Actualité, France-Soir* et RTL avant d'entrer à Europe 1.

● **Un nouvel immeuble pour le groupe Maxwell.** — Le groupe Maxwell Communication Corporation va regrouper ses activités en France et une partie de ses activités européennes dans un nouvel immeuble qui sera bâti au sein du quartier de la Défense. L'immeuble sera construit par la Société d'aménagement de la grande arche (SAGA), dont le capital est détenu à 62,5 % par le groupe de M. Robert Maxwell et à 37,5 % par la Caisse des dépôts, dirigée par M. Robert Lion. L'immeuble comportera 30 000 m² de bureaux. Un concours d'architecture a été lancé, auquel ont répondu 504 architectes, et dont le lauréat sera désigné en janvier 1989.

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le mardi 18 octobre à 0 heure et le dimanche 23 octobre à 24 heures UTC.

Jusqu'à la fin de la *semaine*, la *circulation* générale restera orientée au sud ou sur-ouest favorisant ainsi la présence de l'air chaud soit méditerranéen, soit espagnol sur la France. Jusqu'à vendredi, le temps sera le plus souvent variable avec alternance de nuages et d'éclaircies. Les précipitations se raréfieront.

Ensuite, le temps sera généralement lourd et orageux sur la moitié Ouest et plus ensoleillé sur les régions de l'Est. Durant toute la période, les températures resteront douces et même chaudes pour la saison.

Mercredi : de la Champagne, la Lorraine, l'Alsace jusqu'à la Côte d'Azur et la Corse le temps sera couvert avec des pluies orageuses. Ces orages et ces ondées seront plus fréquents et plus forts des Alpes du Nord à la Corse, alors que les pluies seront éparses plus au Nord. Au cours de l'après-midi, le temps s'améliorera sur la Champagne et l'ouest des Alpes avec quelques éclaircies.

De la Bretagne et du Cotentin jusqu'à l'Aquitaine et à l'ouest du Massif Central le ciel sera couvert. Il pleuvra le matin de la Bretagne au Bordelais alors que l'après-midi le soleil reviendra des côtes sud de la Bretagne à l'Aquitaine. *Par contre les ondées orageuses se produiront* l'après-midi de la Bretagne-nord et du Cotentin jusqu'au Midi-Pyrénées. Partout ailleurs nuages et éclaircies alterneront. Il y aura quelques brumes sur les Bassin parisien, le Nord-Picardie et la Haute-Normandie, le matin. L'après-midi, le temps sera chaud et des nuages se développeront donnant par endroits quelques ondées orageuses surtout sur le Massif Central. La Provence *restera présevée tandis qu'une nouvelle* aggravation orageuse se produira le soir sur la Languedoc et le Roussillon.

Les températures seront très douces le matin pour la saison : 18 à 22 degrés près de la Méditerranée, 13 à 17 degrés partout ailleurs. L'après-midi elles seront très agréables : 27 degrés en Corse, 25 degrés en Provence et Côte d'Azur ; ailleurs 20 à 22 degrés au sud de la Loire, 16 à 20 degrés au nord de la Loire.

Prévisions pour jeudi 20 : La matinée sera généralement nuageuse et brumeuse sur le Sud-Ouest et le Centre. Dans la journée, les éclaircies alterneront avec les nuages. De rares averses affecteront la Picardie, le Nord et le Nord-Est. Le cile se montrera plus menaçant sur les régions de l'Est ou quelques averses orageuses pourront encore se produire. Dans la soirée, le ciel deviendra très nuageux sur la Bretagne.

Le vent de secteur sud soufflera assez fort à fort sur les côtes bretonnes.

Les températures minimales varieront de 10 à 14 degrés, localement 14 à 17 degrés près de la Méditerranée. Les températures maximales s'étageront de 17 à 24 degrés du Nord au Sud.

Prévisions pour vendredi 21 : La journée sera agréable sur la plupart des régions. La bande de petites pluies affectant la Bretagne le matin, gagnera la Normandie, la Picardie et le Nord l'après-midi, elle sera suivie d'un ciel plus variable avec alternance d'éclaircies et de nuages. Quelques averses pourront néanmoins se produire.

Sur les Pyrénées et le Sud-Ouest, des nuages pré-orageux se développeront en cours d'après-midi.

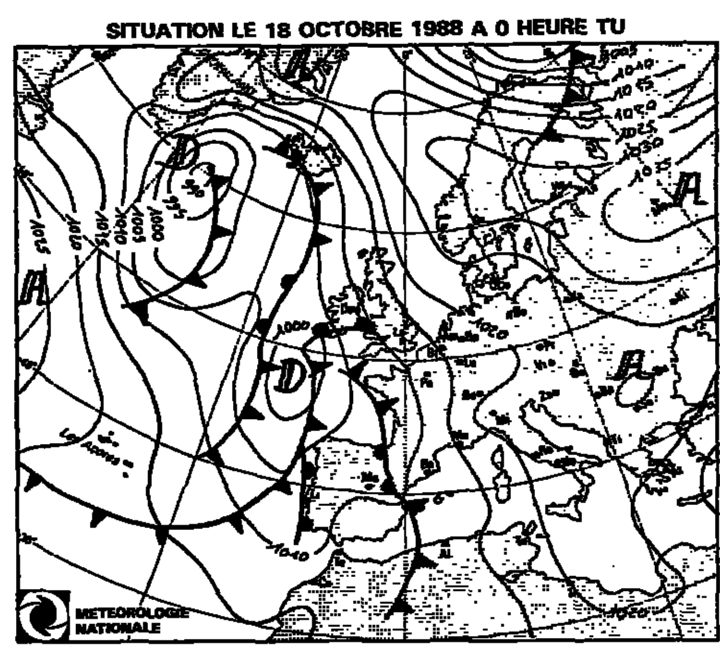
Les températures minimales et maximales seront stationnaires.

Prévisions pour samedi 22 et dimanche 23 : sur la moitié Ouest, le temps sera lourd et chaud et des orages locaux éclateront l'après-midi. Sur la Bretagne, le ciel deviendra plus clément dimanche après-midi et de belles éclaircies se développeront.

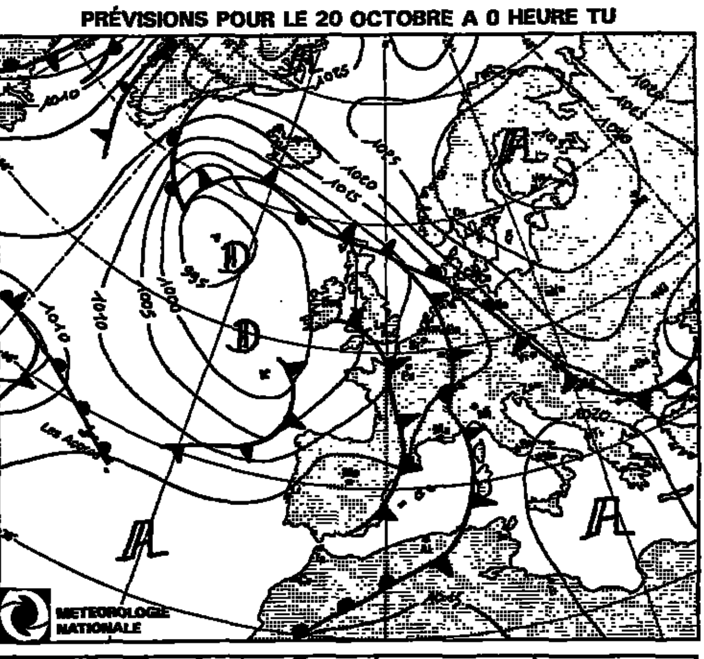
Sur la moitié Est, après dissipation des brumes matinales, le soleil se montrera généreux.

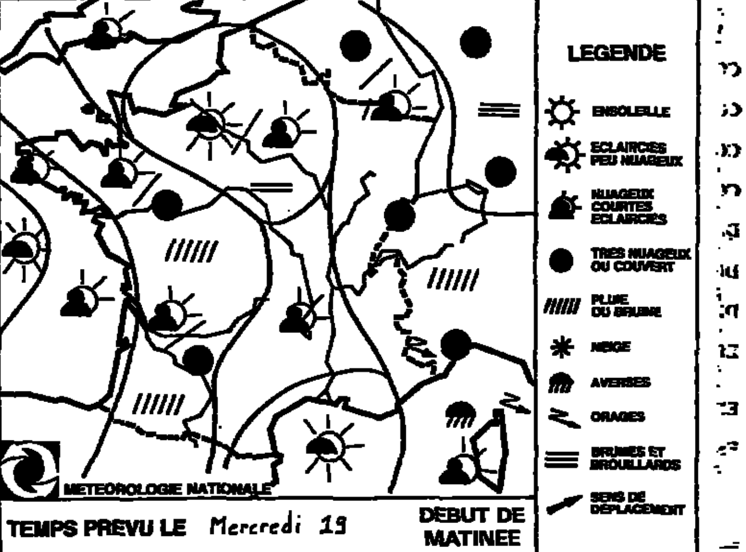
Les températures minimales varieront de 8 à 14 degrés du Nord au Sud de la France samedi et de 12 à 16 degrés dimanche. Les températures maximales s'étageront de 16 à 24 degrés du Nord au Sud samedi et de 20 à 27 degrés dimanche.

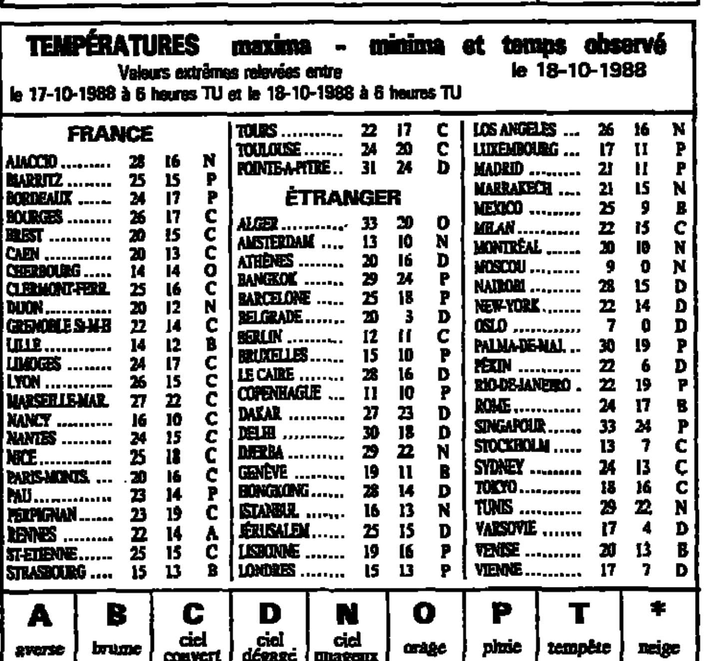
SITUATION LE 18 OCTOBRE 1988 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 20 OCTOBRE A 0 HEURE TU







TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 18-10-1988

Valeurs extrêmes relevées entre le 17-10-1988 à 6 heures TU et le 18-10-1988 à 6 heures TU

FRANCE

AJACCIO	28	16	N
BIARRITZ	25	15	P
BORDEAUX	24	17	P
BOURGES	26	17	C
BREST	20	15	C
CAEN	20	13	C
CHERBOURG	14	14	O
CLERMONT-FERR.	25	16	C
DIJON	20	12	N
GRENOBLE St-M-H	22	14	C
LILLE	14	12	B
LIMOGES	24	17	C
LYON	26	15	C
MARSEILLE-MAR.	27	22	C
NANCY	16	10	C
NANTES	24	15	C
NICE	25	18	C
PARIS-MONTS.	20	16	C
PAU	23	14	P
PERPIGNAN	23	19	C
RENNES	22	14	A
ST-ÉTIENNE	25	15	C
STRASBOURG	15	13	B
TOURS	22	17	C
TOULOUSE	24	20	C
POINTE-A-PITRE	31	24	D

ÉTRANGER

ALGER	33	20	O
AMSTERDAM	13	10	N
ATHÈNES	20	16	D
BANGKOK	29	24	P
BARCELONE	25	18	P
BELGRADE	20	3	D
BERLIN	12	11	C
BRUXELLES	15	10	P
LE CAIRE	28	16	D
COPENHAGUE	11	10	P
DAKAR	27	23	D
DELHI	30	18	D
DJERBA	29	22	N
GENÈVE	19	11	B
HONGKONG	28	14	D
ISTANBUL	16	13	N
JÉRUSALEM	25	15	D
LISBONNE	19	16	P
LONDRES	15	13	P
LOS ANGELES	26	16	N
LUXEMBOURG	17	11	P
MADRID	21	11	P
MARRAKECH	21	15	N
MEXICO	25	9	B
MILAN	22	15	C
MONTRÉAL	20	10	N
MOSCOU	9	0	N
NAIROBI	28	15	D
NEW-YORK	22	14	D
OSLO	7	0	D
PALMA-DE-MAL.	30	19	P
PÉKIN	22	6	D
RIO-DE-JANEIRO	22	19	P
ROME	24	17	B
SINGAPOUR	33	24	P
STOCKHOLM	13	7	C
SYDNEY	24	13	C
TOKYO	18	16	C
TUNIS	29	22	N
VARSOVIE	17	4	D
VENISE	20	13	B
VIENNE	17	7	D

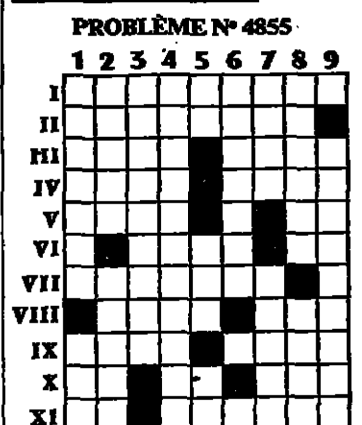
A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4855



HORIZONTALEMENT

I. Spécialiste de la gorge. — II. Il *lui arrive très fréquemment* de penser tout haut. — III. Des cardinaux sont à même de les ouvrir. Contenants ou contenus. — IV. Ne manquent pas de sel. Est appelée à des fonctions de direction. — V. Près de la mer. Adverbe. — VI. Destinés à circuler de main en main. Réfléchi. — VII. Composants d'une recette étrangère. — VIII. Dans l'horizon familier des Périgourdins. Pour tirer un trait. — IX. Telle qu'il serait préférable que cela tombe dans l'oreille d'un sourd. Porte le fil et la soie. — X. Changea du tout au tout. Entrée en matière. A tendance à charrier. — XI. Préposition. Idéal pour être à la page.

VERTICALEMENT

1. Son activité pouvait l'amener à poser des lattes. Bête dans les deux sens du terme. — 2. Nous ramène à la réalité. La prudence devrait l'inciter à surveiller son foie. — 3. Ses manifestations peuvent causer du trouble. — 4. Mises en grappe. — 5. Porte-clef. Est desservie par un pont. Avec lui, tout est possible. — 6. Peut être faite par quelqu'un qui est à côté de ses pompes. — 7. Se replie souvent sur lui-même. A du fil et des aiguilles. — 8. Se tiennent régulièrement à l'écart. On la préfère en de bonnes mains. — 9. Victime de l'hiver.

Solution du problème n° 4854

Horizontalement

I. Armagnac. — II. Avoine. — III. Rite. Né. — IV. Ys. Tiercé. — V. Test. Rio. — VI. Hèle. Agit. — VII. Asile. — VIII. Dinde. — IX. Quenottes. — X. Ursule. — XI. Lésine.

Verticalement

1. Arythmique. — 2. Avisée. Ur. — 3. ROT. Slaves. — 4. Miettes. Nul. — 5. An. Idole. — 6. Généralités. — 7. Erigent. — 8. Col. Dé. — 9. Cape. Tresse.

GUY BROUTY.

Communication

Le marché international des programmes de télévision

L'offensive des petits producteurs européens

CANNES
de notre envoyé spécial

Ils sont plus de deux cents. Plus de deux cents petits producteurs indépendants à se soucier comme d'une guigne de voir leur stand – l'un des plus grands du marché avec 400 mètres carrés – dédaigné par les représentants des « majors » américains : les Lorimar, Orion, Columbia et autres Fox... Car pour eux, comme l'explique Richard Staniforth, le patron de la compagnie galloise Teliesyn, *« il est moins important de vendre immédiatement que d'apprendre à se connaître... »*

Rassemblés sous la bannière d'Euro AIM (Organisation européenne pour un marché indépendant de l'audiovisuel), ils ont choisi de se regrouper pour se donner les dimensions d'une « multinationale » sur le marché mondial des images. Leur force de frappe ? Une banque de données informatisée réunissant déjà cinq cents heures de programmes. Du vidéo-clip au long métrage. Du reportage d'actualité au documentaire. Trois mille titres répertoriés, aujourd'hui délaissés *par les grandes télévisions, mais qui* formeront, demain peut-être, un « catalogue » performant.

Euro AIM (1) doit son existence à une initiative belge. En 1984, le gouvernement de la Communauté francophone, soucieux de mieux vendre son cinéma, demande à Rudi Barnet de travailler sur ce sujet. *« Très vite,* raconte le responsable de Wallonie-Bruxelles-Images, *je m'aperçois que les producteurs européens, dispersés, isolés par les barrières linguistiques, sont incapables de répondre aux exigences des grands marchés internationaux de programmes. Atomisées, leurs créations sont noyées au milieu des superproductions, américaines notamment ».* Aussi, en mars 1987, Rudi Barnet réunit, avec l'appui des autorités belges, quatre cent cinquante professionnels à Paris, qui élisent un comité permanent représentant sept nations et présidé par Karol Kulik, une Britannique ayant longtemps dirigé le London Market.

Auro AIM est lancée. L'association obtient le soutien de la Commission de Bruxelles, du gouvernement belge et d'un certain nombre de sponsors. Et le sang neuf est au rendez-vous de Cannes. Avec Ann Beynon, une maison de production galloise spécialisée dans la musique classique. Avec François Manceaux de Com'Unimage, venu chercher à Cannes des coproducteurs européens pour la réalisation d'une série de documentaires sur les grands chefs-d'œuvre du patrimoine. Avec Jacqueline Atellian de Cèdre Production, spécialisée dans les émissions culturelles et les documentaires sur les sports différents. Avec ces producteurs venus des Pays-Bas, du Danemark, d'Espagne, d'Irlande surtout.

Un déferlement – qu'il a fallu endiguer par l'introduction de contingents nationaux – et qui ne se limite pas aux frontières de la Communauté. Avec l'accord de Bruxelles, plus d'une quinzaine de producteurs indépendants de Suisse, de Suède, mais aussi de Pologne, d'Islande, du Canada et du Venezuela, ont rejoint leurs confrères de la CEE. *« Il n'est pas déraisonnable d'affirmer,* note ainsi Carlo Ripa di Meana, membre de la Commission, *que le paysage audiovisuel de demain, à l'image du paysage industriel en général, pourrait être dessiné par un grand nombre de PME. Leur taille est propice à l'esprit d'initiative et à l'innovation. »* Un état d'esprit qui n'est pas, chez les « grands de la profession » sans faire grincer quelques dents...

Euro AIM sonnera-t-elle la revanche des petits ? L'association projette en tout cas de créer son propre marché de programmes aux côtés du festival de Saint-Sébastien en Espagne, d'ouvrir un stand au prochain MIP-TV, ainsi qu'à Berlin et au marché du dessin animé d'Annecy.

PIERRE-ANGEL GAY.

(1) Euro AIM, rue des Minimes, 26 Boîte 1, B 1000 Bruxelles.

Ted Turner dîne avec Robert Maxwell

Les deux barons – membres du club très fermé des magnats de la télévision internationale – ne s'étaient jamais rencontrés. Et puis vint le Mipcom. Habitué des coups de théâtre et des envols éclair, Robert Maxwell débarque sans crier gare. Massif et chaleureux, cabotin aux effets étudiés, il s'installe à la tribune comme un artiste entre en scène. Le trac en moins. Puis, seul derrière son micro, il occupe avec délectation le terrain.

Ted Turner, lui, avait tant de fois annoncé son arrivée à Cannes que plus personne ne voulait le croire. *« Cela dépendra de son humeur »,* s'excusait par avance un membre de son équipe. Caprice de star ou pas, le turbulent Turner, champion de la télévision par câble, débarque des Etats-Unis, à l'heure dite, dimanche, fait une apparition rapide au Palais des festivals sur les stands de sa société et disparaît pour la soirée. Une soirée passée, on le saura plus tard, avec Robert Maxwell.

« Un dîner sans ordre du jour : juste pour se connaître », expliquera Ted Turner le lendemain, lors de sa propre conférence de presse. *« C'était le seul baron de la télévision que je n'avais pas encore rencontré. »* On n'en saura pas plus. La cinquantaine sportive, la moustache de play-boy et l'allure arrogante, l'homme d'Atlanta débarque visiblement d'une tout autre planète.

Maxwell, la veille, s'était exprimé en français pour évoquer TF 1 et sa foi dans la production européenne. Turner, lui, n'imagine guère qu'on puisse l'aborder autrement qu'en anglais. Maxwell s'était efforcé de marquer son attachement à la France en rappelant les origines françaises de son épouse, ses sept enfants nés à Maisons-Laffitte, et son engagement pendant la guerre mondiale. Turner, lui, démontre avec une belle constance son ignorance totale du pays où il passe quelques heures. Quelques projets en France ? *« Pas dans l'immédiat, si ce n'est la croissance du réseau CNN reçu déjà dans de nombreux hôtels. »*

Fleuron de l'empire Turner, ce réseau d'informations ne cesse en tout cas de s'étendre : aux Etats-Unis où il pénètre dans plus de quarante millions de foyers et dans cinquante-cinq autres pays où il est relayé dans les grands hôtels, et certains réseaux câblés. *« Mon but ?,* répète Ted Turner, *c'est la couverture du monde entier ; la suppression des frontières, l'abolition de la notion d'étranger. Le monde est un grand village et nous sommes tous voisins. Ma croisade, c'est la paix universelle. La télévision a son rôle à jouer et j'y travaille très fort. »* Ovation du public américain. Stupéfaction des Français qui ouvrent des yeux ronds.

ANNICK COJEAN.

Du 19 au 25 octobre

Le Festival international de programmes audiovisuels s'installe à la Vidéothèque de Paris

Le FIPA s'installe pour une semaine à la Vidéothèque de Paris. Le Festival international de programmes audiovisuels, qui s'est tenu du 8 au 12 octobre à Cannes, pourrait bien devenir l'une des principales compétitions de télévision par la qualité et la rigueur de sa sélection.

Une sélection de quarante émissions

Lancée par le cinéaste Michel Mitrani et par Pierre-Henri Deleau, initiateur de la Quinzaine des réalisateurs, cette manifestation qui permet de voir une centaine de documentaires, de fictions, de séries et de courts métrages – parmi les meilleurs de la planète audiovisuelle – se prolonge du mercredi 19 au mardi 25 octobre à la Vidéothèque. Ceux qui n'ont pas eu la chance d'aller au FIPA pourront donc se rattraper un peu avec les quelque quarante émissions sélectionnées qui seront projetées au rythme de quatre séances par jour.

Sans vouloir faire une sélection parmi tant de productions venues des Etats-Unis, d'URSS, du Canada, d'Italie, de France (on regrette que la Vidéothèque n'ait pu montrer aucune des émissions britanniques), signalons *Tanner 88*, feuilleton surréaliste, énorme farce aux allures de documentaires de Robert Altman sur les élections aux Etats-Unis (le 23, à 16 h 30 et 18 h 30, première et deuxième partie) ; *Lénine, le chagrin de 1924*, parce que ces archives soviétiques superbes sur l'enterrement de Lénine sortent pour la première fois (le 22 à 12 h 30), ou *Risque II*, des archives soviétiques encore, mais travaillées façon « fiction » qui racontent l'histoire de la fabrication de la bombe pendant la deuxième guerre mondiale (le 25, à 20 h 30).

Notons également *Procès à la Mafia*, montage du gigantesque procès entièrement filmé par la RAI italienne en 1988 (le 23, à 14 h 30) ; *le Rêve*, du Syrien Malas (le 25, à 17 h 30), *les Petites Photos*, de Guy Mousset (le 19 à 20 h 30) ; ou *Trotsky* de Patrick Legall (le 21 à 16 h 30). Entre autres...

C. H.

★ *Vidéothèque de Paris.* Renseignements tél. : 40-26-34-30.

La CNCL surveille le capital de TF 1 et tance la 5

Dans un communiqué publié lundi 17 octobre, la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) demande à TF 1 de lui fournir *« tous les éléments d'information utiles sur les récents changements intervenus dans la société ».* Informée du changement de président de TF 1, elle estime qu'il *« n'est pas de nature à remettre en cause l'autorisation accordée »* à la chaîne.

En revanche, la CNCL rappelle que TF 1 doit informer préalablement la commission de *« toute modification supérieure à 1 % de son capital ou de toute modification affectant le contrôle auquel l'un de ses actionnaires est soumis ».* En clair, elle veut savoir si certains des actionnaires de TF 1 ont augmenté leur participation dans la chaîne, comme cela a été écrit à propos de M. Maxwell. De plus, elle demande des explications sur les mouvements affectant le capital de Bouygues, actionnaire principal de TF 1.

Dans un tout autre registre, la CNCL a mis en demeure la 5 de cesser sa programmation de films érotiques le jeudi soir. Cette diffusion avait déjà été critiquée par le P DG de TF 1 M. Patrick Le Lay, et par le ministre de la communication Mme Tasca (*le Monde* du 18 octobre). Celle-ci avait même qualifié la diffusion de *l'Amant de Lady Chatterley* et de *Joy « d'erreur commerciale ».* Ces films ont pourtant réalisé d'excellents scores d'écoute (17,6 % et 20 % respectivement), plaçant la 5 en tête de toutes les chaînes jeudi dernier.

Le directeur général de la 5, M. Philippe Ramond, déclare *« toujours attendre la mise en demeure de la 5 »* et sa motivation et *« préférerait que la CNCL s'occupe d'autre chose que des films érotiques ».* Peu ému apparemment par les protestations venues de tout bord, de Chrétiens Médias au Front national, M. Ramond estime que *la 5 n'est pas une chaîne généraliste, mais une chaîne focalisée sur la fiction, l'information et l'événement ».*

● **Havas achète deux hebdomadaires de la banlieue parisienne.** – Havas Média Régions, filiale du groupe Havas, a acheté 75 % du capital de la société Libération Presse, imprimerie installée à Evry (Essonne), et de la Société d'édition et de presse, qui édite deux hebdomadaires, *le Républicain de l'Essonne* et *la République du Val-de-Marne*, ainsi que divers journaux gratuits. Cette acquisition entre dans le cadre d'un développement de la société sur la Région parisienne. Havas Media Régions possède déjà 50 % des parts de *Toutes les nouvelles de Versailles.*

FR3 abandonne « Disney Channel »

« Disney Channel » sur FR 3, c'est fini. La chaîne, désirant faire appel *« prioritairement »* à la production européenne et française, a décidé *« de ne pas reconduire l'accord »* qui la liait à Disney Télévision. Voilà pour la position officielle, dont les responsables de la Trois soulignent qu'elle répond aux vœux du ministre délégué à la communication. Mme Tasca n'a-t-elle pas souhaité, en inaugurant le quatrième MIPCOM, *« une relance réelle de la production française de documentaires et de programmes pour enfants, en particulier dans la création de dessins animés »* ?

La réalité semble plus complexe. L'audience de « Disney Channel », le samedi, n'a cessé de baisser depuis un an alors que la chaîne acquitte 50 millions de francs par an pour l'acquisition de ce programme. FR 3, qui proposera dès janvier prochain une nouvelle soirée jeunesse et famille le samedi, espère bien faire mieux et moins cher. La production en a été confiée à Mme Christine Jolivet de FR 3-Limoges et sera réalisée avec les moyens de production régionaux de la chaîne.

Le groupe Walt Disney ne se cache guère, de son côté, d'avoir des ambitions plus grandes que « Disney Channel », à l'heure où il s'apprête à lancer son parc de loisirs Eurodisneyland à Marne-la-Vallée. Ses responsables et ceux de Canal-Plus n'ont-ils pas pris langue, sans conclure jusqu'ici, pour travailler ensemble sur le projet « Canal-Plus Famille » ?

Civisme pirate à Val-de-Reuil

La mairie de Val-de-Reuil conteste notre interprétation du piratage à des fins électorales du réseau câblé de la ville. La semaine précédant le deuxième tour de l'élection cantonale, un spot produit par la mairie s'était substitué, peu avant 20 heures, aux émissions de la Cinq diffusées sur le réseau câblé (*le Monde* du 6 octobre). La mairie de Val-de-Reuil fait observer que ce film de quelques minutes appelait les habitants à voter sans faire de *« propagande électorale pour une des listes en présence ».* Elle affirme que la Cinq, contrairement à nos informations, n'a pas porté plainte.

[Nous donnons volontiers acte à la mairie de Val-de-Reuil des motivations civiques de son acte. Reste que ce type de campagne électorale est du strict ressort du Centre d'information civique qui négocie avec les chaînes l'insertion de spots nationaux. La mairie de Val-de-Reuil, elle, a « emprunté » le canal de la Cinq sans prévenir la chaîne, ce qui reste, malgré la noblesse des intentions, un acte de piratage et constitue un fâcheux précédent.]

DIGRESSIONS, par Bernard Frank

N'en jetez plus !

1 *Bilan d'une année ordinaire*

Il y avait en cette matinée de septembre, et comme tous les mardis, marché à Saint-Tropez sur la place des Lices. J'avais envie d'un pot de miel, du miel de lavande, mais mon attention fut détournée par le stand assez minable d'un bouquiniste qui avait tout son temps pour lire au soleil, assis sur un tabouret, ses propres produits. Bouquiniste, le mot semblait pompeux pour qui n'avait à proposer que romans policiers et fadaises sentimentales.

Ce n'est pas que je crache sur les « Série *noire* » *ou les* « *Masque* » *mais quand je me* laisse aller à cette littérature répétitive, il me déplaît que d'autres l'aient essayée avant moi. Le puritanisme a ses surprises : quand je broie du noir, il me faut du neuf ! En y regardant de plus près, j'aperçus une pile de vieilles *nrf*, que je feuilletai aussitôt. Pour dix francs, j'acquis le numéro daté du 1er février 1935 qui n'en valait à l'époque que six. Au sommaire, il y avait des textes de Claudel, de Léon-Paul Fargue, de Jean Prévost, de Panaït Istrati et des chroniques d'Alain, d'Albert Thibaudet et de Ramon Fernandez. En fait, c'était un article de Drieu la Rochelle, « L'homme mûr et le jeune homme », et qui ne me disait rien, qui m'avait décidé. J'ai publié, il y a juste trente ans, un essai sur cet écrivain et en vrai spécialiste, je considère comme une offense tout texte de lui qui m'a échappé. A la terrasse du Café des Lices en sirotant mon « Casa », je m'aperçus avec soulagement que mon ouvrage pouvait dormir sur ses deux oreilles, que « L'homme mûr et le jeune homme » n'en changeait pas fondamentalement l'intérêt.

D'ailleurs dans ce numéro de février, si riche fût-il, ce qu'il y avait de plus frappant, c'était la publicité. Les publications des éditions de la *NRF* durant l'année 1934 s'y trouvaient encartées. En 1934, la *NRF* avait publié environ trois cents livres. Sur ces trois cents, les trois quarts sont ou pourraient être rééditée. Et le reste, qui ne s'imposait pas, rivaliserait avec bonheur avec de nombreux livres dont on parle pour les prix. En 1934, on pouvait lire si l'on avait le goût puéril des nouveautés le dernier roman de Marcel Arland, de Marcelle Auclair, de Marcel Aymé, de Marc Bernard, de Gaston Bonheur, d'Eugène Dabit, *la Comédie de Charleroi* de Drieu, *le Chant du monde* de Giono, *Chaminadour* de Jouhandeau, *les Enfants de la chance* de Kessel, du Pierre Mac Orlan, du Max Jacob, du Morand, du Jean Prévost, *Gueule de Pierre* de Raymond Queneau, *Sainte Unefois* de Louise de Vilmorin ; le premier roman de Josette Clotis et de Jacques Lemarchand ; relire *les Vies imaginaires* de Marcel Schwob ; une foule impressionnante de classiques russes : outre Dostoïevski, Gogol, Tourgueniev et Tolstoï, furent publiées cette année-là les œuvres de Kouprine (1870-1938) *(le Duel)*, de Konstantine Balmont (1867-1942), de Dmitri Méréjkovski (1866-1941), de Fedor Sologoub (1863-1923) et son inquiétant *Démon mesquin*, de Bounine (1870-1953), prix Nobel 1933.

Ne soyons pas plus communistes que Gorbatchev, et maintenant qu'il est permis de parler en URSS de Boukharine, il serait souhaitable que le service des traductions de la maison Gallimard, ne craignant plus les foudres du PCF – ce qui était le cas à la Libération – réédite son fonds d'exilés.

En 1934, on lisait également deux nouveaux romans de Simenon, qui avait, rue de Beaune, sa propre collection, ainsi que Pierre Véry et Noël Vindry, bien oublié celui-là !

1934 c'était aussi l'année de *Tandis que j'agonise* de Faulkner (préface de Larbaud), de *Young Lonigan* de James T. Farrel, de *l'Introuvable* de Dashiell Hammett, de *l'Homme qui était mort* de D.H. Lawrence (préface de Drieu). On traduisait Fallada, Conrad, Chesterton, Meredith, Pirandello, des essais d'Ehrenbourg, de Gorki, de Julian Huxley, de Walther Rathenau (*le Kaiser*), de Bertrand Russell (*le Mariage et la Morale*). Alain publiait cette année-là *les Dieux*, Breton *Point du jour*, Claudel *Positions et propositions*. Dans la collection « Poésie » nous étaient proposés *la Rose publique* de Paul Eluard et *les Amis inconnus* de Jules Supervielle. Notons également la publication de *Madame Récamier et ses amis* d'Edouard Herriot. Dans la collection « Bibliothèque des idées », les six tomes de Charles Andler sur *Nietzsche, sa vie et sa pensée*. Comme souvenirs, *l'Autobiographie d'Alice Toklas* de Gertrude Stein ; dans la collection « Les documents bleus », *l'Afrique fantôme* de Michel Leiris. Et des tas de documents politiques, de grands voyages, de Pléiades », les tomes C et D des œuvres de Paul Valéry, les tomes V, VI et VII des œuvres complètes de Gide. Pour les amateurs de romans policiers, des œuvres d'Edgar Wallace, de S. S. Van Dine, de Raoul Whitfiel, d'Ellery Queen.

Oui, je sais, n'en jetez plus. Ça veut dire quoi ? Qu'il y avait alors plus d'écrivains ? Oui et non. Ce qu'il y avait, c'était des éditeurs et des comités de lecture. Une politique éditoriale qui avait de la suite dans les idées. C'est le livre « médiocre » et le livre « de qualité » qui m'inquiètent aujourd'hui. Ils sont souvent aussi illisibles et dépourvus de nécessité l'un que l'autre. Mais comme je m'en voudrais d'être négatif, je vais suggérer à de jeunes écrivains dans le doute le sujet d'un bon livre. Celui que j'écrirais si j'avais entre vingt et quarante ans en 1988. Je reprendrais cette année 1934. Et uniquement chez Gallimard pour ne pas m'y perdre. Je lirais, si j'étais vous, ou je relirais ce qui a été édité cette année-là. Je m'enfoncerais dedans. Pas de discrimination, de « racisme » entre les bons et les mauvais livres. Je rêverais dessus. J'appellerais ça : *Une croisière sur le 1934 avec Monsieur Gaston.*

L'écrivain qui suivra mon conseil aura le Goncourt l'an prochain. Hervé Bazin me l'a juré à condition que le roman ne soit pas de moi. A ce propos, il était épatant notre prix Lénine l'autre mois chez Pivot entouré de sa cour. On aurait dit Harry Baur dans le *Volpone* de Maurice Tourneur. Pivot semblait jouer le *rôle de Jouvet*. Et Besson, *et Lévy et les* autres, celui de l'héritier présomptif qui dépose au pied du lit du moribond imaginaire, présents et louanges...

2 *Le Lavisse de Calmann*

Il y a une excellente collection chez Calmann-Lévy, cette maison d'édition glorieusement *vétuste et dont le personnel* est en grève – ce qui semble aussi inconcevable que si celui de Michelin l'était – c'est « Tirage limité » dirigée par Olivier Barrot. On y a déjà publié les *Mémoires d'un valet de pied* de Thackeray, trois Bove – mais quelle maison d'édition ne possède pas aujourd'hui son petit Bove chez soi ? *Aziyadé* par Pierre Loti, qui jouit du privilège d'être préfacé par Roland Barthes et *la Jeune Fille bien élevée* de René Boylesve. Boylesve a surtout *souffert* de s'appeler Tardiveau et de ne pas avoir écrit l'œuvre de Proust qui était presque son contemporain. Pour Tardiveau, il a fait avec son nom ce qu'il a pu ; pour l'œuvre de Proust, il était un peu tard quand il l'a découverte. Mais d'avoir souffert avec élégance de ne pas avoir été Proust lui vaut l'estime de ceux qui l'ont lu depuis sa mort. Ils vous citeront avec gourmandise *Je vous ai désirée un soir* et *Souvenirs d'un jardin détruit*.

Quand j'étais enfant, attiré sans doute par le titre, j'avais emprunté à la bibliothèque de mon père sa *Leçon d'amour dans un parc* qui m'avait semblé d'un abord facile. Rien n'annonçait pourtant que cette collection gentiment démodée allait rééditer un chef-d'œuvre. C'est pourtant ce qui vient de lui arriver avec les *Souvenirs* d'Ernest Lavisse (préface de Jacques et Mona Ozouf (Calmann-*Lévy, 89 F*). Si vous voulez *tout savoir sur* Lavisse, je crois qu'il vous faut consulter le tome I des *Lieux de mémoire* dirigé par Pierre Nora (chez Gallimard), et dans ce tome le chapitre que lui consacre Nora sous le titre *Lavisse, instituteur national.*

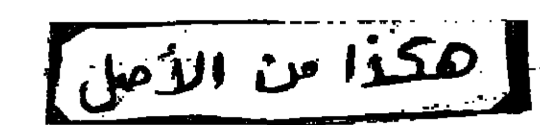
En deux mots, je peux vous dire que cet historien considérable est né en 1842 au Nouvion-en-Thiérache dans le nord de l'Aisne, près des frontières, qu'il fut boursier à Laon et lycéen à « Charlemagne ». Qu'il est entré à l'Ecole normale en 1862, qu'il fut attaché au cabinet de Victor Duruy alors ministre de l'instruction publique (1863-1869), précepteur du prince impérial, qu'il dirigea la chaire d'histoire moderne de la Sorbonne, qu'il fut maître de conférences à l'Ecole normale supérieure avant d'en devenir le directeur (de 1904 à 1919), qu'il fut élu à l'Académie française en 1893, qu'il a été rédacteur en chef de la *Revue de Paris* de 1894 à sa mort en 1922.

Jules Isaac, qui fut son élève, dit qu'il régnait chez Hachette et chez Armand Colin, ces grandes puissances de la librairie française de l'époque. Il a rénové l'histoire de l'enseignement en France et inspiré d'une façon durable (jusqu'en 1939) l'enseignement de l'Histoire dans ce pays. Par ses propres livres et par ceux de ses disciples, de l'école primaire à l'enseignement supérieur, l'Histoire de France ce fut Lavisse. Mais rien n'explique qu'au soir de sa vie, cet éminent professeur, ce grand manitou de l'Histoire ait pu écrire ce chef-d'œuvre de simplicité, de précision et de *poésie sur ses premières années scolaires,* son pays natal, son arrivée à Laon et à Charlemagne. Peut-être faut-il chercher la clef de ce miracle dans la phrase qui termine la préface de ces *Souvenirs* rédigée quelques mois avant sa mort : *« Je les écris tout simplement parce que je ne peux pas m'en empêcher. »*

3 *Ma sélection 1*

Je vous avais promis de vous indiquer quelques-uns des ouvrages que j'avais lus avec plaisir pendant mes loisirs, les voici : *les Rois aveugles* de Joseph Kessel en « 10-18 » (l'assassinat de Raspoustine) ; *la Corruption du siècle* de François Sureau. Un récit (chez Gallimard, 76 F) : c'est agréable un écrivain de trente ans qui se souvient du scandale de Panama ! *Sacha Guitry* de Noël Simsolo (*Cahiers du cinéma*, 120 F) : un bon titre dans une bonne collection ; *Marcel Proust à la recherche d'un éditeur* par Franck Lhomeau et Alain Coelho (Olivier Orban, 145 F) : fraîcheur et clarté dans une histoire que l'on croyait bien connaître ; *les Derniers Jours de Charles Baudelaire* de Bernard-Henri Lévy (Grasset, 99 F) : le premier vrai livre de BHL ; *Thalen, l'île du second visage* d'Albert Vigoleis (traduit *de l'allemand par Dominique Tassel*, Fayard, 180 F) : un roman autobiographique de près de 800 pages qui se passe à Majorque et qu'on lit avec passion. Les années 30.





Le Monde

SCIENCES ET MEDECINE

Le varroa, saigneur des abeilles

Le varroa, parasite de l'abeille, dévaste les ruchers. Les apiculteurs pourront utiliser une nouvelle molécule pour lutter contre ce fléau.

IL y a des *guerres qui n'en finissent pas*. De ces guerres où l'on se demande de quoi demain sera fait et de quelle arme nouvelle il faudrait disposer pour mettre fin au conflit et repousser définitivement l'envahisseur. C'est un combat de ce type que les apiculteurs et les biologistes européens mènent actuellement contre un minuscule parasite, le *varroa jacobsoni*, véritable vampire de l'abeille *dont il pompe le* sang (hémolymphe) au point de la tuer. Le mal est à ce point répandu qu'« *il n'y a pas en France*, selon m^me Péatrice Merle, de l'Institut technique d'apiculture (ITAPI), *une seule des un million trois cent cinquante mille ruches qui ne soit touchée par le parasite* ». « *On peut estimer*, dit-elle, *à 20 % l'ensemble des pertes du cheptel français, car toutes les ruches qui n'ont pas été traitées depuis trois ou quatre ans ont disparu.* »

La menace est donc grave. Car faute d'une production de miel suffisante, les éleveurs d'abeilles professionnels risquent de perdre leur gagne-pain. De même, nombre d'arboriculteurs et d'horticulteurs, privés de ces « professionnelles de la pollinisation » que sont les abeilles, pourraient avoir à souffrir d'une baisse importante de leur production. Fort heureusement, l'existence sur le marché de substances chimiques, les acaricides, a permis de limiter les ravages du varroa dans les ruches. Mais ces produits, bien qu'efficaces, présentent l'inconvénient de devoir être administrés souvent dans la ruche, car ils ne sont actifs en effet que pendant une courte période, ce qui oblige les apiculteurs à de nombreuses opérations de traitement et de manipulations de ruches, peu compatibles avec la recherche du meilleur prix de revient pour le miel.

Une nouvelle arme *chimique*, commercialisée prochainement sous le nom d'Apistan et sur laquelle le directeur de l'ITAPI, M. Raymond Borneck, avoue être « *tombé un peu par hasard* », pourrait bien permettre de porter un nouveau coup au varroa. L'ennemi, il faut le dire, est redoutable. Ni bactérie ni virus, mais tout simplement une sorte de tique minuscule d'à peine un millimètre, un petit acarien doté de palpes et de pinces puissantes lui permettant de s'agripper solidement aux segments abdominaux de l'abeille qu'il saigne. Là, confortablement installé, il pompe l'hémolymphe de l'insecte à raison d'un dixième de millilitre toutes les deux heures, soit les deux tiers de son poids. Ce qui explique que les abeilles adultes, les *apis mellifica* de nos campagnes, incapables de se débarrasser de leurs hôtes encombrants, dépérissent rapidement, entraînant à terme la mort de la ruche si aucune précaution n'est prise.

Une invasion mondiale

Cet acarien redouté nous vient d'Asie. Là-bas, il vit « en bonne intelligence » avec une autre race d'abeilles, les *apis cerena*, qui ont, elles, la capacité de s'en débarrasser naturellement en broyant le parasite entre leurs mâchoires. Seulement voilà, la multiplication des transports de ruches, l'introduction en Asie dans les années 50 d'essaims d'*apis mellifica* appréciées pour leur meilleur production de miel, ont conduit à la catastrophe. Les *apis mellifica* ont été rapidement contaminées, et le mal s'est alors propagé d'est en ouest du fait de la migration naturelle des insectes et de la multiplication des circuits commerciaux de ventes de reines et d'essaims.

Très vite, l'Union soviétique a été touchée sans que l'on s'en soucie *trop. Puis ce furent les pays de l'Est*, l'Allemagne fédérale en 1977 et la France en 1982, où le parasite fut une première fois identifié en Alsace. Depuis, le varroa a poursuivi son expansion. L'Amérique du Nord serait désormais touchée, notamment la Floride. L'Amérique du Sud l'est aussi par la faute des Japonais, et l'Afrique du Nord par celle des Roumains. Seules, *semble-t-il*, la Grande-Bretagne et l'Australie seraient provisoirement épargnées. Bref, le tableau est plutôt sombre, même si l'on a réussi à contenir le varroa grâce à l'emploi dans les ruches d'acaricides.


NURIDSANY ET PERENNOU.

Malheureusement, les substances chimiques utilisées ne sont pas spécifiques du parasite. « *Le marché*, explique M. Gérard Arnold, du Laboratoire de neurobiologie comparée des invertébrés de Bures-sur-Yvette (Essonne), dépendant à la fois de l'INRA et du CNRS, *n'est pas assez important pour que les firmes phyto-sanitaires cherchent des molécules exclusivement destinées au parasite. En fait, elles ont puisé dans leurs réserves et dans leurs catalogues de produits anti-acariens, les ont testés et ont gardé ceux qui paraissaient susceptibles d'avoir une action.* » La chance aidant, trois substances permettant de détruire le varroa ont pu être proposées aux apiculteurs. La plus ancienne d'entre elles, l'Amitraz, est une pyridine commercialisée par la firme britannique Scherring. La deuxième, la Perizin, est un organophosphoré produit par Bayer. Quant à la troisième, le Folbex, administré par fumigation, elle est assez peu utilisée.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(Lire la suite page 21.)

LES PASSOIRES DE L'US ARMY

RIEN ne va plus au pays de la haute technologie. Hier, c'était la navette spatiale *Challenger* dont la dramatique explosion en vol révéla à une Amérique ahurie l'irresponsabilité de certains de ses ingénieurs. Aujourd'hui, c'est au tour des installations chargées de fournir le plutonium et le tritium nécessaires à la confection des armes nucléaires d'être sous les feux de l'actualité à cause de leur trop grande vétusté. Le département de l'énergie (DOE) a décidé en début de semaine dernière de fermer temporairement l'installation de production de plutonium de Rocky-Flats (Colorado) en raison de l'insuffisance et du non-respect des procédures de sûreté.

Cette affaire fait suite à la décision, prise en août dernier, *de fermer aussi pour des raisons* de sûreté les trois vieux réacteurs « P » « K » « L » du centre de Savannah River (Caroline du Sud), source unique actuelle de production de tritium pour l'arsenal nucléaire américain. On avait relevé dans ce centre nucléaire au moins trente et un incidents sérieux. Les plus graves ont donné lieu, selon un rapport du *DOE en janvier 1960, à la quasi-*perte de contrôle d'une réaction en chaîne ; en mai 1965, à une perte de réfrigérant significative sur un réacteur, aujourd'hui fermé pour cause de fissures sur certains joints ; en novembre 1970, au relâchement d'une importante quantité de radioactivité dans un bâtiment jouxtant un des trois réacteurs et à un invraisemblable sursaut de puissance dans l'un d'entre eux en août de cette année.

« *Beaucoup a déjà été fait* » pour améliorer les choses, « *mais beaucoup plus reste à faire* », a récemment reconnu le secrétaire d'Etat à l'énergie John Herrington, dont le département estime qu'il faut désormais « *rectifier les péchés du passé* ». De son côté, le sénateur John Glenn (démocrate, Ohio) a déclaré que l'on avait failli avoir en août « *un autre Tchernobyl* » et son collègue représentant de l'Oklahoma, Mike Synar, « *a condamné les attitudes qui amènent le programme nucléaire militaire américain au bord du désastre* ». Car le problème est que le tritium contenu dans les têtes nucléaires « disparaît » — du fait de la décroissance radioactive — au rythme de 5,5 % par an.

Le Pentagone en serait donc réduit à puiser dans les stocks et à désactiver certaines charges pour récupérer le tritium nécessaire au reste de l'arsenal. Le secrétaire adjoint au département de l'énergie, Joseph Salgado, espère éviter une telle « cannibalisation ». Pour cela il faudrait produire du tritium dans des installations civiles — mais cela paraît délicat à mettre en œuvre ! — en acheter à des pays alliés comme la France, le *Canada ou la Grande-Bretagne*, mais aucun contact n'aurait réellement été pris — ou lancer un programme d'urgence et convertir deux réacteurs existants du centre de Hanford.

Le plus simple serait la remise en route des réacteurs de Savannah River, même à 50 % de leur puissance seulement, en attendant que soit lancée la construction, pour 6,8 milliards de dollars, de deux nouveaux réacteurs ultra modernes.

J.-F. A.

Hôpital : le lit de l'infection

La première étude sur le coût des infections contractées en milieu hospitalier

QUEL est le coût global moyen des infections contractées par les patients en cours d'hospitalisation, ce qu'on appelle l'infection nosocomiale ? Que représentent, en termes de surcoût, les quelque 10 % de malades — selon les statistiques généralement admises — infectés à l'intérieur des murs, alors qu'ils y sont pris en charge pour une autre pathologie ? Ce type de recherches est relativement abondant aux Etats-Unis ou dans certains pays d'Europe du Nord. En France, où l'infection hospitalière est trop souvent considérée comme une fatalité, rares sont les travaux de recherches qui ont abordé la question sous l'angle économique. Surtout, jusqu'à présent, aucune recherche n'avait été menée pour évaluer le *coût entraîné par* l'infection hospitalière, y compris après que le patient eut rejoint son domicile. Pour la première fois, une étude réalisée au sein de deux services de chirurgie digestive de l'hôpital Edouard-Herriot (Lyon) a tenté *de chiffrer* le coût global de l'infection : environ 17 000 F par malade atteint.

Une amicale complicité

M. Robert Meynet a consacré une thèse, *Micro-économie de l'infection nosocomiale*, pour parvenir à ce résultat, qui devrait alarmer tous les gestionnaires de la santé publique, les directeurs d'hôpitaux, les médecins et les responsables de la Sécurité sociale. Ce long travail de recherche a été entrepris en mai 1977. Il porte sur 512 malades qui furent hospitalisés entre mai 1977 et avril 1978 dans les deux services lyonnais de chirurgie digestive dont les « patrons » avaient accepté de « jouer la transparence », c'est-à-dire de livrer au jeune chercheur toutes les informations nécessaires sur leurs patients (tant sur le plan médical que sociologique, âge, profession, adresse, etc.).

Grâce au soutien de ces médecins, puis des *informaticiens* des Hospices civils, enfin — malgré de fortes réticences au départ — avec l'appui des différentes caisses d'assurance-maladie « couvrant » ces patients d'origines géographiques diverses, Robert Meynet a pu mener à terme son travail. L'originalité de cette thèse est que pour la première fois le coût de l'infection hospitalière est pris en compte six mois après que les patients ont quitté l'hôpital. En d'autres termes, il s'agit de la première étude, exhaustive et prospective, chiffrant précisément et le coût de l'infection traitée à l'hôpital et celui des soins qu'elle entraîne à la sortie. Elle montre que sur les 512 patients hospitalisés, 79 soit 15,4 % ont contracté une infection. « *Cela peut sembler important*, souligne Robert Meynet, *et il est vrai que la chirurgie abdominale n'est pas exempte d'infection. Mais ce pourcentage, entre 10 et 15 % d'infection, est celui qui est généralement retenu par les équipes de recherche nord-américaines, et il est confirmé par toute la littérature sur le sujet, centralisée par l'Organisation mondiale de la santé.* »

A ce premier résultat aisément repérable, l'étude a ajouté toutes les informations médicales et sociales en provenance de l'hôpital, des médecins, des employeurs des patients (arrêts de maladie éventuels dans la période post-opératoire de six mois), de la Sécurité sociale (indemnités journalières, convalescence, consommation de médicaments, etc.) et des mutuelles. De surcroît, grâce à la « complicité » amicale de l'ex-médecin-chef de la Caisse primaire d'assurance-maladie de Lyon, le docteur Plénier — et il s'agit là aussi d'une première tant ce type d'informations est protégé, — le jeune chercheur a pu étudier la consommation médicale de ces patients sur une durée de six mois après leur sortie de l'hôpital : elle est trois fois plus élevée en moyenne chez les sujets infectés que pour les non infectés (3 362 francs environ contre 1 272 francs).

Le service d'à côté

L'étude lyonnaise confirme l'importance du coût médical *total de l'infection nosocomiale* ; en valeur absolue, le coût médical facturé attribuable à l'infection s'élève à 545 733 F pour les 79 malades infectés, et en moyenne ce coût des traitements pour les patients atteints excède de 78 % celui des sujets n'ayant pas subi d'infection à l'hôpital (15 871 F contre 8 963 F). Pour parvenir au coût moyen total (médical et social), qui est d'environ 17 000 F (16 994 exactement) par malade infecté, l'étude a additionné le coût médical hospitalier post-opératoire facturé (4 817 F), le coût médical post-hospitalier facturé (2 090 F), le coût médical non facturé (7 486 F) et le coût social (2 601 F). En conclusion, l'étude aboutit au coût micro-économique attribuable à l'infection proprement dite : 1 342 689 F pour les 79 malades infectés, ce qui représente une augmentation de plus de 13 % du coût de la maladie... s'il n'y avait pas eu infection nosocomiale. Elle démontre de façon tout à fait convaincante qu'une personne infectée séjourne plus longuement à l'hôpital (16,2 jours contre 10 pour un patient non infecté) et qu'elle entraîne un surcroît de travail pour le personnel soignant et d'actes médicaux (radiographies notamment) pour l'hôpital.

« *Nous n'avons pas voulu placer ce travail sous l'angle de la responsabilité médicale*, insiste l'auteur de la thèse, Robert Meynet. *Et il est bien connu que, si vous interrogez n'importe quel médecin hospitalier, c'est toujours « dans le service d'à côté » qu'il faut chercher l'infection, et pas dans le sien. Mais en restant résolument dans une optique et une recherche économiques, nous démontrons que le coût réel global des infections nosocomiales est nettement plus élevé que ce que l'on imagine en général. Certes, nous nous gardons de toute extrapolation : cette étude est valable pour ces deux services de chirurgie, il serait, intellectuellement parlant, malhonnête d'en tirer des conclusions chiffrées au niveau national.* »

C'est en économiste que raisonne l'auteur de la thèse — pour laquelle il vient d'être nommé docteur d'Etat « avec mention très bien et éloges du jury » — lorsqu'il espère que les prises de conscience s'accélèreront à l'hôpital : « *Le jour où les directeurs d'hôpitaux auront compris que, sur un plan financier, ils ont intérêt à investir ne serait-ce que le montant du surcoût entraîné par l'infection, pour leur établissement, dans la lutte contre l'infection, un grand pas sera franchi...* »

Et ce jour ne semble pas très loin : début octobre, Robert Meynet était invité à exposer sa recherche au cours d'une journée réunissant l'ensemble des cadres hospitaliers de son département, la Haute-Savoie. Simultanément, le ministère de la santé vient de lui commander deux exemplaires de cette thèse...

GÉRARD CLAVAIROLY.

(1) L'infection nosocomiale est celle qui apparaît à l'hôpital (alors qu'elle n'existait pas à l'entrée) sans distinction de l'origine.

L'« Europe blanche » oublie ses malades

Une Europe médicale peut-elle exister sans la libre circulation des patients ?

La construction de l'« Europe blanche », véritable leitmotiv de nombreux colloques socio-médicaux, est-elle véritablement à l'ordre du jour des Douze ? Adopté lors du sommet européen de Luxembourg en décembre *1985*, l'Acte unique européen vise à faciliter l'émergence, d'ici au 31 décembre *1992*, d'un vaste *marché intérieur* sans entrave de trois cent cinquante millions de consommateurs.

Pour accélérer la mise en œuvre de ce *marché*, il prévoit que les mesures destinées à harmoniser certaines législations seront adoptées à la majorité et non plus à l'unanimité. Mais *comme* le rappelle fort justement M. Jean-Pierre Dumont, ancien directeur de la recherche au Centre national d'études supérieures de la Sécurité sociale (CNESS), l'assurance-maladie, l'assurance-vieillesse et la politique familiale restent encore du domaine réservé des Etats membres.

Mais, ajoute-t-il aussitôt, « cela ne veut pas dire pour autant que 1992 n'aura pas d'effets directs ou indirects dans le domaine de la santé ». Déjà bien avant la signature de l'Acte unique, des directives ont été adoptées au milieu des années 70 visant à la reconnaissance des diplômes de docteur en médecine. La libre circulation des médecins en Europe, effective depuis 1977, n'a pas entraîné de migrations importantes. A l'échelon de la Communauté, le phénomène ne concerne que 1 % de l'ensemble de la population médicale, selon l'estimation donnée par le docteur Roger Brearley, membre du comité consultatif pour la formation des médecins de la CEE, lors du huitième congrès des internes et des chefs de clinique à Strasbourg (*le Monde* du 20 septembre).

L'autre dossier défriché de longue date par les experts européens auprès de la Commission de Bruxelles est celui du médicament. Une demi-douzaine de directives se sont succédé depuis 1965 sans compter les multiples recommandations destinées à les préciser et à les expliquer. Le professeur Jean-Michel Alexandre, chef du service de pharmacologie à l'hôpital Broussais et membre du comité des spécialités pharmaceutiques à la CEE, le reconnaît : *« Tout le travail de base a été fait, nous en sommes à la dernière étape. »*

Pourtant, dans l'optique de la définition d'une politique européenne du médicament, quelques points, et non des moindres, restent à préciser. Celui du prix d'abord. *Il* faut savoir que, pour un même produit, les écarts de prix vont de 1 à 2,5. Pour certaines spécialités, le rapport est même de 1 à 14. La République fédérale d'Allemagne, la Grande-Bretagne et le Danemark ont les médicaments les plus chers, l'Espagne, le Portugal et la France, les produits le meilleur marché. Celui des conditions de remboursement ensuite.

Il existe, à l'heure actuelle, quatre types de remboursement effectués sur des bases différentes en Europe. La libre circulation des spécialités pharmaceutiques ne sera effective que lorsque les prix et les remboursements feront l'objet d'un minimum d'harmonisation. C'est tout le sens d'une directive adoptée fin 1987 qui vise à instaurer la transparence en matière de fixation des prix et de conditions de remboursement.

Le troisième problème épineux à régler est celui de l'autorisation de la mise sur le marché (AMM). Faut-il procéder, comme pour les diplômes, à une reconnaissance mutuelle ? Mais la procédure, dite multi-étatique, instaurée depuis 1979, qui tend à mettre en place ce principe, connaît des ratés. Faut-il au contraire opter pour un système centralisé et créer une agence unique (type FDA américaine), dont la décision, positive ou négative, ouvrirait ou fermerait d'un coup le marché des Douze ? La Commission de Bruxelles devrait faire sur ce point des propositions au conseil des ministres en 1989. Le choix sera de toute façon politique. Mais comme le souligne le professeur Alexandre, *« que ce soit l'un ou l'autre des systèmes, il faut que quelque chose fonctionne pour que l'industrie pharmaceutique puisse obtenir rapidement les réponses à ses demandes d'AMM »*.

Les organisateurs de colloques sur l'Europe de la santé consacrent assez rarement un temps de réflexion important aux aspirations des malades. Dans ces conditions, la question en forme de boutade lancée par le professeur Dominique Jolly, directeur du plan à l'assistance publique de Paris, lors d'un récent colloque du Graph (1), ne manquait pas de sel : *« Les malades seront-ils plus européens que les bien-portants ? »* Libre circulation des médecins, libre circulation des spécialités pharmaceutiques. A quand la libre circulation des malades ? Un règlement communautaire de 1971 *« relatif à l'application des régimes de Sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté »* encadre encore strictement tout *« déplacement »*.

Avec parcimonie

Un assuré social européen qui veut bénéficier de conditions de remboursement identiques à celles offertes par son régime de protection sociale ne peut en principe choisir librement le pays dans lequel il souhaite recevoir des soins. Il existe cependant quelques circonstances précisément définies dans lesquelles il peut y prétendre. Ainsi un Français qui désire se faire soigner en Grande-Bretagne doit obtenir de sa caisse d'assurance-maladie une prise en charge (formulaire E 112). Or ces prises en charge ne sont que parcimonieusement accordées. Le malade doit rentrer dans l'un de ces deux cas de figure : soit démontrer que les soins dont il a besoin ne peuvent être dispensés en France, soit, à supposer qu'un traitement équivalent existe en France, que le délai d'attente est tel qu'il mette en péril sa santé.

Pour les assurés français du régime général, c'est la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM) qui centralise les demandes. Et ce sont les services du médecin conseil national qui examinent le bien-fondé des dossiers au cas par cas, et tranchent en fonction de critères médicaux après audition des autorités médicales les plus pointues. *« Les trois quarts du temps, le traitement identique existe en France »*, explique un responsable de la CNAM.

Pourtant, régulièrement, les journaux se font l'écho du lancement de quêtes publiques effectuées afin de faire bénéficier, le plus souvent, un enfant d'une opération délicate à l'étranger. Le 23 mai 1987 à Londres, le célèbre professeur Magdi Yacoub réalisait une double transplantation cœur-poumons sur une petite Française de onze ans, hospitalisée dans son service depuis trois mois à la suite d'une collecte de fonds. Quelques mois plus tard, en décembre, des médecins français, les docteurs Vouhé et Dartevelle, réussissaient la même intervention sur une autre fillette de onze ans. Ce qui tendrait à prouver que point n'est toujours besoin de traverser le Channel. En fait, souvent c'est moins la qualité des équipes médicales qui motive ces départs à l'étranger que la longueur des listes d'attente et la faiblesse du nombre de donneurs compatibles en cas de greffes.

Reste qu'il est extrêmement difficile d'avoir au niveau national une idée exacte du volume réel des migrations des malades à l'intérieur de la Communauté. L'Assistance publique de Paris tient pour sa part une comptabilité en terme de flux d'entrées par rapport au nombre total de journées d'hospitalisation. *Selon M. Alain Cordier*, conseiller technique à l'AP de Paris, les malades européens hospitalisés dans *les hôpitaux de l'Assistance publique* représentent moins de 1 % du total des journées d'hospitalisation en court et moyen séjour. *Les* ressortissants italiens forment de loin le groupe le plus nombreux. La constatation est la même au CHU de Strasbourg, pourtant ville frontière avec l'Allemagne.

En 1987, huit mille six cent cinquante étrangers ont été hospitalisés dans ce CHU dont deux mille deux cent dix Européens parmi lesquels on comptait sept cent quarante-quatre Italiens, cinq cent cinquante-neuf Portugais, deux cent quatre-vingt-dix Espagnols et seulement deux cent soixante-huit Allemands. Comme le fait remarquer M. Jacob, responsable du bureau des admissions au CHU de Strasbourg, la ventilation par nationalité des malades originaires de la CEE hospitalisés à Strasbourg reflète avant tout l'implantation d'importantes communautés *italiennes* et *portugaises* en Alsace. Et, si peu d'Allemands éprouvent le besoin de passer la frontière, *pourtant toute proche*, c'est vraisemblablement parce que le système hospitalier allemand *offre toute satisfaction.*

Mais le caractère généralement attractif de la médecine française de pointe n'est *pas sans causer quelques* tracas aux hôpitaux. L'AP de Paris évaluait, en 1987, à 800 millions de francs *sa créance sur les organismes* de Sécurité sociale étrangers, toutes nationalités confondues, et à *200 millions* celle *sur* les particuliers.

L'Europe des assurances

Si la dette des organismes de protection sociale des pays de la CEE *envers l'AP est négligeable (0,3 %* du total), en revanche celle des particuliers européens l'est beaucoup *moins puisqu'elle représente 20 millions* (10 % de la dette totale des particuliers étrangers). C'est qu'à ce *niveau se pose le problème des* assurés sociaux européens qui n'ont pas d'assurance complémentaire maladie, et qui se trouvent dans l'impossibilité de régler la part de leurs dépenses non couverte par leur régime général. *Sans parler de ceux* qui pratiquent allègrement, ce qu'il faut bien appeler le « tourisme médical » et se présentent *le* soir aux urgences des hôpitaux sans prise en charge mais dans un état tel que l'interne de garde est bien obligé de les hospitaliser.

Dans ces conditions, et en l'absence d'une réelle volonté d'harmoniser les couvertures de base de l'assurance-maladie et les conditions d'organisation des systèmes de soins en Europe, comment réagira le malade ? Sera-t-il tenté d'aller se faire soigner à l'étranger ? Oui, répond le professeur Dominique Jolly. *« Si d'autres pays en Europe, comme la Belgique et l'Espagne, développent des programmes d'évaluation de la qualité des soins et que la France reste en deçà, le « consommateur » sera en droit de s'interroger. »* D'après lui, les organismes de protection sociale pourraient même être un jour tentés d'inciter leurs affiliés à se faire soigner dans les hôpitaux des pays ayant prouvé que, à qualité de soins égale, ils savent limiter leurs coûts de séjour par pathologies.

Scénario fiction ? Pas tant que cela. *« On y arrivera dans cinq ou huit ans, c'est très proche »*, prédit le professeur Jolly. *Le scénario de* M. Jean-Pierre Dumont est plus pessimiste : *« Si des convergences entre les différents systèmes de santé ne se dessinent pas rapidement, nous irons vers des tensions entre pays et une accélération du tourisme médical. Les convergences actuelles ne se font pas en faveur du malade : tous les pays sont en train d'accroître leurs tickets modérateurs. »*

Une tendance qui laisse le champ libre à l'affrontement entre assurances privées et mutuelles pour la conquête du marché convoité de l'assurance-maladie complémentaire. A partir du 1er janvier 1993, en effet, toutes les sociétés d'assurances pourront intervenir directement dans tous les pays de la Communauté. A la faveur de la libre circulation des travailleurs, les assureurs pourront à loisir démarcher auprès des individus mais aussi des entreprises.

Dans cette course, la mutualité n'entend pas se laisser distancer. Pour prendre pied sur le marché européen, la Fédération nationale de la Mutualité française (FNMF) a récemment créé Euromut, une société d'assurances « à direction mutualiste ». Un groupe de pression, constitué sous l'égide de l'Association internationale de la Mutualité, s'implante actuellement à Bruxelles pour lutter à armes égales contre le « lobby des assureurs ».

Les malades seront-ils plus européens que les bien-portants s'interrogeait le professeur Dominique Jolly ? Tout dépend finalement du poids que ceux-ci auront, notamment au travers des associations de malades, auprès des instances de décisions européennes et de leurs gouvernements respectifs.

CLAUDE DUJARDIN.

(1) *Groupe de recherche et d'applications hospitalières* Assistance publique. « 1992. Quel hôpital pour l'Europe ? »

alades

L'enfance de l'ours

Le tournage du film « l'Ours » a permis aux zoologues de mieux comprendre la physiologie et le comportement de ce plantigrade méconnu.

OCTOBRE, le mois de l'ours. De l'ours des Pyrénées, dont le déclin paraît inéluctable et qui émeut le secrétaire d'Etat à l'environnement, M. Brice Lalonde, décidé à *« renforcer »* les effectifs avant qu'il ne soit trop tard (*le Monde* daté 2-3 octobre). De l'ours dans tous ses états, préhistorique ou en peluche, qu'on expose au Muséum national d'histoire naturelle (1). Enfin, de *l'Ours*, de Jean-Jacques Annaud.

« Un ourson orphelin, Youk. Un grand ours solitaire, Kaar. Deux chasseurs dans la forêt, Tom et Bill. Le point de vue des animaux », résume lui-même Jean-Jacques Annaud. Film-événement de la rentrée, *l'Ours* fut également l'occasion d'une rencontre sans précédent entre les spécialistes animaliers qui participaient au tournage (de mai à septembre 1987, quatre mois au cœur des Dolomites italiennes) et les douze oursons sélectionnés pour jouer le rôle de Youk, le héros de la fable. Une rencontre qui a permis de mieux connaître les us et coutumes de la famille Martin, dont la physiologie, le développement et le comportement sont encore, pour une grande part, ignorés.

Des nounours vétérinaires

Mais, tout d'abord, pourquoi douze oursons ? *« Quand on tourne un film avec des bébés, il ne faut pas les fatiguer ; ils doivent pouvoir se relayer, surtout lors du tournage de scènes difficiles, comme la traversée d'une rivière ou une longue course. D'autre part, on pensait que tous ces oursons allaient se répartir les tâches en fonction de leurs aptitudes, chacun exécutant devant la caméra ce pourquoi il était le plus doué. Mais, au plan pratique, les choses se sont passées de façon très différente : l'une des oursonnes, la Douce, s'est révélée tellement à l'aise devant la caméra qu'elle a pratiquement assumé la totalité du film ! »*, explique Jean-Philippe Varin.

Photographe et cinéaste animalier, responsable de tous les animaux (à l'exception des grands ours) intervenant dans le film, ce diplômé de zoologie sait de quoi il parle : c'est à lui, en effet, que Jean-Jacques Annaud a confié la responsabilité de dresser les bébés ours, dans sa propriété solognote.

« Quand j'ai lu le scénario et découvert que l'ourson, dans l'une des scènes, était supposé se déplacer par bonds, comme une grenouille, j'avoue que j'ai eu de sérieux doutes, admet aujourd'hui Jean-Philippe Varin. *Et pourtant, cela a marché ! »* Au prix d'une bonne dose d'enthousiasme, d'ingéniosité... et de patience.

« C'est la première fois qu'un travail aussi systématique est réalisé sur des oursons », confirment les deux conseillers scientifiques de l'équipe, Maryvonne Leclerc-Cassan, vétérinaire au parc zoologique de Vincennes, et François Hugues, vétérinaire attaché aux parcs de Vincennes, de Thoiry et de Saint-Vrain.

« Dans les conditions habituelles de captivité, il est en effet impossible d'approcher les petits, au risque de se faire tuer par leur mère. Et comme les ours bruns se reproduisent bien [ils auraient même tendance à être trop prolifiques pour les capacités d'accueil des zoos], *personne ne s'était vraiment penché jusqu'à présent sur l'étude de leur comportement et de leur croissance. En nous donnant l'occasion d'étudier douze oursons en même temps, le film nous a fourni un modèle de travail extraordinaire. »*

Sélectionnés dans différents parcs, les oursons ont été séparés de leur mère dès leur plus jeune âge — certains n'ayant pas même encore les yeux ouverts. C'est dire la responsabilité des deux vétérinaires, chargés d'assurer leur surveillance scientifique et médicale.

Des semaines durant, Maryvonne Leclerc-Cassan et François Hugues se sont transformés en parents adoptifs pour contrôler les vaccinations, l'état des yeux et de la dentition, les courbes de poids de leurs protégés. Et, bien sûr, reproduire autant que possible leur environnement naturel : en mettant au point, par exemple, une mamelle de substitution (une tétine d'enfant agrémentée d'une seringue) destinée à contrôler quasiment heure par heure les injections de lait...


MARY-ANN PARKINSON

Dernier préalable indispensable au tournage : l'« imprégnation » des oursons, afin d'obtenir des animaux non seulement apprivoisés mais également parfaitement naturels en présence de l'homme. Rendu célèbre par le spécialiste allemand du comportement animal Konrad Lorenz, ce phénomène d'imprégnation est commun à tous les mammifères, aux oiseaux et sans doute à d'autres espèces encore : durant une courte période succédant à la naissance, le petit animal va être « marqué », de façon quasiment irréversible, par la présence de l'espèce qui est à ses côtés. En l'occurrence l'homme, qu'il prend ensuite pour son semblable et qui ne lui inspire plus aucune crainte.

De tout petits bébés

« Pendant les deux mois qui ont précédé le tournage, la maison a ressemblé à une pouponnière, avec encore plus de soins que n'en reçoivent ordinairement les bébés humains, raconte Jean-Philippe Varin. *Biberons toutes les trois heures avec un lait spécial, deux pesées par jour, une visite hebdomadaire des vétérinaires, des cahiers tenus à jour pour chacun d'eux... Les jeunes filles engagées pour s'occuper des oursons, qui avaient une formation non pas de dresseurs mais de puéricultrices, devaient régulièrement les gratter, les caresser, leur faire faire pipi en les frottant doucement avec une éponge, afin de remplacer la mère qui les sollicite en les léchant. »* Le dressage proprement dit, quant à lui, commence dès que les oursons considèrent la présence des humains comme naturelle.

Lorsqu'on les recueille à la naissance, sans poils, sourds et aveugles, ils pèsent alors quatre cents grammes à peine, et ces minuscules boules de vie, quelques années plus tard, deviendront des masses colossales de deux cents kilos et plus !

Pour les zoologues, là réside d'ailleurs une des principales énigmes de la biologie du développement des oursidés. *« La proportion du poids de l'ourson nouveau-né au poids de sa mère est de l'ordre de 1 à 600, alors que le poids d'un lionceau représente 1/150 de celui de la lionne, celui d'un chiot 1/50 de celui de la chienne et celui d'un jeune enfant 1/20 de celui de sa mère »*, précise Francis Petter, responsable au Muséum national d'histoire naturelle du laboratoire de zoologie des mammifères. A proportions égales à celle de l'ours, un petit d'homme pesant trois kilos en venant au monde atteindrait ainsi, à l'âge adulte... près de deux tonnes !

Pourquoi les ours naissent-ils si petits ? Cette disproportion hors du commun entre leur taille à l'âge adulte et à la naissance étonne d'autant plus les scientifiques que la durée de la gestation, de six à sept mois, est loin d'être négligeable.

Au parc zoologique de Vincennes — où se trouve réunie, avec une trentaine d'individus, la plus importante collection d'ours d'Europe, — les données accumulées lors du tournage serviront désormais de modèle pour étudier d'autres espèces, plus rares et plus mal connues encore que l'ours brun, tel l'ours polaire, dont la reproduction en captivité est particulièrement difficile.

Mais, au-delà de ces préoccupations écologiques, les zoologues comptent bien mettre à profit les connaissances tout juste acquises pour élucider l'énigme de cette étrange gestation. D'autant qu'ils ont déjà leur petite idée sur la question...

Tolérances

« Il existe peut-être chez l'ours un phénomène de nidation retardée, une sorte « d'hibernation » in utero, explique François Hugues. *Comme chez le phoque gris (espèce pour laquelle l'hypothèse reste également à vérifier), l'œuf fécondé resterait en attente plusieurs mois durant et ne commencerait à se développer que dans les dernières semaines. »* Pour tenter de transformer l'hypothèse en certitude, les vétérinaires du zoo de Vincennes effectuent régulièrement, depuis juin dernier (mois des accouplements), des échographies sur trois femelles en gestation. Echographies qui semblent leur donner raison puisque, à ce jour — soit environ aux deux tiers de la grossesse, — seules des « ampoules embryonnaires » de dix-huit millimètres de long ont pu être repérées.

Dernière révélation du tournage : la cohabitation des oursons avec Bart, l'un des grands ours jouant le rôle de Kaar. Un exploit que la plupart des spécialistes estimaient irréalisable, dû pour une grande part au talent et à l'opiniâtreté du dresseur dudit ours, l'Américain Doug Seus.

« La première difficulté provenait de la mise en présence de deux espèces différentes, explique François Hugues. *Alors que Youk est un ours brun, Bart, comme tous les grands ours utilisés pour le film, appartient en effet à la famille des kodiaks, géants des ours actuels dont l'habitat naturel est aujourd'hui cantonné au Canada. De plus, un grand ours n'adopte jamais un petit, et il est normalement quasiment impossible de faire cohabiter un ourson et un adulte.* A fortiori *quand ce dernier est un mâle, car il considère alors l'ourson comme un concurrent dans sa conquête de la femelle. Mais le contact entre Bart et Doug Seus était si extraordinaire, ce type avait tellement son ours en main que nous avons quand même tenté le coup. »* Et le miracle eut lieu : pas l'amour fou, certes, mais un voisinage suffisamment amical pour permettre, au prix de quelques astuces, de tourner toutes les scènes d'effusions inscrites au scénario.

« La grande force des animaux comédiens est de ne pas trop s'interroger sur leur métier », estime, non sans humour, Jean-Jacques Annaud. L'une des grandes forces de *l'Ours* aura été de permettre aux spécialistes, zoologues et éthnologues, de comprendre un peu mieux les coutumes et leurs exceptions de ce grand fauve, si présent dans notre imaginaire et pourtant si mal connu. Ce « roi des animaux » dont seule une quinzaine de représentants subsistent encore, avec difficultés, dans nos montagnes pyrénéennes.

CATHERINE VINCENT.

(1) « D'ours en ours », exposition permanente du 5 octobre 1988 au 31 août 1989. Jardin des Plantes, 18, rue Buffon, 75005 Paris. Tous les jours sauf le mardi. Tarifs : 25 F et 15 F. Visites guidées et scolaires sur rendez-vous uniquement, au 43-36-54-26.

LE SIDA RÉACTIVE LA TUBERCULOSE

LA relation entre l'infection tuberculeuse et l'infection VIH, évoquée pour la première fois aux Etats-Unis à la fin de 1986, se précise : le SIDA peut désormais être considéré avec certitude comme un facteur de dissémination tuberculeuse. Cette maladie, dont les médecins pronostiquaient l'éradication pour la fin du XXe siècle dans les pays de faible endémie, connaît, avec l'épidémie du SIDA, une importante réactivation. C'est ce que vient de souligner le professeur Jacques Chrétien, chef du service de pneumo-phtisiologie à l'hôpital Laennec, dans une communication faite, mardi 11 octobre, à l'Académie de médecine.

En France, le nombre de cas de tuberculose qui diminuait de 11 % par an jusqu'en 1984 n'a régressé que de 8,2 % et 8,1 % entre 1985 et 1986, puis de 1,3 % seulement en 1987. Et l'on a remarqué, pour la première fois depuis plus de vingt ans, une augmentation des nouveaux cas, de 2 % au cours du premier trimestre de 1988 par rapport à la même période de 1987.

La fréquence de la tuberculose chez les malades atteints du SIDA, supérieure à la prévalence dans la population générale, est variable selon les groupes de population. Pourtant, dans ces différents groupes, l'émergence et l'évolution de la tuberculose procèdent de deux mécanismes liés à l'immunodéficience induite par le VIH : d'une part la facilitation d'une réactivation tuberculeuse chez des sujets anciennement infectés, d'autre part la facilitation d'une tuberculose rapidement extensive dès un premier contact avec le bacille de Koch.

Les moyens à employer pour lutter contre l'association tuberculose-SIDA devront être envisagés différemment selon qu'il s'agit de pays industrialisés ou en voie de développement. *« En France,* souligne le professeur Chrétien, *il importe avant tout de conserver à l'égard de la tuberculose une vigilance qui tendait à se relâcher durant les dernières années. »* Il considère donc comme *« légitime »* une certaine relance des actions épidémiologiques visant à la fois la tuberculose et l'infection VIH.

Dans les pays en voie de développement, où les problèmes sont plus préoccupants du fait de la masse des individus touchés par les deux maladies, la mise en œuvre d'une action internationale est considérée comme *« nécessité urgente »*. D'autant que ces pays constituent un énorme réservoir pathologique rassemblant 95 % des cas mondiaux de tuberculose. Déjà un groupe de réflexion et d'action commun à l'OMS et à l'Union internationale contre la tuberculose et les maladies respiratoires (UICTMR) travaille à la redéfinition de la lutte antituberculeuse.

C. D.

Le saigneur des abeilles

(Suite de la page 19.)

Reste que ces traitements qui tuent le parasite à 95 % ne sont actifs que pendant une trop courte période : vingt-quatre à quarante-huit heures. S'ils permettent d'éliminer les parasites déjà « installés » sur les abeilles adultes, ils ne permettent pas, en revanche, de venir à bout de ceux qui s'installent dans les cellules du couvain où se développent les larves et les nymphes.

Les femelles varroas, qui sont d'ailleurs les seules « à vampiriser » les abeilles, profitent en effet de ce que ces cellules sont ouvertes pendant une dizaine de jours pour y pondre et les contaminer. Aussi est-il difficile, sans manipulations contraignantes et répétées, de couvrir l'ensemble de ce cycle de reproduction de la ruche (une vingtaine de jours environ) du fait de l'activité très courte des produits actuels.

Avec l'Apistan, pour lequel une autorisation de mise sur le marché pourrait être donnée prochainement (1), cet inconvénient pourrait être supprimé. *« Car,* selon M. Gérard Arnold, *le traitement par l'Apistan peut s'étendre sur une quarantaine de jours, empêchant ainsi la reproduction du varroa au sein même de la ruche, dans les cellules du couvain. »* Cela tient à ce que cet acaricide, imprégné dans un ruban de plastique à la manière des colliers antitiques, ne s'échappe que lentement au passage de chaque insecte qui ensemence ainsi la ruche. Longuement testée par M. Raymond Borneck et Mme Béatrice Merle, de l'ITAPI, mais aussi par le professeur Ducos de Lahitte, responsable du laboratoire de parasitologie de l'école vétérinaire de Toulouse, cette nouvelle molécule *« ne serait pas toxique pour les abeilles et ne laisserait aucune trace dans le miel ou dans la cire, ou sinon à des taux si faibles qu'on ne peut pas les mesurer »*.

Avec ce nouveau produit phytosanitaire, les apiculteurs paraissent donc en passe de mieux combattre le varroa avec un produit qui, comme le rappelle Mme Béatrice Merle, a été un peu découvert par hasard. *« Au début des années 80,* raconte-t-elle, *on avait testé sur les abeilles un bon acaricide, le Clartan, de chez Sandoz, utilisé d'ordinaire sur les champs de colza. L'idée nous est alors venue de regarder si cette molécule avait une quelconque efficacité sur le varroa. Nous avons alors demandé à Sandoz s'il était possible de réaliser une sorte de plaquette Vapona avec ce produit pour lutter contre cet acarien. Entre-temps, Sandoz racheta une firme américaine, Zoecon, spécialisée dans les produits vétérinaires, et qui à partir des études menées dans les laboratoires de la maison mère développa l'Apistan. »*

De là à penser que la guerre est finie et que l'Apistan va stopper ou éliminer le varroa, il y a un pas que les spécialistes se gardent de franchir. Les produits de lutte mis en vente sur le marché ne sont pour eux que des solutions provisoires, *« un mal nécessaire »* auquel il faut avoir recours avec parcimonie. *« Il ne faut pas se faire d'illusions,* affirme M. Gérard Arnold, *nous ne disposons que de moyens de lutte à court terme. »* Car on ne peut exclure, dit-il, *« l'apparition avec le temps d'une certaine forme de résistance des varroas à l'arsenal des armes chimiques utilisées par les apiculteurs »*.

C'est la raison pour laquelle les chercheurs s'emploient dès aujourd'hui à mettre au point de nouvelles méthodes de lutte, plus naturelles, plus sûres et potentiellement moins dangereuses.

A cet effet, l'Institut national de recherche agronomique, le ministère de l'environnement, les Communautés européennes et l'association interprofessionnelle du miel Intermiel ont lancé, après un démarrage assez lent, un vaste programme de recherche couvrant treize projets de lutte biologique et génétique qui pourraient enfin venir à bout du problème.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) La commission chargée de délivrer l'autorisation de mise sur le marché de ce produit devait en principe se réunir le 17 octobre.

LES TREIZE LUTTES BIOLOGIQUES

L'ENSEMBLE des treize projets de lutte biologique et génétique couvre un assez large champ de recherches :

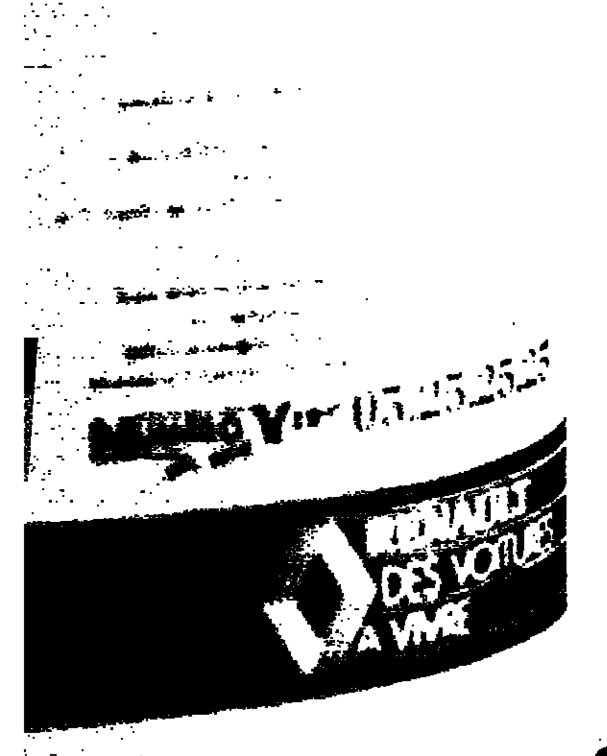
— Il y a tout d'abord la recherche de molécules naturelles que produit l'abeille et qui attire immanquablement le varroa. Que l'une de ces substances vienne à être découverte puis synthétisée et l'on pourra peut-être utiliser les signaux chimiques qu'elles émettent pour faire des pièges à varroa. C'est ce qu'espèrent, avec de bonnes raisons d'aboutir, semble-t-il, les chercheurs du laboratoire de neurobiologie de Bures et celui de zoologie de l'université de Dijon.

— On peut aussi chercher à trouver des colonies d'abeilles résistantes au varroa et faire des opérations de sélection d'espèces. C'est ce qu'essaient de faire des équipes des laboratoires de l'Inra de Bures-sur-Yvette et d'Avignon. On peut encore tenter de trouver, comme au laboratoire INRA d'Antibes, un gène résistant que l'on pourrait transférer à une autre abeille, ou lancer des recherches sur l'immunologie de l'abeille comme à Pasteur.

— D'autres, comme les chercheurs INRA de Saint-Christol-lès-Alès, voudraient identifier des ennemis naturels du varroa : soit d'autres acariens prédateurs du varroa, soit des champignons dont la présence lui serait fatale.

— D'autres enfin s'interrogent sur les propriétés acaricides que pourraient avoir certains sels de cuivre ou certaines huiles essentielles de thyn.

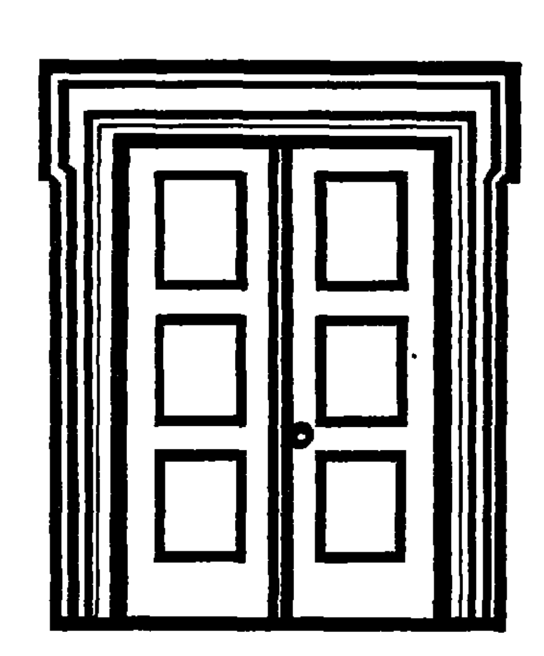
is la 1re année.



SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

ACCES A UN ENVIRONNEMENT PERFORMANT



HCA



3 grandes vedettes vous dévoilent les raisons de leur succès : tradition, haute technologie, efficacité industrielle et dynamisme commercial.
MAMIE NOVA,
ELLE & VIRE,
MEULE D'OR : marques de vitalité et potentiels d'avenir. 6000 hommes et femmes par leur cohésion, leur professionnalisme, leur imagination, construisent avec passion l'avenir du premier groupe laitier français (9,6 milliards de CA, 16 % à l'export).

CHEF DE PROJET CONFIRMÉ,

PARTEZ DE NORMANDIE A LA CONQUÊTE DE L'EUROPE !

Nous pouvons dire sans complexe que nous avons les moyens informatiques les plus puissants (IBM 30XX, parc de 35 VAX/VMS...) de toute la Normandie et nous faisons à Saint-Lô du travail de "pro".

Nous renforçons nos équipes par le haut et attendons de vous le punch nécessaire pour mobiliser vos équipes (10 p.) et gérer votre budget (10 MF), si vous maîtrisez l'un de ces domaines : finances/gestion, paie/gestion du personnel, production. Nous avons besoin d'experts pour participer à l'optimisation de notre informatique et aborder 1992 avec un esprit de conquête.

Ingénieur diplômé ou titulaire d'un MIAGE ou d'un DEA, vous avez au moins 5 ans d'expérience acquise dans des affaires agro-alimentaires, voire même pétrolières et envie, tout en étant à deux pas de la mer, de gagner en savoir-faire.

Nous avons confié cette recherche à Mlle K. CHATJIMIKES, Consultante chez ALEXANDRE TIC S.A. - Carrières de l'Informatique. Merci de lui adresser votre candidature au 10, rue Royale 75008 Paris.



NOVA

1er groupe français en optique lunetterie, nous sommes leader dans ce domaine en Europe, et en progression constante sur le plan international. Nous devons ces résultats à notre volonté permanente d'optimiser la qualité de nos produits et à notre capacité à anticiper sur les nouvelles technologies. Mais nous savons que nous les devons aussi à nos [illegible] collaborateurs, pour qui information, communication et évolution sont les meilleurs moyens de progresser ensemble.

Ingénieur mécanicien

Au sein de notre établissement de **St Maur** (450 personnes), nous vous proposons, de façon fonctionnelle et opérationnelle, de faire évoluer la qualité de notre maintenance. Vous interviendrez donc, dans un esprit de prévention, auprès des services études lors de la conception et du développement d'outils de production. Vous saurez également motiver notre équipe de techniciens de maintenance. Intégré à notre service ingénierie, vous aurez l'opportunité d'utiliser un logiciel de gestion maintenance.
Ce poste de contact, d'organisation, vous permettra d'exprimer votre goût pour la pluridisciplinarité, votre sens de la communication et pourra évoluer vers des responsabilités plus importantes. Une première expérience (2 à 3 ans) sera un plus apprécié.

Merci d'adresser dossier de candidature sous réf: 194 à ESSILOR INTERNATIONAL Service Emploi Formation - 1, rue Thomas Edison - Echat 902 - 94028 Créteil Cedex

LEV-TOURNAY/ASSCOM

OPTIMISEZ LA QUALITE DE NOTRE MAINTENANCE



ESSILOR

L.E.R.S

Société de recherche du Groupe SYNTHELABO.

Chef de projet informatique en recherche pharmaceutique

Réf. CP 869

Au sein de notre groupe informatique (20 personnes) et en tant que responsable de l'unité Chimie, vous travaillez en étroite collaboration avec les chercheurs et êtes chargé des développements informatiques.

Vous définissez et conduisez des projets dans les domaines de la conception des nouvelles molécules jusqu'aux phases de production pilote. Parallèlement, vous encadrez une petite équipe.

Vous disposez d'une formation supérieure : BAC + 5, comme Ingénieur, chimiste ou informaticien. Votre expérience, environ 5 ans, s'est déroulée sur matériel VAX (VMS), de préférence dans le secteur pharmaceutique ou des secteurs de recherche similaires.
Vous possédez de solides connaissances en SGBD relationnelles, si possible orientées vers la chimie, les logiciels de modélisation moléculaire, les LIMS.

La nature de vos nombreux contacts nécessite une pratique courante de l'anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence du poste à notre Conseil DATAID SELECTION - 48, avenue Raymond Poincaré - 75116 PARIS.

DATAID SELECTION



Filiale d'un grand groupe, notre Société à taille humaine (650 personnes) et aux activités diversifiées renforce son Département
Equipements WESTINGHOUSE,
spécialiste de la conversion d'énergie (chargeurs de batterie, onduleurs...), d'un

Ingénieur électronicien

OPTION MICRO ELECTRONIQUE OU TRANSMISSIONS

En prise directe avec le service Etudes et l'usine, vous définissez et promouvez des systèmes de télésurveillance, télécommande et télémaintenance appliqués à des équipements de conversion d'énergie. Après avoir recueilli les besoins auprès de la clientèle et spécifié un système, vous en proposez la structure et en coordonnez la réalisation (services techniques, fabrication, fournisseurs...).

Votre expérience d'au moins 3 ans acquise si possible à un poste d'Ingénieur d'affaires ou de Chef de produit vous permet aujourd'hui d'avoir une bonne maîtrise des réseaux de communication et des applications industrielles de la micro informatique.

Rigoureux et pragmatique, vous avez des qualités de contact et de communication reconnues. Votre créativité et votre sensibilisation à l'aspect marketing de ce poste vous permettront *d'y réussir pleinement et d'évoluer au sein de la Société.*

Merci d'adresser votre dossier sous réf. 8810
à S.G.T.E. - DRH - B.P. 100
94210 LA VARENNE ST-HILAIRE.

CONTESSI



COMMENCEZ VOTRE CARRIERE PAR UN PROJET D'ENVERGURE



Nous sommes la première entreprise française dans notre *activité : conception*, production et commercialisation de matériels et produits de soudage coupage. Nous *conservons notre avance par un important* investissement en R & D et par une adaptation permanente de nos procédés aux nouvelles technologies. Dans *ce contexte nous recherchons pour* l'une de nos usines (280 personnes) un

JEUNE INGENIEUR

Dans un souci d'optimiser le contrôle qualité de notre production, vous procédez à l'étude et à la mise en place de l'automatisation des plates-formes de Contrôle. Fonctionnant comme un véritable "ingénieur projet", vous êtes responsable après audit des besoins, de la mise en œuvre des méthodes, procédures et moyens techniques.
Diplômé d'une école d'ingénieur (HEI, INPG, INSA, ENSEEIHT, ...), vous êtes spécialisé en électrotechnique ou en électronique de puissance.
Votre réussite dans l'automatisation et le développement du service contrôle vous ouvre de nombreuses perspectives d'évolution.

Pour ce poste basé dans l'OISE, merci d'adresser lettre manuscrite et CV détaillé avec photo et salaire actuel sous réf. 1835/SAM à notre Conseil :
17, rue Courmeaux - 51100 REIMS
34, rue du Colisée - 75008 PARIS

MORENO CONSULTANTS
REIMS - PARIS - LYON

Nous sommes la filiale **INGENIERIE INFORMATIQUE INDUSTRIELLE** d'un **GROUPE MULTIBRANCHES** en forte expansion (230 personnes, 130 MF de CA).
Nous recherchons, en proche banlieue Sud de Paris, un

Ingénieur concepteur informaticien

Développement d'applications en temps réel RMX / INTEL ou OS9 / 68000

VOUS :
- 25/30 ans, Ingénieur Grande Ecole,
- une première expérience de développement d'informatique industrielle en temps réel et tout particulièrement sous RMX ou OS9.

NOUS VOUS PROPOSONS :
- d'être totalement responsable de projets d'envergure, en contact direct avec notre clientèle,
- d'intégrer une structure souple qui favorise l'autonomie et l'initiative,
- de participer à l'expansion d'une Société en plein essor.

Merci d'adresser CV, photo et rémunération actuelle s/réf. 59.1897 LM à notre Conseil MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75008 PARIS.

Mercuri Urval



mettez votre curiosité à profit

25/30 ans, de formation universitaire, vous êtes créatif et doté d'un esprit d'initiative.

Au sein d'un groupe de 700 collaborateurs, présent en Europe, notre société vous propose, après une période de formation à nos produits, de prendre en charge la totalité d'un marché nouveau pour nous : la filtration air dans ses applications industrielles.

La maîtrise d'une langue étrangère est indispensable. Le poste est basé à Paris.

Pour participer pleinement au développement commercial de notre groupe, adressez votre candidature avec lettre manuscrite, CV et photo s/réf. 100 m à Ets Raymond PROUST, Service du Personnel 5/7, Place de l'Adjudant Vincenot 75020 Paris.







Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



IMPORTANTE SOCIETE NATIONALE EN INGENIERIE ET ELECTRICITE
(2400 personnes - C.A. 1,5 milliard de Francs)

poursuit sa diversification dans le domaine des Transports : **systèmes de gestion et de contrôle du trafic urbain** et souhaite intégrer à son équipe jeune et performante un

INGENIEUR DE PROJET

Vous aurez à assurer le développement des systèmes automatisés de gestion et de contrôle, mais aussi à imaginer, concevoir et mettre en place tous nouveaux projets complets dans le domaine des Transports et secteurs connexes. Vous disposez d'une solide formation d'Ingénieur (ESE, PONTS et CHAUSSES, ENST,...) et d'une connaissance optimale des systèmes temps réel à microprocesseurs.

Une première expérience de deux années, de préférence dans la conduite de projets, acquise dans le milieu professionnel des Transports Urbains et/ou Collectivités Locales, ainsi que la maîtrise de l'Anglais seront des atouts très favorables. Le poste est basé à Nanterre (92) proximité R.E.R.

Merci d'adresser votre dossier complet sous la référence A 8173 à notre Conseil NERVET PONT, 15 rue Cardinet, 75017 PARIS.

nervet pont conseil



CURRICULUM



Guerbet

Groupe Pharmaceutique Français
en développement
Spécialiste en **Imagerie Diagnostique**
Leader en France - 880 personnes
600 MF de CA - Implanté dans plus de 100 pays

recrute pour son **Service Méthodes** un

CHIMISTE ORGANICIEN

Vous êtes **spécialiste en chimie organique** (Thèse universitaire, Grande Ecole d'Ingénieur). Vous avez le **goût de la vie industrielle** et vous désirez valoriser une première expérience, de préférence industrielle, de 2 à 5 ans dans un Centre de Développement ou de Recherche.

Vous améliorerez les procédés existants (y compris l'assistance à la Fabrication) et vous **étudierez de nouveaux procédés.**
Vos objectifs seront **la fiabilité, la rentabilité, la sécurité et le respect de l'environnement** de notre production.

Vous travaillerez en contact constant avec la Fabrication, le Contrôle, l'Ingénierie.

Vous animerez une équipe de techniciens et vous en développerez les compétences.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + C.V. détaillé et photo) à :
GUERBET - Etablissement d'AULNAY
BP. Nº 15 - 93601 AULNAY SOUS BOIS Cedex (sous réf. AU-MG1088).

KONE INSTRUMENTS

ANALYSEURS ET REACTIFS DE LABORATOIRE recherche son

RESPONSABLE SERVICES TECHNIQUES

Notre gamme d'analyseurs, largement diffusée dans les laboratoires hospitaliers et privés, bénéficie de la haute technologie (microrobotique) de notre recherche internationale. Soucieux de préserver la qualité de nos produits, nous assurons, auprès de notre clientèle, le suivi technique et le S.A.V.
Nous souhaitons confier la responsabilité de ces services à un homme d'expérience (30-35 ans) qui encadrera et animera une équipe de techniciens (15 personnes). Organisateur et Gestionnaire, ses connaissances en électronique, micromécanique, logique et connectique seront appréciées. Dans l'idéal, vous avez acquis une expérience similaire.
Pratique de la langue anglaise indispensable.
Le poste est basé en région Parisienne Sud.
Ecrire avec CV + prétentions + enveloppe à v/ adresse, ss réf. KE/IM1 à

michel jouhannaud conseils
182, rue de Vaugirard, 75015 PARIS
PARIS-LILLE



CISI INGENIERIE

Leader en Ingénierie du Logiciel scientifique et technique, nous recherchons pour participer à nos développements, plus particulièrement dans les domaines ARMEMENT, AERONAUTIQUE, ESPACE :

Ingénieur d'affaires

Région Parisienne

Mission :
- En collaboration étroite avec le Directeur de Division, vous coordonnerez et animerez l'équipe commerciale pour les actions de prospection et négociation.

Profil :
- Homme dynamique et de bon contact.
- Formation Grandes Ecoles : Polytechnique, Centrale, SUPELEC.
- Expérience souhaitable : 2 à 3 ans dans la vente de prestations intellectuelles de haut niveau.
- Bon généraliste de l'informatique technique.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. 1810 IAM à ANY BOULADE PARTNERS - 35-37, avenue Joffre - 94169 SAINT-MANDE.

ABP Any Boulade Partners

MOYENS

ACCES A UN ENVIRONNEMENT PERFORMANT

Qualité, formation, maîtrise technologique sont les trois axes qui font d'ARTHUR ANDERSEN INFORMATIQUE un projet d'entreprise passionnant.

Parce que nous nous engageons à faire évoluer les grands systèmes d'information, nous nous dotons des moyens qui nous permettent d'aller à l'objectif. Ils sont ceux du leader mondial du conseil ; les vôtres, demain quand vous nous rejoindrez. A preuve : 1500 stagiaires formés à CHICAGO sur le premier campus privé au monde, 500 chercheurs répartis entre plusieurs centres mondiaux d'expertise, des formations permanentes dans les domaines techniques et d'applications (technologies de pointe et méthodes)...

JEUNES INGENIEURS INFORMATICIENS
(Grandes Ecoles option informatique)

Intégrés à nos équipes, vous participerez à toutes les phases de nos projets (conception, réalisation) et interviendrez sur des grands systèmes d'information. La complémentarité des missions et la diversité des environnements techniques (IBM, BULL, DEC, HP...) favoriseront la progression de vos responsabilités.

Jeunes diplômés de formation ingénieur, avec ARTHUR ANDERSEN INFORMATIQUE, vous bénéficierez d'un environnement performant. A terme, vous évoluerez vers le conseil informatique, le management de projet ou l'expertise technique.

Si ces perspectives vous intéressent, merci d'adresser votre dossier de candidature à Monsieur Henri DAVIGNON - ARTHUR ANDERSEN INFORMATIQUE - Tour GAN - Cédex 13 92082 PARIS LA DEFENSE 2.

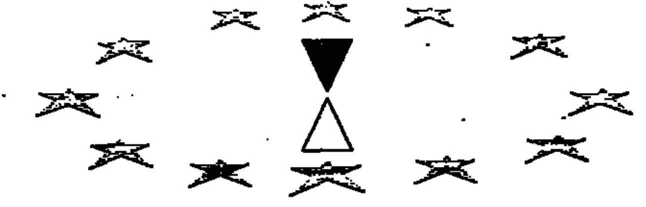
ARTHUR ANDERSEN INFORMATIQUE



HCAP

LA RADIOTELEPHONIE EN EUROPE

IL Y A DES PERSPECTIVES DANS LESQUELLES IL FAUT SAVOIR S'INSCRIRE



PERSPECTIVE EUROPE : Un dessein ambitieux pour des hommes passionnés engagés sur des marchés très concurrentiels et de haute technologie.

Aujourd'hui, ALCATEL RADIOTELEPHONE est leader en France pour la conception et l'installation de réseaux et systèmes de radiotéléphonie publics et privés.

Afin de mettre en oeuvre ce projet "PERSPECTIVE EUROPE", ALCATEL RADIOTELEPHONE cherche à intégrer des

INGENIEURS PROJETS AFFAIRES

Au sein de l'équipe responsable de l'ingénierie des réseaux de radiocommunication, vous agirez comme support technique auprès de la Direction Commerciale.

Vous serez, dans un premier temps, chargé de l'élaboration de projets techniques et de la rédaction de propositions.

Vous prendrez ensuite la responsabilité de la gestion, du suivi et de la réalisation d'affaires tant en France qu'à l'étranger..

Ces postes s'adressent à de jeunes ingénieurs débutants ou possédant une 1ère expérience, maîtrisant la langue anglaise et disponibles pour des déplacements de courte durée en France et dans le monde entier.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence LM.18 à : Agnès GRANDJEAN - ALCATEL RADIOTELEPHONE 56, av. Jean Jaurès - 92707 COLOMBES CEDEX.

ALCATEL
RADIOTELEPHONE.
L'EUROPE EN PERSPECTIVE

HCAP



Présents dans 75 pays, forts de l'expérience de 26000 collaborateurs, de la compétitivité internationale de nos produits, nous développons sur tous les marchés des solutions évolutives intégrant matériels, applications et services, pour donner à nos utilisateurs plus de liberté pour mieux entreprendre.

AVENTURIERS DU LOGICIEL SOYEZ DES NÔTRES SUR UN PROJET HORS DU COMMUN

Alors, dépêchez-vous, adressez votre dossier de candidature (lettre, CV et photo) sous la référence 1810 M, à Ivan Maltcheff - BULL Systèmes - 2, rue Ernest Lefèvre - 75990 PARIS Cedex 20 - ou encore téléphonez avant le 21 octobre au 43.56.41.10.

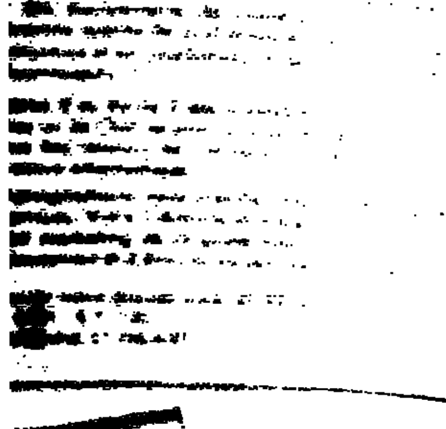
Jeunes ingénieurs, grandes écoles ou universitaires, de niveau bac + 4 minimum, vous souhaitez vivre aujourd'hui l'aventure d'un grand projet au sein de petites équipes dans un environnement très exigeant.

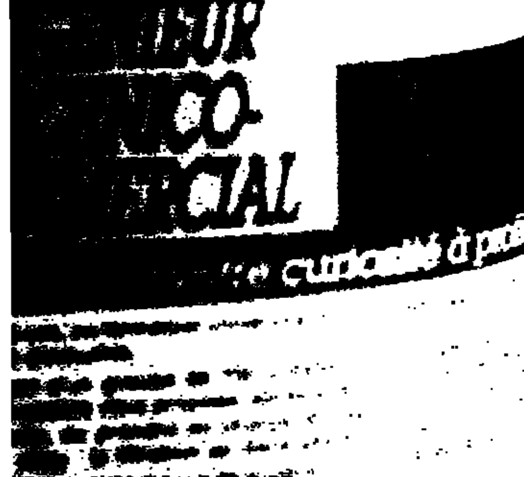
Vous êtes créatifs et la complexité ne vous fait pas peur, devenez Ingénieurs en architecture de logiciel, Ingénieurs en développement ou encore Ingénieurs Système chez Bull.
Nous vous proposons de rejoindre une des toutes premières équipes logiciel européennes qui travaille sur un des plus grands systèmes d'exploitation mondiaux : GCOS7.

Bull vous permet ainsi d'accéder à un haut niveau d'expertise en :
- Génie logiciel, langages de 4e génération,
- Base de données, Moniteurs interactifs et transactionnels,
- Réseaux et Télécoms,
- Superviseur, Unix...

Saisissez cette offre exceptionnelle, avec nous, vous accéderez à une variété de métiers hors du commun.











Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

L'univers des matériaux. L'avenir des biotechnologies...



Nous sommes l'un des leaders de l'industrie française (ciments, matériaux, biotechnologies) présent dans le monde entier. Notre principale filiale, **CIMENTS LAFARGE** (+ 6 Milliards de CA, un effectif de 4 500 personnes), propose à un

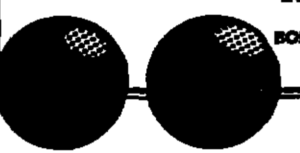
CHARGE D'ETUDES BUREAUTIQUES

l'opportunité de

CONCEVOIR ET METTRE EN PLACE NOTRE PLAN BUREAUTIQUE

- Sa mission intègre l'évaluation des investissements nécessaires, la définition et la mise en place d'un projet : optimiser l'existant (70 postes installés) avec des objectifs de **qualité** et **de service**.
- De formation Ecole Supérieure de Commerce (ou équivalent BAC + 5), vous avez acquis une expérience similaire de 2 à 3 ans dans une entreprise ou comme consultant bureautique dans une SSII.
- Vous trouverez chez nous des opportunités de carrière à votre mesure, grâce à la diversité de nos métiers, de nos implantations et à notre dimension internationale. Poste basé à Saint-Cloud (92).

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. AF/XB à notre Conseil : Anna STAROSWIECKI
INFORAMA Carrières - 7 rue Pasquier - 75008 PARIS



BORDEAUX - LILLE - MARSEILLE - PARIS - PAU - TOULOUSE

INFORAMA *carrières*
la technologie par les hommes



Ingénieur Mécanicien

Dans le cadre de nos projets, orientés vers l'amélioration de la productivité et la mise en place d'activités nouvelles dans nos usines vous étudierez et réaliserez des projets d'équipements automatisés de production comprenant :
L'élaboration du cahier des charges, les études techniques, l'évaluation des coûts, la gestion financière des projets, le suivi de *la réalisation et la mise en service*.
Nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé (AM, ENI, ICAM...), ayant si possible une première expérience d'ingénieur projet.
Ce poste basé à notre siège social de CERGY, nécessitent de fréquents contacts avec nos usines de Beauchamp (95) et nos fournisseurs. Bonne connaissance de l'anglais et véritable aptitude au travail en équipe.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions en mentionnant la référence 107/MMG/LM à Monique GERMAND, 3M FRANCE, Bld de l'Oise, 95006 Cergy Pontoise Cedex.

3M

l'enthousiasme

MEDIA-SYSTEM

Cedri

CA 87 : 235 MF

Notre spécialité... la télématique sectorisée ! Fort de cette compétence et du professionnalisme de nos hommes, notre Direction Recherche et Développement se renforce.

De formation Ingénieur, vous pouvez faire valoir une expérience de 5 à 10 ans acquise dans le domaine de l'électronique et de l'informatique.

Votre mission de RESPONSABLE PROSPECTIVE : à partir d'une idée ou d'un concept lancé par la Direction Générale, vous proposez et développez des solutions concrètes de mise en oeuvre.

RESPONSABLE PROSPECTIVE :

Vous effectuez des études de faisabilité et de rentabilité.

Vous intervenez dans des domaines aussi variés que la recherche des composants matériels ou logiciels, la consultation des fournisseurs ou partenaires éventuels en France et à l'étranger, ainsi que la préconisation de solutions.

Vous êtes bilingue anglais.
Vous effectuez de fréquents déplacements.

VALORISEZ NOS IDÉES !

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo à notre Conseil.



17, rue de la Baume 75008 Paris

SITA

Société Internationale de Télécommunications Aéronautiques présente dans 180 pays et territoires, exploitant le plus grand réseau mondial de télécommunications et de traitement de l'information au service de plus de 330 compagnies aériennes, recherche pour son

CENTRE INTERNATIONAL DE FORMATION A SOPHIA ANTIPOLIS (06)

ANIMATEURS DE FORMATION

réseaux SNA, X25.
(architecture, exploitation, équipements...)

INGENIEUR débutant ou ayant quelques années d'expérience acquises dans les domaines de la formation et des réseaux de Télécommunications, vous êtes motivé par l'animation de sessions de formations techniques s'adressant à nos Cadres et Techniciens au sein d'une structure internationale.

Vous possédez une parfaite maîtrise de l'anglais (les formations sont assurées en anglais) et êtes disponible pour des déplacements de courte durée dans nos autres centres (Afrique, Amériques, Asie, Europe).

De réelles perspectives de carrière dans notre société en constante expansion, seront proposées aux candidats en fonction de leurs motivations et de leurs résultats.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (avec photo) sous réf. OF, à SITA, Direction des Ressources Humaines, 112 avenue Charles de Gaulle, 92522 Neuilly-sur-Seine.

MEDIA-SYSTEM

JEUNES INGENIEURS
EXPRIMEZ VOTRE DIFFERENCE

SKF Distribution, qui assure la mission rechange du 1er producteur mondial de roulements SKF, connaît une forte croissance.
Ingénieurs INSA, ENI, ESTACA débutant ou avec une 1ère expérience dans l'industrie, vous êtes seul capable de commercialiser nos 25 000 produits de haute technologie.
Si vous avez le goût des contacts et le sens de l'animation, nous vous proposons d'intégrer une de nos 6 Directions régionales en tant qu'INGENIEUR DE VENTE.
Exprimez-nous votre différence, à savoir votre motivation pour la vente de produits techniques et de services, en adressant lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à Michel CHASSELOUP - Direction des Relations Humaines - SKF Distribution - 8, avenue Réaumur - 92142 CLAMART Cedex

SKF

SKF Distribution
L'expérience qui fait la différence

MEDIA M

Important Laboratoire Pharmaceutique Français avec des moyens de production particulièrement performants.
Nous recherchons pour notre unité située en Normandie un(e)

PHARMACIEN RESPONSABLE DE PRODUCTION

Directement rattaché au Directeur de Production, vous assurerez la responsabilité complète des lignes de produits (comprimés, gélules), de la matière aux produits finis.
Vous êtes pharmacien option industrie, une formation complémentaire galénique (DEA/DESS Pharmacie Industrielle) serait appréciée.
Une expérience industrielle de 3 - 4 ans est demandée.
Vous avez le goût de la production, un esprit pragmatique et du dynamisme.
Nous vous remercions d'adresser lettre de candidature et CV. sous réf. 119 à notre conseil

5, rue
des Terrasses
14000 CAEN



COMMUNICO



Vous êtes de formation type **ARTS ET METIERS, CENTRALE, MINES, PONTS, T.P. ...**

NOUS AVONS DES POSTES ADAPTES A VOTRE PROFIL

La Société des Tuyaux Bonna, c'est 2500 personnes qui participent à la réalisation de grands projets :
- conduits de refroidissement des centrales nucléaires,
- pose de conduites d'alimentation en eau de mer,
- réalisation de galeries étanches dans la gare souterraine de Paris-Nord,
- voûtes du métro de Lille,
- participation au projet européen Eurêka...

Choisissez votre spécialité :

bonna

- **LA FABRICATION** dans ses usines de la région parisienne, Lyon, Marseille.
- **LES CHANTIERS DE POSE** moitié Nord de la France.
- **LES ETUDES DE PROJETS** (FRANCE ET ETRANGER) à son siège social à Paris.
- **LA GESTION TECHNIQUE INFORMATISEE** *pour sa division régionale Banlieue Ouest* de Paris.

Des candidats performants peuvent envisager de plus larges responsabilités tant en France qu'à l'étranger.

Merci d'adresser c.v. et photo sous référence 8419 (en précisant le poste qui vous intéresse) à SOCIETE DES TUYAUX BONNA, Boîte Postale 359-08, 75365 Paris Cedex 08.

AXIAL

HIGH TECH, INFORMATIQUE, INDUSTRIE

CONSULTANT SENIOR
FUTUR PARTENAIRE

Nous sommes une équipe de 15 personnes, Conseil en Recherche de Cadres et Dirigeants. Une déontologie très précise à laquelle nous répondons depuis 10 ans nous fait adhérer à SYNTEC.

Une équipe soudée et efficace, des moyens modernes sont les clés de notre réussite. Preuves en sont nos nouveaux locaux près du parc Monceau dans le quartier le plus européen de Paris... particulièrement agréables pour nos clients, les candidats... et nos collaborateurs.

Nous attendons un professionnel du recrutement. A 35 environ vous êtes *rompu aux rencontres candidats-entreprises* et êtes motivé par un projet de partenariat. Votre dynamisme et la qualité de vos contacts commerciaux seront les garants de votre réussite.

Il faudra adhérer sans réserve à nos principes de qualité, garants de la fidélisation de notre clientèle.

Nicole ANCESSI traitera en toute confidentialité votre candidature. Adressez-la lui sous référence NAC

SODERHU
36 rue de Lisbonne
75008 PARIS.
42 89 20 50



DESSEIN

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Responsable recherche/développement

SAMIFI BABCOCK est la filiale froid industriel du groupe FIVES-LILLE. Elle réalise un chiffre d'affaires de près de 200 millions de francs (dont 40 à 50% à l'exportation) dans la conception, la fabrication et la mise en route de matériels et d'équipements frigorifiques ainsi que d'installations clefs en main de froid industriel. Ces matériels et ces équipements sont principalement destinés aux industries agro-alimentaires. Nous recherchons au sein de la direction technique le responsable recherche et développement. Assisté d'une petite équipe de techniciens, sa mission consistera, au départ, à développer le savoir-faire de l'entreprise sur toute la gamme des équipements de surgélation. Il assurera ce rôle en collaboration avec les équipes commerciales et avec les autres services. Ce poste évolutif, devant déboucher à terme sur des responsabilités plus importantes au sein de la direction technique, s'adresse à un ingénieur diplômé (en mécanique ou électromécanique avec dans l'idéal des connaissances de frigoriste) âgé d'au moins 32 ans, parlant anglais et ayant une expérience dans la conception, la recherche et le développement pour du matériel technologiquement similaire. La rémunération proposée sera fonction du niveau de compétences offert. Ecrire à G. MASSON en indiquant vos prétentions et la référence A/S8309M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Ingénieur d'études

Sécurité de systèmes

Paris - Cette importante société de services, filiale d'un grand groupe à vocation internationale, recherche, pour faire face au développement de sa nouvelle activité "Sécurité de Systèmes Militaires Spatiaux et Nucléaires", un jeune ingénieur d'études à fort potentiel. Au sein d'une équipe jeune et dynamique, il sera chargé de l'analyse technique de système et de l'évaluation de sa sûreté de fonctionnement, des analyses de risques et des évaluations probabilistes. En étroite relation avec le client, il formulera des propositions concernant la conception même du système, la spécification des essais et des procédures d'exploitation et de maintenance. Par ailleurs, il participera au développement commercial de l'activité et à la mise en œuvre de ses outils et de ses méthodes. Ce poste s'adresse à un jeune diplômé d'une grande école d'ingénieurs, électronicien ou électricien de préférence, ayant acquis si possible une première expérience réussie dans les domaines de la sécurité ou de la fiabilité de systèmes. Pour ce poste, les réponses seront transmises directement à notre client, prière d'indiquer le nom des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées. Ecrire en précisant la référence B/5954M. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

RANK XEROX

Ingénieurs débutants

Votre réussite en deux temps :

• aujourd'hui, les technologies informatiques,

• demain, la vente de systèmes.

Ingénieurs débutants (BAC + 5), Rank Xerox vous propose d'intégrer sa **Direction des Systèmes Informatiques** pour vous forger une compétence technique dans les domaines de l'informatique et de la bureautique.

Demain, fort de cette crédibilité technique indispensable auprès de votre clientèle, vous pourrez exprimer vos capacités de négociateur pour évoluer vers des fonctions commerciales ou technico-commerciales.

Vous avez de bonnes capacités relationnelles et une volonté de vous investir : vous pouvez prendre à terme des responsabilités d'expertise ou d'encadrement.

Merci d'adresser votre candidature avec C.V. sous réf. D.I.M. 194 à Laurent Amelineau, Rank Xerox, Direction des Ressources Humaines, 93607 Aulnay-sous-Bois cedex.

MEDIA-SYSTEM

150 MIPS à travers l'Europe

Paris - Grenoble - Genève



Prendre des responsabilités immédiates dans la conduite des projets, disposer des techniques les plus performantes sur des sites pilotes IBM, 6000 terminaux connectés, c'est l'environnement dans lequels vous allez évoluer.

Ingénieurs système confirmés

- *Système DB/DC (MVS - VM - DOS/VSE) Réf. 810604/M*
- *Système VM - HPO - DOS/VSE Réf. 810005/M*

Intégrés à une équipe performante, hautement qualifiée, vous participez au développement de nos centres serveurs.

De formation Ingénieur, ces postes nécessitent une excellente compétence en DB/DC sur CICS, IMS, DB2 ou ADABAS NATURAL pour le premier poste, en VM, HPO, DOS/VSE ou VM/XA pour le second poste.

Une expérience réussie de 4 à 5 ans dans une fonction d'Ingénieur Système a prouvé votre goût pour le travail en équipe et a développé votre sens de la communication.

Ecrivez sous référence choisie. Consultez aussi le MINITEL 3617 code KRIEF.

BERNARD KRIEF CONSULTANTS

115, rue du Bac - 75007 Paris

IFREMER

Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la Mer recrute pour la Sous-Direction Technique de son centre de BREST

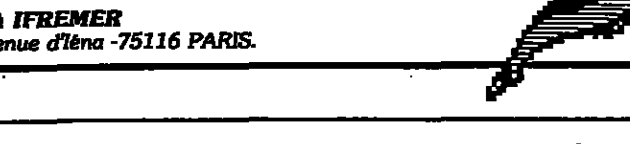
UN INGENIEUR GRANDE ECOLE OU 3° CYCLE

- *possédant de solides connaissances :*
- *électronique*
- *physique*
- *particulièrement attiré par les capteurs et la mesure physique*
- *2 à 3 ans d'expérience ou de spécialisation vivement souhaités.*
- *pratique courante de l'anglais parlé.*

OBJECTIFS :

- *développer les capteurs pour la mesure des paramètres physico-chimiques en océanographie et assurer leur expérimentation in-situ.*
- *initier et coordonner au niveau Européen des actions de recherche dans ce domaine.*
- *assurer l'application et le transfert industriel de ces travaux.*

*Adresser C.V. et prétentions à **IFREMER***
Service du Personnel - 66, avenue d'Iéna -75116 PARIS.



OIC - Pierre Lichau



Siège à Rouen
Implantation nationale :
1 700 personnes
360 bureaux
+ 2 milions de contrats gérés

La MATMUT, importante Mutuelle d'Assurance, dispose de moyens informatiques modernes en constante évolution et à la pointe de l'innovation :

- **environnement humain : 40 personnes études et exploitation.**
- **environnement technique : IBM 3081 : 330 terminaux au siège - 500 micro IBM connectés - Logiciels : MVS, IMS DB/DC/OPC**

La Direction Générale souhaite renforcer sa structure informatique et recherche :

INGENIEUR D'ETUDES

- Débutant, ou si possible une première expérience sur matériel IBM, connaissant le langage COBOL et les logiciels IMS/MVS.
- Vous assurerez des responsabilités pratiques sur les applications du système central.
- A moyen terme, vous pourrez évoluer vers des fonctions de Chef de projet. **Réf. 5178 M**

INGENIEUR SYSTEME

- Deux à trois ans d'expérience avec compétence IBM et connaissance indispensable des logiciels MVS, IMS.
- Dans un premier temps, vous aurez à proposer des améliorations pour optimiser les traitements de l'information.
- Dans un second temps, vous pourrez évoluer vers un poste de responsable au sein de l'équipe système. **Réf. 5179 M**

Vous êtes Ingénieurs diplômés d'une école à forte vocation informatique. Vous êtes intéressés par la technique informatique et ses développements. Vous bénéficierez, compte-tenu de l'environnement humain et technique de la direction informatique, de postes formateurs et évolutifs.

Si vous pensez avoir le profil de la personne recherchée, merci d'envoyer votre dossier en précisant la référence choisie à Roland Gardeux, Sérifo, 47 bis avenue Bosquet - 75007 PARIS.



Membre de Syntec



Filiale du Groupe TECHNOLOGIES
Notre vocation :
les systèmes d'informations du management dans les grandes organisations

project manager workbench

"Entrez de plain pied dans l'informatique nouvelle"

(Base de Données Relationnelles, Langages de 4ème Génération, Génie Logiciel...)

Ingénieurs Consultants

Débutants ou 1ère expérience

Diplômés Grandes Ecoles (Centrale, Enseith., IDN, Ensimag, HEC, ESSEC, Sup de Co...)

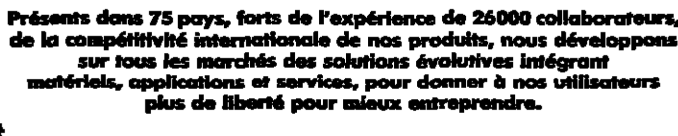
Vous serez, après une période d'intégration et de formation, responsables auprès de nos clients (Grands Groupes, Banques) de la mise en place d'applications informatiques décisionnelles **-Finance, Marketing, Production, Personnel-** ou de Missions de Conseil et d'Assistance à l'**Infocentre.**

Nous souhaitons rencontrer des candidats débutants ou ayant une première expérience de langages du type **FOCUS, NOMAD, RAMIS, SAS, ORACLE, INGRES,** capables de dialoguer avec l'utilisateur final autant que de maîtriser les outils techniques.

Vos qualités de **contact et d'autonomie** vous permettront d'acquérir rapidement une expérience concrète et diversifiée des applications de gestion à l'intérieur de l'entreprise, des techniques informatiques avancées ainsi que des relations commerciales.

Merci d'envoyer un dossier de candidature (CV, photo...) à Marie-Pierre BROULT - T.MIS Consultants, 76, rue Roque de Fillol 92800 PUTEAUX - Tél. 47.74.69.14

LEVI-TOURNAY/ASSCOM



Présents dans 75 pays, forts de l'expérience de 26000 collaborateurs, de la compétitivité internationale de nos produits, nous développons sur tous les marchés des solutions évolutives intégrant matériels, applications et services, pour donner à nos utilisateurs plus de liberté pour mieux entreprendre.



TRADUCTEURS TECHNIQUES BULL ENGAGE VOTRE FIABILITE !

Vous êtes français(e) de langue maternelle, diplômé(e) de l'enseignement supérieur (ISIT, ESIT,...), expérimenté(e) dans la traduction technique depuis au moins 5 ans dont 2 minimum en informatique.

Dans une unité de taille humaine, venez acquérir un niveau supérieur d'expertise technique (traduction de l'anglais vers le français de documents logiciels - matériel - applications, destinés à la clientèle):

Votre précision sera le garant pour nos clients de la qualité des documentations qui leurs sont destinées.

Ces postes sont basés à Paris 20°.

Adressez votre dossier de candidature (lettre , CV, photo et prétentions) sous référence M 1810 à ANNIE RIFFAUD - BULL - Système - 2, rue Ernest Lefèvre - 75990 Paris Cedex 20.







Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

A fin d'assurer notre important développement dans le domaine du conseil auprès des GRANDES ENTREPRISES INDUSTRIELLES, nous souhaitons recruter plusieurs :



Ingénieurs - 2 à 5 ans d'expérience

(X - ECP - ENSTA - SUP'AERO - MINES - PONTS - ENST - ESE)

Secteurs Aéronautique - Défense

Vous désirez valoriser votre expérience de 2 à 5 ans, acquise au sein d'entreprises industrielles des secteurs aéronautique et défense, en tant qu'ingénieurs (B.E., méthodes, fabrication, achats).

Nous vous offrons l'opportunité :
- en intervenant comme Consultant, d'élargir vos compétences à l'ensemble des fonctions de l'entreprise, par la diversité des missions auxquelles vous participerez, et par une formation intensive et continue, en France et aux Etats-Unis,
- de maîtriser les techniques modernes de gestion des entreprises industrielles,
- de bénéficier d'opportunités d'évolution de carrières motivantes : les candidats performants auront comme perspective d'accéder à des postes d'Ingénieurs en Chef, puis d'Associés du Cabinet.

Merci d'adresser votre dossier de candidature,
en précisant la référence GUC/AER à :
Paule BOURY - ARTHUR ANDERSEN & CIE
Tour GAN - Cédex 13 - 92082 PARIS LA DEFENSE 2



ARTHUR ANDERSEN & CIE
conseils en management



La branche instrumentation de MAGNETI MARELLI (CA 5 Milliards de Francs), premier fabricant européen d'équipements de bord électroniques et électromécaniques pour l'automobile, recherche pour JAEGER sa principale filiale française (H/F).

INGENIEURS ELECTRONICIENS

De formation supérieure, ils sont débutants ou ont quelques années d'expérience. Au sein de la Direction Recherche et Développement située au siège de Levallois-Perret, ils sont intégrés dans des équipes dynamiques dans un environnement motivant et avec des moyens importants. Ils participent à la conception de produits nouveaux (ordinateurs d'habitacle, nouveaux dispositifs d'élaboration de données et d'affichage d'informations, systèmes de multiplexage, etc...). Ils font appel à l'électronique analogique, aux microprocesseurs, au traitement du signal, au développement de logiciels. REF. 900M

INGENIEUR QUALITE

Ingénieur mécanicien, il a choisi une option qualité dans sa formation et il a une première expérience industrielle dans ce domaine.
Intégré dans notre usine d'Amiens (1 500 personnes), il anime, organise, gère l'Assurance Qualité des produits d'étanchéité de pompes à eau que nous fabriquons. Rattaché au Responsable de la Qualité usine, il coordonne les différentes actions nécessaires pour obtenir l'amélioration de la Qualité par l'intégration des contrôles en fabrication et l'utilisation généralisée de la méthodologie du SPC. REF. 901 M

Ces postes sont à pourvoir au sein d'un Groupe International pratiquant une gestion avancée des carrières, garante d'une évolution rapide pour des candidats de valeur.

**Adresser CV, photo, prétentions sous référence choisie à Pierre STOFATI
Gestion des Cadres JAEGER - 2 rue Baudin - 92303 LEVALLOIS-PERRET**



PERFORMANCE ANNONCES

S'unir, c'est gagner



AU CŒUR D'UN TECHNOPOLE A LA POINTE DE L'EUROPE

Vous recherchez une entreprise moderne, innovatrice, performante, à la pointe de la technique. Vous souhaitez un emploi formateur qui développera vos aptitudes, vos compétences et vous ouvrira de larges perspectives de carrière (responsabilité de projets, d'encadrement...). Vous êtes débutant ou avez quelques années d'expérience.
Au sein de la BRANCHE EQUIPEMENTS AERONAUTIQUES de THOMSON-CSF, notre division **RADARS, CONTRE-MESURES, ELECTRONIQUE DE MISSILES** vous offre de réelles opportunités à BREST.

INGENIEURS ELECTRONICIENS

Participez à la conduite d'études dans l'un des domaines suivants :
- Traitements Numériques et Logiciels
- Circuits Electroniques Analogiques
- Electronique de Puissance.

INGENIEUR INFORMATICIEN

Assurez la responsabilité de projets en informatique de gestion de production.

Pour chacun de ces domaines, la pratique de l'Anglais est vivement souhaitée.

Votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) en précisant le domaine d'études choisi est à adresser à
Bernard LETOURNEUX - **THOMSON-CSF**
Route du Conquet - 29283 BREST CEDEX

THOMSON

HCA

Ingénieurs assistance clientèle

CEBAL, département emballage du Groupe Péchiney, avec 3,5 MF de CA et plus de 6 000 collaborateurs, poursuit son développement sur un plan national et international.

**Diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieurs (ENSAM, ENSM,...), parfaitement bilingue anglais, vous avez acquis une première expérience industrielle, si possible en conserverie, que vous souhaitez élargir par des contacts plus directs avec la clientèle.
A la tête d'une équipe de techniciens, vous prendrez en charge l'avant et l'après-vente de boîtage alimentaire, en relation étroite avec notre site industriel, situé à proximité du MANS.**

**Nous vous proposons de prendre la responsabilité de l'une de ces deux zones :
SUD : France Sud + Bassin méditerranéen.
NORD : France Nord + Europe du Nord.
Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prét.), sous la réf. CB/19 à notre Service Recrutement PECHINEY - 23, rue Balzac - 75008 PARIS.**



UNE SOCIÉTÉ DU GROUPE PECHINEY

MEDIA PA

JEUNES INGENIEURS DIPLOMES POUR POSTES D'ADJOINT DE FABRICATION

INDUSTRIE EXTRACTIVE

Notre Société, en pleine expansion, est spécialisée dans *l'élaboration de* matières minérales destinées à l'agriculture et à l'industrie. Nous recherchons, pour plusieurs sites de production très décentralisés, des Ingénieurs *diplômés* AM/INSA/MINES *ou* équivalent, pour postes d'Adjoint au Chef de Fabrication.

Débutant, ou après une toute première expérience dans un centre de production (cimenterie, *plâtres, extraction de minéraux, ...*), vous serez, après formation, près de votre Chef de production, responsable de la fabrication, des expéditions et de la carrière.

Rigoureux, direct, *disponible* et mobile, ouvert aux innovations techniques , vous êtes une force de proposition.

Merci d'adresser *lettre manuscrite* et CV détaillé avec photo et salaire actuel sous réf. 1825/0MM à notre Conseil :
17, rue Courmeaux - 51100 REIMS
34, rue du Colisée - 75008 PARIS

MORENO CONSULTANTS
REIMS - PARIS - LYON

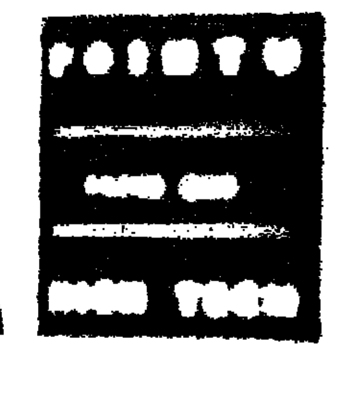
INGENIEUR D'APPLICATION ANALYSES D'IMAGES

NACHET VISION, filiale de MICRO-CONTROLE a pour vocation la microscopie et la vision assistée par ordinateur. De taille humaine, 60 personnes, 2 établissements, 20 MF de C.A. en 87 *elle connaît une forte progression de son activité.*

Ingénieur électronique (ISEP, ENSERG, SUPELEC) vous aurez à expertiser les demandes de nos *clients (secteur d'activité diversifié* industrie, bio médical et centres de recherche, rédiger le cahier des charges et réaliser les logiciels d'application. Votre parfaite maîtrise de l'informatique, vos qualités de rigueur et d'autonomie ainsi que votre sens du délai sont indispensables à votre réussite dans ce poste.

Merci d'adresser votre CV, lettre manuscrite, photo et prétentions sous réf. IAAI - P.A. de St-Guenault B.P. 189 - 91005 EVRY CEDEX.





ROURE

Ingénieur chimiste

Responsable de production

Société leader sur le marché des matières premières pour parfumerie, cosmétique, savons et détergents recherche pour son Département NATURELS, situé à GRASSE, un ingénieur chimiste responsable de la production.

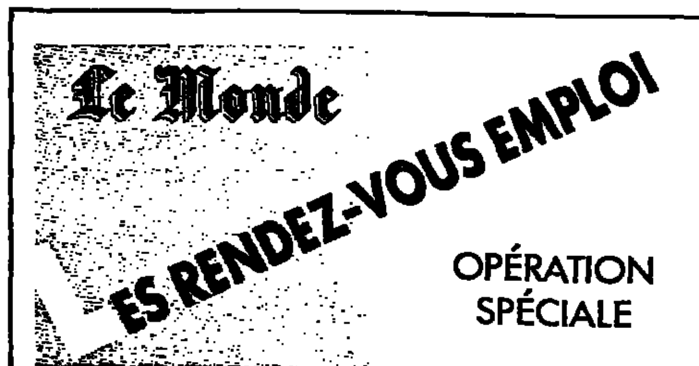
Après une première expérience de l'extraction de produits naturels, acquise au sein d'une société comparable dans une fonction de développement ou de fabrication, vous désirez assumer la responsabilité complète de gestion et d'animation des ateliers et équipes de production (fabrication et mélanges).

Les candidats doivent faire preuve d'un tempérament actif et d'aptitudes à convaincre et motiver une cinquantaine de collaborateurs.

Vous avez 28 ans minimum et pratiquez l'anglais.

Adresser lettre, CV, photo à la Direction du Personnel, 55 Voie des Bans, 95102 Argenteuil Cedex.

MEDIA-SYSTEM



OPÉRATION SPÉCIALE

LES MÉTIERS DE LA SANTÉ

mardi 25 daté 26 octobre 88

LE MONDE, POINT DE RENCONTRE DES GRANDES AMBITIONS

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

ENERDIS

Groupe DARDEL - Technologies

Pour continuer l'expansion de la marque ENERTEC, nous avons repris cette année les activités des Appareils de Mesure et de Contrôle du Groupe Electricité de Schlumberger Industries.

Nous occupons sur le marché une position forte et reconnue.

Pour notre Direction Industrielle à Paris, nous recherchons :

INGÉNIEUR D'ÉTUDES H/F

Directement attaché au Département Recherches et Développement, vous aurez à concevoir une gamme de produits nouveaux à technologie numérique tels que Multimètres portables, contrôleurs de puissance...

Vous êtes récemment diplômé d'une Ecole d'Ingénieur ESME, SUPELEC, ENSI, INSEA...

Vous êtes âgé de 23 à 26 ans, vous désirez vous intégrer dans une équipe dynamique et motivée.

INGÉNIEURS SOFTWARE TEST H/F

Directement rattaché à notre Département Industrialisation, vous aurez en charge le développement et la maintenance de systèmes de mesures électriques assistés par ordinateurs (banc d'étalonnage et de tests intégrés en fabrication).

Vous êtes récemment diplômé d'une école d'Ingénieur ENSI, ESME, ENSAM...

Vos connaissances en instrumentation analogique et en programmation structurée (Turbo Pascal, Basic...), vous assureront une parfaite intégration dans une équipe de professionnels confirmés.

Votre sens des responsabilités, votre autonomie et votre dynamisme vous permettront d'évoluer rapidement au sein de notre Groupe.

Adresser CV + photo + lettre manuscrite à :
ENERDIS - Direction du Personnel - Offre N° 26
B.P. 675 - 92512 MONTROUGE CEDEX

PLURIAL

Alcatel Answare
regardez votre avenir sous un autre angle

Spécialistes en informatique aujourd'hui, vous voyez votre avenir sous l'angle de la polyvalence et de l'évolution. En répondant à vos attentes, ALCATEL-ANSWARE satisfait en même temps l'exigence de ses clients (entreprises des secteurs public et privé de toutes tailles) en leur proposant des systèmes d'information dont la complexité va sans cesse croissant. Nos moyens aujourd'hui (les vôtres demain) : ceux d'ALCATEL dont nous sommes filiale, 800 collaborateurs de haut niveau, une implantation nationale et régionale, un large éventail de prestations, axé sur l'informatique technique et industrielle.

PARIS - ORLEANS - METZ - LYON

INFORMATIQUE TECHNIQUE ET INDUSTRIELLE

INGENIEURS LOGICIELS TEMPS REEL

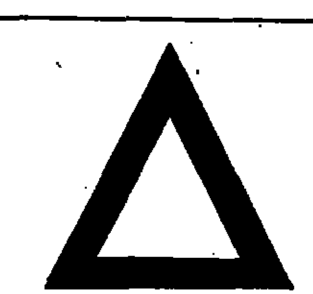
- Nous vous donnons accès à tous les grands projets des années à venir : Airbus, Ariane, Nucléaire, Ingénierie, Systèmes Embarqués...
INFORMATIQUE TECHNIQUE : télécommunication, traitement du signal et d'images, génie logiciel, scientifique...
INFORMATIQUE INDUSTRIELLE : productique (automatismes, GPAO, robotique, contrôle de process), mesure, instrumentation...
- Vous êtes de formation Grande Ecole ou Université, débutant ou expérimenté.
- Vous avez de réelles capacités d'adaptation, d'autonomie et de communication, de bonnes compétences techniques dans les environnements suivants : PDP/RSX, VAX/VMS, 68000/UNIX, 8086/IRMX.
Langages : ASSEMBLEUR, FORTRAN, PASCAL, C, ADA.

Merci d'adresser votre dossier avec CV et photo à Marie-Hélène DOUVIER, Responsable des Ressources Humaines, sous référence ITI/M/10/88, ALCATEL ANSWARE ITI - Tour Franklin - Cedex 11 - 92081 Paris-La Défense.



CGE

MEDIA-SYSTEM



POINTU
PARCE QUE
HIGH TECH

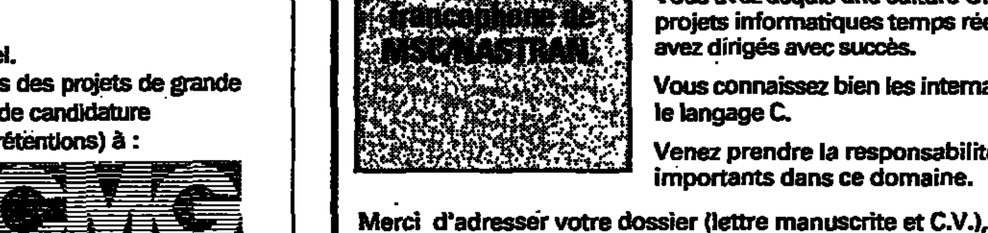
CHEFS DE PROJETS DEVELOPPEURS

Société d'ingénierie en informatique (400 personnes), CMG est une entreprise de 3e type qui est amenée à renforcer ses équipes pour faire face à sa forte croissance (40% l'an).

L'agence de Lille, c'est une équipe jeune, dynamique, de haut niveau qui recherche en permanence des talents jeunes et confirmés.

Diplômés d'école d'ingénieurs, DESS, MIAGE, ..., vous avez acquis une expérience dans les environnements DEC, HP, IBM et vous maîtrisez l'un des domaines suivants :
- Langage C,
- UNIX, OS2, GEM, WINDOWS,
- Réseaux locaux, SGBD relationnel.

Si vous désirez vous impliquer dans des projets de grande envergure, adressez votre dossier de candidature sous réf. 21 (lettre, CV, photo et prétentions) à :
CMG Nord-Picardie,
parc club des prés,
31 rue Denis Papin,
59650 Villeneuve d'Ascq.



Darjeeling



INFORMATIQUE SCIENTIFIQUE ET INDUSTRIELLE

INGENIEURS D'ETUDES STRUCTURES réf.IES

Vous avez une formation mécanique et analyse numérique. Vous avez une première expérience de la modélisation et de la pratique des calculs par éléments finis concernant les analyses statiques, dynamiques ou sismiques des structures ou des tuyauteries.

Au sein de nos équipes, vous réaliserez des études de comportement de structures complexes.

CHEFS DE PROJETS UNIX

réf. CPX

Vous avez acquis une culture UNIX lors de projets informatiques temps réel que vous avez dirigés avec succès.

Vous connaissez bien les internals d'UNIX et le langage C.

Venez prendre la responsabilité de projets importants dans ce domaine.

INGENIEURS DE DEVELOPPEMENT INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

réf.IDI

Les Systèmes Temps Réels ne vous effraient pas, bien au contraire. Vous avez un penchant pour la programmation structurée, en environnement d'atelier de Génie Logiciel. Votre "esprit service" vous permettra de prendre en charge des projets informatiques dans des secteurs de pointe : Systèmes Embarqués, Contrôle de Processus, Automatismes, Télécommunications.

INGENIEURS - ELECTRONICIENS réf.IEL

Ingénieurs SUPELEC, ENSIMAG, ENSERG, ENSEEIHT, ... ayant 1 à 5 ans d'expérience en conception de cartes, systèmes électroniques et ASIC.

Des compétences en fiabilité, ainsi qu'une bonne pratique de l'anglais seraient un plus.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite et C.V.), en indiquant la référence du poste souhaité à
GECI - Tour Winterthur Cedex 18 - 92085 PARIS LA DEFENSE.

UNE EQUIPE DE PROFESSIONNELS

Pierre Lichau

hutchinson

Nous sommes un GRAND GROUPE d'envergure internationale en plein développement. (AIGLE, PAULSTRA, MAPA...)

Vous êtes

INGENIEUR ELECTRONICIEN DEBUTANT

LE SUD DE LA TOURAINE SERA LE TREMPLIN DE VOTRE AVENIR !

Votre formation du type ESE, ISEN, ISEP, ENSEEIHT...vous prépare à :
- Participer à la mise en place d'un réseau X25 privé multi site IBM.
- Assurer la gestion du parc MICRO IBM sur le plan Hardware.
- Participer à la réalisation d'interfaces MICRO/Milieu Industriel.

La politique interne de formation vous permettra de vous intégrer rapidement à une équipe de haut niveau.

Vous atteindrez une expertise vous ouvrant des opportunités d'évolution au sein de notre Groupe.

Merci d'adresser CV, photo, prétentions sous réf. LM/FT à notre Conseil Anna STAROSWIECKI - INFORAMA carrières 7 rue Pasquier 75008 PARIS.

Directeur de projets
Ingénieur ou universitaire

Société de Service et d'Ingénierie Informatique, nous sommes filiale d'un Cabinet de Conseil spécialisé en organisation et en monétique.
Nous développons pour de grandes banques françaises ou internationales des applications touchant tous leurs domaines d'activité.
Notre forte expansion nous pousse à intégrer aujourd'hui un informaticien expérimenté capable de prendre en charge à terme des projets novateurs.
De formation supérieure (Ecole d'ingénieurs, Université), vous avez une expérience de la conduite de projets de 5 ans environ acquise au sein d'un établissement financier ou d'une SSII.
Un fort talent de manager, le sens des contacts, de la créativité sont nécessaires pour réussir dans cette fonction.
La maîtrise de l'environnement IBM grands systèmes sera un atout apprécié. Réf. D.P.

Chef de projets activités nouvelles
Ingénieur Grande Ecole

Etablissement bancaire, filiale d'un groupe financier international (Paris 8e) équipé de matériel IBM haut de gamme (3090/MVS-XA, Télématique, réseaux, L4G), nous développons de nouvelles activités spécialisées.

Votre expérience de 5-8 ans acquise au sein d'un service informatique équipé de gros systèmes, votre maîtrise de la conduite de projets significatifs et votre connaissance des domaines d'applications de la banque font de vous le candidat que nous souhaitons.

Créatif, dynamique et autonome, vous aurez la responsabilité de l'informatisation de nouveaux secteurs spécialisés et encadrerez les équipes de réalisations.

Votre salaire, votre évolution seront fonction de votre compétence et de vos ambitions. Réf. C.P.A.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en précisant la référence du poste à BBC - 129, rue de Turenne 75003 Paris, qui transmettra votre candidature en toute confidentialité.



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

CORNING FRANCE

Ingénieur Production

Wafer-Fab

Fibres optiques et composants

CORNING GLASS WORKS est le premier fabricant mondial de verres spéciaux et de fibres optiques. Ce leadership résulte de notre esprit d'innovation et de l'importance que nous attachons à la Recherche et au Développement.
La production-pilote de l'une de nos nouvelles lignes de produits : composants en optique intégrée pour les réseaux de télécommunications, connaît un succès croissant.
Nous vous proposons de rejoindre une équipe jeune et motivée par son challenge.
Responsable pour la partie Wafer-Fab de notre ligne-pilote, vous assurerez la production et le développement des procédés dans un environnement international et de haut niveau technologique.
Diplômé d'une G.E. d'Ingénieur et si possible d'un doctorat (micro-électronique, physique des matériaux...), vous avez acquis une première expérience de production ou de développement industriel : salle blanche, dépôt de couches minces, diffusion...
Ce poste exige de réelles qualités d'innovation et de réalisation.
Anglais indispensable. Localisation Fontainebleau.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. IPWF/M, à CORNING FRANCE, *Direction du Développement du Personnel, 44 av. de Valvins*, 77211 AVON Cedex.

MEDIA-SYSTEM

Les câbles, c'est aussi de la haute technologie...

SILEC

Au sein de l'ensemble industriel SAGEM-SAT-SILEC (17 750 personnes dont 6600 cadres et techniciens. 9 milliards de francs de CA), nos activités sont centrées sur les câbles électriques isolés pour le transport d'énergie et les télécommunications ainsi que sur les matériels de signalisation. Dans notre principal établissement situé à Montereau (près de Fontainebleau), nous travaillons dans le domaine des câbles d'énergie (où nous sommes le leader mondial en THT jusqu'à 500 KV) et dans celui des câbles à fibres optiques pour les télécommunications. Nous souhaitons renforcer nos structures et recherchons notre

Responsable méthodes et moyens de fabrication "câbles"

Ce collaborateur, rattaché à la direction des fabrications, prendra en charge la création et le fonctionnement d'un service méthodes et industrialisation de la fabrication des câbles isolés (énergie, téléphone, fibres optiques) conception des moyens de fabrication, conduite d'études d'organisation et d'implantation de postes, animation d'un groupe de réflexion sur l'amélioration de la productivité. Il disposera d'une équipe de collaborateurs et travaillera en étroite relation avec les responsables des différents ateliers. Ingénieur mécanicien ou électromécanicien de formation supérieure (Arts et Métiers, ENI ou équivalent), il a une expérience industrielle de quelques années dans la fonction méthodes, acquise de préférence dans les câbles. Pour ce poste basé à Montereau, la pratique de l'anglais est nécessaire.
Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous la référence 877.88 M à notre conseil, 61 boulevard Haussmann - 75008 Paris



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

BLAUPUNKT La différence est à ce point.

Groupe BOSCH

Notre leadership en France et en Europe sur le marché concurrentiel de l'Autoradio lecteur de C.D. et du son automobile en général doit autant à nos bureaux d'études qu'à notre dynamisme commercial.
Le développement rapide de notre service première monte constructeurs l'illustre parfaitement.
Pour intensifier cette collaboration avec l'industrie automobile française et les principaux importateurs de marques étrangères nous recrutons aujourd'hui un

INGENIEUR

Chargé du Développement Commercial — 200KF +

A ce poste, vous assurez une interface active entre nos services Etudes et Qualité et les départements Achats, Etudes et usine des constructeurs.

Vous favorisez le recours aux solutions BLAUPUNKT et préparez la venue de nos futurs systèmes intégrés de navigation, communication et bureautique automobile.

En acquérant la maîtrise progressive des dossiers, depuis le cahier des charges constructeurs jusqu'à la production dans nos usines, vous assumez le rôle d'**Ingénieur d'Affaires**, ce qui constitue une belle ouverture pour votre carrière au sein du groupe.

Récemment diplômé d'une Ecole d'Ingénieurs, ouvert sur l'électronique et la mécanique, capable d'aborder les problèmes de production et de fabrication, vous justifiez d'une première expérience de 2 à 3 ans chez un équipementier.

Merci d'adresser votre dossier, CV, lettre manuscrite sous la référence M/5177/C (portée sur la lettre et sur l'enveloppe) à notre Conseil qui vous enverra plus d'informations sur le poste avant de vous recevoir.

chp CABINET Henri PHILIPPE

PARFRANCE ANNONCES

CAEN NORMANDIE



JMLP

Notre entreprise de 140 personnes est spécialisée dans l'étude et la mise au point de systèmes de télécommunication sophistiqués. Nous faisons appel aux techniques hyperfréquences, analogiques, numériques, informatiques. Notre qualification : RAQ 2 - Notre force : l'exportation. Nous recherchons pour notre

Laboratoire un **Ingénieur spécialiste antenne**

Il aura une double mission : Avec son équipe de techniciens supérieurs, il concevra et *développera de nouveaux produits. En relation permanente avec notre BE et notre service* industriel, il répondra aux besoins de nos clients.
Vous êtes diplômé Sup-Télécom, Sup-Aéro, ENSET, ENSERG, DEA "Antennes"... et vous connaissez notre spécialité. Réf. 1090.01

Bureau d'Etudes un : **Ingénieur BE**

Pour la conception et la direction d'importants projets. De formation INSA, AM... vous serez l'homme de la synthèse entre électronique et mécanique entre conception et application industrielle. *Réf. 1100.01*

Nous vous proposons un cadre de travail privilégié et une structure qui favorise la responsabilité des hommes.

Merci de bien vouloir adresser votre dossier à nos conseils, en mentionnant la référence du poste.

JMLP Consultants
Péricentre IV
Av. de la Côte de Nacre
14000 CAEN

TOUTES VOS RESSOURCES POUR ATTIRER ET GERER LES NOTRES.

Leader dans le domaine de l'ingénierie informatique notre société de service (l'un des plus grands groupes français) fonde son avance et sa croissance sur la qualité, le savoir-faire et l'engagement de ses ressources humaines. C'est la raison pour laquelle nous avons créé un centre de compétences constitué de consultants en recrutement de haut niveau. Ils sont chargés d'apporter toutes les solutions qualitatives en réponse aux attentes de leurs clients internes.

Pour animer et diriger cette équipe, nous recherchons le

RESPONSABLE DU RECRUTEMENT

qui saura définir, concevoir et mettre en place la politique de recrutement à court, moyen et long terme.
Coordonner, animer, motiver, gérer la mobilité et les carrières : une mission passionnante pour un professionnel du recrutement d'informaticiens.
A 30-35 ans, après une formation supérieure, 5 ans d'expérience sur le marché de l'informatique vous ont donné l'autorité de compétence nécessaire *pour atteindre vos objectifs.*
Merci d'adresser votre dossier de candidature complet sous réf. 2760/M à : HCA - 1 place du Palais Royal - 75001 Paris, qui transmettra.

STEP

SYSTÈMES ET TECHNIQUES DE POINTE

Venez participer à notre essor

Notre métier : le conseil et la réalisation d'applications intégrant les technologies de pointe. STEP, société de conseil en plein essor, recherche, pour renforcer son équipe de consultants :

CONSULTANTS (H.F.) DE HAUT NIVEAU INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Dynamiques, autonomes et créatifs, vous cherchez la structure où vous pourrez mettre en valeur votre expérience.

De formation grande école ou université (3e cycle), votre maîtrise des environnements (KC, KEE, ART...) et des langages de l'I.A., acquise au cours de ces quatre dernières années, vous permet de prendre en charge des missions de conseil de haut niveau pour l'intégration des techniques issues des systèmes à base de connaissances dans l'informatique de l'entreprise.

Votre expérience de la conduite de projet vous *permet d'analyser et de mettre en place* les *justes* moyens pour mener à bien les applications qui nous sont confiées.

Votre sens des contacts, votre compétence, et votre capacité d'analyse feront de vous l'interlocuteur *privilégié de nos partenaires.*

La pratique de l'anglais est nécessaire pour ces postes basés à Paris.

Merci d'adresser votre candidature, lettre manuscrite, CV, photo, *prétentions* à *R. BRUNEAU*, STEP-Informatique, 19, rue Martel, 75010 Paris.

PARIS - Nous sommes la filiale d'un important groupe industriel de réputation internationale, *spécialisée* dans l'étude et la réalisation de systèmes avancés en supervision et contrôle de procédés industriels.
Pour coordonner et prévoir l'évolution des différents systèmes d'informations industriels des unités de production du groupe, nous créons le poste de

■ Chef de projet informatique industrielle

Intervenant comme conseiller dans l'organisation des différentes unités de production, vous serez à ce titre garant de la cohérence des systèmes d'information industriels (niveaux 1 à 3 du CIM).
Vous serez chargé de définir et de mettre en place notre plan directeur en menant toutes les études *nécessaires* (veille technologique, architecture des systèmes, normalisation, méthode).
Ingénieur diplômé grandes écoles, vous justifiez d'une expérience approfondie dans la conduite de projets d'automatismes et d'informatique industrielle.
Vous trouverez, dans ce poste évolutif, la possibilité de faire la synthèse de compétences techniques de haut niveau ainsi que l'opportunité de mettre en valeur vos qualités personnelles.

Bernard RIQUIER vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous la référence MBR/OR/DI à

ORDIS

ORDIS ... RECRUTEMENT ... 75008 PARIS

MEDIA PA

TOULOUSE

aerospatiale

La division avion, recherche

INGENIEURS D'AFFAIRES ACHATS EQUIPEMENTS/SYSTEMES

Votre mission : Après définition des spécifications proposées par le Bureau d'Etudes et compte tenu des objectifs financiers, vous optimisez la définition du produit, contribuez à la diminution des coûts, négociez avec les fournisseurs les conditions générales contractuelles, les conditions financières et les plans de production.
Vous assurez la gestion des commandes et des approvisionnements afin d'optimiser l'acheminement des équipements, et de diminuer les en-cours.
Vous animez et motivez une équipe de 5 acheteurs, chargés de la gestion des achats.
Vous vous déplacez en France et à l'étranger.
1/3 des négociations s'effectue en anglais, d'où la nécessité de maîtriser l'usage de cette langue.

Votre profil : Vous êtes ingénieur diplômé, si possible en Electronique, et vous vous valorisez d'une première expérience enrichissante, au cours de laquelle vous avez exprimé votre détermination, vos qualités d'homme actif et rigoureux, alliant avec *harmonie* pugnacité et diplomatie. De plus, vous aimez les contacts humains.

Si cette mission vous passionne, et si vous vous reconnaissez dans ce profil, écrivez à notre conseil **QUID COMMUNICATION, 60, Allées Jean-Jaurès, 31000 TOULOUSE** sous référence AE 2/3, en envoyant lettre de motivation + C.V. + photo + prétentions.

Confidentialité et réponse sont assurées.

Quid Communication



***Le Monde*, point de rencontre des grandes ambitions.**

INGENIEURS ASSISTANCE CLIENT

SEW USOCOME Leader mondial sur son marché, fait partie d'un groupe international qui réalise un chiffre d'affaires de près de 2 milliards de francs dans le domaine de l'électromécanique. Elle désire intégrer **plusieurs Ingénieurs Assistance Client** pour renforcer ses structures.

Rattachés aux chefs de groupes, ils auront la responsabilité de la détermination technique du matériel proposé au client.

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste de **jeunes ingénieurs de formation mécanique débutants** ou **DUT mécanique confirmés.** La pratique de la langue allemande sera un atout supplémentaire.

Le poste est basé à Haguenau situé à 20 minutes au **Nord de Strasbourg** dans un cadre de travail agréable, au sein d'une équipe performante et offre des perspectives d'évolution intéressantes.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 52/2418 F à :

EGOR TECHNOLOGIES
125, Av des Champs Elysées - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA PORTUGAL UNITED KINGDOM BRASIL

Télécommunications

MARKETING PRODUITS INTERNATIONAL

Cette entreprise intégrée dans un des premiers groupes français est leader mondial dans le domaine des produits et systèmes complexes des télécommunications. Elle réalise plus d'un milliard de Francs de chiffre d'affaires à l'export dont une part importante vers les U.S.

Au sein d'une petite équipe autonome et pluridisciplinaire, affectée à un domaine d'application particulier, vous prendrez en charge de manière complète le marketing d'une ligne de produits au plan international (analyse de la concurrence, définition des stratégies commerciales, appui à la force de vente, formation, etc...).

Ce poste est basé à Paris. Il s'adresse à des diplômés d'écoles d'ingénieurs ou de commerce souhaitant, après une première expérience dans un domaine technique, aborder ou approfondir une responsabilité marketing au plan international et dans des produits très sophistiqués.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 32/1386 BP à :

EGOR TECHNOLOGIES
125, Avenue des Champs-Elysées - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA PORTUGAL UNITED KINGDOM BRASIL CANADA

NOTRE AVANCE SUR LES TECHNIQUES : UNE AVANCE SUR VOTRE CARRIERE

MBK YAMAHA
SAINT-QUENTIN (02) AISNE

Parmi les leaders sur le marché des véhicules de loisirs (bicyclettes, cyclomoteurs, ...) notre société (1450 personnes) réalise un CA de 850 MF. Bénéficiant de la puissance du groupe YAMAHA, nous fondons notre réussite sur notre capacité à anticiper l'évolution des techniques tant au niveau des produits que de l'outil industriel. Dans ce contexte, nous vous proposons de jouer un rôle clé dans l'optimisation de notre système d'information et de gestion par la mise en place des techniques les plus avancées en matière de GPAO.

JEUNE CHEF DE PROJET GPAO

De formation supérieure, de préférence en informatique (ingénieur grande école, MIAGE...), vous possédez une première expérience de la conduite de projet informatique de gestion en milieu industriel.

Nous vous offrons les moyens et la formation complémentaire vous permettant de prendre en charge l'aspect technique de ce projet dans un environnement d'avant-garde, aussi bien du point de vue informatique : **matériel AS400, langage infocentre, systèmes experts**, que fonctionnel : **KANBAN** méthode **"just in time"**.

Rigueur, autonomie, esprit d'équipe, aisance relationnelle sont les qualités que nous attendons d'un chef de projet capable d'évoluer rapidement vers des **responsabilités informatiques** plus étendues.

A vous de nous prouver que ce sont les vôtres !

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV détaillé avec photo et salaire actuel sous réf. 1810/MGM à notre Conseil :
17, rue Colmeaux - 51100 REIMS - 34, rue du Colisée - 75008 PARIS

MORENO CONSULTANTS
REIMS - PARIS - LYON



MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

FRAMASOFT, unité autonome de FRAMATOME, spécialisée dans le développement et la commercialisation de logiciels et services dans le domaine des calculs scientifiques appliqués à la conception des produits industriels, recherche des

Ingénieurs

ayant des compétences dans les domaines suivants :

Pour Lyon :
- Applications industrielles du calcul de structures.
- Architecture informatique de logiciels.

Pour Paris :
- Développement de l'environnement graphique/CAO de logiciels de calcul.

Ingénieur de formation, vous avez une première expérience dans l'une de ces spécialités ou, débutant, vous avez réalisé un projet dans l'un de ces domaines.

Vous êtes intéressé, alors écrivez-nous !
Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite et photo) sous réf. BS 19.10 à Framatome, Service des Ressources Humaines, Tour Fiat, Cedex 16, 92084 Paris la Défense.

framasoft
UNITE DE FRAMATOME

LA ROCHELLE

ALSTHOM

Filiale du Groupe CGE, nous fabriquons des matériels roulants destinés aux métros et chemins de fer du monde entier. Une activité en expansion, des projets à développer nous conduisent à rechercher de nouveaux collaborateurs, **jeunes ingénieurs informaticiens ou MIAGE... débutants ou ayant une première expérience.**

chef de projet CFAO

Vous prenez en charge les analyses et développements liés à la mise en œuvre de notre système CAO 3 D.

responsable des études et développements

Vous animez une équipe de 6 analystes programmeurs.

chef de projet « gestion de projet »

Dans un environnement SGBD relationnel et L4G, vous procédez aux analyses et développement nécessaires à la gestion prévisionnelle d'importants projets.

Homme ou femme de communication, ouvert(e) à la polyvalence, vous saurez donner la mesure de votre potentiel dans la définition des besoins et la conception d'organisations nouvelles. Un environnement technologique et un cadre de vie de qualité, les possibilités d'évolution d'un grand groupe pour des personnalités adaptables vous attendent.

Merci d'adresser votre candidature avec lettre manuscrite et C.V. à notre Conseil :
Sophie BECQUET - LHERITEAU - BP 5 - 17002 LA ROCHELLE CEDEX

CGE

MELROSE INFORMATIQUE

Vos 10 ans d'expérience : une valeur sûre dans l'informatique de gestion.

INGENIEUR D'ENCADREMENT TECHNIQUE

MELROSE (80 personnes - CA : 28 MF) bénéficie d'un savoir faire privilégié dans l'ingénierie financière. Notre expansion et notre volonté de pénétration des grands comptes du secteur tertiaire nous conduisent à recruter un Ingénieur d'Encadrement Technique.

Diplômé d'une école d'ingénieur, votre expérience d'une dizaine d'années en informatique de gestion vous permet de prendre en charge la direction effective de projets de plusieurs hommes/an dans le secteur bancaire. Vous maîtrisez une méthode de développement.

Rattaché au Directeur du Département Tertiaire, vous valorisez vos qualités de gestionnaire et vos capacités à suivre plusieurs missions de front. Etablir des devis techniques en environnement IBM gros systèmes, respecter les délais, telles seront vos principales préoccupations. Venez partager notre ambition. La progression forte de MELROSE (130 personnes en 1989) offre des opportunités de carrière importantes au sein de la société.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence LM 10 IE à : Annick BONNAVAUD - MELROSE - 8, rue du sentier - 75002 PARIS

HCA

Vous, qui êtes titulaire

d'un D.U.T. INFORMATIQUE, d'une Licence INFORMATIQUE, d'une M.I.A.G.E. d'un DEA, DESS, ou diplôme "Grande Ecole"

qui êtes libéré des obligations militaires,

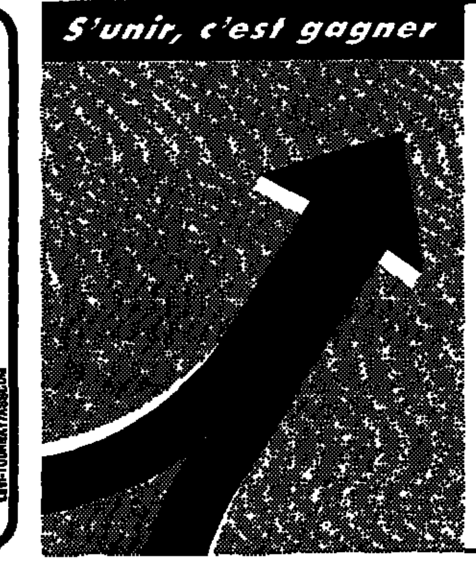
UAP

PREMIER GROUPE FRANÇAIS D'ASSURANCE PRESENT DANS 60 PAYS
vous offre un emploi dans son

INFORMATIQUE DE GESTION.

Envoyer CV à : UAP - Mme SEBASTIEN
20 ter, rue de Bezons - 92411 COURBEVOIE CEDEX.

LEVI-TOURNAY/ASSCOM



PARTICIPEZ AUJOURD'HUI AUX ENJEUX TECHNOLOGIQUES DE DEMAIN

La **DIVISION RADARS, CONTRE-MESURES, ELECTRONIQUE DE MISSILES** du groupe THOMSON, premier constructeur européen de radars aéroportés, recherche pour son Etablissement de **BORDEAUX-PESSAC**, un

JEUNE INGENIEUR ELECTRONICIEN

De formation Grande Ecole, vous êtes débutant ou possédez une première expérience.
Au sein d'une équipe fortement impliquée, vous participez au Développement et à la Réalisation d'Equipements Electroniques Aéroportés haute performance.
De réelles perspectives d'évolution seront offertes à un candidat qui est prêt à prendre rapidement des responsabilités techniques et de management.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature à **THOMSON-CSF - Division RCM** - Service du Personnel
Avenue Gustave Eiffel - 33600 PESSAC



THOMSON

HCA



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

GRACE

Un Groupe mondial : 40000 personnes.
Une unité française de 1000 personnes près de Rambouillet ayant réalisé un CA de 1 Milliard de Francs en 1987 et réputée pour ses TECHNOLOGIES DE POINTE.

Pour renforcer l'équipe d'un secteur d'activité très performant en Process Industriel, nous recherchons

INGENIEUR (ou Niveau équivalent)

Débutant ou expérience, basé sur axe Grenoble-Lyon.

Vos atouts
Un goût prononcé pour les contacts à tous niveaux.
Une certaine curiosité / ouverture d'esprit.
Une bonne autonomie et disponibilité (déplacements de courte durée)
Une spécialisation en microbiologie de l'eau.
Anglais parlé, autre langue un plus.

Votre mission
Suivi de la clientèle (en terme de technique et de vente)
Essais industriels sur le terrain
Résolution de problèmes techniques.

Notre proposition
RESPONSABILITE de la promotion et de la vente de nos produits spécialisés pour une Industrie Importante dans le secteur France Sud-Est.
Conditions de travail motivantes (ambiance, rémunération, voiture)
Possibilités d'évolution à la mesure de notre Groupe.

Si cette offre vous intéresse, adressez rapidement votre C.V., avec photo et prétentions sous la référence 102 à :
Sté GRACE, TOUR OBJECTIF - 2, rue Louis Armand - 92607 ASNIERES Cedex.

Organisation et Publicité

AGIR

groupement d'intérêt économique en informatique pour les collectivités territoriales

12, rue Georges-Jacquet, 38000 Grenoble.
Tél. : 76-76-36-08.

Recherche pour son site
équipé de matériel BULL DPS 7000/40

1 PRÉPARATEUR-PUPITREUR

ayant une excellente pratique de
GCOS7/GCL/JCL (niveau minimum bac)

1 ANALYSTE-PROGRAMMEUR

pour développement avec MANTIS et COBAL sous GCOS7
(niveau minimum bac + 2)

- Pour la mise en place d'une structure d'assistance technique et de formation bureautique sur produits micro-informatique (MOTUS, MULTIPLAN, CHART, MSDOS en liaison également avec le DPS 7000).

2 BUREAUTICIENS

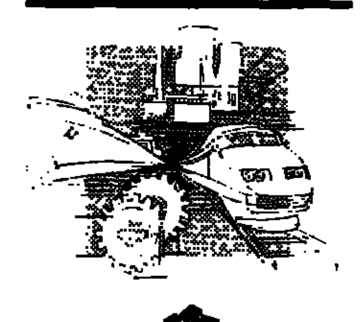
ayant pratique de la micro-informatique professionnelle
(niveau minimum bac + 2).

Adresser c.v. + photo + prétentions à Monsieur G. SCHMITT, directeur du GIE AGIR.

ALSTHOM

DIVISION ROBOTIQUE ET MATERIAUX

RESPONSABLES MARKETING



Notre société vous propose d'animer les Etudes Marketing d'importants Etablissements ou Filiales de sa division Robotique et Matériaux.
Vous avez acquis une formation commerciale Marketing dans une grande Ecole de Commerce (HEC, ESSEC, Sup de Co) ou par un MBA, une double formation technique et commerciale serait appréciée.
Une première expérience professionnelle minimum de trois ans dans le commerce des Systèmes ou des Produits Industriels est nécessaire.
Notre métier est vivant et évolutif. Nos activités se développent sur le marché international. Elles sont liées à trois lignes principales :
- Systèmes automatisés, Servomécanisme, Robotique, Productique (AIR INDUSTRIE SYSTEME, Paris - CGP, Orléans - PARVEX, Dijon - SCEMI - CLIMAX AUTOMATION).
- *Matériaux nouveaux et Composites Hautes Performances* (IVA et FIBRE et MICA, Lyon - CARBONE INDUSTRIE - ALSTHOM FERRO COMPOSITE - VIBRACHOC, Paris)
- Diversification thermique et mécanique, (SCAM Paris - ROTELEC - ACS - AOS - NEYRTEC, Grenoble).

Après une adaptation aux techniques de quelques mois, vous serez rattaché au Directeur de l'Etablissament ou de la Filiale concernée.
Les postes à pourvoir actuellement sont basés dans des grandes villes universitaires de Province.
La dimension de notre groupe offre de très larges perspectives d'évolution de carrière pour des hommes de valeur.
Merci d'adresser CV, photo et lettre manuscrite s / réf. LMA à ALSTHOM DRM,
40, rue Jean Jaurès, 93176 BAGNOLET Cedex, à l'attention de M. CUEFF.

CIGE

CONTESSE

47.63.11.15

ANALYSTE

GPAO – GMAO – IBM 36 – AS 400

Ingénieur – MIAGE ou titulaire de diplômes voisins confortés par une solide expérience de gestion industrielle dans un environnement IBM. Ce cadre interviendra avec une large autonomie dans la conception et la réalisation d'applications importantes de gestion de production et de gestion de *maintenance* sur des sites industriels décentralisés. Basé en région parisienne, il se déplacera environ 50 % de son temps. Notre société est l'une des branches opérationnelles *de l'un des tout premiers groupes industriels français.* Rattaché au département des études de la Direction des systèmes d'information, l'analyste recherché sera le catalyseur *des développements des applications de gestion* industrielle à la fois par ses compétences et par ses qualités d'animateur et de coordinateur. Poste évolutif.

Pour informations complémentaires et organisation accélérée d'une première rencontre, appelez le (1) 47.63.11.15, réf. 341. On peut également adresser son dossier à RHC.

RESSOURCES HUMAINES CONSEIL
65, avenue de Wagram 75017 Paris
Membre de la chambre syndicale des conseils en recrutement

JETCOM

LANCEZ NOTRE NOUVELLE STRATEGIE DE COMMUNICATION

Le groupe STERIA, leader parmi les SSII (1700 personnes, progression de 70 % du bénéfice) recherche :

Adjoint au directeur de la communication

De formation supérieure (ESCP, IEP, DESS...) vous savez passer du concept à la réalisation.
Rédacteur confirmé, très dynamique, autonome, vous possédez d'excellentes qualités relationnelles et de préférence une connaissance du monde informatique.
Au sein d'une équipe enthousiaste, vous êtes à un poste clé :
- conception et réalisation d'outils de communication (journal clients, système d'édition, dossier de presse...),
- organisation des manifestations presse et rédaction des communiqués en liaison avec les directions opérationnelles du groupe.

Merci d'adresser votre candidature détaillée sous la référence ZC1 à notre Conseil Léon LAGOUGE,
STERIA SELECTION,
147, rue de Courcelles
75017 PARIS.

steria sélection

MAGNETECH

Société française, spécialisée dans l'imagerie médicale, concevant, fabriquant et commercialisant des Systèmes de Haute Technologie, recherche, dans le cadre de son développement, un

Responsable technique et industriel

Rattaché à la direction générale, cet ingénieur de haut niveau aura la responsabilité d'une équipe d'électroniciens et de mécaniciens, chargée :
- d'adapter les solutions techniques aux nécessités d'industrialisation et de commercialisation,
- d'établir les dossiers de fabrication,
- d'élaborer les prix de revient,
- d'assurer l'intégration des systèmes et le respect des plannings et des coûts.

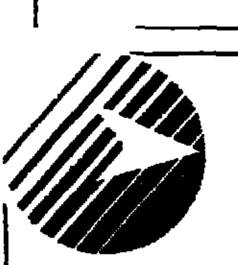
Le candidat âgé de 35 ans environ, ingénieur de formation supérieure (Université, Grandes Ecoles...) aura acquis lors d'une expérience antérieure réussie des connaissances dans les domainessuivants :
- analyse de la valeur,
- gestion des projets,
- fabrication unitaire de Systèmes de Haute Technologie,
- électronique numérique et Systèmes radio-fréquence.

Ses qualités humaines, sa diplomatie, sa capacité à prendre des décisions, son sens commercial, lui permettront d'animer avec efficacité son équipe d'ingénieurs spécialistes.

Prière d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle sous réf. M101/M à G.B. Conseils 52 rue de la Bienfaisance - 75008 PARIS.

gb Conseils

PUBLIVAL



L'Electronique spatiale a un nom : MATRA

MATRA innove et développe les équipements électroniques les plus performants pour tous les programmes de satellites scientifiques, de télécommunication et d'observation de la terre. Notre Direction Equipement qui conçoit et réalise ces produits complexes recherche des

Ingénieurs Electroniciens

Vous étudierez l'architecture de l'équipement et définirez les spécifications de l'électronique ainsi que des interfaces. Chargé de la réalisation et des tests d'une maquette, vous serez également responsable du développement et vous participerez à la qualification et à la recette de l'équipement.

Ingénieur Grandes Ecoles (ECP, ESE, ENST, ISEN, ISEP...)

Vous avez 3 à 5 ans d'expérience dans les domaines suivants :
- conception et développement de calculateurs embarqués et électronique digitale
- électronique de puissance DC/DC haute performance
- électronique analogique

L'anglais est indispensable.

Merci d'adresser lettre, CV, photo sous réf. IE1010/LM à M.J. REBEYRAT - MATRA - Centre de Montigny - 3 av. du Centre - 78182 St-Quentin-en-Yvelines

MATRA
DEFENSE ESPACE

Ingénieur chimiste ou génie chimique

1er groupe français en optique lunetterie, nous sommes leader mondial dans ce domaine, et en progression constante. Nous devons ces résultats à notre volonté permanente d'optimiser la qualité de nos produits et à notre capacité à anticiper sur les nouvelles technologies. Mais nous savons que nous les devons aussi à nos 11300 collaborateurs pour qui information, communication et évolution sont les meilleurs moyens de progresser ensemble.

L'évolution constante des produits que nous concevons nous amène à rechercher un spécialiste orienté matériaux. Vous serez plus particulièrement chargé d'études sur le traitement de surfaces et les techniques de décor sur métal et plastique. Pour les mener à bien, vous serez à l'écoute des innovations qui se produisent dans ce domaine, puis, vous saurez convaincre les utilisateurs de ce que peuvent leur apporter ces nouveaux procédés. Dépendant du Directeur Technique d'un de nos départements, vous trouverez dans ce poste l'opportunité d'exprimer votre créativité et votre sens des applications concrètes, dans un groupe où les possibilités d'évolution de carrière sont nombreuses. Lieu de travail : Joinville le Pont.

Merci d'adresser dossier de candidature sous réf. 195 à ESSILOR INTERNATIONAL Service Emploi Formation - 1, rue Thomas Edison - Echat 902 - 94028 Créteil Cedex

DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE



ESSILOR

CONSEILLER PEDAGOGIQUE

Vous souhaitez intégrer l'équipe pédagogique du 3CA : Comité Central de Coordination de l'Apprentissage du *Bâtiment* et des Travaux Publics.
Dans cette équipe de 7 conseillers, et sous l'autorité de son Directeur, vous serez le seul conseiller pédagogique pour le domaine *Mathématiques* et Sciences. Vous êtes ingénieur ou vous êtes titulaire d'une maîtrise en mathématiques, vous avez au moins 5 ans d'expérience des maths et des sciences dans l'enseignement technologique et/ou professionnel.

Merci d'adresser CV, salaire actuel sous réf. *M/290/E (portée sur la lettre et sur l'enveloppe)* à notre Conseil qui vous enverra plus d'informations sur le poste avant de vous recevoir.

chp CABINET Henri

هكذا من الأصل

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Compagnie Européenne d'Accumulateurs

1er fabricant français d'accumulateurs au plomb - 2 100 personnes - C.A. 1,2 milliard.

BATTERIES INDUSTRIELLES
FULMEN

Une production de :
+ 50 % en 1989
réussissez avec nous,
un challenge pour un
Produit de pointe
le plomb étanche.

GROUPE CIGIE
L'esprit de Conquête

RESPONSABLE INGENIERIE USINE
VIERZON

INGENIEUR ENSAM, HEI, ICAM, IDN OU EQUIVALENT, VOUS AVEZ UNE EXPERIENCE DE 5 A 8 ANS EN USINE DANS UN POSTE METHODES OU CHEF DE PROJET INGENIERIE. VOUS MAITRISEZ BIEN L'ANGLAIS.

Rattaché au Directeur de l'usine, vous superviserez une équipe de 4 personnes et aurez la responsabilité :
- de l'étude des besoins puis de l'élaboration des propositions d'investissements nécessaires à la réussite de notre objectif,
- de la réalisation jusqu'à la mise en route des installations et du suivi de leur rentabilité.

Vous serez en relations étroites avec les services production et connexes.
Déplacements fréquents.

LARGES POSSIBILITES D'EVOLUTION

Réf. RIUV/M

JEUNE INGENIEUR PROJET
VIERZON

INGENIEUR ENSAM, HEI, ICAM, IDN OU EQUIVALENT, VOUS ETES PASSIONNE PAR LA TECHNIQUE ET VOUS AVEZ UNE BONNE MAITRISE DE L'ANGLAIS.

Rattaché au Responsable Ingénierie, vos missions seront les suivantes :
- concevoir les cahiers des charges des nouvelles installations,
- en assurer la responsabilité technique,
- coordonner les travaux d'installation,
- participer et suivre la mise en œuvre.

Vous serez en relations étroites avec les services production et connexes.

LES CANDIDATURES D'INGENIEURS DEBUTANTS SERONT ETUDIEES AVEC ATTENTION.

Réf. JCPV/M

Nous vous remercions d'adresser votre candidature, en indiquant la référence choisie et en précisant votre salaire actuel, à Madame THIELIN - Direction des Ressources Humaines - C.E.Ac - 18, Quai de Clichy 92111 CLICHY.

Affluens

venez monter et suivre des opérations immobilières

Grand groupe immobilier, nous développons des opérations diversifiées (logement, activité tertiaire) et cherchons pour l'Ile de France

un jeune ingénieur bâtiment

qui aura pour mission, au sein d'une petite équipe, de monter et suivre des programmes variés de logements.

Vous aimez construire, et diplômé ESTP, INSA ou Ecole de Commerce, vous avez commencé votre carrière en travaux ou en études.

A 30 ans aujourd'hui, vous souhaitez élargir votre horizon au montage.

Notre consultant, J.P. DOURY, ingénieur ESE, vous remercie de lui écrire (réf. 5331 LM)

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTEC

LA GRANDE AVENTURE DES TELECOMS : EN AVEZ-VOUS L'ETOFFE ?

Oui bien sûr, et de plus vous voulez toucher du doigt des réalisations concrètes.

STERIA TELECOM, département d'un des 1er groupes d'ingénierie informatique en Europe (1700 personnes, progression de 70 % du bénéfice) vous propose des références de pointe.

1981 : Démarrage du Vidéotex en France avec Télétel 3V à Vélizy.

1987 : Maîtrise d'oeuvre du réseau Carte Bancaire, le plus ambitieux des projets récents de monétique.

1988 : 500 sites installés avec nos produits réseaux.



Adressez CV détaillé, photo et prétentions à Yves ROUILLY - *STERIA TELECOM* - 8, rue des Frères Caudron 78140 VELIZY VILLACOUBLAY.

Jeunes Ingénieurs

Une formation complète à nos méthodes et à notre technologie pour participer à la *réalisation de nombreux projets couvrant les domaines : protocoles OSI, messagerie* X 400, communication de l'écrit, administration de réseaux, téléphonie publique et privée, développements RNIS...

Ingénieurs expérimentés

La possibilité d'un rôle actif au plan de notre organisation et des évolutions de nos *produits de la gamme VIDEOPAC 2001. Vous avez le goût des contacts et la capacité* de mener de front plusieurs actions. Venez valoriser et développer vos compétences sur nos «grands» projets.

Consultants experts en Télécom

Conseils, audits, schémas directeurs, conceptions d'architectures multiconstruc*teurs, pour les plus grandes entreprises nationales ou internationales. Vous ferez* appel à votre expérience et à l'incomparable richesse de notre infrastructure technique pour allier créativité, professionnalisme et sens du service au profit de nos clients.

steria selection

Paris

INGENIEUR CHEF DE PRODUIT

Composants professionnels

Cette Société (800 personnes, 350 MF de CA), filiale d'un groupe Américain, est spécialisée dans la connectique professionnelle de haut de gamme.

Rattaché au service marketing et ventes, il a pour mission de développer commercialement sa ligne de produit. Pour cela il adapte la gamme à l'évolution du marché, lance de nouveaux produits, élabore les objectifs à court et moyen terme et contrôle le résultat des actions entreprises.

Ingénieur électrotechnicien (INSA, INPG, AM...) 30 ans, il possède une expérience en bureau d'études électroniques dans un contexte industriel similaire et souhaite maintenant évoluer vers un poste de Chef de Produit.

Ce poste s'adresse à un candidat créatif et rigoureux capable de communiquer et de comprendre une clientèle industrielle de première importance.

La pratique de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 18/2809 C à :

EGOR TECHNOLOGIES
125, av. des Champs Elysées - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA PORTUGAL UNITED KINGDOM BRASIL

ESD

ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT

- **à l'avant-garde de l'étude, du développement et de la production de matériels de pointe dans les domaines de l'électronique et du traitement de l'information,**
- ***impliquée dans les GRANDS PROGRAMMES DU FUTUR***

sa DIVISION ESPACE-CONTREMESURES
en forte croissance

a pour mission de concevoir, d'étudier et de réaliser les Systèmes Intégrés de la nouvelle génération, notamment en association avec les grands partenaires européens.

Autour de projets de grande ampleur se constituent des équipes pluridisciplinaires, qui disposent des technologies d'avant garde (AsGa, Macro-hybrides,...) s'appuyant sur des moyens XAO particulièrement performants et recherchent des

INGENIEURS ELECTRONICIENS

souhaitant participer à une phase passionnante de démarrage de nouveaux développements d'équipements complexes, ainsi que d'en suivre les évolutions (études théoriques, réalisation de prototypes, essais en vol,...). Ils se verront confier, selon leurs affinités et leurs compétences des responsabilités dans les domaines suivants : Logiciel Temps Réel, Traitement du Signal, Circuits Analogiques large bande, Simulations Interactives, Réseaux Hyperfréquences,...

Ces postes s'adressent en priorité à des ingénieurs *SUPELEC, SUP TELECOM,* ENSEA, *ISEP, ISEN*,..., curieux et créatifs, ayant acquis une première expérience de deux à trois ans dans des domaines similaires.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre + C.V.) sous réf. 3549 M à préciser sur l'enveloppe à Développement (qui transmettra)

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris

MEMBRE DE SYNTEC

Ingénieur logiciels de dépouillement

VAR

Notre *établissement (1.200 personnes)* à caractère scientifique et industriel, est spécialisé dans le matériel sous-marin.

Nous recherchons un jeune ingénieur qui sera chargé de développer, produire, intégrer puis gérer des logiciels pour calculateurs de laboratoire dans le domaine de l'exploitation d'essais en mer (microvax et calculateur H.P. série 300).

Ingénieur type ENSI avec orientation informatique, vous possédez si possible des connaissances en FORTRAN, PASCAL, BASIC.

Merci de faire parvenir votre lettre manuscrite + C.V. + photo sous la référence 8839 à notre Conseil CAPFOR MEDITERRANEE - Centre d'Activités EVOLIC - La Bastide Blanche - Bat. B6 - 13127 VITROLLES, qui garantit toute confidentialité.
Informations Minitel : 3615 code CAPFOR.

CAPFOR

PARIS - LYON - AIX/MARSEILLE - NANTES - CLERMONT-FERRAND - CASTRES
ANGERS - AUCH/TOULOUSE - BREST - NICE - NIORT - QUIMPER - ROUEN - STRASBOURG

MEDIA BA

CSEE
DIVISION TRANSPORT

La Division Transport, basée à Chilly-Mazarin (91), met en œuvre des systèmes de sécurité dans le domaine ferroviaire. Dans le cadre du développement de ces systèmes, elle recherche un

INGÉNIEUR LOGICIEL TEMPS RÉEL

possédant 2 à 4 ans d'expérience en langage de haut niveau sur micro-processeur. La connaissance du PASCAL ou ADA sur 68.000 serait un plus.

INGÉNIEUR QUALITÉ LOGICIEL

pour assurer la responsabilité de la qualité logiciel, dans le cadre d'un projet important nécessitant le suivi et le contrôle des sous-traitants. Prévoir des déplacements en clientèle et chez les sous-traitants.
Nous souhaitons intégrer un Ingénieur possédant une expérience de 5 à 10 ans en développement logiciel, spécification, avec la connaissance du langage C, PASCAL ; VAX, APPOLLO ainsi qu'une très bonne maîtrise de l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature (CV, photo, prétentions), précisant le poste retenu, à CSEE, R. Pétain, Chef du Personnel - Z.I. de la Vigne-aux-Loups - rue Denis Papin
91380 Chilly-Mazarin.

CSEE
Ensemble créons un avenir plus sûr

Important organisme province proche Paris
plaque tournante d'échanges internationaux
recherche

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

SPÉCIALITÉ INFORMATIQUE PRÉFÉRENCE TÉLÉCOM PARIS

- *Disposant EXPÉRIENCE 5 ANS MINIMUM :*
  - Conception Systèmes Informatiques.
  - Réseaux hétérogènes.
- *Connaissances des réseaux et services à valeur ajoutée appréciées.*
- *Apte à dialoguer, négocier et convaincre, sur la base d'une excellente maîtrise de* TECHNOLOGIES ÉVOLUTIVES.

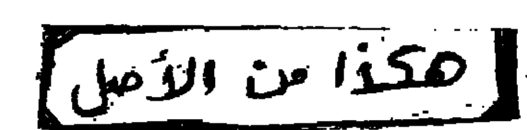
pour lui confier la fonction de

chargé de mission haut niveau

- *Il assurera le développement d'un réseau COMMUNICATIONS SANS FRONTIÈRE intégrant les NORMES INFORMATIQUES INTERNATIONALES, dans le secteur des TRANSPORTS.*
- *Il pourra s'appuyer sur la collaboration d'une équipe « exploitation » et « projets », dont plusieurs cadres, bien « rodée ».*

RÉMUNÉRATION PERSONNALISÉE
et EXCELLENTE GARANTIE d'EMPLOI

Envoyer candidatures sous n° 8819 M, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS, discrétion assurée.



SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Résines et matériaux composites

manager la recherche notre challenge : rester les meilleurs

Dans un contexte de mutation technologique rapide, vous aurez à élaborer de nouveaux produits, répondant à de nouvelles applications ou à de nouveaux marchés.
Vous animerez un laboratoire de 10 personnes et susciterez la collaboration avec universités et centres de recherche.

Ingénieur chimiste, une expérience de 7/8 ans vous a permis d'appréhender les derniers développements techniques relatifs aux produits epoxy, élastomères, silicones, et à leurs composites.

Filiale d'un groupe multinational leader sur ses marchés, nous sommes une société industrielle très performante ayant pour clients l'aéronautique, l'automobile, l'électronique, l'industrie de loisirs...

Si vous souhaitez participer à ce recrutement, merci d'envoyer votre CV sous la référence 1080.02 à notre conseil.
Nous nous efforcerons de vous recevoir le plus près possible de votre domicile.

ONOMA BP 666 75367 Paris Cedex 08.

PARIS, LILLE, LYON, NANTES, STRASBOURG

UNE CARRIERE A FEU CONTINU POUR JEUNE INGENIEUR DIPLOME

INDUSTRIE EXTRACTIVE
Bouches-du-Rhône

Notre Société en France, avec plusieurs sites de production, occupe 550 personnes et exporte la moitié de sa production. Nous produisons des charges minérales et appartenons à un groupe international, leader mondial de son marché.
Le Directeur de notre Unité implantée dans les Bouches-du-Rhône (13) désire renforcer l'encadrement et veut intégrer près du Chef de Production, un jeune adjoint

Pris en "tutoring" durant un à deux ans, il est formé aux techniques de notre métier à partir de missions et d'études fonctionnelles propres à accroître l'efficacité de nos moyens, et ensuite assumer la gestion courante de la production, son animation, sa direction, son développement.

Jeune Ingénieur diplômé (AM, Mines, Chimie ou équivalent) parlant l'anglais couramment, et si possible l'allemand ou l'espagnol, ou l'italien, vous avez une première expérience industrielle et d'encadrement d'équipes (mini 50 personnes) dans l'industrie lourde à feu continu, utilisant des lignes de process très automatisés (rétro chimie, sidérurgie, cimenterie, verrerie, ...).

Perspectives très ouvertes pour candidat disponible et de valeur.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV détaillé avec photo et salaire actuel sous réf. 1825/OMM à notre Conseil :
17, rue Courmeaux - 51100 REIMS
34, rue du Colisée - 75008 PARIS

MORENO CONSULTANTS
REIMS - PARIS - LYON

Haute-Savoie

Coordonnez nos études, développez nos produits

Spécialisés dans la conception et la fabrication d'appareillages pour l'automobile, nous avons pour partenaire l'un des plus grands équipementiers européens.
Vous coordonnez les études et projets d'une section technique et prenez en main le développement d'une **produits commutation.** Vous vous imposez comme expert auprès de nos clients et au sein de notre Groupe.
Environ 30/35 ans, de formation **ingénieur en électromécanique** ou similaire, vous avez une expérience d'au moins 5 ans de l'animation d'un bureau d'études.
Votre pratique de l'anglais vous permettra de développer des contacts avec nos clients internationaux.
De réelles perspectives d'évolution seront à saisir pour un candidat performant.
Merci d'adresser votre candidature (lettre + CV + prétentions), sous réf. 915, à notre Conseil, Pascale STEVENS.

HayGroup
5, place de la Gare de la Part-Dieu
69428 LYON CEDEX 03.

SOCIETE D'INGENIERIE SPECIALISEE
EN ENSEMBLES INDUSTRIELS FAISANT APPEL
A DES TECHNOLOGIES DE POINTE
RECHERCHE

CHEF DE DIVISION
CONTROLE - COMMANDE - INFORMATIQUE

Réf. 88.53

Ingénieur grande école ayant 10 à 15 ans d'expérience industrielle et une bonne connaissance de l'anglais.
IL DIRIGERA une équipe de 60 à 70 personnes, chargée de :
- la conception et la réalisation de systèmes de contrôle-commande
- l'analyse fonctionnelle de processus continus ou discontinus
- la définition et la réalisation des matériels et des logiciels
- les essais et la mise en service industrielle
- l'exploitation et le développement des moyens informatiques de l'entreprise (matériels et logiciels).

IL DEVRA NOTAMMENT
- développer des activités de simulation de procédés et des systèmes experts.
- agir en soutien de l'activité commerciale.

SON MANAGEMENT, il s'attachera particulièrement à la recherche de la qualité et au respect des coûts et délais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature s/réf. 14336 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra

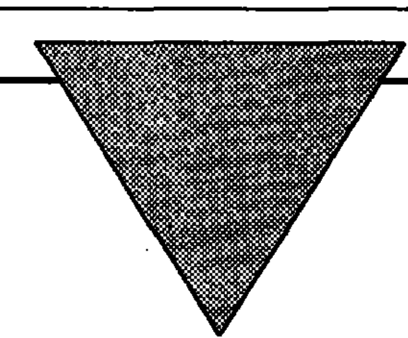
CONTESSE

Votre compétence, c'est notre satisfaction-client.

INGENIEUR D'ASSISTANCE TECHNIQUE

Classé n°1 par DATAPRO en satisfaction clientèle sur le marché français des constructeurs, la Division Technique Hewlett-Packard participe activement à notre démarche de qualité totale et développe l'activité support matériel, logiciel et réseau auprès de nos clients.
De formation supérieure en électronique ou en informatique (INSA, ENIB, ESEO, ISEN, ISEP,...) vous êtes débutant avec peut-être une première expérience de l'assistance technique.
Votre mission : prendre en charge un portefeuille de clients, prévenir et solutionner tous les problèmes sur systèmes ou matériels. A votre disposition, toutes les ressources HP que vous saurez déclencher et coordonner pour une meilleure satisfaction de vos clients.
Vous êtes le garant de la qualité HP.
Formé sur des matériels de haute technologie, vous devenez rapidement un spécialiste et développez une expertise dans des domaines porteurs :
Réseaux, Bureautique, GPAO, CAO...
Au sein d'HP, vous pourrez évoluer vers d'autres fonctions : Support Technique, Laboratoire, Management, Vente... Ou cette première expérience constituera un plus appréciable.
La connaissance de l'anglais est indispensable.
De nombreux postes sont à pourvoir sur toute la France.
Merci d'adresser votre candidature avec photo, sous réf. CEO/12/MO, à Hewlett-Packard France, Etablissement Commercial, Service Recrutement, ZA du Bois Briard, 91040 Evry Cedex.





TOUS DOMAINES,
TOUS RESEAUX,
TOUS PAYS,
TOUTES EVOLUTIONS,...
VOTRE CHAMP D'ACTIONS SERA ILLIMITE.

Parce que nous développons des applications dans des domaines aussi variés que le contrôle de l'énergie, les télécommunications et le contrôle industriel...

Parce que nous utilisons tous les supports et réseaux de transmission...

Parce que nos équipements de télécontrôle sont choisis par de nombreux exploitants de grands réseaux à travers le monde...

Parce que les nouvelles technologies accroissent sans cesse la complexité des systèmes d'exploitation, les 140 ingénieurs et techniciens de CETT s'adaptent et anticipent les exigences d'une clientèle très diversifiée,

nous pouvons affirmer que votre champ d'actions sera illimité.

Notre département Technique (+ de 60 personnes) renforce son potentiel et recherche des

INGENIEURS LOGICIELS

Au sein de petites équipes, bénéficiant de moyens importants (APOLLO, SUN, ...) , vous suivez vos projets de A à Z.
De formation Grande Ecole, vous avez acquis une première expérience significative en temps réel et vous parlez anglais.
Dans le cadre de votre première mission, vous participerez

▼ à l'étude d'applications sur IBM-PC (C, Assembleur 80188 et 80286) mettant en oeuvre les techniques les plus récentes en matière de réseaux, visualisation graphique animée et relations homme-machine. Réf. IML/01

▼ à l'étude d'applications sur matériels à microprocesseur de famille 68000 (Assembleur, C, PASCAL) destinés à la supervision et à la gestion opérationnelle de réseaux de communication. Réf. IML/02

Postes basés en proche Banlieue Ouest. (RER)

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence choisie à :
Service des Relations Humaines - **COMPAGNIE EUROPEENNE DE TELETRANSMISSION** - 3 Parc des Grillons - 60 Route de Sartrouville 78230 LE PECQ





CETT — **NOUS TRANSMETTONS NOS IDEES**

HCAP

A France Télécom, nos préoccupations concernent l'efficacité des structures et de l'organisation. Nous sommes engagés dans un process de modernisation de notre logistique de distribution. Un tel projet fait appel à des intervenants internes (régions) et externes (consultants). Nous recherchons donc un chargé d'études logistiques.

Chargé d'études logistiques

Scénarios, simulations, essais.. et études se succèdent à chaque étape. Au cœur de la situation, vous coordonnez l'ensemble des diverses actions et, évaluant constamment le réalisme des applications, vous en mesurez (flux, rapidité...pertinence) l'opérationnalité

Agé de 27 ans minimum, diplômé d'une Ecole de Commerce ou d'Ingénieur, ou de formation équivalente, vous avez acquis une première expérience de conduite de projets en logistique ou distribution.

Jeune logisticien, nous vous offrons la possibilité de développer vos compétences dans la réalisation d'un vaste projet de gestion de matériels très diversifiés d'infrastructure, distribués sur près de 1000 sites.

Outre vos compétences spécifiques, nous souhaitons des qualités de gestionnaire et d'organisateur avec, bien évidemment, un intérêt certain pour l'utilisation de moyens informatiques élaborés.

Merci d'écrire (lettre, CV, photo et prétentions) sous référence PROD.2 à France Télécom, DPR/SGM, 39/43 Quai André Citroën, 75015 PARIS



UN AVENIR D'AVANCE

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



Jeunes ingénieurs Qualité

mécaniciens, électromécaniciens, instrumentistes

La Qualité FRAMATOME ? C'est la clef de voûte de l'ensemble de nos activités.
En intégrant notre Division Qualité, plusieurs voies vous seront ouvertes :

- Après formation, vous seres chargé en tant qu'inspecteur de surveiller la fabrication et les contrôles effectués sur les sites nucléaires ou dans les usines de nos fournisseurs.
- Ou encore vous participerez à des audits et à la mise en place de programmes d'Assurance de la Qualité afin de devenir responsable d'évaluation de nos fournisseurs et de pouvoir jouer le rôle d'ingénieur conseil.

Débutant ou riche d'une 1[re] expérience, vous acquerrez une solide compétence en matière d'Assurance de la Qualité et une bonne connaissance du fonctionnement global de la chaudière et des équipements.
Votre dynamisme, votre sens des responsabilités, votre goût pour les contacts humains vous permettront de réussir pleinement dans votre fonction.
Vous serez amené à vous déplacer en France ou à l'étranger : l'anglais est indispensable.

Si vous êtes intéressé, merci d'adresser C.V. + lettre manuscrite, sous réf. SCT 1910 à Société FRAMATOME - Cedex 16 - 92084 PARIS-LA DEFENSE.



LE FUTUR EN TETE

MEDIA-SYSTEM



Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la Mer recrute pour son centre de TOULON

UN INGENIEUR INFORMATICIEN

(ENSI, SUPELEC ou équivalent)
débutant ou 2 à 3 ans d'expérience
anglais impératif

Dans le cadre de projets en intervention sous-marine, il sera chargé de l'aspect systèmes informatiques embarqués dans les domaines :
- CARTOGRAPHIE, IMAGERIE *sous-marine*, NAVIGATION
- ROBOTIQUE *sous-marine* (PAO-TAO)
- *acquisition données et automatismes sur sous-marins.*

Envoyer C.V. et prétentions à ***IFREMER***
Service du Personnel
66, avenue d'Iéna
75116 PARIS

●BS.-Pierre Lichau



ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT

- **à l'avant-garde de l'étude, du développement et de la production de matériels de pointe dans les domaines de l'électronique et du traitement de l'information,**
- **impliquée dans les GRANDS PROGRAMMES DU FUTUR** offre à des

INGENIEURS CONFIRMES

SUPELEC, SUPTELECOM, SUP'AERO, ENSTA...

des postes de

CHEFS DE PROJETS

Vous avez la volonté et le talent de prendre en charge la totalité d'un projet et vous possédez de très bonnes compétences dans les domaines radars, autodirecteurs, réception et traitement du signal, rayonnement électromagnétique, automatismes, simulation.
Vous souhaitez évoluer dans un environnement de haute technologie qui s'appuie sur les moyens XAO les plus performants.
Nous vous offrons d'animer des équipes pluridisciplinaires hautement qualifiées pour mener à bien l'étude et le développement de matériels intégrant toutes les technologies d'avant-garde telles que microélectronique hyperfréquences, circuits intégrés à haute densité et grande vitesse.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre + C.V.) sous réf. 3550 M à préciser sur l'enveloppe à Développement (qui transmettra)

MEMBRE DE SYNTEC

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Brie

recherche

UN ANALYSTE-SYSTÈME

De formation supérieure, le candidat retenu devra justifier d'une expérience en environnement IBM/"MVS/XA - VTAM", CICS.

INFORMATICIENS HF

Jeunes ingénieurs ou universitaires (niveau maîtrise).
Débutants ou 1 à 2 année d'expérience.
Ils prendront en charge dans un environnement IBM le développement d'applications bancaires.
Une connaissance Pacbase serait appréciée.
Situés sur MEAUX, *dans un premier temps, ces postes* pourront être déplacés sur PARIS.
La rémunération sera adaptée à la valeur des candidats retenus.

Les candidatures, lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sont à adresser à :
Monsieur le Directeur du CA - BP 205 - 77101 MEAUX

BLEU

DIGITAL, leader mondial des réseaux informatiques et des systèmes intégrés d'information, spécialise certains de ses établissements européens dans la conception de produits de communication et la mise en oeuvre de solutions clés-en-main. En France, notre Centre de Systèmes Spéciaux, basé à Annecy, est en fort développement.

Ingénieur génie industriel

Vous apporterez votre expérience des méthodes de fabrication de l'industrie électronique (fabrication de cartes et de produits complets) à notre équipe d'industrialisation.

Vous organiserez les flux de matières et d'informations entre les différents services de notre unité de production et de développement.

Vous prendrez en charge la structuration et le maintien de l'intégrité de *nos bases de données et de leur adéquation par rapport aux besoins* de la gestion de production.

Vous avez une bonne connaissance de l'outil informatique, de la GPAO, *10 ans d'expérience de l'industrie électronique dans le domaine des* méthodes, de préférence.

Chef de projets industrialisation

Interface entre l'ingénierie et la production, vous coordonnerez toutes les phases d'avancement du projet en animant les différents partenaires. Vous élaborerez les politiques de fabrication et de tests, garantirez les coûts de fabrication, sélectionnerez et qualifierez les sous-*traitants.*

La taille de certains projets vous conduira à piloter entièrement des transferts de fabrication vers d'autres usines du groupe, en Europe et aux USA.

Ingénieur électronicien, ce poste à forte composante technique, vous passionne. La coordination de projets répond à vos qualités d'animateur et d'organisateur.

*Vous avez 5 ans d'expérience acquise chez un constructeur infor*matique. Une connaissance de la gestion en entreprise serait un plus.

Ces opportunités constituent votre véritable chance de vous épanouir sur un plan international. La langue anglaise est donc un moyen de communica*tion indispensable.*

Ecrivez sous référence MON 579, en précisant le poste choisi, à Anne CHEVALLIER - DIGITAL EQUIPMENT FRANCE - 2, rue Gaston Crémieux - BP 136 - 91004 EVRY CEDEX.

Digital : un choix de société

digital



Filiale d'un grand groupe, nous sommes un des leaders de la transformation des matières plastiques spécialisé dans la fabrication d'EMBALLAGES INDUSTRIELS en POLYETHYLENE. Notre volonté de nous placer parmi les premières sociétés européennes nous amène *à rechercher notre*

Ingénieur qualité

VOTRE MISSION :
Rattaché au Directeur d'Usine, vous animerez une équipe de 6 collaborateurs qui suivent la qualité de la production : élaboration des cahiers de charge, des contrats d'assurance qualité avec nos clients, mise en place des contrôles M.P..., recherche et développement de nouveaux produits en liaison avec les services commerciaux. Pour réussir, vous avez 30/40 ans, une formation ingénieur, une expérience professionnelle en milieu industriel (si possible matières plastiques), des aptitudes à l'encadrement.

NOS ATOUTS :
- Une entreprise très dynamique où la valeur des hommes fait la différence,
- Un créneau industriel porteur,
- Des conditions de travail *agréables : laboratoire moderne...*

Ce poste est situé à BERNAY (27), Haute-Normandie.

Merci d'adresser CV, photo et rémunération actuelle s/réf. 46.1881 LM portée sur la lettre et sur l'enveloppe à notre Conseil MERCURI URVAL, *14 bis rue Daru, 75008 PARIS qui vous assure* une totale confidentialité.

Mercuri Urval

INGENIEUR "MESURE-CONTROLE-REGULATION"

DEBUTANT

COMPLETEZ VOTRE FORMATION EN REGION PROVENCE-COTE D'AZUR

Parmi les premiers chimistes français ATOCHEM - filiale du groupe Elf Aquitaine avec un C.A. consolidé de 23 milliards de francs et 20 sites de production en France, développe ses activités dans les secteurs de la pétrochimie et les grandes matières plastiques, la chlorochimie et la PVC, la chimie des spécialités et les polymères techniques.

Afin de permettre à un jeune ingénieur automaticien de mieux maîtriser les procédés et la culture d'entreprise, nous créons un poste d'intégration - Formation « Mesure-Contrôle-Régulation » sur un site à ce titre très intéressant.
Vous découvrirez l'Entreprise dans une équipe opérationnelle et pluridisciplinaire (Procédés, Mécanique, M.C.R.). Là, à partir de tâches spécifiques, vous vous familiariserez avec les méthodes de travail et les équipements. Progressivement, vous vous verrez confier des missions de plus large autonomie. A la fin de cette période, vous intègrerez de façon opérationnelle un site d'affectation.
Ce poste concerne un ingénieur automaticien (ESE, ESIE, ENSIEG, ESME ou généraliste avec formation spécifique de type Aries ou Sofia-Antipolis) désireux de faire carrière dans un grand groupe. La dimension de celui-ci permet de nombreuses possibilités d'évolution.
Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle, sous référence 10/1350/AO/LM, à EGOR Technologies - 125, Avenue des Champs-Elysées - 75008 PARIS.

ATOCHEM
groupe elf aquitaine
ATO

EGOR
EGOR TECHNOLOGIES
125, Av. des Champs Elysées - 75008 PARIS

UNE CHIMIE POUR LES CREATEURS



750 personnes - CA 350 MF - Société d'électronique du Groupe JEUMONT SCHNEIDER recherche pour son département AIDE A LA NAVIGATION

INGENIEURS ELECTRONICIENS

débutants ou confirmés

ayant 3 ou 4 ans d'expérience dans l'utilisation des techniques digitales, des circuits associés et de leurs règles d'assemblage.
Des connaissances en CAO et en développement logiciel seront appréciées.

Au sein d'une équipe, vous participerez :

- A L'ETUDE, la REALISATION, et au SUIVI de **matériels aéronautiques** utilisés notamment dans le contrôle aérien *militaire.*

Outre vos qualités techniques, nous apprécierons **votre esprit d'entreprise** et le souci spontané **d'assurer la satisfaction du client.**

Ces postes conviendraient à des candidats de formation de type ENSI disposant d'une large culture technique, soucieux d'intégrer leur action dans des systèmes complexes.

Adressez-nous votre dossier de candidature sous réf. IAN à SECRE - Direction du Personnel 214, rue du Faubourg Saint-Martin 75010 PARIS.

CONTESSE

هكذا من الأصل

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, **point de rencontre des grandes ambitions.**

SECRE

750 personnes - CA 350 MF - Société d'électronique du Groupe JEUMONT SCHNEIDER recherche pour son département AIDE A LA NAVIGATION

TECHNICIENS ELECTRONICIENS

débutants ou confirmés (5.1 - 5.2)

ayant 4 à 5 ans d'expérience dans l'utilisation des techniques digitales, des circuits associés et de leurs règles d'assemblage.

Au sein d'une équipe, vous participerez :

- A L'ETUDE, la REALISATION, et au SUIVI de **matériels aéronautiques** utilisés notamment dans le contrôle aérien militaire.

Outre vos qualités techniques, nous apprécierons **votre esprit d'entreprise** et le souci spontané **d'assurer la satisfaction du client.**

Ces postes conviendraient à des candidats disposant d'une bonne culture technique, soucieux d'intégrer leur action au sein d'équipes dynamiques.

Adressez-nous votre dossier de candidature sous réf. TAN à SECRE - Direction du Personnel 214, rue du Faubourg Saint-Martin, 75010 PARIS.

CONTESSE

Ingénieur production méthodes

arts graphiques modernes

Forges les Eaux (76)

Second site Industriel du Groupe Livre HACHETTE (190 personnes - 15 millions d'exemplaires par an), nous sommes tournés vers la production du livre relié. Ingénieur mécanicien, votre expérience de 5 ans ou plus en production vous permet d'envisager des responsabilités élargies. Celles-ci vous sont proposées aux côtés du Directeur de l'unité. Votre mission consistera à analyser les moyens, les méthodes et la gestion de production afin de très largement les optimiser. Assez vite, vous en assurerez la responsabilité opérationnelle. Au delà des compétences techniques, des qualités de dialogue et d'animation sont des éléments de réussite pour cette fonction et pour votre futur dans le groupe.

Les entretiens auront lieu dans un premier temps à Paris. Merci d'adresser un dossier de candidature, s/réf. FH/4M, à notre Conseil : INFRAPLAN, 83, Bd. Raspail, 75006 PARIS.

HACHETTE

L'enthousiasme ça se communique.

Située au premier plan de l'industrie aéronautique et spatiale européenne, notre société recherche pour notre site de l'Ouest de la Région Parisienne, un :

INGENIEUR QUALITE H/F

Vous prendrez en charge le suivi des travaux d'étude et de réalisation des produits spatiaux que nous réalisons.

De formation UTC de Compiègne, Masters Qualité ou équivalent, vous avez acquis :
- une expérience de 2 ou 3 ans dans une fonction similaire,
- une pratique courante de l'anglais,
- de bonnes qualités relationnelles.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 14343 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE

MANPOWER CADRES

JEUNES INGENIEURS

nos missions valorisent votre 1ère expérience :

Votre formation supérieure ENSAM, INSA, ESSIGELEC, ESE... consolidée d'une expérience dans le développement de projets en électronique, en électricité nous intéresse.

Des connaissances en informatique seraient un plus.

Contactez-nous :
14, rue Médéric 75017 Paris.
Tél. : 47.66.00.14

SOGREAH — Ingénieurs Conseils **à GRENOBLE**

Recherche pour son Département "Aménagements Portuaires et Côtiers" un

INGÉNIEUR D'AFFAIRES

De formation générale ou appliquée aux domaines du Génie Civil et de l'Hydraulique Maritime.

CARACTÉRISTIQUES DU POSTE :
- Chargé de la gestion technique, commerciale et financière de projets maritimes ou portuaires.
- Bonne expérience dans le domaine d'études générales portuaires.
- Maîtrise de la langue anglaise et bonne connaissance de l'espagnol souhaitées.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photographie et prétentions à SOGREAH - 6, rue de Lorraine BP 172 X - GRENOBLE CEDEX

CONTESSE

TELIC ALCATEL

Etudes et Développement à Strasbourg

Dans son nouvel ensemble industriel, la Direction Etudes et Développement de Strasbourg s'est donnée les moyens de répondre à tous les défis techniques de la communication d'entreprise. 300 ingénieurs et techniciens y développent actuellement des systèmes de communication multiservices RNIS et une large gamme de terminaux associés. Ils mettent en oeuvre des technologies avancées: commutation et transmission numériques, vidéo, micro-informatique, systèmes à architecture répartie, logiciel temps réel, logiciel de base, langages de haut niveau, environnement de génie logiciel, technologie VLSI. Ils disposent d'outils et de moyens d'aide à la conception très performants, constitués de stations de travail (Sun, Appolo) et d'un réseau de conception intégré (CAE, CAO et VLSI). Conscients de l'enjeu, ils sont ainsi armés face à une concurrence internationale vive, mais stimulante.
Faites connaissance !

INGENIEURS D'ETUDE ELECTRONICIENS

Rejoignez le N°1 de la communication d'entreprise
Filiale CGE - 15.000 personnes
9 milliards de francs de Chiffre d'Affaires

Débutants

Vous êtes diplômé d'une grande école avec une spécialité en électronique. Vous approfondirez vos connaissances dans des techniques de pointe, en participant avec nos équipes à l'étude de projets importants. Ces études s'appuient sur des outils et des méthodes d'aide à la conception particulièrement performants.

Confirmés

Diplômé d'une Grande Ecole, vous avez acquis une première expérience dans la conception de systèmes ou produits électroniques et vous avez de bonnes connaissances en logique et/ou en analogique. Vous pourrez enrichir votre expérience en prenant la responsabilité d'animer une équipe d'ingénieurs et de techniciens ou en participant à la conception de nos produits en tant qu'ingénieur système.

Créatif, vous êtes intéressé par le développement de nos projets. Pour miser sur l'enjeu Télic, adressez votre candidature sous Réf. JB/M à M. Camille LEJEUNE, Direction des Ressources Humaines, TELIC ALCATEL, 1 route du Docteur Albert Schweitzer, 67408 Illkirch Cedex.

VOCATION MEDIA

Offre forte IBM : conseillez les décideurs.

Votre motivation pour le Conseil et la Vente est forte ; aptitude à communiquer, ambition, sens de la méthode, esprit de synthèse, talent pour négocier et convaincre sont vos qualités. Ce sont aussi celles qui sont nécessaires pour représenter notre Compagnie à un haut niveau, dans les domaines les plus variés : Administrations, Industries, Commerces, Services...

JEUNES DIPLOME(E)S D'UNE GRANDE ECOLE D'INGENIEURS OU DE COMMERCE

(Bac + 4 minimum)

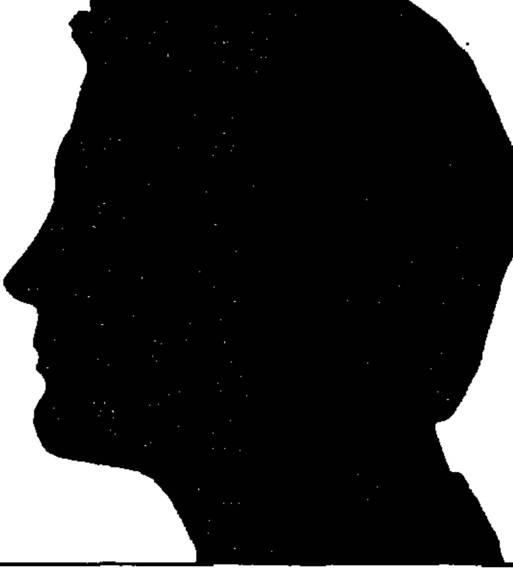
après une formation réputée et rémunérée, nous choisirons avec vous l'activité la plus adaptée à votre projet professionnel. Vous deviendrez

INGENIEUR COMMERCIAL ou INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL.

Ces postes sont à pourvoir à PARIS et en PROVINCE, avant la fin de 1988.

Que vous soyez débutants ou forts d'une première expérience professionnelle, nous vous remercions d'adresser votre lettre de candidature, CV détaillé et photo sous référence S 41 à :
IBM FRANCE – Département Recrutement – 5, Place Vendôme 75001 PARIS.

Nous rembourserons vos éventuels frais de déplacement.



IBM

CONSENSUS



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



NOTRE GROUPE

18000 PERSONNES
21,6 MILLIARDS DE CA

EST LE LEADER MONDIAL DU CYCLE DU COMBUSTIBLE NUCLEAIRE

POUR NOTRE SITE DE LA HAGUE, NOUS RECHERCHONS UN

RESPONSABLE DES ETUDES

Sur ce site, l'Informatique de Gestion gère les applications à orientations financières et ressources humaines sur 2 DPS 7 connectés à plus de 1000 terminaux à travers un réseau local.

Nous remplaçons notre responsable études qui évolue vers d'autres fonctions au sein du groupe.

A la tête d'une équipe d'une quinzaine de personnes, il assurera la conduite des projets nouveaux et la maintenance des applications en exploitation.
Il devra posséder des qualités techniques et d'organisation et en particulier : ● l'aptitude à encadrer les projets informatiques importants, ● la connaissance des gros systèmes informatiques dans un environnement transactionnel, ● la connaissance des méthodologies de développement, ● la pratique du Cobol et des bases de données, ● la connaissance de l'environnement BULL DPS 7 (souhaitable bien que non indispensable).

Ce poste doit motiver un jeune informaticien, impérativement diplômé de l'enseignement supérieur : Ingénieur ou BAC + 5, justifiant d'une expérience significative.
La rémunération, en fonction de l'expérience, pourra être de l'ordre de 250 KF.

Merci d'adresser votre candidature (C.V., salaire actuel, photo d'identité) sous référence RE/M à COGEMA Service du Personnel - B.P. 508 - 50105 CHERBOURG CEDEX.

Organisation et Publicité



Société Novespace
Filiale du Centre National d'Etudes Spatiales

recherche

JEUNE INGÉNIEUR

(2-3 ans d'expérience ou débutant)
Grande école + formation complémentaire en Médecine, Biologie ou Pharmacie.

Pour prendre en charge le développement de l'activité de promotion de la microgravité industrielle dans ce secteur au sein d'une petite structure.

Anglais courant impératif.

Envoyer C.V. et prétentions à NOVESPACE
Direction Technique - 15, rue des Halles, 75001 PARIS.

SSII à taille humaine spécialisée dans l'automatisation d'usines recrute des

INGENIEURS INFORMATICIENS

2 à 5 ans d'expérience, expérimentés ou très motivés, pour études dans un de ces secteurs :

- PROJETS sur PDP11 et VAX
- TEMPS REEL sur MICROS IBM
- SUPERVISION en RESEAU
- AUTOMATES PROGRAMMABLES

Autonomie, ouverture d'esprit et capacité d'analyse sont des qualités appréciées que nous savons rémunérer.

Adresser CV, photo et prétentions à :
ARC INDUSTRIE,
115 avenue Jean Jaurès, 75019 PARIS.



LA RÉGION D'ILE-DE-FRANCE

RECRUTE

UN CHARGÉ D'ÉTUDES

- Etudes statistiques dans le domaine scolaire.
- Mise en œuvre d'outils informatiques.
- Conseil auprès de la direction.

PROFIL :

- Etudes supérieures (Ecole d'ingénieur, économie, statistique...).
- 3 à 5 ans d'expérience, dont celle des outils micro-informatiques.

Candidatures à adresser à :
M. le Directeur de l'Administration Générale,
RÉGION D'ILE-DE-FRANCE
251, rue de Vaugirard, 75015 PARIS.

FUTUR SPECIALISTE DU MARCHE DES PROGICIELS

Vous connaissez notre spécialité : les progiciels. Nous assurons sur ce marché une mission originale d'information technique des entreprises. Nous vous proposons de vous intégrer à notre équipe pour y prendre rapidement des responsabilités. Vous êtes un jeune diplômé de l'enseignement supérieur BAC + 4, minimum, ayant une première expérience informatique acquise par *exemple lors d'un stage. Vous serez responsable de la réalisation de publica*tions du CXP consacrées aux progiciels : catalogues ou études de marché. Une bonne pratique de l'anglais est souhaitée.

Vous êtes attiré par la connaissance du marché informatique, vous avez le goût des contacts, du travail en équipe, ainsi qu'une bonne aptitude à la rédaction, contactez-nous : ce poste est à pourvoir rapidement.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions
à Madame BRAULT - CXP
99, boulevard Malesherbes - 75008 PARIS.

CXP
Centre d'Information des Utilisateurs de Progiciels

Organisation et Publicité

SSCI en pleine expansion
BUREAUX PORTE D'ORLÉANS
équipe dynamique cherche
pour réaliser, maintenir et diffuser la nouvelle génération de ses progiciels distribués à plusieurs centaines d'exemplaires

- **1 INGÉNIEUR CHEF DE PROJET**
  système d'exploitation UNIX, SGBD, INFORMIX.
- **2 ANALYSTES PROGRAMMEURS**
  expérimentés SGBD INFORMIX.
- **2 ANALYSTES PROGRAMMEURS**
  expérimentés MSDOS et COBOL.

Env. c.v., photo et prét. à SINCIR, BP 90, 92123 Montrouge Cedex.

Le Monde
CADRES

TRES IMPORTANTE SOCIETE
IMPLANTEE A MADAGASCAR

recherche

CADRE DE HAUT NIVEAU DE NATIONALITE MALGACHE



[redacted] une **FORMATION D'INGENIEUR ENST, ESE, ou ENSI** pour lui confier ses activités télécommunications.

Une pratique de quelques années dans le domaine des négociations technico-commerciales et de gestion d'affaires est indispensable.

Adresser CV, rémunération souhaitée s/réf. 41810 à CONTESSE PUBLICITE, 20 avenue de l'Opéra 75001 Paris, qui transmettra.

CONTESSE

l'Etudiant

cherche pour sa collection
« L'Etudiant pratique »

UN(E) RESPONSABLE D'ÉDITION

Missions :

- Prendre la direction de la collection (60 titres).
- Budgets, recherche et suivi des auteurs, choix et conception des nouveaux titres, rééditions, propositions d'évolution à long terme.

Le candidat idéal aura :

- 30 ans minimum, une expérience réussie dans la presse (grand public) ou l'édition, de trois années au moins dans un poste à responsabilités.
- Un réel intérêt pour les publics lycéens et étudiants, pour l'orientation scolaire et professionnelle.
- Une connaissance approfondie de l'enseignement supérieur et une expérience du monde professionnel.
- *Une formation supérieure de niveau BAC + 4 au min.*

Envoyer C.V., photo et prétentions à Christine GUESDON, « L'Etudiant » - 27, rue du Chemin-Vert, 75011 PARIS.

Transrack

P.M.I., 350 personnes, leader sur notre marché nous créons dans le cadre de notre expansion
un poste de

RESPONSABLE DES RESSOURCES HUMAINES

Le titulaire recherché devra avoir acquis au moins 5 ans d'expérience dans une fonction similaire en milieu industriel.

Outre les missions classiques de gestion des rémunérations et des *relations sociales, il sera chargé de mettre en place et d'animer une* politique des ressources humaines avec gestion par objectif, formation et motivation des hommes.

Rémunération : 250-300 KF.

Poste situé en banlieue Est de Paris.

Faire offre de candidature sous pli confidentiel à :
Direction Générale TRANSRACK S.A.
60, avenue Miss-Cavell, B.P. 12,
94101 SAINT-MAUR CEDEX.



cesi-sud ouest

Pour accompagner son **développement** et **renforcer** son équipe d'Ingénieurs

Le CESI SUD-OUEST recherche un

formateur expérimenté

rompu à l'animation de groupes, habitué à la gestion de cycles longs, capable de concevoir des projets de formation intra-entreprise et de les animer.

Passionné par l'Ingénierie Pédagogique, âgé de 30 à 40 ans, le candidat que nous recherchons doit posséder, outre l'expérience des problèmes de formation, une réelle envergure.
Salaire : 220 000 F.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV et photo à B. MONTFORT CESI SUD-OUEST - Château de Péchauriolle 31131 BALMA Cedex

MÉDIA-SYSTEM

2 Professionnels du Conseil

(5 ans d'expérience minimum)

Vous souhaitez valoriser et développer vos savoir-faire en vous *impliquant* au sein d'une équipe pluridisciplinaire en stratégie *et management, reconnue pour l'originalité de ses approches,* la qualité de ses prestations et pour son éthique.

Si vous répondez au profil suivant :

- 35-40 ans,
- double formation,
- **expérience professionnelle de haut niveau (entreprise + conseil)** dans un ou plusieurs des domaines suivants : marketing, communication, organisation, ressources humaines,
- sens commercial éprouvé,
- créatif, rigoureux, doté d'une forte puissance de travail et si possible... d'humour,

nous serons heureux de vous faire participer à notre forte expansion.
Rémunération motivante.
A terme, une association au capital pourrait être la reconnaissance de vos performances.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et salaire actuel) à notre conseil : Développement et Management des Hommes et des Entreprises.



8, RUE CHAUVEAU-LAGARDE - 75008 PARIS

AGRO-ALIMENTAIRE BRETAGNE

RESPONSABLE QUALITE TOTALE H/F

Ce groupe leader de transformation des viandes (salaisons, charcuterie, conserves) a placé son redéploiement sous le double signe d'une productivité accrue et de la qualité totale.

En 3 ans, au-delà des résultats quantifiables enregistrés, c'est un état d'esprit nouveau qui s'est instauré, dont la flamme doit être entretenue et renforcée.

Le titre en jeu étant la première marche du podium, nous cherchons le relayeur qui assurera le second souffle à l'action entreprise.

Il y mettra foi et intelligence, tonus et cran, imagination et réflexion.

Il sera soutenu par une Direction volontariste et convaincue.

Un jeune ingénieur, Agro, Ensia, ou équiv., trouvera dans ce poste un champ d'exercice aux talents d'excellence qui bouillonnent en lui.

En échange d'une parfaite discrétion, merci d'adresser sous identification 1037 C, CV détaillé, avec références, photo et indication de salaire au CEIP, Conseil d'Entreprise, 56270 PLOEMEUR.

ceip *Conseil d'Entreprises 56270 PLOEMEUR.*



هكذا من الأصل

Ingénieur Manager

ESTP - INSA...

Deux priorités :

- une solide expérience (bâtiment, travaux d'entretien, et connaissances en informatique).
- des qualités relationnelles évidentes dès le premier abord.

Bras droit de votre CHEF DE SERVICE, et en liaison directe avec nos unités territoriales, vous suivrez d'abord la mise au point d'importants travaux d'entretien et de rénovation.
Ensuite, la mise en place et l'informatisation du plan de patrimoine technique (122 sociétés) vous seront confiés personnellement.
Deuxième étape : gérer et contrôler les mises à jour de ce plan, ainsi que l'éxécution d'importants budgets (gros entretien, remise en état des logements).
A ce titre, vous disposez d'enveloppes financières exeptionnelles qu'il vous appartiendra d'utiliser.
Dès ce moment, l'importance de vos tâches et de vos responsabilités, nous obligera à réétudier votre fonction.

Envoyer C.V. et prétentions, sous référence 6582 à :
ORGANISATION ET PUBLICITE - 2, rue Marengo 75001 Paris, qui transmettra.

Notre Direction des ETUDES INDUSTRIELLES
recherche un

INGENIEUR-CONSEIL AGRO-ALIMENTAIRE

Agé de 35 ans environ, vous avez une formation supérieure (type Grande Ecole), complétée par une expérience concrète de fonctions à responsabilités dans l'entreprise.

Vous êtes très ouvert aux problèmes financiers et bancaires, et parlez couramment l'anglais.

Votre mission : vous serez chargé d'apprécier, pour notre Banque, les perspectives économiques et financières d'entreprises du secteur agro-alimentaire. Vous aurez à en faire le diagnostic en examinant plus particulièrement leurs aspects industriels, commerciaux et humains.

Faites nous part de vos ambitions !
Ecrivez-nous (lettre manuscrite, CV, photo) en précisant la référence 5621 à COMMUNIQUE - 53, avenue Victor Hugo, 75116 Paris qui transmettra.

BNP C'est gagner. BNP

SAMIFI BABCOCK

FROID INDUSTRIEL

AREA MANAGER

Filiale d'un Groupe Français très important, de réputation internationale, souhaite renforcer ses structures sur les marchés de la C.E.E. et de l'AMERIQUE DU SUD.

Rattaché au Directeur Commercial, bénéficiant de larges pouvoirs de délégation, le titulaire du poste assume la responsabilité de la zône qui lui est confiée.

Il définit la stratégie commerciale, met en oeuvre les moyens de promotion et de développement des ventes, négocie personnellement les contrats.

Rompu aux problèmes de financements internationaux, il assure la coordination entre les filiales, les agents et les représentants de la société.

Ce poste, basé à Saint Denis (93), s'adresse à un candidat de formation supérieure, d'au moins 30 ans, bilingue français-anglais, ayant une bonne expérience du froid industriel appliqué aux industries agro-alimentaires.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet et photo au Service du Personnel - **SAMIFI BABCOCK** - 71, rue Paul Eluard
BP 125 - 93204 SAINT-DENIS Cedex 1.

ORS.-Pierre Lichau

Grand Groupe industriel à vocation internationale (1750 personnes, 9 sites), leader de notre profession, décidé à relever les défis majeurs de l'avenir : compétitivité et qualité des produits, motivation et responsabilisation des hommes, pertinence et efficacité de la gestion.
Nous recherchons notre :

DIRECTEUR DE LA PLANIFICATION DE L'INFORMATION ET DE LA GESTION

Chargé de :
- définir et faire vivre le système d'information de gestion
- mettre en place l'ensemble des méthodes et procédures d'organisation administrative
- diriger le contrôle de gestion du Groupe.

Vous avez 35 ans environ, vous disposez d'une formation supérieure et d'une première expérience professionnelle réussie, acquise dans un grand Groupe industriel ou une société de conseil performante.

Jeune, dynamique, mobile, disposant d'un fort potentiel, vous êtes capable d'assumer une responsabilité fonctionnelle importante au sein de notre holding.
Vous faites partie du Conseil de Direction.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite + CV) sous référence H1 à :
JEAN-PIERRE MARTICHOUX & ASSOCIES
15, rue des Saint-Pères - 75006 PARIS.

CGEA

Le Groupe **CGEA** (6500 personnes) prestataire de services auprès des Collectivités Locales dans les domaines de la propreté, de l'environnement et des transports en commun, appartenant au Groupe Générale des Eaux, recrute dans le cadre de son développement en **France** et en **Europe**



Jeunes diplômés de l'enseignement supérieur

ECOLE D'INGENIEUR ou ECOLE DE COMMERCE

Ils auront pour mission de :

- **GERER** nos Centres de profits,
- **DEVELOPPER** nos activités commerciales,
- **ANIMER** des équipes d'une cinquantaine de personnes.

Une première expérience vous a convaincu de vos aptitudes dans ces domaines.

Merci d'adresser lettre avec C.V., photo et prétentions sous référence 8818 à **C.G.E.A.**
Direction du Personnel - 174, rue de la République - 92800 PUTEAUX

(Discrétion totale assurée).

ORS.-Pierre Lichau

Importante société d'Edition, filiale du Groupe HACHETTE, recherche pour son unité Edition-Fabrication un ou une :

Secrétaire général(e) d'édition

pour la réalisation d'une encyclopédie générale.

Vous définirez les méthodes de travail et assurerez la réalisation de l'ouvrage sous l'autorité du Directeur de la collection.

De formation supérieure (niveau licence), vous avez une réelle capacité d'animation des équipes ; votre rigueur, votre promptitude à résoudre les problèmes et votre sens de la gestion seront appréciés.

Vous possédez une excellente culture générale, un savoir-faire rédactionnel et une expérience confirmée dans l'édition, si possible dans le domaine des dictionnaires et encyclopédies. Enfin, vous connaissez les techniques d'édition et de fabrication (photocomposition, photogravure, impression).

Votre maîtrise des systèmes informatiques liés à la P.A.O., aux bases de données documentaires, représente des atouts supplémentaires. Vous parlez l'anglais couramment et avez si possible de bonnes notions d'espagnol.

Veuillez envoyer (C.V., lettre, photo et prétentions) sous la réf. SG/M à :
J. de POIX, LE LIVRE DE PARIS, 3 & 5, av. de Garlande, 92220 BAGNEUX.



HACHETTE

L'enthousiasme ça se communique.

Beherrschen Sie die Sprache der Automobiltechnik ?*

VW Audi

De formation ENI, ESTACA..., vous débutez ou possédez une première expérience en mécanique ou carrosserie.
Si vous êtes de formation Bac + 2, vous avez nécessairement une solide expérience du secteur. Dans les deux cas vous êtes bilingue allemand. Mettez à profit la maîtrise de vos connaissances techniques et vos capacités relationnelles et devenez notre :

Conseiller technique après-vente

véhicules utilitaires légers

Interface privilégié entre les concessionnaires et l'usine, vous contrôlez la qualité et le coût des réparations et apportez des solutions techniques.
En relation avec les carrossiers, vous aidez à l'adaptation et l'optimisation de leurs études relatives à nos véhicules.
Poste basé à Villers-Cotterets.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec CV, photo et prétentions, sous réf. 40168M, à V.A.G France, Division du Personnel et des Relations Sociales, BP 64 - 02600 Villers-Cötterets.

V·A·G

* Parlez-vous la langue de la technique automobile ?



Au sein de notre Département Juridique, vous réaliserez des missions de conseil et d'information. Vous traiterez de l'ensemble des questions juridiques que peut connaître une Société de dimension internationale (droit européen, commercial, civil, du travail...).
De formation supérieure en Droit des Affaires (type DESS ou DJCE), vous possédez un bon niveau d'anglais. La diversité de vos interlocuteurs mettra en évidence vos qualités relationnelles d'ouverture et de négociation.
Votre sens des affaires et du concret seront vos atouts pour réussir à ce poste et évoluer au sein de notre Groupe.
Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. CS/04, à Christian Salaün, 3M France, Bd de l'Oise, 95006 CERGY Cedex.



MEDIA-SYSTEM

---

diriger recherches et documentation

chez un grand conseil en recrutement

Venez gérer notre documentation économique et nos fichiers informatisés, "produire" les coordonnées des hommes que nous voulons approcher, animer et assister les équipes parisienne (3 p.) et régionales (6 p.) travaillant au profit de nos 7 bureaux nationaux.

Pour avoir déjà assisté des consultants dans leurs missions, vous savez que les deux maîtres-mots de notre métier sont l'efficacité (travailler vite et bien) et le sens du service.

A 30 ans au moins, IEP ou ESC, vous souhaitez enrichir votre fonction d'assistante en prenant des responsabilités d'animation d'équipe. Rejoignez-nous !

Notre consultante, Mlle A. DANIEL, vous remercie de lui écrire (réf. 5308 LM)

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTEC

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

MARDI
TUESDAY
DIENSTAG
8
NOVEMBRE

Important

A Strasbourg ou à Paris

petit déjeuner avec

GENERALI Compagnie d'Assurances

JEUNES DIPLOMES BAC + 4/5

DEBUTANTS OU 1ère EXPERIENCE

GESTION, SCIENCES ECO, ECOLES DE COMMERCE

devenez

ANIMATEURS COMMERCIAUX au sein de GENERALI

Secteurs à pourvoir :
- **NANCY** réf. GN - **MULHOUSE** réf. GM - **STRASBOURG** réf. GS
- **CENTRE OUEST** réf. CO- **NORMANDIE** réf. GN

Après une période de formation rémunérée étalée sur un an se déroulant à notre siège parisien, en agence et inspection régionale, nous vous confierons le poste d'INSPECTEUR (position cadre) à pourvoir sur le secteur de votre choix.

Votre mission, soutenir l'activité de nos agents et courtiers par une assistance *sur le terrain, leur apporter la formation et l'animation* nécessaires au développement de nos produits auprès de leur clientèle. Vous optimiserez la recherche et le recrutement de nos futurs agents généraux et courtiers.

Débutant à fort potentiel ou doté d'une première expérience réussie dans l'assurance ou la vente de services, votre sens de l'écoute et du relationnel, votre caractère entreprenant, votre goût des responsabilités, bref votre esprit commercial vous permettront d'évoluer au sein de GENERALI.

Notre position de leader nous permet de ne retenir que les meilleurs. Après présélection, nous vous inviterons à **"petit déjeuner"** avec nos dirigeants qui vous présenteront leurs projets.

Nous vous remercions d'adresser votre CV + lettre manuscrite, photo et prétentions sous référence et lieu de rendez-vous choisis à notre Conseil Bruno TUMA que nous avons chargé de ce recrutement.

Les conditions particulières liées aux postes à pourvoir sont à votre disposition sur Minitel **3616 DATEL puis GEN**

SECOR - Ressources Humaines
BP 79 - 92503 Rueil-Malmaison Cedex

SECOR RESSOURCES HUMAINES

ORC - Pierre Lichau

SERVICE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUES

recherche

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES UNIVERSITAIRES

pour

INGÉNIEURS SYSTÈME IBM - VM

Débutants ou première expérience.

C.V. + prétentions à :
SD et I, Tour Gallieni 1,
78-80, avenue Gallieni,
93174 BAGNOLET CEDEX.
Tél. : 43-60-13-54.

SERVICE DÉVELOPPEMENT ET INGÉNIERIE

recherche

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES UNIVERSITAIRES
SUP-AERO
ENST, ESE, ENSIMAG, INSA, ENSI, DEA, MIAGE

Pour assurer des développements en :
- LOGICIELS DE BASE
- LOGICIELS SYSTÈMES
- LOGICIELS D'APPLICATION TEMPS RÉEL
- TÉLÉCOM, RÉSEAUX
- CA, CFAO, IA
- GESTION.

C.V. + prétentions à :
SD et I, Tour Gallieni 1,
78-80, avenue Gallieni,
93174 BAGNOLET CEDEX.

SOCIÉTÉ D'ÉDITION
recherche :
CONCEPTEUR-RÉDACTEUR
bonne plume, sens de la communication, bonne culture générale.

SECRÉT. DE RÉDACTION
expérimentée
rewriting souhaité.
Adr. c.v. et prét. s/nº 8 011
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue Monttessuy,
75007 PARIS.

CETA rég. Beauce-Thymerais

RECHERCHE

INGÉNIEUR

AGRI ou AGRO, homme de rech. pour mise en œuvre de techniques de pointe sur nos exploitations céréalières. Rémunération en rapport avec résultats obtenus.

Ecrire sous le nº 8 827
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy
75007 Paris.

HORTON

recherche

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

Expérience souhaitée en :
- technique export,
- comptabilité,
- langue anglaise,
- utilisat. micro-ordinateur.

Rémunération motivante en rapport avec l'expérience.

Écrire HORTON
38, rue de Bassano,
75008 Paris.

Organisation professionnelle

recherche

JURISTE

titulaire DESS

Droit des affaires, Certificat fiscalité.
Bonne connaissance des professions libérales.
Appréciant le contact avec la clientèle.
Expérience minimale 2 ans.

Ecrire sous nº 8 820 M, **LE MONDE PUBLICITÉ**,
5, rue Monttessuy, 75007 PARIS.

LABORATOIRE UNIVERSITAIRE SPÉCIALISÉ EN GBM

recherche URGENT

1 INGÉNIEUR GÉNIE PHYSIQUE
ou MICROMÉCANIQUE

1 INGÉNIEUR
GÉNIE ÉLECTRIQUE

+ DEA ou EXPÉRIENCE
EN ACOUSTIQUE

Banque de données automatisée sur les médicaments (BIAM) rech.

MÉDECIN DOCUMENTALISTE

ayant exp. dans ce domaine. Adr. c.v. + photo et prét. en précisant sur l'enveloppe la réf. 39 734 BLEU 17, rue Lebel, 94307 Vincennes Cedex qui transmettra.

URGENT
Conservatoire National des Arts et Métiers de SACLAY ch. PROFESSEURS pour cours du soir d'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.
1er Cycle : Economie et statist., techn. fin. et compt.
2e Cycle : Génie logiciel, organisation du travail.
69-08-44-10/69-08-62-09.

Association rech. personne pratiquant logiciel PAO pour service publication.
Envoyer C.V. et prétentions au : CAES du CNRS, 17, av. de Choisy, 75013 Paris.

LA TECHNOPOLE RENNES ATALANTE

RECRUTE

UN ANIMATEUR
pour sa PÉPINIÈRE D'ENTREPRISES
hautes technologies

MISSION : assurer la promotion de la pépinière ; valoriser les résultats de la recherche susceptibles d'engendrer des activités nouvelles ; détecter et accompagner les candidats à la création d'entreprise ; assurer la mise en relations continue des entreprises et des laboratoires.

PROFIL : formation supérieure ; expérience de la création d'entreprise et de la gestion des PME ; qualités de contact ; bonne culture générale scientifique et technologique ; bonne connaissance des mécanismes de décisions publiques et du monde financier.

Envoyer C.V. + photo et prétentions à :
Rennes ATALANTE - 11, rue du Clos-Courtel, 35700 RENNES.



recherche

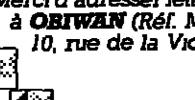
Chef du Service Administration des ventes

chargé principalement :
- *de la gestion et du suivi des commandes,*
- *du soutien logistique des représentants,*
- *des relations commerciales par téléphone avec la clientèle.*

Expérience 5 ans minimum dans la même fonction et bonnes connaissances de l'outil informatique indispensables.

Poste situé à ***Balagny sur Therain (60)*** *résidence souhaitée dans la région* ***Creil/Beauvais/Chantilly.***

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à ***OBIWAN*** *(Réf. MD 8101)*
10, rue de la Victoire 75009 PARIS.



SSN A FORTE PROGRESSION

(plus de 200 ingénieurs, 3 ans après sa création)
IMPLANTÉE EN FRANCE, EUROPE U.S.A.

RECHERCHE

CHEF D'AGENCE AQUITAINE

Basé à BORDEAUX, il a pour missions :
- la promotion et le développement des différentes activités de conseils et d'ingénierie logicielle du groupe ;
- le management des équipes techniques.

Si vous êtes de formation ingénieurs et justifiez d'une expérience similaire en Aquitaine depuis plus de 3 ans, adressez votre dossier de candidature (lettre + C.V. + photo + prétentions) sous nº 8829,
LE MONDE PUBLICITÉ - 5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

Sté de vacances OCCAJ rech.

ANIMATEURS (H./F.)

villages de vacances, Hôtels-Clubs, saison hiver 89. Ecrire avec c.v. et photo à J.-P. Philippe, service animation adultes, SVT OCCAJ, 95, r. d'Amsterdam, Paris-8e (ne pas téléphoner).

Importante société d'aménagement Banlieue Nord recherche

CHARGÉ(E) D'OPÉRATIONS

Spécialisation : activité économique.
Formation : ingénieur.
Expérience souhaitée.
Envoyer lettre manuscrite et C.V. sous le nº 3038 à AGENCE CENTRALE DE PUBLICITÉ, 6, bd Poissonnière, 75009 PARIS, qui transmettra.

Sté d'assistance technique recherche pour Londres

INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN

Sa mission sera au sein d'un B.E. de définir des spécifications techniques d'appels d'offres pour un important projet d'éclairage extérieur (routes, parking). Expérience chantier *indispensable*. Anglais courant et technique, connaissances normes anglaises appréciées.
Adr. CV, photo, prétent. à Sté RAC, 6, r. Chaussée-d'Antin, Paris-9e. 45-23-57-00, demander J.-P. Boisnier.

INGÉNIEUR SYSTÈME

DPS 7
pour environnem. bancaire.
Libre de suite.
Envoyer C.V. à M. MAROTIN,
15, rue des Grands-Prés,
92000 NANTERRE.

VILLE DE QUIMPER
(Finistère)
recrute
par concours sur titres et sur épreuves,

UN PROFESSEUR PLASTICIEN

pour l'école municipale des beaux-arts. Règlement du concours à demander au service du personnel de la mairie.

Dossiers de candidature à adresser à :
Monsieur le Maire de Quimper
(service du personnel),
BP 531 29107 Quimper Cedex,
pour le 31 oct. 1988,
le cachet de la poste faisant foi.

DEMANDES D'EMPLOIS

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi
vous propose une sélection de collaborateurs :
- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

CADRE DIRECTION COMMERCIALE. – 43 ans. *Maîtrise* + 3e cycle physique. Anglais courant. 19 ans expérience technique et commerciale PME haute technologie (électronique nucléaire, informatique, recherche, développement, négociation haut niveau, mise en place réseau de vente). Bien introduit *milieu industriel, université*, goût challenge. Disponible.

PROPOSE : collaboration à responsable PME désirant être seconder. Paris, R.P. (déplacements acceptés).
(Section BCO/JCB 1251.)

J.F. CADRE BANCAIRE. – *41 ans. Anglais courant, espagnol* lu, écrit, bonnes notions arabe. Expérience entreprise et banque gestion. Analyse financière et de risque opérations sur l'étranger, droit des affaires. Aimant faire face à l'imprévu.

PROPOSE : service à entreprise industrielle, conseil, établissement financier. (Section BCO/JCB 1252.)



ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09
TÉL. : 42-85-44-40, poste 27.

Cadre supérieur 58 ans, ing. civil, formation anglo-saxonne, expérience professionnelle : DIRECTION GÉNÉRALE ET COMMERCIALE PME/PMI rech. poste à responsabilités tourné vers l'exportation, gde exp. négociation contrats internationaux, montage et gestion de joint-ventures, actif, très mobile, disposé à se rendre à l'étranger pour missions. Excel. connaissance Royaume-Uni, M.-Orient, Sud-Est asiat. T. (16) 93-73-91-51 (Nice).

Jne universit., dynamique, *grosse capacité de travail,* ch. un emploi dans les secteurs d'activités qui l'intéressent : presse, édition, audio-visuel, théâtre, cinéma, arts plastiques. Paul MARY, 23, r. de Berne, Paris-8e.

J.F. 27 ans Sc. po, DESS droit des affaires/fiscalité ASSAS, stages en entreprises et cabinets, cherche poste juriste ou fiscalité. Tél. 42-51-59-72.

J.F. 25 a., bac + 4 droit des aff. + IAE, 1re exp. rédact. juridique, conseil, stages significatifs de banque internat. *française, rech. poste* juriste d'entreprise.
Ecrire MONDE PUBLICITÉ sous nº 8 826 M
5, rue Monttessuy,
75007 Paris.

J.F. maîtrise comm. internat., lic. russe pte exp. australienne, ch. poste service marketing ou commercial. Tél. : 45-34-65-31.

J. H., maîtrise échanges internationaux, bachelor of arts, bilingue anglais, cherche poste VSNE. Tél. : (16) 31-63-82-15.

PSYCHOLOGUE CLINICIEN, 2 années d'exp. prof., parf. trilingue (AEF), dipl. psychopathe Paris-Xe, classé 2e, ch. emploi en France. M. FEDERA (19-49-89) 83-43-150.

J.F. 27 ans, 8 ans d'exp., ch. emploi DACTYLO-SECRÉTARIAT mi-temps *matin* (9 h-14 h). Tél. 40-21-08-15 de 9 h à 16 h.

J.F. 22 ans ch. emploi
DOCUMENTALISTE
D.U.T., maîtrise information, 1 an exp., conn. micro-informatique.
Ecrire sous le nº 8010
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy
75007 Paris.

J.H. 32 ans, niv. Bac, 10 ans d'exp. prof. dans service achat, 5 ans de pratique informatique, cherche poste de responsabilité dans le domaine administratif et financier. 39-68-35-25.

H., 35 ans, responsable de la communication, haute formation, exp., aimant écrire.
Ecrire sous le nº 0276
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy
75007 Paris.

J. F., 22 ans, ch. emploi
DOCUMENTALISTE
DUT. maîtr. information, 1 an exp., conn. micro-inform.
Ecrire sous le nº 6010
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy
75007 Paris.

J.F. cherche emploi
AIDE-COMPTABLE
Expérience 7 mois.
Tél. : 43-38-14-12.

Femme aide-comptable cherche emploi dans PME. Toutes écritures et ordinateurs. Paye et toutes déclarations. Voiture personnelle, *sérieuses références.* Tél. : 43-71-70-32 ou 48-08-30-07.

Secrétaire, 50 ans, sténo/TTX, visio IV, rech. poste emploi varié, pr. gare St-Lazare ou Ouest-Paris. Ecrire Mme Boisseau, 8, rue du Camp-Canadien, 92280 Saint-Cloud.

H. 43 ans, diplômé Ecole nationale sup. arts graphiques, études sérieuses hist. de l'art, réalisations, décoration théâtrale, recherche situation créative. Lacharrière, 11, rue Rodier, 75009 Paris. Tél. : 42-80-55-88.

INFORMATICIEN 43 ans cherche emploi direction *informatique* gros, moyens systèmes en France si possible province. Disponible immédiatement. Tél. : 19-32 19-32-81-82.

BABY-SITTER, spécialiste en sécurité enfants, hôtesse d'accueil, gouvernante, bilingue. Hautes *références* contrôlables. Etudie toutes propositions sérieuses.
Contact *téléphonique :*
(16) 93-39-31-26
ou (16) 93-39-21-47,
qui transmettra.

J. F., 32 ans, lic. lettres, conn. communication, linguistique, angl., allem., trait. textes, exp. pédagog., rech. vacations, CDD, etc.
Ecrire sous le nº 8828
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy
75007 Paris.

ENSEIGNANT ÉLECTRONIQUE MICROPROCESSEURS ch. emploi mi-tps de préf., formation en électronique. Tél. : 45-57-82-21.

F. antillaise, docteur en anthropologie, exp. relat. internat., rech. emploi. Etudierait ttes propositions. Tél. : 47-28-02-72.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

A VENDRE
FIAT RITMO III, turbo Diesel, mod. 87, rouge verni, D.A., gl. élect. teintées, essuie-glace AR, 35 000 km, très bon état général, 54 000 F *à débattre. Tél.* 42-35-46-08 après 19 heures.

de 8 à 11 C.V.

Part. vd LAND-ROVER 109 Diesel, 9 CV, fév. 80, 1re main, embrayage complet (disque, butée, cylindres émetteur et récepteur), 5.000 km, cardans, transmission, pompe gazole 3.000 km, échappement neuf, étanchéité boîte complète. Equipement : moyeux débrayables, galerie, banquettes *latérales rabatt.*, protège-feux AV et AR, marchepied, porte-jerrican, attelage, amortisseur, direction, batterie 1 an, 1 jeu complet 4 roues équipées pneus *neige.* 55.000 F.
Tél. : 45-56-12-66 h.b.

L'AGENDA

Animaux

VENDS CHATS SACRÉS DE BIRMANIE AVEC PEDIGREE. NÉS le 24 avril 1988. Tél. : *43-26-36-66* le soir.

Bijoux

ACHAT BIJOUX
or ancien et moderne
Brillants, Pierres précieuses.
PERRONO, bd des Italiens
OPÉRA. 4, Ch.-d'Antin
ÉTOILE. 37, av. V.-HUGO.

Vacances Tourisme Loisirs

Home d'enfants à la montagne (Ht-Doubs, 900 m prox. front. suisse). TOUSSAINT, NOËL, PAQUES.
Yves et Liliane accueillent vos enfants dans ancienne ferme XVIIe siècle, confortable, rénovée, chbres 2 ou 4 avec s. de bns. Située au milieu des pâturages et forêts. Accueil volont. limité à 15 enfts. Idéal en cas *1re séparation.* Ambiance familiale et chaleureuse. *Activités :* tennis, ski de fond, jeux collectifs, fabrication pain, peinture sur bois. 1 450 F Toussaint (tennis) ; *1 690 F Noël, Pâques* (ski de fond). (16) 81-38-12-51.

L'IMMOBILIER

appartements ventes

1er arrdt

Appartement vente 5e
Exceptionnel.
Pptaire vd dans imm. rénové duplex 200 m², 2 terrasses sud, 3 ou 4 ch., 77 m² de réception avec poutres apparentes et verrière. PROMOVIM 42-36-56-26.

Appartement vente 5e
EXCEPTIONNEL. Propriétaire vend appt, réception, 5 ch. + bureau, 3 terrasses. Entièrement refait. PROMOVIM 42-36-56-26.

3e arrdt

QUARTIER DE L'HORLOGE
BEAUBOURG
Mº RAMBUTEAU
PRIX INTÉRESSANT
Imm. réc., tt cft, prkg, séj., 2 ch., entrée, cuis., bns, *balc., w.-c., soleil, calme, ét. élevé,* ascenseur, 15, rue du Grenier-Saint-Lazare. Mardi, mercredi 14 h/17 h.

5e arrdt

CONTRESCARPE
maison XVIIe, 7 pièces
210 m², TERRASSE
charme, 47-33-32-44, *calme.*

8e arrdt

CHAMPS-ÉLYSÉES
studio 26 m² sur jardin, récent, excellent état. 780 000 F. 45-20-11-90.

9e arrdt

LAFAYETTE, sympathique 2 p. avec mezz., cheminée, poutres tout confort, calme, soleil. A.S.M. 48-24-63-68.

14e arrdt

ALÉSIA
MAGNIFIQUE 5 P. TOUT CONFORT. 2 800 000 F, 43-27-04-04.

78-Yvelines

VERSAILLES
magnifique 2 pièces caractère, *poutres, colombages,* rénové, 895 000 F. Tél. : 39-49-49-49.

92 Hauts-de-Seine

NEUILLY-SABLONS très bel imm. p. de t., 160 m², bon stdg, tt cft, double orientation, asc., balcon, 5 100 000 F, 42-80-41-26.

appartements achats

GROUPE DORESSAY
rech. pr CLIENT. SÉLECTIONNÉE, PARIS RÉSIDENTIEL, APPTS HAUT DE GAMME ET HOTEL PARTICULIER. Tél. 46-24-93-33.

Recherche 2 à 4 p. PARIS, préfère RIVE GAUCHE, avec ou sans travaux. PAIE COMPTANT chez notaire. 48-73-48-07 *même le soir.*

viagers

FONCIAL 45-55-86-18
47, AVENUE BOSQUET, 7e spécialiste 49 a. expérience. Etude grat. personnalisée. Avant. fiscal. Rente indexée.

F. CRUZ 42-66-19-00
8, R. LA BOÉTIE, PARIS-8e
SPÉCIALISTE DU VIAGER
Gar. financ. 5 000 000 F, 49 a. exp. Estim. gratuite.

immobilier information

PROFESSIONNELS DE L'IMMOBILIER.
L'Annuaire des propriétaires des immeubles recense 28 000 propriétaires de 38 000 immeubles.
SEESAM : 46-22-98-33.

locations meublées demandes

Paris

RESIDENCE CITY
rech. pour multinationales et ambassades APPTS HAUT DE GAMME, VIDES et MEUBLÉS min 2 ch. et VILLAS.
Tél. : (1) 45-27-12-19.

INTERNATIONAL SERVICE
rech. pr BANQUES, STÉS MULTIN. et DIPLOMATES, GDS APPTS de stdg, 5, 6, 7 pces. Tél. : 42-80-20-42.

ETUDIANT
recherche PARIS
PETIT STUDIO
ou chambre avec eau
loyer 1 000 F environ
Tél. : 39-81-62-23 après 19 h.

locations non meublées offres

Paris

Rue de Seine, part. loue 60 m² 4e ét., ss asc., 6.500 F. Reprise justifiée 35.000 F. H.B. : 42-67-21-11, p. 121.

villas

St-Genis-Roussillon, proxim. mer, montagne, Espagne. Résid. calme, très belle villa trad. 4F, 120 m² hab., jdin 550 m² arb., puits, belles prest. inter. et ext., cuis. éq., 800 000 F à débattre. *Tél.* 68-89-70-81 *le soir.*

propriétés

S/GOLF ST-NOM
Luxueuse villa, 390 m², récept., 6 chbres, 6 bains, terr. 3 200 m². 45-02-13-43.

forêts

Particulier vend forêt 82 ha USA (Maine), 20 km océan, site agréable, 1 100 $ l'hectare. Écr. TFM, Ferrier, 1261 Gingins ou Tél. : (041) 22-69-22-22 à Genève.

bureaux

Locations

DOMICILIATIONS
Forum des Halles, Bureaux, *Constitution de Sociétés* Télex, Secrétariat. ACCESS - 40-26-15-12.

Votre adresse commerciale ou
SIÈGE SOCIAL
bureaux, secrétariat, télex
CONSTITUTION STÉS
Prix compét. Délais rapides.
ASPAC 42-93-60-58 +

DOMICILIATION 8e
Bureaux, Télex, Télécopie.
AGECO 42-94-95-28.

DOMICILIATION depuis 80 F. Av. Ch.-Elysées ou rue Saint-Honoré ou bd des Italiens ou Paris 9e, 12e et 15e. INTER DOM, 43-40-68-60.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL – RC – RM
Constitutions de Sociétés.
Démarches et tous services.
Permanences téléphoniques.
43-55-17-50.

CENTRE AFFAIRES GARE LYON
loue bureaux équipés.
Accès 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. 43-42-12-12.

هكذا من الأصل

Le Carnet du Monde

Naissances

– Vicky GRJEBINE
et
Pascal PENAUD
ont la joie d'annoncer la naissance de

Deborah GRJEBINE-PENAUD

le 11 octobre 1988.

11, rue Jules-Chaplain,
75006 Paris.

– M. et Mme François MERCEREAU,
Olivia et David
ont la joie d'annoncer la naissance de

Suzanne,

le 16 octobre 1988.

135, rue du Théâtre,
75015 Paris.

Mariages

– M. et Mme Claude DUPIN,
M. et Mme Waldemar KURI,
sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants

Agnès et Stéphane,

qui a été célébré le 1er octobre 1988, à Saint-Jean-de-Luz.

41, rue Gambetta,
64500 Saint-Jean-de-Luz.
9, rue du Parc,
92190 Meudon.

– Stéphane COQUARD
et
Maurice MEULEAU,
sont heureux de faire part de leur mariage le vendredi 14 octobre 1988.

28, rue du Dragon,
75006 Paris.

– Mme Frédéric VOSE,
M. et Mme Pierre TRINCAL,
sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants,

Bliss et Alain,

célébré dans l'intimité familiale, à Paris, le 24 septembre 1988.

Newport News Virginia,
23601 USA.
10, bd du Temple,
75011 Paris.

Décès

– Mme Monique Alliot,
Le recteur et Mme Michel Alliot,
M. Jean Moreaux et Mme, née Chantal Alliot,
Les docteurs Bruno et Françoise Alliot,
Le professeur Michel Chatelus et Mme, née Brigitte Alliot,
Leurs enfants et petits-enfants,
Mme Germaine Fraissé,
Mme Simone Meun,
Les familles Alliot, Sicard, Moreaux, Hazan, Durand, Briatta, Picard et Bretheau,
font part du décès de

Mme Roger ALLIOT,

survenu le 16 octobre 1988.

Les obsèques auront lieu en la cathédrale Saint-Louis de Blois, le mercredi 19 octobre, à 14 h 30.

Ni fleurs ni couronnes.

42, avenue de Versailles,
75016 Paris.
1, rue du Palais,
41000 Blois.

– Thérèse BEAUPÈRE,
agrégée de l'Université,

s'est endormie dans la paix du Seigneur le 16 octobre 1988.

Ses funérailles auront lieu le jeudi 20 octobre, à 10 heures, en l'église Saint-Romain-de-Caire, 67, rue Pierre-Brunier, à Caluire.

De la part de
Ses frères et sœurs,
Maurice, René Beaupère (O.P.),
André et Marie-Madeleine Beaupère,
Leurs enfants et petits-enfants,
Henri et Céline Beaupère
et leurs enfants,
Geneviève Beaupère,
Jean et Nelly Beaupère
et leurs enfants,
Sa famille, ses amis, ses élèves.

21 B, rue Pierre-Brunier,
69300 Caluire.

– Le professeur et Mme Henri Charleux,
Le docteur Pierre Montête et Mme, née Charleux,
Le docteur Olivier Charleux
et ses enfants Camille et François,
M. Sylvain Charleux,
Le docteur Philippe Montête et Mme, leurs enfants Laurent et Claire,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Henriette CHARLEUX,
née Vincienne,

leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère,

survenu le 10 octobre 1988, dans sa quatre-vingt-septième année.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale en l'église Saint-Médard de Lizy-sur-Ourcq (Seine-et-Marne), le 14 octobre 1988.

100, rue La Fontaine,
75016 Paris.
101 *bis*, bd Jean-Jaurès,
92100 Boulogne.

– Valérie, Laurent et Dominique,
leurs enfants,
M. et Mme Jacques Huault,
M. et Mme Georges Chadenat,
leurs parents,
M. et Mme Christian André,
M. et Mme Jacques Fournier,
M. et Mme Jacques Chadenat,
M. et Mme Jean Chadenat,
leurs frères et sœurs,
Et leurs neveux et nièces,

ont la douleur de faire part du décès accidentel de

Louis-Marie et Nicole HUAULT,

survenu le 15 octobre 1988.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 20 octobre, à 14 h 15, en l'église Notre-Dame du Raincy, 87, avenue de la Résistance, Le Raincy.

31, boulevard Gutenberg.
93190 Livry-Gargan.

La direction et le personnel de Rank Xerox
ont la tristesse de faire part du décès accidentel de

Louis-Marie HUAULT,
leur directeur général,

et de son épouse, née
Nicole CHADENAT,

survenu le samedi 15 octobre 1988.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 20 octobre, à 14 h 15, en l'église Notre-Dame du Raincy, 87, avenue de la Résistance, Le Raincy.

5, rue Bellini,
92806 Puteaux.

– M. et Mme Daniel Laurent,
et leur fils Olivier,
font part du décès accidentel de leur fille et sœur,

Catherine,

rappelée à Dieu le 7 octobre 1988, à l'âge de vingt-deux ans. Le service religieux a été célébré le jeudi 13 octobre, en l'église de Fabas (Ariège).

Villa des Ternes,
13, avenue de Verzy,
75017 Paris.

– Paris - Bordeaux.

Mme Pierre Raoust,
M. et Mme Jean-Bernard Raoust,
Laetitia et Julien,
Le docteur Inès Raoust
et M. Pascal Brandys,
M. et Mme Michel Raoust,
Michel,
M. et Mme François Gros,
leurs enfants et petits-enfants,
Mme Charles Deporcq
et ses enfants,
Le docteur et Mme Christophe Borde,
M. et Mme Olivier Bacot,
Le docteur et Mme Pierre Giraud,

et tous leurs enfants,

ainsi que les familles parentes, alliées et amies,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre RAOUST,
ancien directeur de la CMCR,
chevalier de la Légion d'honneur,
interné résistant,

survenu le 16 octobre 1988, à l'âge de soixante-six ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 20 octobre, à 8 h 30, en la chapelle du Val-de-Grâce, 277 *bis*, rue Saint-Jacques, Paris-5e.

Une pensée est demandée pour le

professeur Jean BORDE,

décédé en 1977
et

Rose-Marie RAOUST,
née Batt,

décédée en 1982.

Ni fleurs ni couronnes.
Dons à la recherche sur le cancer.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– M. et Mme Monniot,
Mlle Françoise Robba,
ses parents et amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Philippe ROBBA,

survenu le 12 octobre.

La cérémonie d'incinération a eu lieu au Père-Lachaise, dans l'intimité familiale.

– Le docteur Jacques de Saint-Martin et Mme, née Marie-Edmée Fonty,
et leurs enfants,
Laurence et Julie,
Mme Marie-Antoinette Courvoisier,
Mme veuve Albert Fonty,
Mlle Hélène Fonty,
M. Daniel Muntzer,
M. Marco Szekely,
Mlle Daisy Lelais,
ont la douleur de faire part de la perte de

Claire de SAINT-MARTIN,

survenue le 16 octobre 1988, dans sa vingt-cinquième année.

Les obsèques auront lieu le mercredi 19 octobre, à 14 h 30, en la collégiale de Briançon.
Elle reposera au cimetière de Briançon.

Briançon, Antibes, Aix-en-Provence, Paris.

– On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jean-Paul SERGENT,
pharmacien,

survenu le 13 octobre 1988, à l'âge de soixante-dix ans.

Le service religieux et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité familiale à Saint-Hilaire-de-Riez (Vendée).

De la part de
Ses frère, sœurs, beaux-frères, belle-sœur, neveux et nièces,
Et toute la famille.

Des messes et des prières seront reçues avec reconnaissance.

17, rue Falguière,
75015 Paris.
14, avenue de l'Opéra,
75001 Paris.
71, rue Marcadet,
75018 Paris.

– Les familles Bauduin, Depierre, Roche, Dumont, Vaur, Perrot, Audibert-Davenet, Sébire,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Henriette VAUR,

survenu le 13 octobre 1988, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

108, rue Ordener,
75018 Paris.

Remerciements

– Le professeur Jean Royer,
et ses enfants Sylvie et Jean-François,

dans l'impossibilité matérielle où ils sont de répondre à tous les messages reçus, remercient tous ceux qui leur ont témoigné amitié, affection et compassion à l'occasion du décès, survenu le 28 septembre 1988, de

Mme Simone ROYER,
née Jacquinet.

12, Villa Croix-Nivert,
75015 Paris.

– Mme Pierre Baffrey,
M. et Mme André Starcky,
Mme Georges Starcky,
Et toute la famille,
très touchés des marques d'amitié que vous leur avez témoignées lors des obsèques de

M. l'abbé Jean STARCKY,

vous prient de trouver ici l'expression de leur profonde gratitude.

Anniversaires

– Il y a dix ans nous quittait

Michel DOUINEAU,
intendant universitaire
du lycée Rabelais de Meudon.

Yvonne Douineau
et ses enfants,
rappellent son souvenir à tous ses amis et à tous ceux qui l'ont connu et apprécié.

– Il y a un an,
le 18 octobre 1987,

Micheline ENRIQUEZ,

disparaissait dans un accident d'automobile.

Ceux qui l'ont aimée, estimée et connue se souviennent.

Avis de messes

– Une messe sera célébrée le mercredi 19 octobre 1988, à 18 heures, en l'église Saint-Jacques du Haut-Pas, 252, rue Saint-Jacques, Paris-5e, à l'intention de

Mlle Valentine RIVIER,

décédée à Lyon, le 21 juillet 1988.

12 *bis*, rue du Val-de-Grâce,
75005 Paris.

Soutenances de thèses

– Université Paris-III : le vendredi 21 octobre, à 9 heures, salle Bourjac, M. Jorge Romero Léon : « La critique littéraire vénézuélienne des années 1960-1970 ».

– Université Paris-III : le samedi 22 octobre, à 13 h 30, salle Bourjac, Mme Martine Cleuziou épouse Azuelos : « L'oisiveté interdite : mentalités et comportements socio-économiques dans l'Angleterre des Tudors (1509-1603) à travers l'étude des discours sur l'oisiveté ».

– Université Paris-IV : le samedi 22 octobre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Vincent Tabbagh : « Le clergé séculier du diocèse de Rouen à la fin du Moyen Age (1359-1493) ».

– Institut d'Etudes politiques de Paris : le mardi 25 octobre, à 14 heures, salle 306, 56, rue des Saints-Pères, Mme Françoise Manderscheid : « La Mutualité agricole entre Sécurité sociale et profession agricole ».

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

CARNET DU MONDE

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques .... 79 F
Abonnés (avec justificatif) .... 69 F
Communications diverses .... 82 F
Insertion minimum 10 lignes (dont 4 lignes de blancs). Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes.
Rens. : 42-47-95-03.



Bicentenaire

Repas civique au « Pays de France »

Salade Carmagnole et rouge Girondin

Langouste Egalité, champignons à l'Antique, veau du Paysan-Citoyen, pommes de la ci-devant Dauphine, salade Carmagnole, le tout arrosé de rouge Girondin, comme il se doit : quelque cent cinquante citoyens et citoyennes du « Pays de France » étaient conviés à un repas civique dans la Grange aux Dîmes de Tremblay-lès-Gonesse (Seine-Saint-Denis) ce 25 vendémiaire de l'an 197 de la République une et indivisible. Entendez par là : le 16 octobre 1988.

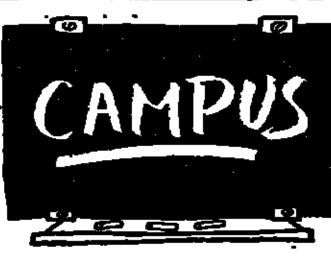
Ces agapes répétaient le repas révolutionnaire qui avait célébré la libération de Toulon dans cette même Grange aux Dîmes le 30 nivôse an II (19 janvier 1794). A l'origine de cette nouvelle « manifestation conviviale », l'Association pour la célébration du bicentenaire de la Révolution française dans le « Pays de France », présidée par M. Jean-Pierre Blazy, enseignant et conseiller municipal socialiste de Gonesse (Val-d'Oise) et qui regroupe quatre sociétés d'histoire. Le « Pays de France », région rurale d'environ 900 km², s'étend aux confins de trois départements : le Val-d'Oise à Gonesse, la Seine-Saint-Denis à Tremblay-lès-Gonesse, la Seine-et-Marne à Mitry-Mory.

Le banquet civique suivait un colloque d'une journée et demie, intitulé « Paysans et paysannerie en Pays de France pendant la Révolution ». Placé sous la présidence de M. Michel Vovelle, secrétaire de la Commission nationale des recherches historiques pour le bicentenaire de la Révolution française, ce colloque était mené notamment par M. Jean Jacquart, professeur à l'Université de Paris et président de la Fédération des sociétés historiques et archéologiques de Paris et de l'Ile-de-France, et par M. Jacques Dupâquier, historien, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales.

Lieu symbolique parce que représentatif du pouvoir qu'exerçaient sous la royauté, l'Eglise et la noblesse, la Grange aux Dîmes de Tremblay, classée monument historique, fait aujourd'hui partie intégrante d'une ferme de 400 hectares, consacrée à la culture des céréales et de la betterave. Paradoxalement, la vie des ouvriers agricoles dans le « Pays de France » n'a pas beaucoup évolué après la Révolution, qui a surtout bénéficié aux fermiers exploitant pour le compte de l'Eglise — avant d'en « hériter » — les grands domaines agricoles. Une constatation historique riche en enseignements.

Les organisateurs de cette manifestation préparent actuellement le deuxième volet de leur contribution à la commémoration du Bicentenaire : une exposition *itinérante* sur le « Pays de France » à la veille et au début de la Révolution, sous la république jacobine, et durant la période allant de Thermidor à Brumaire, qui doit être présentée d'octobre à novembre 1989 dans le « Pays de France ».

JACQUELINE MEILLON.



Aménager l'Europe

L'Institut européen d'architecture et d'aménagement du territoire (INEAA), qui vient d'être créé à Rouen, a marqué son démarrage officiel en organisant trois Journées européennes, avec l'aide des Communautés, sur l'impact des nouvelles technologies, les stratégies de partenaires régionaux et les perspectives ouvertes par l'Europe de 1992. Créé à l'initiative de l'atelier d'urbanisme et d'aménagement de l'Ecole d'architecture de Normandie, dirigé par M. Duminy, l'INEAA veut assurer une formation complémentaire aux architectes et constituer des équipes de recherche associant les professionnels, les responsables régionaux et les entreprises. Il est constitué d'un réseau d'instituts, d'universités et d'écoles d'architecture de Grèce, Danemark, Hollande, Irlande, RFA, Espagne et Italie. Un séminaire de quarante-cinq étudiants a été organisé en septembre sur : « La ville et l'eau », et une session de formation sur ce thème aura lieu de février à mars 1989. Dans chacune des écoles du réseau, en référence aux situations locales et régionales, un séminaire conclura l'année scolaire. L'ensemble de ces travaux feront l'objet, en septembre 1989, d'une publication bilingue français-anglais.

Les Journées européennes ont fourni l'occasion aux enseignants, chercheurs, urbanistes et responsables présents à Rouen de regretter l'absence de vision européenne de l'aménagement du territoire.

E. B.

• Montpellier

Le Petit Paumé montpelliérain vient de sortir 160 pages. Publiées par les étudiants de Sup de Co pour découvrir la capitale de l'Hérault. Gratuit.

(*Le Petit Paumé*, 2300, avenue des Moulins, 34100 Montpellier. Tél. : 67-75-19-41.)

• Centraliens éminents

L'association des anciens élèves de l'Ecole centrale organise le samedi 22 octobre une table ronde d'« éminents centraliens », qui feront part de leur expérience sur le thème : « Au-delà de 1992 : armer les managers français pour vaincre. »

(Anciens élèves de l'Ecole centrale, 8, rue Jean-Goujon, 75008 Paris. Tél. : 43-59-58-43.)

• Création de PME

L'association Polytechnique lance une formation : « Création et gestion des PME. » Stage du 2 janvier au 14 avril 1989.

(Association Polytechnique, 37, rue du Général-Foy, 75008 Paris. Tél. : 45-22-83-10.)

EN BREF

• **Une mission sur les technologies nouvelles.** — M. Robert Chapuis, secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement technique, a confié à Mme Monique Grandbastien, professeur à l'université Nancy-I une mission sur le développement des technologies nouvelles dans les enseignements technologiques et professionnels. Elle rendra ses premières conclusions à la fin de 1988.

• **Le cyclone Joan balaye les côtes colombiennes.** — Le cyclone Joan a balayé le 17 octobre la péninsule de Guajira sur la côte caraïbe de la Colombie, alors qu'il venait de passer du stade de *« tempête tropicale »* à celui de *« cyclone tropical »*. On a dénombré cinq disparus, de nombreux blessés et plusieurs centaines de sans-abri. Les dégâts matériels sont importants. Continuant sa course sur la mer des Antilles, dont la chaleur le renforce, Joan se dirige vers les côtes du Nicaragua et du Costa-Rica. — *(AFP, AP.)*

• **Avis favorable à l'extradition d'un Basque d'Espagne.** — La chambre d'accusation de la cour d'appel de Pau a émis un avis favorable à l'extradition de José Ignacio Picabea, trente ans, militant présumé de l'ETA militaire, que l'Espagne avait réclamé. Picabea avait été condamné dans son pays à trente-trois ans de prison. Evadé, il avait gagné la France où il avait été arrêté le 30 septembre.

• **Saisie de 700 kilos de cannabis en Grande-Bretagne.** — La police et les douanes britanniques ont saisi 700 kilos de résine de cannabis d'une valeur de 20 millions de francs, à bord d'un bateau de plaisance français *l'Etoile de Lisieux*. Cette cargaison devait être déchargée sur la côte de Devon au sud de l'Angleterre. Treize personnes ont été interpellées.

Économie

SOMMAIRE

Les conflits dans la fonction publique

La CGT souhaite s'appuyer sur le mécontentement des fonctionnaires pour relancer les luttes dans le secteur privé

A l'issue de sa journée nationale interprofessionnelle d'action du mardi 18 octobre, la CGT fera un bilan pour *« décider de la suite »*, a déclaré, le lundi 17 octobre sur RTL, M. Henri Krasucki. Le secrétaire général de la CGT estime que cette journée *« va agir comme un grand coup de turbo pour le développement des luttes sociales »*. Intervenant sur la Cinq, le 17 octobre, M. André Bergeron a déclaré qu'il tiendrait un langage *« dur »* à M. Rocard, qu'il devait rencontrer le 18 octobre : *« Il ne faut plus attendre, et il ne faut surtout pas que le gouvernement mise sur le découragement, l'effilochage des conflits. (...) Le gouvernement doit prendre contact avec les fonctionnaires. »*

Pour sa part, l'Union interfédérale des agents de la fonction publique FO estime qu'il est *« inacceptable que le gouvernement nie les pertes réelles de pouvoir d'achat subies par les agents depuis plusieurs années, que l'INSEE et le CERC situent officiellement entre 8 et 10 % »*. Sur France-Inter, le 17 octobre, M. Edmond Maire a réfuté l'argumentation gouvernementale sur la rigueur en soulignant que *« le discours tenu aujourd'hui, alors que la croissance est de l'ordre de 3,5 %, est le même que celui tenu lorsque celle-ci n'était que de 1,5 %. Les risques d'inflation ne sont pas du fait des salaires mais du fait de certains commerces et des loyers. Les coûts salariaux en France sont inférieurs à ceux de l'Allemagne »*.

Pour M. Maire, l'émergence des coordinations *« pose la question d'un pluralisme syndical plus coopératif qu'il ne l'est »*. A Brive, le 17 octobre, M. François Perigot, président du CNPF, s'est inquiété des risques d'aggravation des conflits de la fonction publique. Le même jour, M. Jean-Jacques Queyranne, porte-parole du PS, a demandé au gouvernement de *« poursuivre les négociations avec les salariés de la fonction publique »*, et Mme Domenach-Chich, membre du secrétariat national du PS, a estimé qu'il faudrait *« en arriver à des accords Matignon de la fonction publique »*.

M. Bérégovoy : éviter le laxisme que nourrit l'euphorie

Ni optimisme excessif ni pessimisme prématuré : *tel est le sens de* l'intervention que devait faire M. Pierre Bérégovoy, mardi 18 octobre, *devant l'Assemblée nationale*. En présentant le projet de loi de finances pour 1989, le ministre de l'économie *n'entendait pas surprendre* son auditoire en annonçant des mesures nouvelles. Son discours n'en *était pas moins attendu comme* point de repère dans le contexte social. *(Lire page 8.)*

La position de M. Bérégovoy est constante. Il veut éviter le laxisme que nourrit l'euphorie. *Il ne veut pas* non plus qu'un discours trop pessimiste conduise les entreprises à ralentir leur effort. Il faut, dit-il, garder le cap de la croissance, condition nécessaire pour améliorer l'emploi. Le problème qui se pose à *la France est celui des capacités de* production. Le déficit des échanges industriels reste à cet égard des plus préoccupants, même si on doit analyser avec circonspection les résultats du mois d'août. Ces mauvais *résultats du commerce extérieur*, estime M. Bérégovoy, obligent le gouvernement à ajuster la demande, en attendant que la reprise des investissements que connaît la France depuis 1984 finisse par produire *tous ses effets*.

L'ajustement de la demande, cela signifie, pour le ministre, qu'il faut poursuivre une politique rigoureuse, du moins dans les mois qui viennent. Il propose une sorte de rendez-vous de la confiance avec les partenaires sociaux au printemps prochain. D'ici là, c'est le seul maintien du pouvoir d'achat qui devrait être la règle.

L'objectif du gouvernement reste *l'amélioration de l'emploi, indique* M. Bérégovoy. Cela suppose la stabilité des prix et de la monnaie. Sur *le premier point, le ministre devait* s'en prendre une nouvelle fois aux services, dont les dérapages, en la *matière, risquent de compromettre* un résultat d'ensemble jugé plus que satisfaisant. Sur le second point, la *monnaie, il devait réaffirmer qu*'il n'y aura ni dévaluation du franc ni changement de parité. Il se prononce *pour une politique* adaptée des taux d'intérêt : on baisse quand c'est possible, on monte quand c'est *nécessaire*.

Sur le plan européen, estime-t-il, la situation du commerce extérieur de la France montre qu'il aurait été imprudent de faire baisser aujourd'hui la TVA sur des produits importés. *Il faudra le faire par la* suite en tenant compte de la situation française. Ainsi harmonise-t-il sa position avec celle *du premier ministre*.

S'agissant du service public, enfin, M. Bérégovoy souhaite sa réhabilitation et sa modernisation. Il aimerait engager une vaste discussion sur les nécessaires redéploiements d'emplois. Il devrait en effet rappeler que les priorités sont celles de la défense, de l'éducation, de la recherche, de l'emploi, du logement social, de la justice, de la sécurité et *de la solidarité, ce qui fait* déjà beaucoup. Les économies seront faites sur les secteurs non prioritaires, *et plus encore en allégeant* la dette publique et en réduisant au maximum les subventions aux entreprises, *celles-ci trouvant* une large compensation dans la baisse de l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices réinvestis.

Ni durcissement ni relâchement

Le ministre de l'économie ne devait rien annoncer de précis sur une réduction du déficit budgétaire en dessous des 115 milliards de francs prévus à la fin de 1988. Celle-ci sera sans doute possible, mais il faudra attendre de connaître ce qu'auront rapporté les recettes fiscales pour en décider. Ce qui est acquis, devait-il rappeler, c'est l'augmentation d'un point, à partir du 1er novembre, de la cotisation vieillesse. Cette mesure doit permettre d'assurer un meilleur équilibre des comptes de la Sécurité sociale. Elle aura auss pour effet d'opérer une ponction de 15 milliards de francs en année pleine sur la consommation. C'est la raison pour laquelle M. Bérégovoy la relie aux mesures destinées à ajuster la demande intérieure. S'y ajoutent, comme on l'a vu, le maintien du pouvoir d'achat (autrement dit le maintien d'une vigilance sur la progression des salaires) et la réduction du déficit budgétaire.

Pas de durcissement de la rigueur, donc, mais pas de relâchement non plus. Tel est le message que voulait faire passer le ministre des finances devant l'Assemblée *nationale*.

FRANÇOIS SIMON.

Les infirmières tentent d'éviter l'essoufflement de leur grève

L'incompréhension continue de régner entre les infirmières de la coordination et le premier ministre, M. Michel Rocard, et son ministre de la santé, M. Claude Evin. Les premières, oubliées pendant des *années et renforcées* dans leur sentiment d'injustice par une opinion publique qui, jusqu'à présent, leur a été favorable, repoussent les propositions gouvernementales. Les seconds continuent à penser que ce refus est dû à une mauvaise information et à l'« *énervement* », selon le mot de M. Rocard.

« *Nous ne sommes pas énervés, nous sommes calmes et déterminés*, ont répliqué, lundi 17 octobre, lors d'une conférence de presse, les représentants du bureau de la coordination. *Nous saurons arrêter la grève quand des mesures seront prises... Mais on est très, très loin de nos revendications, même si on note quelques avancées.* » On *constate* cependant que la coordination ne met plus l'accent sur la hausse des salaires (elle ne parle *plus des 2 000 F d'augmentation* qu'elle exigeait au début), mais sur les améliorations des conditions de travail, notamment par une hausse des effectifs, et sur la formation, initiale ou continue.

La fatigue se fait sentir, et les dirigeants du mouvement, soucieux de ne pas aboutir à une impasse, se ménagent une porte de sortie en nuançant les revendications. Aussi le bureau de la coordination se dit-il prêt à accepter « *un échéancier avec des garanties immédiates de revalorisation réelle* ». Il déclare qu'il veut bien négocier et réitère sa demande d'audience au président de la République.

La réaction de M. Barre

Sur le terrain, les grèves sont diversement suivies. Certains hôpitaux ont même suspendu leur mouvement c'est le cas à Douai (Nord) et dans la Sarthe. La grève semble avoir été surtout effective à Marseille, Reims, Rennes et Toulouse. A Paris, lundi, suivant des chiffres officiels, le mouvement n'était suivi qu'à environ 30 %. Il n'y avait aucune grève à Orléans et à Strasbourg.

Du côté des partis politiques, l'opposition, muette jusqu'à présent, commence à *s'exprimer. M.* François Léotard, secrétaire général du PR, estime qu'il n'aurait pas été « *responsable de la part du gouvernement d'accepter les 2 000 F réclamés par les infirmières* » et « *qu'il ne fallait pas céder à la pression de la rue* ». Il a toutefois jugé que le gouvernement de M. Rocard n'est pas capable de faire face à la grogne du secteur public et a demandé aux ministres centristes de démissionner. De son côté, l'ancien premier ministre Raymond Barre a affirmé « *comprendre une part des revendications* », mais note par ailleurs qu'il ne « *peut pas contester la position du gouvernement* », qui veut éviter des « *tensions inflationnistes* ».

De son côté, le secrétaire général du RPR, M. Alain Juppé, a dénoncé la « *carence du gouvernement* », qui « *a laissé pourrir cette situation* » et lui a reproché d'être incapable d'« *établir le dialogue avec les vrais partenaires : c'est très inquiétant pour l'avenir* ».

Seul le PCF a affirmé que « *les revendications des infirmières étaient légitimes* ».

Ch. Ch.

Des grévistes sans interlocuteur

Malgré les concessions faites, la grève des infirmières se prolongera-t-elle ? Les modalités de leur mobilisation et les conditions propres de leur métier le laissent penser.

MM. Rocard et Evin ont paru surpris de voir les infirmières continuer leur grève malgré les augmentations salariales accordées — quasiment acceptées par les syndicats (sauf, sans doute, la CGT). Le premier ministre a considéré cette décision comme le résultat d'un « *problème d'explication* ».

Quelle « explication » ? En raison de la diversité des situations, il faut du temps pour que les infirmières sachent exactement ce que les propositions gouvernementales procureront à chacune. Mais la démarche du gouvernement est-elle si claire ? Après avoir tardé à engager des discussions, en particulier avec la coordination, il a accordé très rapidement des augmentations non négligeables — 8 % ou 9 % environ pour une débutante — par rapport au lot commun des salariés.

Cette attitude, loin de concilier les interlocuteurs, a plutôt suscité la méfiance. Elle laisse croire que l'on peut faire mieux encore, qu'il suffit de donner la priorité à la valeur santé, voire qu'il existe des réserves *budgétaires, alors que le salaire des* infirmières, comme le reste des dépenses hospitalières, est financé par des cotisations d'assurance-maladie — assises sur la rémunération des salariés.

Le malentendu est aggravé par le fait que le gouvernement est confronté à des coordinations plus ou moins spontanées, moins versées *dans les calculs* et moins habituées aux négociations que les syndicats. Temporaires, nées de la grève, elles ont du mal à en « *sortir* ». Leurs animateurs — contrairement aux cheminots de l'hiver 1986 — veulent négocier mais se refusent à trancher eux-mêmes.

Les grèves risquent donc de durer, d'autant que certains établissements, entrés plus tardivement dans le mouvement, aspirent à le prolonger. L'influence de la CGT ou celle de militants d'extrême gauche, ici ou là, renforce leur détermination. Nul « rappel à la réalité » ne *vient freiner leur action* : la grève des infirmières est populaire, aux difficultés réelles de leur métier, à la modestie de leur rémunération, s'ajoute un aspect un peu mythique, parce qu'elles partagent avec les médecins, malgré leur position subalterne, le pouvoir de guérir.

L'attitude des coordinations traduit celle d'une catégorie professionnelle tout entière. Peu habituées aux grèves, les infirmières s'y sont d'autant plus « investies ». La rupture avec le travail quotidien est particulièrement forte dans un univers aussi contraignant que l'hôpital, avec ses hiérarchies, sa répartition des tâches et ses horaires. Elles ont du mal à y renoncer.

Derrière les revendications salariales, apparaît aussi, même si elle *n'est pas clairement affirmée* comme elle l'était par les cheminots en 1986, une protestation contre les conditions de travail : « *Les sous ne sont pas notre obsession* », soulignait un de leur porte-parole à l'hôpital Edouard-Herriot de Lyon (*le Monde* du 18 octobre).

Technique et volontarisme

Mais la revendication va plus loin. Dans les services confrontés aux cas les plus « lourds » (cancérologie, traumatologie, réanimation, transplantations, notamment), le contraste entre la réalité dramatique de la maladie ou de la souffrance et *l'aspect* technique des soins, entre l'espoir que peuvent faire naître des traitements et certains effets secon*daires destructeurs, enfin le volontarisme* obligé des soignants entraînent à la longue une usure spécifique — que des sociologues américains ont baptisée « *burn out* ».

Contre celle-ci, on peut réagir en revendiquant un « statut » social, un renforcement du rôle technique (par des conditions plus strictes d'entrée dans la profession, une formation plus poussée) — ou par la fuite. *Cette « usure » compte sans doute* beaucoup, à côté de l'absence de perspectives de carrière, dans le « *turn over* » des infirmières constaté dans les hôpitaux publics.

Or pour parler de ces conditions de travail, les infirmières, contrairement aux cheminots, n'ont pas aujourd'hui de véritable interlocuteur. La direction générale de la SNCF ne fixait pas l'organisation des repos, des vacances et des services. Mais elle pouvait donner des *instructions aux directions locales* ou régionales ; elle pouvait aussi décider d'améliorer le logement des conducteurs en déplacement.

Dans les hôpitaux, la répartition du personnel entre les services, les horaires, le partage des tâches, dépendent de multiples échelons — médecins chefs de service, directeurs des hôpitaux (et à Paris, à Marseille ou à Lyon, de l'administration de l'assistance publique ou des hospices civils) — mais en tout *cas ni du ministre de la santé ni* même du directeur des hôpitaux. Hormis les augmentations de salaires — certes importantes, — M. Evin ne peut pas grand-chose pour la vie des infirmières. Le dialogue de sourds peut se prolonger longtemps.

GUY HERZLICH.

LA VIE DANS LES ENTREPRISES

Le Crédit mutuel négocie sur les procédures de licenciements

Regroupant trois mille caisses locales, vingt et une fédérations régionales et vingt et un mille salariés, dont le statut est régi par vingt et une conventions collectives fédérales, la Confédération nationale du Crédit mutuel vient d'ouvrir, non sans difficultés, une négociation sur les garanties sociales à apporter aux salariés en cas de licenciements économiques. Le cinquième groupe bancaire français a toujours l'ambition de maintenir l'emploi, mais il *veut améliorer les procédures d'information et de consultation, et aussi les* garanties des salariés (plan social, reclassements) en cas de licenciements. Depuis 1985, le Crédit mutuel, tout en préservant l'autonomie de ses fédérations, tente de négocier des orientations sociales à l'échelon national. Des accords ont été conclus par la Confédération sur la mobilité volontaire, une convention de branche et une politique active et préventive de l'emploi. Originalité de la démarche, des groupes de réflexion paritaires (GRP) préparent le terrain en faisant la liste des « *solutions qui peuvent être proposées à l'instance de négociation* ». Ils sont composés de douze représentants des six syndicats et douze représentants de la direction (directeurs du personnel des fédérations régionales, membres de la direction des relations humaines de la Confédération). Rejeté par les syndicats, le texte sur les licenciements a été renvoyé au GRP, qui va essayer de faire redémarrer la négociation début novembre.

● **Production maintenue chez Condor.** — Vingt-trois des trente-huit salariés de Condor, à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), qui fabrique des fauteuils de relaxation pour personnes âgées, continuent à occuper les locaux de leur entreprise depuis le 26 août. Après avoir empêché le déménagement de la plus grande partie des machines, ils entendent maintenir une activité. Grâce à la solidarité extérieure, ces salariés, soutenus par la CGT, ont continué une production limitée (15 % à 20 % de la normale) ; *par cette production, dont le produit* est bloqué, ces salariés veulent aussi prouver la viabilité de l'entreprise : deux *expertises* ont d'ailleurs conclu en ce sens. Cinq repreneurs seraient sur les rangs. Le tribunal de commerce de Bobigny doit décider le 25 octobre.

● **Plan Cible 1995 au Crédit agricole du Sud-Est.** — Projet d'entreprise du Crédit agricole du Sud-Est, le Plan Cible 1995 a été présenté, le 17 octobre, à ses deux mille cinq cents cadres et employés. Ce projet répondait à une « démarche participative » visant à ce que l'ensemble du personnel réfléchisse « *à l'évolution de la demande de la clientèle et à l'adaptation nécessaire des connaissances, compétences et outils* ». Quatre orientations ont été retenues pour la gestion des *hommes : la formation ; un management* participatif afin de « *redonner le sens de l'initiative et de la responsabilité à chacun dans les fonctions qu'il assume* » ; la mise en œuvre d'une nouvelle convention collective ; la mise en place d'un accord d'intéressement « significatif ».

● **Légère augmentation du nombre de chômeurs indemnisés en août.** — A la fin du mois d'août, *le nombre de chômeurs et de préretraités* indemnisés *par* l'UNEDIC a augmenté de 0,7 % en données corrigées par rapport à juillet et de 0,5 % par rapport à août 1987. Au total, il y avait 2 252 650 bénéficiaires d'une allocation dont 1 817 700 chômeurs, en progression de 4 % sur un an, 401 900 préretraités (— 14,5 % en un an) et 15 300 personnes en formation. La *hausse du nombre d'allocataires est* surtout sensible dans le régime de solidarité, financé par l'Etat. Globalement, le *nombre de bénéficiaires* augmente de 6,5 % en un an et celui des bénéficiaires d'une allocation spécifique de solidarité s'est accru de 11,1 %.

POINT DE VUE

Malheureux syndicats...

par Jean-Jacques Dupeyroux

CONFLIT extraordinairement difficile que celui qui oppose les fonctionnaires au gouvernement. *Encore faut-il en bien comprendre les termes.*

De Jacques Delors à Michel *Rocard en passant par Edouard Balladur*, la politique gouvernementale s'est axée sur un maintien du pouvoir d'achat global de l'ensemble des fonctionnaires intégrant le fameux GVT, glissement-vieillesse-technicité, c'est-à-dire, essentiellement, les avancées de carrière liées à l'ancienneté. Cela signifie concrètement, et tout le problème est là, que ces avancées ne se traduiraient plus automatiquement, comme par le passé, par une progression du pouvoir d'achat des intéressés, mais — révolution !... — seraient seulement la condition de son maintien. Autrement dit, si une telle politique devait perdurer, les fonctionnaires en fin de carrière pourraient disposer... du *même pouvoir d'achat* qu'à leurs débuts. Tels des soldats d'opéra marchant à contresens sur un tapis *roulant* !

Situation particulièrement inconfortable pour les grands syndicats de *la fonction publique*.

Si, en effet, ils ne font pas montre d'une détermination suffisante, ils *risquent fort d'être débordés* — ils le sont déjà — par la base. Une base prolétarisée, notamment par l'effet du coût des logements. Une base démotivée, dans la mesure où, depuis quelques années, des irresponsables n'ont cessé de dénoncer, sur le ton le plus strident, le trop grand nombre de fonctionnaires : ce qui revient à les traiter d'inutiles et de parasites. Une base déboussolée *par les salaires mirobolants* de certaines stars des médias. Comment peut réagir l'infirmière épuisée *lorsqu'elle entend l'excellent Jacques* Julliard déclarer à « Apostrophes » que « *Christine Ockrent mérite de gagner ce qu'elle gagne* » ? Alors, elle, avec les critères de Jacques Julliard, que mérite-t-elle de gagner ?

Mais les organisations syndicales de la fonction publique doivent mesurer aussi les risques très graves *inhérents à la globalisation de la* revendication et au durcissement du conflit.

La globalisation risque fort d'étouffer la voix de ceux ou celles pour lesquels l'Etat doit, certainement, prendre des mesures prioritaires ; elle risque même de rendre ces mesures impossibles. Par ailleurs, le durcissement d'un conflit généralisé pourrait déboucher sur une déstabilisation du gouvernement de Michel Rocard, pour la seule jubilation commune des partis extrêmes. Lugubre victoire : dans quel état serait alors, pour le pays, l'image, déjà bien éculée, des syndicats ou du syndicalisme ?

هكذا من الأصل

Économie

et les conditions de vie des agents de l'Etat

Les chagrins du rail

(Suite de la première pages.)

Pendant l'apéritif, Guy Truchot a reçu les cadeaux des amis, une horloge représentant une loco à vapeur, un four à micro-ondes et son manuel d'utilisation, quelques bocaux en plastique. Il n'y a pas eu de discours, mais un malin a subrepticement coupé sa cravate, l'a taillée en morceaux et distribuée à tous les présents dans une corbeille à pain, selon la tradition cheminote. Et, en vertu du statut du cheminot, Guy Truchot est parti en retraite, la semaine de ses cinquante ans.

Pas plus que les chefs, les « jaunes » de la grande grève de 1986-1987 n'étaient conviés. Deux ans après, on tourne encore le dos quand on les croise sur un quai ou dans un dépôt, et on se souvient avec rancune des 7 000 francs de salaire qui, cette fin de mois-là, manquèrent sur la feuille de paie. Quinze jours avant Guy Truchot, un autre conducteur, un « jaune », était lui aussi parti en retraite. A la cérémonie, il n'y avait que des chefs.

Ce « jaune » était un tégéviste. Un tégéviste, par rapport à un conducteur de banlieue, c'est un autre univers. Les conducteurs du « cachalot » (le TGV) ne sont pas seulement recrutés dans le vivier général sur leurs aptitudes techniques, mais aussi sur leurs qualités « commerciales ».

Deux vieilles dames et une valise

Qu'est-ce que les qualités commerciales ? Sur un quai de la gare de Lyon, alors qu'il allait embarquer dans sa cabine, Jacques Cumy a vu un jour deux vieilles dames embarrassées par une énorme valise. Les ayant aidées à s'installer, il s'est présenté — *« Je suis le conducteur de ce train »* — et, arrivé à Montpellier, a fait en sorte que quelqu'un aide les voyageuses à descendre leur valise. Sans connaître son nom, les dames ont écrit à la SNCF, et la photocopie de la lettre ne quitte plus le portefeuille de Jacques Cumy.

En décembre 1986, il ne voulait pas faire grève, mais trente appels d'insultes anonymes reçus chez lui en deux jours l'ont incité à rejoindre le mouvement. Jacques Cumy appartient au grand dépôt de Dijon, qui avait vu arriver, quelques semaines après la grève, trois conducteurs non grévistes du dépôt de Dôle venus chercher l'anonymat. Ils ne pouvaient plus continuer à vivre parmi leurs anciens collègues.

Il y a la grande corporation solidaire des conducteurs, et les « autres » : les chefs, les médecins de la SNCF, et ces cohortes de bureaucrates qui *« font du chemin de fer avec du papier »*, se vouvoient, rentrent chez eux chaque soir à la même heure, et travaillent dans des bureaux équipés de machines à café, alors que les foyers des « roulants » en sont dépourvus. Bref, une immense armée ennemie des conducteurs, dont l'état-major est désigné par le nom redoutable de *« Saint-Lazare »*, siège de la direction générale de la SNCF.

Après la grève, « Saint-Lazare » a fait réaliser et publier un « audit social », rédigé par d'illustres sociologues dont Michel Crozier, auteur de *la Société bloquée*, titre qui ne saurait trouver meilleure illustration que la SNCF. Le mérite essentiel de l'audit social a été de coucher par écrit les données du blocage, telles que chacun les ressentait confusément. Les conducteurs ont un salaire — 8 000 francs à 15 000 francs, primes comprises — qui leur offre des conditions de vie de cadres moyens. Ils font de la randonnée en montagne, militent dans des associations de parents d'élèves — l'occupation, au début de l'année, du lycée Grandmont de Tours a été essentiellement animée par un cheminot CFDT, Michel Desmars, — s'intéressent à Gorbatchev, et, quand ils se retrouvent autour d'un café, ne discutent pas du tiercé, mais se divisent entre partisans de Paul Amar et défenseurs de Christine Ockrent.

En un mot, ils vivent dans le siècle, et ils sont gouvernés comme à l'époque de *la Bête humaine*, quand leur locomotive était une sorte de deuxième femme et que la première n'avait d'autre but dans la vie que de préparer leur gamelle. Aujourd'hui, leur femme travaille aux PTT, et une cabine de conduite n'est pas autre chose qu'un bureau sur roues, avec des horaires tout de même particuliers. Comment accepter, alors les ordres donnés à travers un guichet, le déploiement du parapluie du bas en haut de la hiérarchie, bref l'ambiance très particulière de la SNCF où « l'obéissance passive » exigée aux signaux sur la voie a déteint dans tous les domaines des relations sociales ?

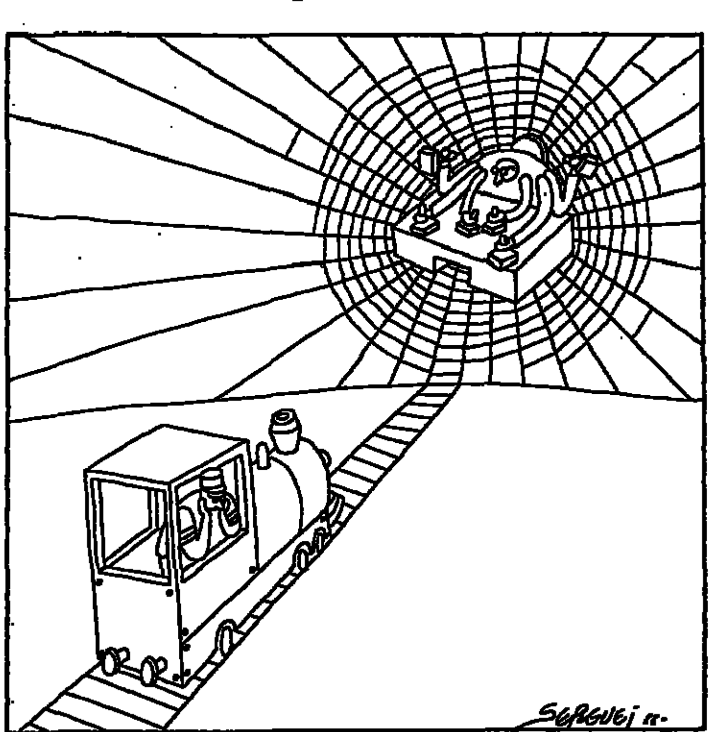
Six ans pour déplacer un feu rouge

Depuis la grande grève, un noyau lucide et sans illusions de très hauts hiérarques, regroupés autour de Jean-Michel Dancoisne chef de la « traction », c'est-à-dire patron des vingt-deux mille « roulants », s'efforce d'insuffler l'esprit d'initiative dans les entrailles du dinosaure.

La direction a lancé en 1986 un programme prométhéen de « groupes d'initiatives et de progrès », visant à faire participer même les plus humbles à la marche de l'entreprise. Tous les chefs s'y soumettent les uns après les autres, offrant ainsi le spectacle sans précédent d'une armée faisant descendre par la voie hiérarchique la consigne... d'en finir avec l'obéissance aveugle.

Dans le même esprit, la direction a lancé un journal bimestriel de liaison entre les conducteurs, *Contact*, qui se fait l'écho — assourdi — des états d'âme de la base. Mais les deux conducteurs recrutés pour rédiger le magazine se sont transformés, par la force des choses, en médiateurs, n'hésitant pas à houspiller au téléphone tel chef de dépôt qui ne respecte pas les conditions d'une mutation, ou à dénoncer à la direction tel autre, trouvé en pleine crise d'éthylisme lors d'un de leurs « reportages ».

Que la tâche soit lourde, mille anecdotes en témoignent. Pour



descendre vers la gare de Lyon souterraine, les trains empruntent l'une des pentes les plus fortes du réseau — celle sur laquelle a dévalé le « train fou » du 27 juin. Il s'y trouvait un feu rouge mal placé, que l'on ne pouvait respecter sans dépassement. Il fallut aux conducteurs six ans de remarques répétées — six ans ! — pour le faire déplacer de 150 mètres.

Depuis la « guerre » de 1986-1987, les deux armées s'observent, méfiantes. Chef du dépôt de Paris Sud-Est, Hugo Ferroli a tenté trois fois de faire passer « à la psycho » des conducteurs coupables de graves fautes de conduite — dépassement de vitesse, inattention aux signaux, etc. La « psycho », ce sont des tests psychotechniques menés par des psychologues. En temps ordinaire, les mécaniciens les subissent à leur entrée dans la carrière, et après seulement en cas de faute. A la troisième tentative d'Hugo Ferroli, toute la banlieue sud-est a déposé un préavis de grève. Le chef du dépôt a reculé et n'a plus jamais envoyé personne « à la psycho ».

Un conducteur est venu, un jour, demander à Gérard Richide, chef du dépôt de Dijon, une légère modification de ses horaires. Elle n'était possible qu'en mordant de quelques minutes sur le temps légal de repos, ce qui oblige à demander le consentement des délégués du personnel. Le mécanicien demandeur était justement un délégué CGT. En tant que délégué, il a refusé d'accorder l'autorisation qu'il demandait comme conducteur.

Les trois obsessions

Après l'accident de la gare de Lyon — à la SNCF, on dit *« après le 27 juin »*, et chacun comprend, — la hiérarchie a tenté d'exiler le conducteur du train fou dans les bureaux de la direction régionale en attendant les résultats de l'enquête judiciaire. Bien que situés, eux aussi, gare de Lyon, ces bureaux sont en territoire sédentaire, donc ennemi. En se dressant d'un seul mouvement, la caste a évité l'exil au malheureux, finalement affecté au dépôt, où chacun peut passer lui dire un petit bonjour pour le consoler d'avoir été « descendu de machine », autant dire de devoir respirer à l'air libre avec des branchies.

Aux yeux des conducteurs les plus durs, les chefs sont devenus comme transparents depuis qu'ils ont « fait les trains » à leur place lors de la grève. Bien sûr, ils font encore mine de monter en cabine avec les conducteurs, puisque c'est leur métier. Mais un mot plus haut que l'autre, une question trop abrupte, et ils savent que ce sera l'incident : *« Tu prends ta sacoche, et tu descends. »*

Au bout de cinq secondes, toute conversation avec un conducteur s'oriente vers quelques sujets obsessionnels : les roulements, les primes et les foyers. Accessoirement, les chefs.

Le roulement — c'est-à-dire la journée de travail — ordonne toute l'existence du conducteur. Il y a des roulements de jour et des roulements de nuit, des roulements idéaux et des roulements poubelle. Il y a des roulements récompense, réservés aux conducteurs qui n'hésiteront pas à répondre à un appel du dépôt même un jour de repos pour assurer un train imprévu, et des roulements impossibles pour les autres. Dès que deux conducteurs se rencontrent, ils sortent de leur poche une feuille pliée couverte de traits gras, pointillés ou hachurés, rigoureusement hermétique à l'œil étranger, et ils comparent leurs roulements.

Le roulement se compose de trois parties : la conduite, le temps de transport et les pauses. Les deux dernières parties, si elles sont décomptées dans le temps de travail, n'entrent pas dans le calcul de la « prime kilométrique », qui est la véritable source de hiérarchisation des salaires, puisqu'elle varie de 1 500 à 6 000 francs. En une nuit entière de travail, il arrive que le conducteur ne soit pas « aux manettes » plus d'une heure : c'est un roulement poubelle. A l'inverse, plus on avale de kilomètres, plus le roulement est rémunérateur.

Le roulement ne se discute pas, ne se conteste pas, ne s'arrondit pas aux angles. Il est. Là aussi, la centralisation a frappé. Les roulements des vingt-deux mille conducteurs de France sont conçus à Paris, à la gomme et au crayon, comme sous Napoléon III. Toutes les tentatives d'introduire ne serait-ce qu'une miette d'informatique dans l'opération, se sont, pour l'instant, soldées par des échecs.

Jusqu'à l'an dernier, quand le projet de roulement de la nouvelle saison arrivait dans un dépôt, le chef n'avait qu'une pensée : la mettre sous clé pour que nul ne puisse le voir avant le jour fatidique. En juin 1988, dans le cadre de la « glasnost », un « correspondant roulement » a été nommé dans chaque dépôt, dont le rôle fut de recueillir les avis de la base — *« Ne pourrait-on pas décaler cette pause d'une heure pour nous permettre de déjeuner ? »*, etc. Sur la valeur de cette réforme, les syndicats restent réservés, mais attendent de voir, *« ce qui est la conduite la plus positive que nous puissions espérer de leur part »*, soupire Jean-Michel Dancoisne.

Draps SNCF et « sac à viande »

Chaque minute de la vie du conducteur est programmée dans le roulement. Le 31 août 1985, juste avant de prendre les commandes du Paris-Port-Bou, Jean-Yves Brisset dispose de cinq minutes — pas une de plus — pour prendre connaissance des dernières informations sur l'état de la ligne, placardées sur un panneau du dépôt. Pris de court, il les recopie à la hâte, se promettant de les étudier bien au calme dans sa cabine. Il n'en aura pas le temps. Roulant à 100 kilomètres/heure, il enregistre sans les voir une succession de panneaux dont le dernier limite la vitesse à 30 kilomètres à l'heure, et, quelques instants après, déraille dans la traversée d'Argenton-sur-Creuse. Il sera condamné à un an de prison avec sursis et le jugement mettra en cause la SNCF, qui, depuis, distribue à ses conducteurs, avant chaque départ, un bulletin d'informations photocopié.

A l'inertie de la direction, répond souvent la langue de bois des syndicats. A qui en fait la demande, les syndicats font ainsi visiter le foyer préhistorique de Corbeil-Essonnes — fauteuils déchirés, douches collectives, fontaine à eau cassée depuis la nuit des temps — mais oublient de préciser que personne ou presque n'y vient dormir : même au prix de plusieurs quarts d'heure de voiture, les conducteurs de banlieue, après leur service, préfèrent rentrer chez eux au lieu d'utiliser les draps que la SNCF leur fournit depuis un an — auparavant ils devaient se munir de leur « sac à viande », ce qui fut une des causes du ras-le-bol de 1986.

Depuis la grande grève, la SNCF veille à garnir chaque foyer en café soluble et en morceaux de sucre. Dans certaines régions « de pointe », la gestion des foyers a été retirée aux gares, qui ne s'en souciaient guère, et attribuée aux dépôts, plus directement concernés et qui peuvent remplacer une télé en panne sans que cela remonte au président de la SNCF. Elémentaire bon sens, mais personne n'y avait songé auparavant.

Heureux ceux qui connaissent à l'avance leurs horaires, échappant ainsi au régime « facultatif ». Plusieurs années durant, les élèves conducteurs sont « en fac », leurs horaires ne leur sont communiqués que quelques heures à l'avance, par téléphone ou par coursier.

Hantise du contrôle

Sur les lignes de banlieue, il y a aussi le stress des voies engorgées, des signaux qui ne cessent de se rapprocher pour autoriser le trafic le plus « serré » possible, la hantise du « pépin » qui entraînera des retards en chaîne. Pour écouler un trafic de banlieue en hausse constante, la SNCF ne cesse de modifier les parcours des trains. Mais un parcours changé multiplie les risques qu'un voyageur actionne le signal d'alarme pour descendre à sa station, où le train s'arrêtait encore hier — ce dont fut victime le « train fou » du 27 juin. Et un train de retard, c'est la nervosité des voyageurs reportée sur le conducteur, les bras d'honneur qui l'accueillent à l'entrée en gare, les sarcasmes quand il marche le long du train pour chercher la cause de la panne.

Pour tous, banlieues et grandes lignes, il y a la hachure de la vie familiale, ces semaines fréquentes de quatre jours de suite sans voir les enfants. Et ces primes, archaïques et ésotériques : pas un seul conducteur n'est capable aujourd'hui de comprendre sa feuille de paie, mais ni la direction ni les syndicats n'auront le courage de demander ou d'imposer la refonte générale du système.

Toute velléité de réforme — du règlement, des roulements, des primes, etc. — est *a priori* ressentie comme une brimade, une manœuvre aux objectifs inavouables. Dans la formation continue — pour l'instant quasi inexistante, — la direction souhaite introduire progressivement le simulateur de conduite, comme pour les pilotes d'avions. Et, déjà, sourd l'inquiétude : *« Et si l'on s'en servait pour nous contrôler ? »*

Comment, dans ces conditions de défiance absolue, mettre en œuvre des nouvelles mesures de sécurité ? Les plus lucides des dirigeants avouent se trouver *« au milieu d'un champ de mines. Dès que nous bougeons un pied, ça peut exploser de tous côtés. Et si nous ne bougeons pas, ça peut exploser quand même. »*

DANIEL SCHNEIDERMANN.

Le blues du « patachon »

Philippe Delorme ne goûte jamais le café du foyer de Montargis. Son roulement prévoit pourtant souvent une pause, en gare, entre 2 heures et 4 heures du matin. Mais il préfère s'installer dans sa cabine, les pieds sur le tabeau de bord et, l'hiver, regarder tomber la neige à la lueur blanche des réverbères, sur les quais déserts. Quand il ne neige pas, il rentre à pied chez lui, pendant la pause. Une demi-heure aller, une demi-heure retour. Il lui reste une heure pour lire, installé au chaud dans la cuisine pour ne pas réveiller la maisonnée. Avec le chat.

Sans qu'on l'y pousse, Philippe Delorme dit son attachement pour ce métier. Ses raisons de l'aimer, au fond, sont les mêmes que ses raisons de le prendre en grippe, et elles se résument en quelques mots : ce n'est pas le métier de tout le monde. *« Qaund je roule la nuit, à travers toutes ces maisons endormies, c'est comme de la fierté. »* Qui le croira ? Mais c'est presque douillet, une cabine de « patachon » (1) qui glisse doucement dans la nuit. Seul avec la caténaire, compagne fidèle qui court sous les étoiles. Seul avec la radio de bord, qui de loin en loin crachote une conversation toujours inaudible avec le sol. Seul avec la sonnerie, qui retentit quand on lâche la pédale plus de cinq secondes, ou quand on la maintient appuyée plus de cinquante-neuf secondes. Surtout, seul sans chef derrière le dos — chaque conducteur n'est accompagné par un chef qu'une fois par trimestre en moyenne.

En contrepartie, il y a bien-sûr la cruauté des soirées arrachées à la douceur familiale, des week-ends offerts au rail. Et bien d'autres raisons aussi d'avoir le blues dans sa cabine. Il y a ces sièges non scellés au sol, sur les anciennes machines, dont la vibration fait — dit un collègue de Philippe Delorme — qu'*« on parcourt 50 kilomètres de gauche à droite quand on fait 100 kilomètres en ligne »*, et qui condamnent aux dorsalgies permanentes. Il y a les repas sautés, la condamnation aux sandwiches SNCF à perpétuité, le cholestérol précoce à la clé. Il y a aussi le petit flacon qu'emportent avec eux certains conducteurs de TGV sur les longues distances pour pouvoir uriner.

D. S.

(1) Train de marchandises.

Économie

REPÈRES

Chômage

Légère augmentation dans la CEE

A la fin du mois d'août, les douze pays de la Communauté européenne comptaient 15,6 millions de chômeurs, indique l'Office européen de la statistique, Eurostat. En données brutes, ce chiffre correspond à une augmentation de 0,1 %, en un mois, du nombre de demandeurs d'emploi et à une baisse de 0,4 % par rapport *au même mois de l'année précédente*. Depuis onze mois, souligne Eurostat, le nombre de chômeurs indemnisés *« n'a jamais été en hausse par rapport au mois correspondant de l'année précédente »*. Voilà également dix-huit mois que le taux de chômage des hommes diminue alors que celui des femmes n'a cessé d'augmenter. Seule la Grande-Bretagne fait exception à cette règle, les femmes profitant davantage du mouvement de création d'emplois.

Au total, les chômeurs représentent 10,4 % de la population active dans la CEE. Selon un mode de calcul rendant possibles les comparaisons, le classement des pays s'établit de la façon suivante : Espagne, 19,7 %; Irlande, 17,6 %; Italie, 12,9 %; Belgique, 10,8 %; France, 10,6 %; Pays-Bas, 10 %; Grande-Bretagne, 8,3 %; RFA et Danemark, 6,6 %; Portugal, 6,4 % et Luxembourg, 2,8 % (les données pour la Grèce ne sont pas disponibles).

Conjoncture

La production devrait continuer de s'accroître

La conjoncture industrielle est restée bien orientée en septembre et, pour les chefs d'entreprise, la production devrait continuer de s'accroître modérément au cours des prochains mois, indique l'enquête mensuelle de conjoncture de la Banque de France pour septembre. Les carnets de commandes sont mieux remplis qu'en juin, notamment pour *l'automobile et les biens intermédiaires*, et les dépenses d'équipement se poursuivent, tant pour améliorer la productivité que pour développer les capacités de production.

Quant aux travaux publics, ils bénéficient des grands chantiers en cours : tunnel sous la Manche, TGV Nord, de la préparation des Jeux olympiques d'hiver de 1992... L'activité du commerce de détail s'est enfin située, en septembre, à *« un niveau jamais atteint »*. En revanche, la situation de l'emploi n'a guère évolué, les effectifs se contractant même légèrement dans l'industrie. Portées par la conjoncture, les entreprises continuent de recourir en priorité aux heures supplémentaires, aux intérims et aux recrutements à durée déterminée.

Commerce extérieur

Vive dégradation de la balance chinoise...

Le déficit de la balance commerciale chinoise a atteint 3,4 milliards de dollars (21 milliards de francs) durant les neuf premiers mois de l'année, presque *autant que pour* l'ensemble de 1987 (3,7 milliards de dollars), annonce l'agence Chine nouvelle.

Les responsables du commerce *extérieur estiment que le compte* des échanges restera déséquilibré jusqu'à la fin de l'année, compte tenu du rythme des achats qui ont totalisé 36,4 milliards de dollars de janvier à *septembre*. Durant cette période, le déficit le plus important a été enregistré avec les Etats-Unis (1,97 milliard de dollars), suivis par la CEE (1,92 milliard) et le Japon (1,6 milliard).

... redressement de la balance suisse

Le déficit du commerce extérieur suisse a atteint 785,6 millions de francs suisses (3,16 milliards de francs) en septembre, une réduction de 40 % sur le mois précédent, indique la *direction générale* des douanes. Pour les neuf premiers mois de l'année, le solde négatif s'inscrit désormais à 6,9 milliards de francs suisses, une aggravation de 8,9 % *sur la période correspondante de* 1987.

Logement

Hausse des loyers de 2,59 %

Les loyers des contrats en cours, *indexés sur l'indice du coût de la* construction du deuxième trimestre augmenteront de 2,59 % au moment de leur révision annuelle. En effet, l'indice du deuxième trimestre 1988, *publié au Journal officiel du 18 octobre*, s'établit à 912, contre 889 au deuxième trimestre 1987, en progression de 2,59 % en un an.

Tourisme

23 milliards de francs d'excédent en 1988

Le solde net de la balance touristique française approcherait, en 1988, 23 milliards de francs, a annoncé, lundi 17 octobre, M. Olivier Stirn, *ministre du tourisme*. Cette progression de 15 % par rapport à l'année précédente s'explique par le retour des Américains, qui atteindront le chiffre de deux millions, et par une forte croissance du nombre des touristes en provenance de l'Europe de l'Ouest. On estime qu'en 1988 9,5 millions d'Allemands de l'Ouest, 6,5 millions de Britanniques et 1,7 million d'Espagnols auront effectué un séjour en France.

ÉTRANGER

Moscou joue la carte de l'endettement pour accélérer la « perestroïka »

La France propose à son tour un crédit de l'ordre de 12 milliards de francs

Après les Allemands et les Italiens, les Français pouvaient difficilement être en reste. Ils proposent, à leur tour, à l'URSS un crédit de l'ordre de 2 milliards de dollars (12,4 milliards de francs) pour participer au vaste mouvement européen de soutien à la modernisation de l'économie soviétique. Le Crédit lyonnais a ouvert les discussions avant la visite de son président, Jean-Yves Haberer, attendu à Moscou le 10 novembre. Les modalités de ce prêt *non garanti* comme le nombre de banques entrant dans le consortium restent à définir. Les taux d'intérêt étant élevés en France, cet imposant crédit pourrait être libellé en ECU ou en d'autres monnaies européennes, sa durée variant selon les types de biens auxquels chaque tranche sera affectée. La préférence française va tout naturellement à la promotion des biens de consommation en URSS.

L'annonce en cascade de vastes *emprunts officiellement* contractés auprès de l'Allemagne et de l'Italie, en cours de négociation avec la Grande-Bretagne et la France marque un tournant dans la *politique soviétique*. Renforcée politiquement, l'équipe Gorbatchev prend le risque d'un alourdissement de sa dette avec l'Ouest pour se doter des moyens indispensables à *l'accélération* de la « perestroïka » dont la crédibilité s'amenuise avec la persistance des pénuries et des frustrations des consommateurs.

Longtemps écartée au nom de l'indépendance nationale, la carte de l'endettement est parfaitement jouable par Moscou. La signature soviétique jouit d'une excellente réputation auprès du monde bancaire. Compte tenu de ses avoirs à l'Ouest, la dette nette de l'URSS est évaluée entre 25 et 27 milliards de dollars, et ses remboursements n'absorbent qu'une part marginale des recettes à l'exportation, environ 5 % selon l'OCDE.

Une politique plus classique

Moscou a pourtant hésité à recourir à de nouveaux crédits. Jusqu'au début de 1988 le mot d'ordre était plutôt de dégager un excédent en devises fortes au prix d'une compression des importa*tions de produits occidentaux*. Ces dernières ont baissé de 2,9 % en dollars l'an dernier et, fait inhabituel, ont recouvert un recul de 8,5 % des achats de machines et d'équipements, un secteur généralement mieux préservé (1).

La chute des cours des céréales, dont le pays est fortement importateur (30,4 millions de tonnes) a certes compensé la perte de recettes à l'exportation due au recul des cours du pétrole et du gaz, qui a constitué un manque à gagner de l'ordre de 1 milliard de dollars en 1987. Mais au moment où les textes cherchant à donner un contour législatif aux réformes économiques se multipliaient, et où le Kremlin redécouvrait, en parole tout au moins, les vertus du commerce et de sa diversification, les chiffres traduisaient un sérieux attentisme, voire *un repli sur soi*.

Il semble bien que, déçus par la lenteur de la mise en place de joint ventures dont ils attendaient un renouveau dans les méthodes de gestion, dans la technologie mais aussi un appui à l'exportation, les Soviétiques soient revenus à une politique plus classique. Les premiers mois de 1988 ont vu reprendre le flux des achats à l'Ouest : les importations ont progressé de 24,6 %, alors que les exportations au premier trimestre augmentaient de 12,6 %, creusant le déficit commercial.

Soucieux de répondre aux critiques et à l'irritation de la population, les dirigeants soviétiques se sont retournés vers ceux auprès desquels Mikhaïl Gorbatchev a su accumuler un capital de sympathie, les Européens.

A eux seuls, les prêts contractés auprès d'un consortium de banques italiennes dirigé par la Mediocredito Centrale et d'instituts de crédit allemands, dont la Deutsche Bank joue les têtes de file, assurent l'équivalent de 2,5 milliards de dollars (15,5 milliards de francs).

Les Britanniques négocient sur la base de 1,7 à 2,5 milliards. Sans même compter l'apport de la France, cette escalade de crédits — chacun joue à annoncer l'octroi du prêt record occidental à l'URSS — devrait permettre *d'accélérer le processus de moder*nisation de l'industrie.

Reste à savoir à quoi cet apport sera consacré. On a suffisamment souligné que l'infrastructure nécessaire à la mise en place des réformes était inexistante pour s'interroger sur l'efficacité des projets qui seront financés. Les Britanniques parlent de tourisme, de projets hôteliers, d'agro-alimentaire au moment où leur ministre du commerce, Alan Clark, doit rencontrer, mercredi 19 octobre, le ministre soviétique pour les relations économiques internationales, Constantin Katutsov.

Les Italiens voient large, de la mode à certaines technologies d'avant-garde (*le Monde* du 18 octobre). Les industriels allemands qui accompagneront le chancelier Helmut Kohl lors de son voyage à Moscou du 24 au 27 octobre affirment emporter dans leurs valises une vingtaine de projets allant de l'équipement médical à la machine-outil, en passant, bien sûr, par l'automobile.

Eviter les erreurs du passé

Mais avant même de savoir qui, dans cette surenchère de prêts et de *projets*, arrivera à gagner du terrain sur un marché aussi vaste que convoité, les spécialistes s'interrogent. *« Il est possible, par ce retour aux vieux schémas, de donner un nouvel élan à celui, plus récent, des joint ventures »*, espère l'un d'eux. Et de fait, rien ne s'oppose à ce qu'une part des crédits alloués donne un nouvel attrait à la création de sociétés conjointes.

Jusqu'à présent une centaine seulement ont vu le jour, des opérations de taille généralement modeste et représentant un mince afflux de capitaux frais. Conscients des réticences de leurs interlocuteurs, les Soviétiques ont annoncé qu'ils étudiaient de nouveaux amendements à la législation de janvier 1987, déjà modifiée il y a un an.

Iront-ils jusqu'à répondre au principal obstacle des sociétés conjointes : de l'avis des milieux d'affaires occidentaux, le plafonnement du rapatriement des bénéfices au montant des devises gagnées à l'exportation ? Si Moscou assouplit ses positions il lui sera possible de faire coup double : financer des projets ciblés grâce à de nouveaux crédits tout en rassurant les investisseurs étrangers potentiels.

« Le montage d'une usine de production de biens de consommation est assez rapide », souligne un homme d'affaires. Encore faut-il éviter les erreurs du passé et ne pas se cantonner à l'industrie lourde. Et persuader les Etats-Unis du bien-fondé d'un soutien direct à l'économie soviétique.

Pour le moment, la première réaction de Washington a été négative. *Agacés de voir les Européens se précipiter à l'Est*, les Américains ont fait savoir qu'il était regrettable d'offrir à Moscou les moyens de consacrer une plus grande part de *ses revenus à la défense*. Vieux débat.

FRANÇOISE CROUIGNEAU.

(1) *Le Courrier des pays de l'Est*, juillet-août 1988.

TRANSPORTS

● **M. Pierre Léonard, président de l'Académie de marine.** — M. Pierre Léonard, président du Conseil supérieur de la marine marchande, a été élu président de l'Académie de marine.

Il succède à l'amiral Jean Tardy. Lors de la séance inaugurale, le 11 octobre, le ministre de la mer, M. Jacques Mellick, a lu un message de M. Michel Rocard soulignant : *« Il est clair que la France ne peut ni ne doit, quels que soient les bouleversements apportés par le progrès, renoncer à son importante dimension maritime. »*

Fiat sollicité pour une nouvelle usine automobile en URSS

Les autorités soviétiques auraient *proposé aux dirigeants du groupe italien* Fiat de construire une nouvelle unité de montage de voitures à Togliatti où l'usine Vaz (Volga Automobile Plant) produit déjà *600 000* véhicules par an du type Fiat 124. Selon un porte-parole de la firme de Turin, son président, Giovanni Agnelli, sollicité par le premier ministre soviétique, Nikolai Ryzkhov, pour savoir si Fiat serait prêt à doubler la capacité de Vaz, aurait donné une réponse positive de principe. Mais rien n'a été précisé sur le financement du projet ni sur le *modèle de voiture envisagé*.

De son côté, M. Agnelli s'est contenté de déclarer que si tous les grands constructeurs mondiaux (européens, américains et japonais) étaient concernés, Fiat était dans une situation privilégiée.

La production automobile soviétique atteint environ 1,4 million de véhicules par an dont 1,1 million pour le marché intérieur. L'URSS envisagerait de produire 900 000 à 1 million de voitures supplémentaires. Ce qui, selon M. Agnelli, exigerait un investissement de 4,8 à 6,4 milliards de dollars.

AFFAIRES

Les investissements nippons en France

Les Japonais ont acheté 200 000 mètres carrés de bureaux dans la région parisienne

Les investisseurs japonais seraient propriétaires, à Paris et dans la région parisienne, de plus de 200 000 mètres carrés de bureaux, valant globalement 4,7 milliards de francs, si l'on en croit le recensement effectué par Jones Lang Wootton, cabinet international d'immobilier d'entreprises.

Le plus gros investisseur est sans conteste l'Industrial Bank of Japan, par le biais de sa filiale immobilière Kowa, qui maîtrise à lui seul plus de la moitié des surfaces : les 60 000 mètres carrés de la ZAC Pasteur à Montparnasse (gare TGV et dalle), acquis en état futur d'achèvement pour un montant de 2,6 milliards de francs ; mais aussi 30 000 mètres carrés d'un immeuble « high tech » à Courbevoie (300 millions de francs) ; et encore, pour la même somme, 6 000 mètres carrés rénovés dans le 16e arrondissement (voir *le Monde affaires* du samedi 24 septembre).

Le groupe financier C'Itoh, de son côté, a acquis, en trois opérations (à Sèvres, Suresnes et Rueil-Malmaison) un total de 31 000 mètres carrés valant environ 470 millions de francs.

Arrivée en force, donc, mais il faut remarquer qu'il s'agit essentiellement de groupes financiers, qui se livrent à des actions de portage, avant de commercialiser leurs acquisitions, et cela ne préjuge en rien de la nationalité des propriétaires ultérieurs de ces immeubles.

Les Britanniques, de leur côté, ne sont pas en reste, avec des acquisitions d'environ 10 milliards de francs. Ainsi, l'European American Mercantile Company a acquis les 60 000 mètres carrés des Mercuriales à la porte de Bagnolet, la Generale Continentale Investissements et Heron International ont acheté 35 000 mètres carrés à la Tête-Défense.

70 000 F le mètre carré

L'intérêt porté par les groupes étrangers aux immeubles de bureaux en Ile-de-France, sur un marché total estimé à environ 25 milliards de francs se traduit bien *par la place qu'ils y ont prise, réalisant* 19 % des investissements. Les compagnies d'assurances conservent la première place sur le marché avec 38 % des investissments, tandis que *les SCPI et les SICOMI en assurent* 28 %.

La libéralisation des procédures d'agrément a mis sur le marché ces dernières années des surfaces importantes et il semble que cette offre nouvelle a suscité une demande supplémentaire. L'envolée des prix a été très forte dans le *« triangle d'or »* (Champs-Elysées, Opéra, Madeleine) où des *« transactions récentes ont été réalisées à 70 000 F le mètre carré et plus »*, selon l'étude de Jones Lang Wootton. La rentabilité s'est affaiblie, n'atteignant plus que 4,5 % à 5 %.

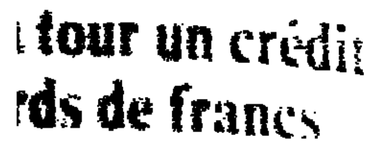
Dans Paris, et dans les très grandes opérations, les prix se situent dans une fourchette de 25 000 à 35 000 F le mètre carré, et en proche banlieue entre 18 000 et 25 000 F, le grand critère demeurant les facilités d'accès au centre des affaires.

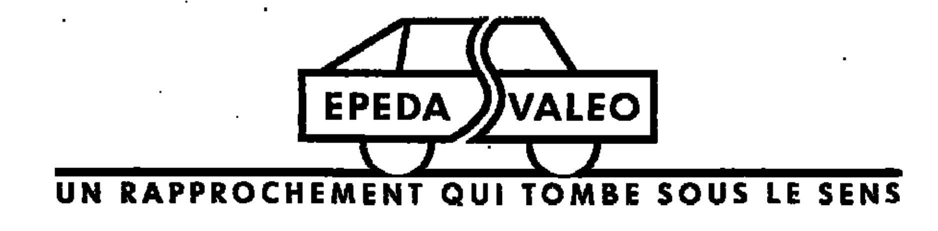
La qualité des immeubles, leur conception, leur équipement technologique font aussi partie des critères de choix mais les investisseurs restent prudents, malgré une rentabilité meilleure (6 %, voire 7 % et même parfois 8 %) et limitent les riques en n'achetant que des locaux déjà loués.

On évalue le stock de bureaux disponibles à moins d'un an à environ 1,2 million de mètres carrés, soit l'équivalent d'une année de commercialisation, les nouveaux programmes ne représentant que le tiers de ce stock.

Les prix moyens pratiqués sont, comme toujours, très variables en fonction de la localisation et de la qualité de l'immeuble. De 3 200 F à 3 600 F le mètre carré par an pour les locaux de prestige, de 2 200 F à 2 600 F pour les « bons » quartiers.

A la Défense, les loyers atteignent 1 600 F à 1 700 F dans les immeubles de la première génération (où les charges sont plus élevées) et plus de 2 000 F dans les immeubles récents où les charges sont mieux maîtrisées. Dans les proches banlieues sud et ouest, les loyers sont de l'ordre de 1 300 F à 1 600 F le mètre carré.





Le plus intéressant, c'est que notre opération est intéressante pour tout le monde.

1er équipementier automobile français et numéro 2 européen, Valeo a fait le 30 septembre 1988 aux actionnaires d'Epeda Bertrand Faure une offre d'échange dans le but de rapprocher les deux groupes.

Une bonne opération industrielle. Valeo et Epeda sont les deux principales entreprises françaises d'équipements automobiles. Elles ont la même clientèle ; elles occupent des positions de leader européen, notamment dans la fonction refroidissement moteur et climatisation, la fonction embrayage, la fonction éclairage, la fonction protection/commutation pour Valeo, et la fonction siège pour Epeda. Se rapprocher, c'est élargir la gamme des fonctions offertes sans qu'il y ait, pour les constructeurs automobiles, aucune diminution de la concurrence mais au contraire bénéfice des retombées techniques et industrielles découlant du regroupement. C'est devenir le grand spécialiste de l'ensemble habitacle qui est aujourd'hui l'objet de toutes les attentions des constructeurs. Les équipements de Valeo en assurent déjà le confort, la sécurité, la visibilité, le silence. Le siège, élément clé, compléterait nos compétences dans l'habitacle. Le siège automobile est une activité en pleine expansion, notamment par l'incorporation de l'électronique et de l'électro-mécanique – sièges motorisés, sièges à mémoire. Valeo fabrique 15 000 000 de moteurs par an et maîtrise les techniques de l'électronique de pointe adaptée à l'automobile. Avec Epeda, Valeo progresserait de nouveau dans les méthodes de fabrication "juste à temps" par des usines situées à proximité des chaînes de montage automobile. **Une bonne opération pour les actionnaires d'Epeda.** Valeo est un groupe en pleine croissance qui anticipe un chiffre d'affaires de 16 milliards de francs et un résultat record en 1988 : le résultat net consolidé du premier semestre, 535 millions de francs, a déjà dépassé le résultat de tout l'exercice 1987. La proposition faite aux actionnaires d'Epeda est très intéressante. En échange d'une action Epeda, Valeo a offert : un paiement cash de 500 francs, une action à fort potentiel de croissance par conversion d'une obligation et un intérêt annuel de 6,5% par obligation, soit 45,50 francs par an. **Une bonne opération pour les actionnaires de Valeo.** Epeda est sur le marché en croissance du siège automobile. Par ailleurs, les marques Epeda et Delsey sont internationalement renommées et développées par des sociétés bien gérées. Le rapprochement avec Epeda permettrait à Valeo d'élargir sa gamme de fonctions et de constituer un groupe plus complet et plus fort. Valeo et Epeda Bertrand Faure regroupées réaliseraient un chiffre d'affaires de 24 milliards de francs dont plus de 21 milliards dans l'équipement automobile. **Une bonne opération pour le personnel des deux groupes.** Les succès de Valeo et d'Epeda s'expliquent par la motivation et les efforts du personnel. Le rapprochement des deux entreprises – et de leurs activités complémentaires – ne peut que renforcer ce dynamisme et donner, par la taille ainsi acquise, un nouvel élan à des opportunités de carrière favorisées par de très vastes programmes et budgets de formation. **Une bonne opération pour l'industrie française.** La concurrence mondiale dans l'équipement automobile est extrêmement forte. Nos concurrents internationaux sont souvent 3 fois plus gros que nous. Aujourd'hui, dans l'équipement automobile comme dans l'automobile, il faut être puissant pour survivre. La solution Valeo + Epeda qui permet de rapprocher deux sociétés françaises pour en faire un groupe équipementier indépendant, de capacité mondiale, est une opportunité que nous ne devons pas laisser passer.



PREMIER EQUIPEMENTIER AUTOMOBILE FRANÇAIS

BDDP/CPM CONSULTANT

Économie

Un entretien avec le secrétaire américain à l'énergie

« Nous allons devoir vivre longtemps avec le pétrole bon marché »

nous déclare M. John Herrington

La rechute des cours du pétrole place de nouveau les Etats-Unis sur la sellette. Premiers consommateurs et seconds producteurs mondiaux de brut, les Américains sont, en raison de l'importance de leurs coûts, particulièrement gênés par une baisse des prix qui a toutes chances de durer, reconnaît M. John Herrington, secrétaire américain à l'énergie, dans l'entretien qu'il nous a accordé. Pour autant ils n'envisagent pas de se couper du reste du monde en imposant, comme le craignaient les producteurs, une taxe sur les importations pétrolières, assure le ministre, qui affirme ne pas craindre à terme un nouveau choc pétrolier et prône des mesures fiscales pour relancer la production outre-Atlantique.

M. Herrington, rendant hommage au programme nucléaire français, regrette l'arrêt actuel du programme américain et se dit convaincu que les Etats-Unis ne pourront atteindre le siècle prochain sans une relance du nucléaire, peut-être en collaboration avec l'industrie française.

« Croyez-vous que le pétrole bon marché va durer longtemps ?

– Oui. Nous allons devoir vivre longtemps avec le pétrole bon marché. Je ne sais pas exactement combien de temps, mais au moins pour aussi loin qu'on puisse le prévoir. A court terme *sûrement*, peut-être à *moyen terme*, et personne ne connaît le long terme..

– Ne pensez-vous pas que l'OPEP puisse reprendre les rênes du marché ?

– Personnellement je ne le crois pas. Les jours où l'OPEP avait une forte influence sur le marché sont terminés.

– Revient-on à un marché libre du pétrole ?

– Un marché plus libre, pas un marché complètement libre...

– Que considérez-vous comme un bas prix du pétrole ? Cela peut aller de 5 dollars à ....

– Tout prix inférieur à 14 dollars par baril est très difficile à supporter pour l'industrie américaine. Notre coût moyen est de 13,50 dollars le baril, dont 8 dollars pour la production et 4,5 dollars pour le transport. Le coût moyen dans les pays de l'OCDE est de 4,5 dollars tout compris.

– De nombreux experts s'inquiètent de la montée rapide des importations pétrolières américaines. Dans les années 70, le même phénomène a précédé les deux chocs de 1973 et 1979. Ne craignez-vous pas que la rechute des prix ne conduise à terme à un nouveau choc pétrolier ?

– Non. Certains hommes politiques américains prévoient un nouveau choc *pétrolier. Je n'en fais pas partie.* Les Etats-Unis ne subiront pas un nouveau choc pétrolier. D'abord nous avons accumulé des réserves stratégiques précisément pour l'éviter. Nous relâcherons ce pétrole dans le système de raffinage à la moindre menace d'embargo ou de tentative d'utilisation politique du pétrole, au rythme de 3 à 4 millions de barils par jour, ce qui éliminera tout choc à la hausse. Nous avons accumulé aujourd'hui de trois à quatre fois les volumes qui nous auraient été nécessaires en 1973 et en 1979 pour éviter la crise.

» D'autre part nous ne sommes plus vulnérables, comme c'était le cas en *1973* et en *1979*, dans le secteur de la production électrique. Notre électricité provient à 20 % du nucléaire, à 55 % du charbon, et presque à 10 % des énergies renouvelables. C'est un grand progrès. Le pétrole n'est plus vraiment important dans l'électricité. De surcroît le Canada, à nos portes, a accumulé d'énormes surplus d'électricité. Nous avons développé des transmissions entre les deux pays.

» Le seul secteur dans lequel nous restons vulnérables est le transport. La plus grosse part du pétrole importé est destinée aux transports. Nous avons toujours des problèmes dans ce domaine.

– Ne pensez-vous pas que les tendances actuelles sont dangereuses ? La consommation américaine d'énergie continue à augmenter alors que la production diminue ou stagne, non seulement dans le pétrole mais aussi dans la plupart des autres énergies.

– L'économie américaine croît très rapidement. Nous avons eu soixante-neuf mois consécutifs d'expansion économique ; c'est *la plus longue* et *la* plus forte période d'expansion en temps de paix que le pays ait connue. C'est pour cela que la consommation d'énergie augmente, pas parce qu'on gaspille.

» Nous aimerions certainement devenir moins dépendants du pétrole. Nous importons aujourd'hui 38 % de nos besoins. C'est moins que les taux records de jadis – 46 % – mas c'est encore trop. Le problème, c'est que le pétrole est trop bon marché et que nous en sommes dépendants. Si le pétrole était plus cher, nous en importerions moins. Néanmoins nous avons beaucoup de projets pour réduire cette dépendance.

Pas de taxe à l'importation

– Pouvez-vous arrêter la baisse de la production américaine par une taxe sur le pétrole importé ?

– Nous n'aurons pas de taxe sur le pétrole importé. C'est impossible. Vous pouvez me croire, il n'y a pas une seule chance...

– Et une taxe sur les carburants ?

– Une taxe sur l'essence est à la fois une mesure d'économie d'énergie et une façon d'augmenter les recettes budgétaires. *Il est possible qu'elle soit* décidée au cours du prochain mandat présidentiel. Mais elle n'aura aucun effet sur les producteurs de pétrole américains. Elle ne relancera pas les forages ou l'exploration ; elle ne créera pas d'emplois ; elle ne permettra pas de produire plus de brut. De ce point de vue, une taxe sur l'essence n'a aucun sens.

– Le gouvernement américain pourrait-il aussi prendre des mesures structurelles pour relancer la production et d'autre part réduire la consommation ?

– C'est dans ce domaine, je crois, que vous verrez agir la prochaine administration. On peut modifier le code des impôts afin de promouvoir l'exploration *et le* développement de pétrole *et de gaz* aux Etats-Unis.

» Le Canada, par exemple, a proposé un crédit direct d'impôts pour chaque premier million de dollars investi dans l'exploration d'un nouveau puits. Cette mesure s'est révélée très efficace. On peut autoriser les compagnies à déduire les coûts géologiques et géophysiques d'un puit, on peut augmenter le rythme d'amortissement, etc.

– Et du côté de la consommation ?

– Je ne vois pas grand-chose à faire. Peut-être une taxe sur le gaz ; mais, pour être efficace, elle doit être très importante. Une taxe de 10 ou 20 cents *n'aura aucun effet. Le public s'en* moque.

– Ne pensez-vous pas qu'il faille aider les énergies renouvelables ?

– Tant que le pétrole est trop bon marché les énergies renouvelables ne sont pas compétitives. C'est l'un des aspects les plus négatifs de la baisse des prix du brut : elle inhibe toute action dans les autres technologies.

« La France a fait ce que nous aurions dû faire »

– Et le nucléaire ? Le programme américain peut être considéré, sous bien des aspects, comme une catastrophe. Il est stoppé depuis un bon moment. Pensez-vous que cette situation puisse changer ?

– Je suis un grand admirateur du programme nucléaire Français. J'ai visité Superphénix, l'usine de retraitement de Marcoule ; j'ai étudié tout votre programme et je crois que c'est sinon le meilleur, du moins l'un des meilleurs du monde. La France a fait ce que nous aurions dû faire... Nous avons commis beaucoup d'erreurs. Nous *n'avons pas standardisé nos centrales,* comme les Français l'ont fait nous n'avons pas non plus utilisé des services communs, comme les salles de contrôle, les centres d'entraînement du personnel. Nous avons mal travaillé dans le retraitement des combustibles. Nous avons voté contre les surgénérateurs, comme Superphénix, qui est un bon projet. Il a eu quelques problèmes techniques, mais c'est la voie de l'avenir.

» Nous aurions dû copier les Français. Nous ne l'avons pas fait. Il n'y a pas eu de commande de nouveau réacteur nucléaire aux Etats-Unis depuis 1978. Je crois que cela changera. Nos calculs montrent qu'on n'atteindra pas le siècle prochain sans énergie nucléaire aux Etats-Unis.



» Il est possible qu'on finisse par importer des réacteurs de France ou du Japon pour équiper le programme américain !

» Je suis sérieux, car nous en aurons vraiment besoin. Et ces deux pays ont, à mon avis, les meilleurs programmes du monde.

– Mais vous avez des constructeurs : Westinghouse, General Electric, Combustion Engeenering ?

– C'est vrai, les réacteurs français sont, à la base, une technologie de Westinghouse. Et les Japonais ont volé le meilleur du programme français... Mais je ne vois pas comment on pourra l'éviter. Nous allons avoir besoin du nucléaire, compte tenu notamment des problèmes de pollution que nous avons avec les Canadiens : pluies acides, effets de serre, etc. Il faudra bien réaliser que seul le nucléaire peut nous permettre de nous passer des énergies fossiles. Comme je viens de le souligner, notre électricité provient à 55 % du charbon. *Nous pourrions être obligés* d'arrêter le charbon pour des raisons d'environnement.

– Croyez-vous aux nouvelles filières nucléaires comme les réacteurs à haute température développée par les Soviétiques avec les Allemands ?

– Nous étudions aussi les réacteurs à haute température refroidis au gaz. Nous avons recommandé il y a un mois qu'on utilise une nouvelle technologie *pour le second réacteur de production* construit par le gouvernement à des fins militaires (pour faire du tritium), en remplacement du premier, qui a trente-deux ans et connaît des problèmes. *La technologie choisie sera* probablement celle des réacteurs à haute température.

– Les Etats-Unis ont voté contre le retraitement des combustibles irradiés pour récupérer l'uranium et le plutonium. Mais les Français, les Britanniques, les Russes et maintenant les Japonais ont opté pour cette technique de gestion des déchets. Combien de temps les Etats-Unis peuvent-ils rester isolés ?

– Je ne sais pas. Nous devrions nous mettre au retraitement. Nous avons approuvé le transport de combustibles japonais en France pour y être retraités. Cela n'a *pas été* facile au Sénat américain d'accepter. La France, dans ce domaine, montre l'exemple au monde entier.

– Ne pensez-vous pas que le Parlement américain est prêt à accepter un changement ?

– L'opinion américaine est en train de changer. Mais elle n'a pas encore suffisament évolué pour que les commandes de nouveaux réacteurs reprennent. Je pense que les commandes des compagnies repartiront dès le milieu des années 90. Et vous connaissez les Etats-Unis : une fois qu'ils décident quelque chose, ils le font à fond, dans tous les domaines !

– Le département américain de l'énergie est le principal concurrent de la GOGEMA française dans le domaine de l'enrichissement de l'uranium. Quand comptez-vous utiliser les nouvelles techniques d'enrichissement au laser ?

– Nous avons trop d'uranium, et nous resterons, pour aussi loin qu'on puisse le prévoir, les concurrents des Français. Si nous avons le marché, nous pouvons augmenter massivement notre production. Nous avons actuellement des usines qui ne fonctionnent pas à pleine capacité.

» Quant aux nouvelles techniques utilisant *le laser*, nommées *AVLAS*, la recherche est bien avancée. Nous prévoyons de les mettre en œuvre au début des années 90. A ce moment-là, nous reprendrons le marché mondial aux Français... »

Propos recueillis par
VÉRONIQUE MAURUS.

Dans la perspective du grand marché de 1993

EDF veut vendre directement aux industriels européens

EDF, le plus français des établissements publics, devenu en quelques années le premier exportateur européen de courant électrique, hume le vent du large et veut s'internationaliser. *« Nous restons trop hexagonaux »*, affirme M. Pierre Delaporte, président de l'entreprise. Au-delà des simples ventes de courant aux électriciens voisins, EDF étudie actuellement les moyens de toucher le client final au-delà des frontières et de développer de nouvelles formes de coopération, en Europe mais aussi beaucoup plus loin où son savoir-faire est fort apprécié.

La déréglementation européenne, qui s'annonce dans la perspective du « grand marché » de 1993, jointe au *« passage à vide »* et aux difficultés rencontrées par la plupart des programmes nucléaires étrangers offrent à l'établissement de nouvelles occasions. Grâce à la réussite d'un programme d'équipement loué partout comme l'un des meilleurs du *monde, EDF a le vent en poupe* et entend bien en profiter. Il y est poussé par la nécessité de rentabiliser un parc de centrales taillé *« un peu large »*, qui dépasse l'optimum de cinq à sept tranches, et surtout par l'obligation de *« faire du chiffre »* pour accroître sa productivité et équilibrer ses comptes, sans gonfler exagérément ses tarifs.

Des formules d'association

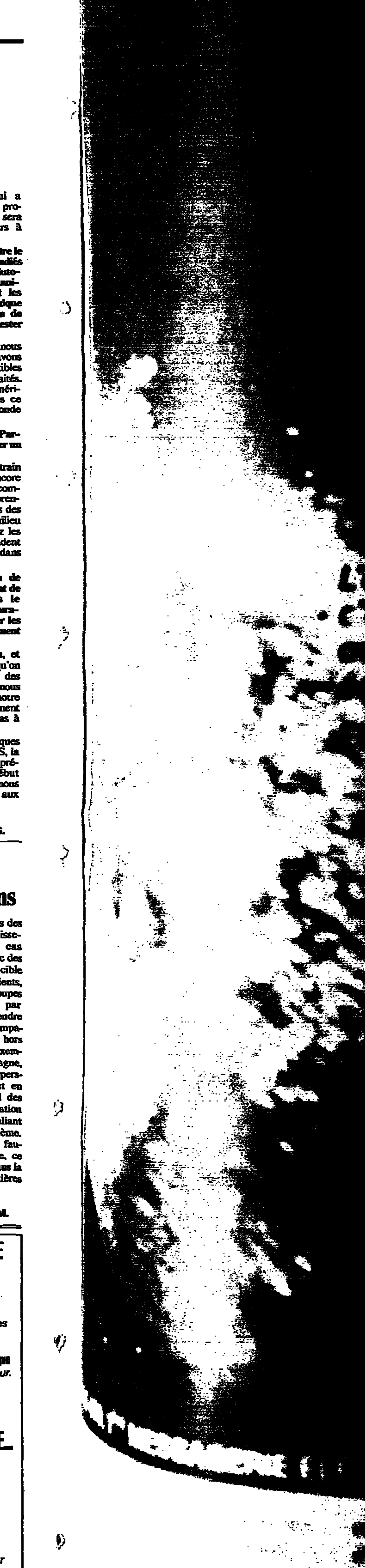
Déjà, l'établissement exporte 10 % environ de sa production en Europe, soit environ 34 milliards de kilowattsheure en 1988 (14 % de plus que l'an passé). Mais aller plus loin est difficile. En attendant l'ouverture totale des frontières, EDF est, en effet, obligé jusqu'ici de passer par ses concurrents, les grandes compagnies d'électricité voisines, qui utilisent, bien entendu, en priorité leurs propres équipements et ne recourent au courant français que pour le surplus.

D'où l'idée d'essayer de toucher directement les utilisateurs finaux, comme les grandes industries consommatrices. Contrairement à ce qu'affirmait le *Financial Times* dans ses éditions du 17 octobre, aucune négociation n'a encore été sérieusement engagée avec ceux-ci outre-Manche, mais des contacts sont pris non seulement en Grande-Bretagne, premier client du courant français, mais aussi dans d'autres pays comme l'Allemagne fédérale, les Pays-Bas, le Luxembourg, etc.

L'idée consiste à proposer des formules d'association originales comme celles actuellement négociées en France avec les grands clients : Péchiney, Atochem, etc. EDF propose, selon des formes adaptées à chaque cas, de fournir pendant dix ans du courant très bon marché, ce *qui permet* aux industriels de supporter sans difficultés les frais financiers des nouvelles installations, quitte le cas échéant à être associé aux résultats des usines.

Pour surmonter les réticences des électriciens étrangers l'établissement français envisage, le cas échéant, de prendre langue avec des autorités régionales du pays cible pour séduire de nouveaux clients, voire de s'associer à certains groupes privés (Lyonnaise des eaux par exemple), pour tenter de prendre des participations dans les compagnies de distribution électrique hors des frontières (Jersey et Luxembourg, etc.). La Grande-Bretagne, où le secteur électrique dans la perspective de sa privatisation est en pleine mue, offre à cet égard des opportunités, bien que la saturation du câble de 2 000 mégawatts reliant les deux pays pose un problème. Pour accroître les échanges, il faudrait installer un second câble, ce qui ne peut être envisagé que dans la perspective de fournitures régulières et importantes.

V.M.





هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

le bon marché »

Marchés financiers

Rhône-Poulenc candidat au rachat de Bottu

Rhône-Poulenc est candidat au rachat des laboratoires Bottu. Le groupe chimique a engagé des négociations avec son actuel propriétaire, *le groupe agro-alimentaire* BSN.

Rhône-Poulenc n'indique pas le montant de l'opération. Un communiqué précise que cette acquisition permettra à la division « Santé » de se renforcer dans le domaine des antalgiques et de couvrir désormais l'*ensemble des spécialités* à base de paracétamol, aspirine et anti-inflammatoires faiblement dosés. Bottu fabrique notamment le Doliprane.

Ce laboratoire, qui employait, fin 1987, 373 personnes à Saint-Jean-de-*Livet et Lisieux (Calvados)*, table pour cette année sur un chiffre d'affaires de 500 millions de francs (contre 453,1 millions en 1987).

Rhône-Poulenc, déjà deuxième fabricant mondial d'aspirine, avec une production annuelle de 6 000 tonnes, est devenu l'an dernier le deuxième producteur mondial de paracétamol grâce à un investissement de 150 millions de francs dans un nouveau procédé sur le site de Péage-de-Roussillon, près de Lyon.

La capacité de production de cette unité a été portée à 7 500 tonnes par an d'APAP (acétyl-para-amino-phénol, principe actif du paracétamol utilisé seul ou en association dans de nombreux médicaments analgésiques).

Le paracétamol et l'aspirine, deux produits concurrents et complémentaires, se partagent le marché mon*dial, les pays anglo-saxons donnant* leur préférence au paracétamol. En 1985, les ventes d'aspirine représentaient 1,3 milliard de dollars et celles de paracétamol quelque 1,25 milliard.

Philip Morris offre de racheter Kraft pour 11 milliards de dollars

Le premier groupe américain de tabac, *Philip Morris*, a lancé lundi 17 octobre une offre publique d'achat (OPA) sur Kraft Inc., une des premières sociétés agro-alimentaires aux Etats-Unis, offrant 11 milliards de dollars (69 milliards de francs) comptant pour la totalité du capital. L'offre est de 90 dollars par action, dont le cours, à la clôture de la Bourse de New-York, était lundi de 60,125 dollars. La direc*tion de Philip Morris* a *déclaré n'avoir* l'intention de vendre aucun actif de Kraft pour financer cette opération, et a demandé à rencontrer les responsables de Kraft pour négocier tous les aspects de son offre. Philip Morris, qui avait acheté General Foods, autre énorme *société* agro-alimentaire en 1985, insiste sur le fait que l'activité de Kraft complète parfaitement sa propre *activité dans l'industrie alimentaire*. Kraft avait vendu, au début de cette année, les piles Duracell pour 1,8 milliard de dollars au comptant.

Le chiffre d'affaires cumulé de Philip Morris et de Kraft devrait être d'environ 35 milliards de dollars.

Cette OPA, qui doit durer jusqu'au 15 novembre à minuit, est la seconde en importance après celle de Standard Oil of California, devenu Chevron, sur Gulf, en 1984, pour un montant de 13,4 milliards de dollars.

Un nouveau président pour la Bourse de Hongkong

Un an après le krach boursier et surtout après la révélation des scandales dans lesquels ont été impliqués des dirigeants de la Bourse de Hong*kong. M. Francis Yuen, directeur de* la Citicorp Scrimgeour Vickers, devrait être nommé président, en remplacement de M. Ronald Li. M. Li, qui avait été à l'origine de la fondation de la Bourse de Hongkong par les regroupements de quatre Bourses locales, est accusé par un comité gouvernemental d'enquête d'avoir mené la Bourse comme *« un club privé ». Il doit faire également* face à treize accusations de corruption avec sept autres hauts responsables. Inculpé depuis le mois de janvier 1988, il devrait être jugé en mars prochain.

● L'Australien Elders lance une OPA sur Scottish and Newcastle. — La brasserie australienne Elders a lancé, le 17 octobre, une OPA (offre publique d'achat) de 1,6 milliard de livres, soit près de 17 milliards de francs sur Scottish and Newcastle, l'une des plus grandes brasseries britanniques. En cas de succès, *Elders détiendra pres*que 25 % du marché de la bière en Grande-Bretagne.

NEW-YORK, 17 octobre ⬆
Petite hausse

La publicité faite autour du premier anniversaire du krach de l'an dernier met à rude épreuve les nerfs des investisseurs américains depuis quelques jours. Malgré ce curieux climat, la Bourse de New-York a gagné un peu de terrain, lundi, à l'issue d'une séance très irrégulière.

Après une baisse de 4 points en début de journée, l'indice Dow Jones des valeurs industrielles a fini la séance en hausse de 7,3 points, à 2 140,47. Le marché a été calme, avec 120 millions de titres échangés. Les hausses l'ont emporté sur les baisses à raison de 739 contre 666.

De nouvelles statistiques ont quelque peu apaisé les craintes des opérateurs. En effet, ont été publiés, lundi, les chiffres sur la capacité de production des entreprises américaines en septembre. Ils sont en baisse par rapport au mois précédent, 83,6 % contre 83,8 % en août. Ces chiffres sont considérés comme bons, car ils confirment un ralentissement de la croissance économique. Les investisseurs restent néanmoins prudents, car ils attendent maintenant la publication, vendredi, de l'indice des prix de détail pour septembre. Ils espèrent évidemment qu'ils dénotent un ralentissement de la courbe inflationniste. IBM a gagné 1 3/8 à 121 1/8. Philip Morris était également ferme. CBS a cédé un terrain appréciable. Goodyear s'est également affaibli.

VALEURS	Cours du 14 oct.	Cours du 17 oct.
Alcoa	55 1/4	55
A.T.T.	26 1/2	26 7/8
Boeing	65	65 1/2
Chase Manhattan Bank	29 5/8	29 5/8
Du Pont de Nemours	81 1/2	81 3/8
Eastman Kodak	48	47 7/8
Exxon	45 1/2	45 1/8
Ford	51 3/4	51 7/8
General Electric	43 1/2	43 7/8
General Motors	74 1/2	75
Goodyear	52 3/4	51 1/2
I.B.M.	119 3/4	121 1/8
I.T.T.	50 7/8	51 3/8
Mobil Oil	44	45
Pfizer	55 1/2	56
Schlumberger	33 1/2	34
Texaco	44 1/2	45 1/8
UAL Corp. ex-Allegis	96 3/4	95 3/4
Union Carbide	25 1/2	25 7/8
U.S.X.	27 3/8	27 3/4
Westinghouse	53 7/8	53 7/8
Xerox Corp.	58	57 7/8

PARIS, 17 octobre ⬇
Maussade

Début de semaine maussade au palais Brongniart. L'indicateur instantané, qui avait ouvert sur une baisse de 0,70 %, voyait son recul s'amplifier en séance, allant jusqu'à – 1,56 %. Plusieurs explications étaient avancées par les opérateurs pour analyser ce repli. A commencer par les perspectives de grèves nationales et par la poursuite du conflit des infirmières qui pourraient faire tache d'huile... A cela s'ajoutent les craintes *d'une remontée* des taux *d'intérêt* pour soutenir le franc. Dimanche soir, M. Pierre Bérégovoy n'a pas exclu cette éventualité. D'autre part, *l'approche du terme boursier d'octo*bre incite également certains investisseurs à dénouer leurs positions. Les opérations de liquidation débuteront *le 20 octobre, au lendemain du pre*mier anniversaire du krach. Enfin, après 45 % de hausse depuis le début de l'année, nombre d'analystes aspirent à une période de consolidation. *« Nous dépendons à présent de l'issue des élections américaines, jusque-là rien ne bougera »*, prédisait hardiment l'un d'entre eux.

Au cours de cette première séance de la semaine, l'activité autour des opéables, qui avait soutenu le marché ces derniers temps, semblait se relâcher. A la baisse figuraient nombre d'entre elles, comme Pernod-Ricard, Aussedat-Rey et Crouzet.

La Société des Bourses françaises validait, pour sa part, l'offre d'achat de Valeo sur Epeda-Bertrand Faure. *La prise de contrôle ne devrait pas* être si évidente, car une contre-attaque s'organise, menée par l'équipe dirigeante d'Epeda. Le *« chevalier blanc »* serait les Chargeurs, et ses propositions devraient être bientôt connues. Le titre du groupe que préside M. Jérôme Seydoux s'inscrivait alors parmi les baisses.

Sur le second marché, les introductions se poursuivent. Après Air et Feu, *c'est le tour de la Banque Tarneaud.* Les ordres d'achats ont été répandus à concurrence de 28,18 % (141 913 actions ont été demandées pour *40 000* offertes).

Enfin, le MATIF faisait également grise mise, le contrat de décembre était en repli de 0,04 %.

LONDRES, 17 octobre ⬆
Optimisme

Le climat est à l'optimisme à la Bourse de Londres. Lundi, elle a abordé le nouveau terme sur une forte hausse, l'indice Footsie des cent valeurs progressant de 19,4 points, à 1 860. Le marché londonien cède également à l'« opéamania », qui sévit notamment à New-York et à Paris dans une moindre mesure. En effet, de grands groupes font l'objet d'OPA importantes, comme Scottish and Newcastle et Associated Newspaper.

L'annonce d'un recul des ventes de détail en Grande-Bretagne, en septembre, a été, d'autre part, bien accueillie par la cote, mais a fait baisser les titres de ce secteur comme les magasins Sears, en repli d'un point à 134,5. Les brasseries, Bass en tête, ont été encouragées par l'offre de 1,6 milliard de livres du groupe australien Elders sur la compagnie Scottish and Newcastle, dont les titres ont bondi de 57 pence à 408.

Birmid Qualcast (ingénierie) a grimpé de 28 pence à 445, propulsé par l'OPA amicale du groupe Blue Circle (ciments). Associated Newspaper a pris 237 pence à 740, à la suite de l'offre de 1,2 milliard de livres du Daily Mail General Trust, les titres de la presse s'appréciaient par osmose. Fermeté également des pétrolières en raison du redressement du brut, des alimentaires et des bancaires. Le léger redressement des cours de l'or a été favorable aux mines d'or.

TOKYO, 18 oct. ⬇
Poursuite de la baisse

Le mouvement de baisse amorcé en début de semaine s'est poursuivi mardi. L'indice Nikkeï a perdu 126,76 yens (– 0,46 %), revenant à 27 141,98 yens dans un marché sans véritable direction. La séance a plutôt été terne en l'absence d'éléments de soutien.

« Il n'y a vraiment rien pour attirer les investisseurs. L'état de santé de l'empereur, le débat sur les plus-values à la Diète et les craintes d'opérations d'initiés retiennent les initiatives », notait un courtier de Yamaichi Securities. Le volume des transactions était donc faible. A la mi-séance, environ 200 millions d'actions étaient échangées, contre 435 millions pour l'*ensemble de la journée de lundi*. En baisse, figuraient les actions des secteurs sidérurgiques, des chantiers navals, des biens d'équipement et des maisons de titres. En hausse, on notait les pharmaceutiques.

VALEURS	Cours du 17 oct.	Cours du 18 oct.
Akaï	530	535
Bridgestone	1 220	1 230
Canon	1 290	1 300
Fuji Bank	3 150	3 130
Honda Motors	1 940	1 940
Matsushita Electric	2 290	2 330
Mitsubishi Heavy	950	936
Sony Corp.	6 040	6 120
Toyota Motors	2 460	2 480

FAITS ET RÉSULTATS

● OPA : City Capital Associates relève son offre sur Interco. — City Capital Associates, groupe d'investissements dirigé par les frères Rales, a relevé, le 17 octobre, son offre d'achat d'Interco Inc. (vêtements et meubles), qui est portée à 2,84 milliards de dollars *(17,9 milliards de francs)*, contre 2,76 milliards de dollars *(17,4 milliards de francs) précédemment. Interco avait rejeté les offres précédentes des frères Rales* et adopté un plan de restructuration *prévoyant notamment des ventes d'actifs et la distribution* d'un dividende exceptionnel. Ce groupe, qui fabrique et commercialise des vêtements et des meubles, a réalisé, l'an dernier, un chiffre d'affaires de 3,34 milliards de dollars et dégagé un bénéfice net de 100 millions.

● La Cidem renonce à son OPA sur les Talcs de Luzenac. — *La Société des Bourses françaises* a indiqué, lundi 17 octobre, que la Cidem renonçait à son offre publique d'achat visant les actions Talcs de Luzenac. Le premier producteur mondial de talcs devrait donc passer sous le contrôle du géant britannique RTZ, qui par l'intermédiaire de sa filiale Borax Français avait surenchéri à la pro*position de la Cidem (le Monde* du 21 septembre).

● CIC : hausse contrastée des résultats. — Au premier semestre de l'exercice 1988, les banques du groupe CIC ont dégagé un résultat d'exploitation brut légèrement inférieur à celui du premier semestre 1987 (1,478 milliard contre 1,521 milliard), malgré une augmentation sensible de l'activité (plus 15,7 % sur les crédits et plus 16,2 % sur les dépôts) et en raison du tassement des marges. Après amortissement des provisions, le résultat d'exploitation diminue de 13,8 %, à 526 millions. Grâce à la baisse des impôts (moins 26,5 %) et à *la forte augmentation* des *plus*-values de cessions (plus 31 %), le résultat consolidé augmente fortement, passant de 498 *millions* à 644 *millions. Mais sa progression* est ramenée à 18,7 %, en raison de la modification du périmètre de consolidation (apport à la compagnie financière du CIC par l'Etat de ses participations dans les filiales).

● La SBF *donne son feu vert* à l'OPE de Valeo sur Epeda. — La Société des Bourses françaises (SBF) a donné son feu vert à l'OPE (offre publique d'échange) lancée par le groupe Valeo (équipementier automobile) sur Epeda-Bertrand Faure, groupe spécialisé notamment dans les sièges d'automobiles. Lundi 17 octobre, la SBF a communiqué *les modalités de* cette opération financière. Valeo, qui vise 58,77 % du capital d'Epeda, propose aux actionnaires d'échanger 2 millions de titres Epeda contre des obligations convertibles en actions Valeo de 700 F nominal, à émettre à raison d'une obligation convertible Valeo à laquelle s'ajoutera une soulte en espèces de 500 F *pour chaque* action Epeda présentée.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P.S.A.	285	285	La Commande Electro.	320	315
Arnault & Associés	....	505	Le gd livre du mois	290	290
Asystel	252	251	Loca Investissement	261	260
B.A.C.	430	358 e	Locamic	....	170
B. Demachy & Assoc.	464	482 80 d	Martin Immobilier	....	....
B.I.C.M.	543	550	Metallurg. Minière	131 10	134 90
B.I.P.	....	822	Métrologie Internat.	485	483
Boiron	385	387	Microservice	139	139 50
Bolloré Technologies	856	850	M.M.B.M.	549	550
Buitoni	1050	1050	Molex	220 10	229 10
Cibles de Lyon	1438	1460	Navale-Delmas	....	719
Calberson	712	710	Olivetti-Logabax	....	176
Cardif	858	850	Om. Gest.Fin.	....	340
C.A. I.-de-Fr. (C.C.I.)	....	285	P.F.A.S.A.	418	418
C.A.T.C.	137 80	137 80	Presbourg (C. In. & Fin.)	....	97
C.D.M.E.	1125	1125	Présence Assurance	410	408
C. Equip. Elect.	315	310	Publicat. Filipacchi	....	430
C.E.G.I.D.	780	782	Razel	739	709 o
C.E.G.E.P.	....	....	St-Gobain Emballage	....	1495
C.E.P.-Communication	1520	1515	St-Honoré Matignon	222	222
C.G.I. Informatique	819	798	S.C.G.P.M.	....	290
Ciments d'Origny	540	530	Segin	380	390
C.N.I.M.	....	380	Sema-Metra	479	470
Concept	244	244	S.E.P.	....	1440
Conforama	....	910	S.E.P.R.	....	1256
Creeks	480	500	S.M.T.Goupil	....	304 90
Dafsa	183	175 70	Sodinforg	900	864
Dauphin	1108	1052	Supra	....	309
Devanlay	1005	980	TF 1	277	281
Deville	605	600	Unilog	170	169 80
Dmérail-Leblé	1048	1047	Union Financ. de Fr.	405	405
Editions Belfond	110	110	Valeurs de France	335	335
Elysées Investiss.	28	27 e			
Finacor	231 90	223			
Gr. Foncier Fr. (G.F.F.)	237 80	237			
Guintoli	517	505			
I.C.C.	....	228			
IDIA	225	220			
I.G.F.	104	107			
IM2	175	171			
Int. Metal Service	....	401			

Marché des options négociables le 17 octobre 1988

Nombre de contrats : 9 205

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT Décembre dernier	OPTIONS D'ACHAT Mars dernier	OPTIONS DE VENTE Décembre dernier	OPTIONS DE VENTE Mars dernier
Accor	480	50	–	9,10	–
CGE	320	28	35	7	–
Elf-Aquitaine	320	17	–	12,50	15
Lafarge-Coppée	1 400	50	85	75	–
Michelin	200	4,70	11,80	22,50	–
Midi	1 355	300	–	15	–
Paribas	400	16	29	29	38
Peugeot	1 100	105	135	27,50	49
Saint-Gobain	560	36	55	13,80	–
Société générale	400	69	–	6	–
Thomson-CSF	180	14,70	22	8,10	11,90

MATIF

Notionnel 10 %. — Cotation en pourcentage du 17 oct. 1988

Nombre de contrats : 58 973.

COURS	ÉCHÉANCES Déc. 88	ÉCHÉANCES Mars 89	ÉCHÉANCES Juin 89
Dernier	105,65	105,25	104,60
Précédent	106,60	106,20	105,60

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Déc. 88	OPTIONS D'ACHAT Mars 89	OPTIONS DE VENTE Déc. 88	OPTIONS DE VENTE Mars 89
104	1,85	2,05	0,25	0,91

INDICES

CHANGES

Dollar : 6,1965 F ⬆

Le dollar s'est légèrement raffermi, mardi 18 octobre, sur l'ensemble des places financières. A Tokyo, il clôturait à 127,70 yens, contre 127,20 yens lundi. Reprise également à Paris dès les premiers échanges entre banques, la devise américaine s'échangeant à 6,1965 F, contre 6,1820 F à la clôture des échanges interbancaires lundi et 6,1865 F au fixing *du même jour.*

FRANCFORT	17 oct.	18 oct.
Dollar (en DM)	1,8075	1,8170
TOKYO	**17 oct.**	**18 oct.**
Dollar (en yens)	127,20	127,70

MARCHÉ MONÉTAIRE *(effets privés)*

Paris (18 oct.)	7 13/16-7 15/16 %
New-York (17 oct.)	8 3/8-8 7/16 %

BOURSES

PARIS *(INSEE, base 100 : 31-12-87)*

	14 oct.	17 oct.
Valeurs françaises	134,4	132,6
Valeurs étrangères	118	118,1
(Sbf, base 100 : 31-12-81)		
Indice général CAC	381,1	380,6
(Sbf, base 1000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	1 437,74	1 417,88
(OMF, base 100 : 31-12-81)		
Indice OMF 50		

NEW-YORK *(Indice Dow Jones)*

Industrielles	2 133,18	2 140,47

LONDRES *(Indice « Financial Times »)*

Industrielles	1 494	1 510,9
Mines d'or	174,1	174,1
Fonds d'Etat	88,65	88,86

TOKYO

	17 oct.	18 oct.
Nikkeï Dow Jones	27 268,74	27 141,98
Indice général	2 128,05	2 108,66

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

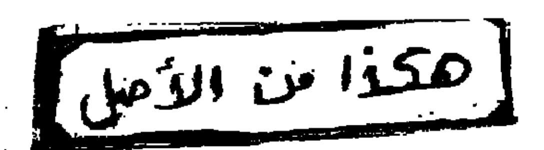
	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. + ou dép. –	UN MOIS Rep. + ou dép. –	DEUX MOIS Rep. + ou dép. –	DEUX MOIS Rep. + ou dép. –	SIX MOIS Rep. + ou dép. –	SIX MOIS Rep. + ou dép. –
$ E.-U.	6,2030	6,2060	– 30	– 15	– 40	– 15	– 160	– 80
$ can.	5,1540	5,1610	– 115	– 90	– 212	– 170	– 565	– 458
Yen (100)	4,8575	4,8630	+ 137	+ 156	+ 275	+ 310	+ 803	+ 908
DM	3,4140	3,4165	+ 81	+ 99	+ 174	+ 198	+ 497	+ 562
Florin	3,0425	3,0460	+ 60	+ 72	+ 127	+ 156	+ 390	+ 443
FB (100)	16,2760	16,2930	+ 60	+ 143	+ 152	+ 293	+ 598	+ 962
FS	4,0345	4,0390	+ 138	+ 162	+ 291	+ 322	+ 811	+ 902
L (1 000)	4,5810	4,5870	– 157	– 113	– 265	– 214	– 726	– 628
£	10,8025	10,8140	– 393	– 355	– 702	– 640	– 1949	– 1751

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	8 1/4	8 3/8	8 1/4	8 3/8	8 1/4	8 3/8	8 1/2	8 5/8
DM	4 5/8	4 7/8	4 11/16	4 13/16	4 3/4	4 7/8	5	5 1/8
Florin	5 1/8	5 5/8	5 5/16	5 7/16	5 5/16	5 7/16	5 5/16	5 7/16
F.B. (100)	7 1/8	7 5/8	7 1/8	7 7/8	7 3/16	7 1/2	7 3/16	7 1/2
F.S.	3 5/8	3 7/8	3 9/16	3 11/16	3 9/16	3 11/16	3 13/16	3 15/16
L (1 000)	11	12 1/2	11	11 1/2	11	11 3/8	11	11 3/8
£	12	12 1/4	11 7/8	12	11 15/16	12 1/16	11 13/16	11 15/16
F. franç.	7 5/8	7 7/8	7 15/16	8 1/16	8	8 1/8	8 3/16	8 5/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

هكذا من الأصل



Marchés financiers

BOURSE DU 17 OCTOBRE

Cours relevés à 17 h 30

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
....	C.N.E. 3% ★	3651	3650	3651	....
1025	B.N.P. T.P.	1048	1051	1051	+ 0 29
1110	C.C.F. T.P.	1131	1131	1131	....
1123	Créd. Lyon. T.P.	1150	1153	1153	+ 0 26
1370	Renault T.P.	1368	1365	1365	− 0 22
1728	Rhône-Poul. T.P.	1650	1626	1626	− 1 46
1249	St-Gobain T.P.	1251	1255	1255	+ 0 32
1231	Thomson T.P.	1240	1240	1240	....
480	Accor	527	529	519	− 1 52
540	Air Liquide	537	526	535	− 0 37
2100	Alcatel ★	2325	2330	2345	+ 0 86
1390	Als. Superm.	1400	1390	1390	− 0 71
300	A.L.S.P.I.	327	330	326	− 0 31
340	Alsthom ★	375	374	371	− 1 07
1950	Arjom. Prioux ★	2120	2099	2140	+ 0 94
520	Ausedat-Rey ★	594	585	582	− 2 02
990	Aux. Entrepr. ★	1090	1094	1065	− 2 29
665	Av. Dassault ★	650	669	650	....
370	BAFIP ★	425	425	418	− 1 65
280	Bail-Equipem. ★	290	290	283	− 2 41
805	Bail Investiss.	839	836	836	− 0 36
290	B.N.P. C.I. ★	323 10	322 10	319	− 1 27
470	Cie Bancaire ★	491	485	488	− 0 61
440	Bazar H.-V.	481	489	479 90	− 0 23
480	Béghin-Say ★	533	525	510	− 4 32
1050	Berger (Ms)	1130	1132	1132	+ 0 18
820	Bic ★	822	820	800	− 2 68
1730	B.I.S.	2044	2056	2115	+ 3 47
2570	Bongrain S.A. ★	2690	2695	2689	− 0 04
470	Bouygues ★	634	627	632	− 0 32
58	B.P. France ★	68 30	67 90	67 90	− 0 59
5500	B.S.N. ★	5560	5550	5600	− 0 90
645	Canal Plus	590	599	590	....
2400	Cap Gem. S. ★	2350	2340	2339	− 0 47
475	Carnaud ★	461	484	463	+ 0 43
2620	Carrefour ★	2750	2700	2750	....
152	Casino	157 50	156	153	− 2 86
108	Casino A.D.P.	111 50	113	112	+ 0 45
1240	C.C.M.C.	1121	1128	1128	+ 0 62
670	Cetelem	639	630	630	− 1 41
415	Cerus ★	398	398	397	− 0 25
1600	C.F.A.O. ★	1735	1738	1718	− 0 98
340	C.G.E.	340	336	339 90	− 0 03
1250	C.G.I.P. ★	1215	1220	1199	− 1 32
1170	Chargeurs S.A. ★	1225	1205	1195	− 2 45
1030	Ciments franç. ★	1080	1070	1070	− 0 93
420	Club Méditerr. ★	488	484	484	− 0 82
155	Codetel ★	165	165	164	− 0 61
280	Cofimeg	290 50	294	290 50	....
570	Coles ★	614	608	601	− 2 12
220	Compt. Entrepr.	216	214 10	210	− 2 78
765	Compt. Mod. ★	759	760	759	....
765	Créd. Foncier ★	772	774	771	− 0 13
400	C. F. Interant. ★	444	444	435	− 2 03
136	C.C.F.	142	138 10	141	− 0 70
500	Cr. Lyon. (CI) ★	505	508	502	− 0 59
900	Crédit Nat. ★	893	880	870	− 2 58

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
565	CSEE (exSign.) ★	558	561	574	+ 2 87
395	Crouzet ★	407 50	397	394	− 3 31
2750	Dassault S.A. ★	2820	2879	2831	+ 0 39
....	Darty	....	....	....	....
1600	De Dietrich	1810	1806	1776	− 1 93
190	Dév. P.d.C. (Li)	198 50	197 50	197 50	− 0 50
430	D.M.C.	433	435	430	− 0 69
365	Drouot Assur. ★	359	351 10	348	− 3 06
2100	Docks France ★	2319	2349	2345	+ 1 12
700	Dumez ★	728	720	710	− 2 47
1480	Eaux (Gén.)	1505	1492	1490	− 1
1690	Ecco ★	1612	1610	1588	− 1 49
785	Electrofinanc. ★	890	905	889	− 0 11
460	El. S. Dassault	442	435	423	− 4 30
340	Elf-Aquitaine	324 90	323	323	− 0 58
290	— (certific.) ★	288	285	282 50	− 1 22
790	Epeda-B-Faure ★	930	....	....	....
2690	Essilor	2725	2710	2651	− 2 72
1710	Essilor Int. (DP)	1652	1650	1655	+ 0 18
305	Esso S.A.F. ★	285	283	284	− 0 70
1510	Eurafrance	1519	1452	1459	− 3 95
1190	Eurocom ★	1325	1340	1330	+ 0 38
2290	Euromarché	2201	2205	2220	+ 0 86
580	Europe n° 1 ★	562	565	562	....
33	Eurotunnel ★	35 10	35	35	− 0 28
1190	Exor ★	1189	1151	1189	....
885	Facom	1010	1021	990	− 1 98
950	Fichet-Bauche	942	950	936	− 0 64
190	Finextel ★	196 90	196 90	194	− 1 47
129	Fives-Lille ★	151	149 10	149 60	− 0 93
1400	Fromageries Bel	1399	1390	1375	− 1 72
1050	Gal. Lafayette ★	1150	1071	1134	− 1 39
340	Gascogne	365	362	362	− 0 82
1510	Gaz et Eaux	1569	1525	1538	− 1 98
410	Géophysique ★	450	449	447	− 0 67
545	Gerland	555	555	555	....
2860	Groupe Cité ★	2890	2890	2891	+ 0 03
860	GTM-Entrepose	640	633	632	− 1 25
690	Guyenne-Gas. ★	715	700	690	− 3 50
230	Hachette ★	253	247 50	246 50	− 2 57
690	Havas ★	713	710	688	− 3 51
540	Hénin (La)	568	560	560	− 1 41
1120	Hutchinson ★	1160	1170	1158	− 0 17
235	Imétal ★	268	264	263 50	− 1 68
305	Imm. Plaine-M.	305	308	303	− 0 66
435	Ingénico ★	368 50	372 50	366 10	− 0 65
3870	Inst. Mérieux	4490	4651	4500	+ 0 22
530	Interbail ★	535	535	535	....
1130	Intertechnique	1118	1120	1105	− 0 99
940	J. Lefebvre	970	960	960	− 1 03
860	Labinal ★	880	890	860	− 2 27
1380	Lab. Bellon	1475	1485	1480	+ 0 34
1400	Lafarge-Coppée	1393	1384	1358	− 2 51
1160	Lebon ★	1160	1205	1161	+ 0 09

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
3120	Legrand ★	3110	3110	3102	− 0 26
2500	Legrand (DP) ★	2485	2470	2450	− 1 41
845	Leroy-Somer ★	948	940	945	− 0 32
2100	Lesieur	2020	2020	2010	− 0 50
660	Locabail Immob.	661	669	674	+ 1 97
400	Locafrance ★	415	413 40	400	− 3 61
820	Locindus	845	830	835	− 1 18
280	Luchaire	359	358	361	+ 0 56
3060	L.V.M.H. ★	3174	3157	3090	− 2 65
1480	Lyonn. Eaux ★	1489	1490	1471	− 1 21
67	Mais. Phénix	58 90	58 80	57 80	− 1 87
230	Majorette (Ly)	219	203 70	205	− 6 39
365	Mar. Wendel ★	360	365	350	....
185	Matra ★	193 90	188 10	188 30	− 3 92
2920	Merlin-Gerin ★	3068	3041	3047	− 0 68
189	Michelin	181 10	179 50	177 80	− 1 82
1470	Midi (Cie)	1651	1640	1642	− 0 55
169	Midland Bk SA ★	180	178	179	− 0 56
450	Min. Salsig. (Ms)	480	480	480	....
68	M.M. Penarroya	81 20	80	79 90	− 1 60
115	Moulinex	111	111	108	− 2 70
1110	Navig. Mixte ★	1254	1250	1230	− 1 91
113	Nord-Est ★	127 80	124 90	123 60	− 3 29
375	Nordon (Ny)	350	352	352	+ 0 57
420	Nouvelles Gal.	460	460	460	....
750	Occid. (Gén.) ★	778	775	770	− 1 03
1100	Omn.F.Paris	1399	1400	1380	− 1 36
320	Olida-Caby ★	360	359	350	− 2 78
3600	Oréal (L')	3611	3610	3590	− 0 58
435	Paribas	469 90	464	456 50	− 2 85
415	Paris-Réesc. ★	420	425	419 90	− 0 02
1120	Pechelbronn ★	1065	1065	1065	....
380	Penhoet	422	425	420	− 0 47
1040	Pernod-Ricard ★	1256	1225	1216	− 3 18
1250	Peugeot S.A.	1190	1181	1160	− 2 52
590	Poliet ★	572	562	565	− 1 22
1040	Prétabail Sic.	1090	1090	1090	....
800	Primagaz	715	690	710	− 0 70
600	Printemps ★	612	610	602	− 1 63
2170	Promodès	2160	2140	2140	− 0 93
715	Radiotechn. ★	569	573	569	....
83	Raff. D. Total ★	65 10	67 80	64 90	− 0 31
2840	Redoute (La) ★	3050	3030	3030	− 0 66
335	Robur financière	339	339	339	....
1230	Roussel-Uclaf ★	1350	1325	1350	....
850	R.-Uclaf-CNI ★	919	895	882	− 4 03
3600	R. Impériale (Ly)	3410	3400	3400	− 0 29
184	Sade	185 10	185	185	− 0 06
1630	Sagem ★	1629	1626	1627	− 0 12
540	Saint-Gobain	583	584	578	− 0 86
940	St-Louis ★	1029	1000	1006	− 2 24
1800	Salomon	1780	1770	1770	− 0 56
695	Salvepar	650	612	612	− 5 85
775	Sanofi ★	804	809	795	− 1 12

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
750	S.A.T. ★	750	751	750	....
240	Saul.-Chât. (B) ★	240	234	239	− 0 42
1280	Saupiquet (Ns)	1195	1111	1111	− 7 03
490	Schneider ★	493 50	491	490	− 0 71
57	S.C.O.A.	52 50	53	52 10	− 0 76
570	S.C.R.E.G. ★	696	670	691	− 0 72
820	Seb ★	830	820	830	....
390	Sefimeg ★	393	390 10	390 10	− 0 74
1400	S.F.I.M.	1390	1385	1380	− 0 72
35	S.G.E.	37 25	37 20	36 05	− 3 22
710	Silic	695	696	695	....
460	Simco-U.P.H. ★	465	463	464 90	− 0 02
1010	Skis Rossignol	1087	1089	1071	− 1 47
820	Sligos ★	900	908	890	− 1 11
435	Société Générale	473	467	463	− 2 11
148	Sodecco	144	144	144	....
169	Sodero (Na)	169 10	169	169	− 0 06
2880	Sodexho ★	2885	2850	2875	− 0 35
105	Sogerail (Ny)	112 50	111	111	− 1 33
240	Sogerap	282	285	285	+ 1 06
2060	Somm.-Allib. ★	2244	2230	2185	− 2 63
1160	Source Perrier ★	1189	1185	1167	− 1 85
735	Sovac ★	688	685	680	− 1 16
400	Spie-Batignol. ★	419	411	420	+ 0 24
575	Strafor ★	711	701	700	− 1 56
290	Suez	301 50	298	297 90	− 1 19
375	Synthélabo ★	400	396	400	....
820	Talcs Luzenac ★	1200	....	....	....
4500	Tél. Elect.	4465	4430	4430	− 0 78
189	Thomson-C.S.F.	187 50	185	185	− 1 33
330	Total (CFP) ★	316	315 10	315 40	− 0 19
72	— (certific.)	72	72 45	72 50	+ 0 69
1050	T.R.T. ★	1025	1000	996	− 2 83
380	U.F.B.-Locab. ★	380 50	380 50	369	− 3 02
710	U.I.C. ★	831	832	830	− 0 12
495	U.I.F. ★	508	507	502	− 1 18
790	U.I.S.	809	808	808	− 0 12
165	U.C.B. ★	169	169	169	....
640	Unibail	700	699	699	− 0 14
585	Valéo ★	577	571	576	− 0 17
142	Vallourec ★	183 50	184 90	182 50	− 0 54
340	Via Banque	365 10	365	361	− 1 12
720	Elf-Gabon ★	719	733	710	− 1 25
125	Amax Inc.	134 50	132	133 90	− 0 45
177	Amer. Express	177 50	178 50	176 50	− 0 56
168	Amer. Teleph.	163 50	164	164	+ 0 31
83	Anglo Amer. C.	88	88 30	88 30	+ 0 34
390	Amgold	425	429 50	429 50	+ 1 06
925	BASF (Akt)	935	935	933	− 0 21
1040	Bayer	1084	1058	1055	− 0 85
80	Buffelsfont.	76 10	78 30	78 30	+ 0 26
190	Chase Manh.	182	181 20	181 20	− 0 44
105	Echo Bay Mines	102 80	102 90	102 50	− 0 29
63	De Beers	65	65 60	65 60	+ 0 92

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
1740	Deutsche Bank	1850	1860	1859	+ 0 49
970	Dresdner Bank	1042	1038	1038	− 0 38
51	Driefontein Cld	55 30	55	55 10	− 0 36
520	Du Pont-Nem.	512	508	508	− 0 78
285	Eastman Kodak	294	295	295	+ 0 34
28	East Rand	29 50	29 55	29 55	+ 0 17
240	Electrolux	257 50	264	264	+ 2 52
295	Ericsson	312	313	313	+ 0 32
285	Exxon Corp.	278 50	281	281	+ 0 90
320	Ford Motors	321	323	323	+ 0 62
41	Freegold	48 20	48 50	48 70	+ 1 04
81	Gencor	83 40	86	85 80	+ 2 88
275	Gén. Electr.	271	270	271	....
680	Gén. Belgique	710	710	710	....
475	Gen. Motors	462 50	463	463	+ 0 11
144	Goldfields	135 20	137 90	137 90	+ 2
53	Gd Metropolitain	49 20	50	50	+ 1 63
34	Harmony	39 80	40 20	40 10	+ 0 75
81	Hitachi	73 15	73	73 10	− 0 07
1000	Hoechst Akt.	1038	1052	1052	+ 1 35
109	Imp. Chemical	110 30	111 70	111 70	+ 1 27
720	IBM	735	736	736	+ 0 14
310	ITT	315 60	311 60	311 50	− 1 30
187	Ito-Yokado	182 50	183	183 50	+ 0 55
300	Mac Donald's	305	303 50	303 50	− 0 49
120	Matsushita	111 50	112	112	+ 0 45
375	Merck	363	359 10	359 10	− 1 07
405	Minnesota M.	378	378	378	....
275	Mobil Corp.	272	274	274	+ 0 74
245	Morgan J.P.	224	221	215	− 4 02
34780	Nestlé	35300	35050	35050	− 0 71
1500	Nixdorf	1441	1443	1446	+ 0 35
195	Norsk Hydro	93 50	94 05	94 05	+ 0 59
110	Ofsi	125 80	127 50	127 50	+ 1 35
2370	Petrofina	2107	2095	2095	− 0 57
620	Philip Morris	619	613	613	− 0 97
98	Philips	91 50	90 80	91 30	− 0 22
78	Placer Dome	80 20	80 90	81 10	+ 1 12
350	Quilmès	338	332	332	− 1 78
360	Randfontein	398	400	400 50	+ 0 63
680	Royal Dutch	681	687	685	+ 0 59
47	Rio Tinto Zinc	45 90	46 20	46 20	+ 0 65
36	Saat. & Saatchi	38 35	38 60	38 60	+ 0 65
42	St Helena Co	45 05	45 50	45 50	+ 1
215	Schlumberger	205 50	206 50	206	+ 0 24
106	Shell transp.	106 50	108 50	108 50	+ 1 88
1580	Siemens A.G.	1661	1660	1662	+ 0 06
320	Sony	295	295 50	295 50	+ 0 17
47	Telefonica	49 30	49 45	49 45	+ 0 30
215	T.D.K.	196 60	195 30	195 30	− 0 66
53	Toshiba Corp.	48 65	48 60	48 60	− 0 10
345	Unilever	351	350	349	− 0 57
245	Unit. Techn.	251	250 80	250 80	− 0 08
360	Vaal Reefs	424 90	427	428	+ 0 73
365	Volvo	356	357 20	357 20	+ 0 34
150	West Deep	165 50	167	167	+ 0 91
350	Xerox Corp.	361	356	356	− 1 39
191	Yamanouchi	180 50	180 50	180 50	....
2 02	Zambia Corp.	2 19	2 25	2 26	+ 3 20

Comptant (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp. 8,80 % 77	128 20	3 586
9,80 % 78/93	103	2 631
10,80 % 79/94	105	1 302
13,25 % 80/90	105 40	4 973
13,80 % 81/89	101 30	10 444
16,20 % 82/90	109 10	12 349
16 % juin 82	111 58	5 742
14,60 % fév. 83	112 78	9 574
13,40 % déc. 83	118 16	11 057
12,20 % oct. 84	112 25	0 334
11 % fév. 85	112 76	7 213
10,26 % mars 86	107 46	6 184
ORT 12,75 % 83	1963	..
OAT 10 % 2000	106 36	3 945
OAT 9,90 % 1997	107 85	8 395
OAT 9,80 % 1996	105 11	7 015
Ch. France 3 %	....	..
CNB Bques janv. 82	103 24	2 765
CNB Paribas	103 25	2 755
CNB Suez	103 25	2 755
CNI janv. 82	103 25	2 755
PTT 11,20% 85	110 95	9 033
CFF 10,30% 88	105	6 889
CNE 11,50% 85	109	3 885
CNT 9% 86	100 10	4 305
CRH 10,90% déc. 85	109 55	7 863
C.N.C.A. T.P.	1140 80	114
Drouot Ass. Obl. conv.	2340	234
Métrologie I. 6% 6/7	92 60	8 251

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Agache (Sté. Fin.)	....	1899
A.G.F. (St Cent.)	....	610
Applic. Hydraul.	....	716
Arbel	460	470
Astorg	205	197
Avenir Publicité	720	715
Bain C. Monaco	340	338
Banque Hypoth. Eur.	357	360
Béghin-Say (C.I.)	383	373
B.G.I.	....	....
Blanzy-Ouest	600	600
B.N.P. Intercontin.	240	245
Bénédictine	6300	6510
Bon-Marché	....	1053
B.T.P.	....	120
Cdif	575	590
Cambodge	....	760
C.A.M.E.	145	149 50
Carbone-Lorraine	676	686
Casa-Poclain	25 50	25 50
C.E.G.Frig.	....	502
Centen. Blanzy	1351	1361
Centrest (Ny)	215	223
Cerabati	....	124

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Champex (Ny)	156	155 50
C.I.C. (Financ. de)	....	180
C.I. Maritime	700	700
Ciram (B)	2112	2080
Clause	....	896
Cofradel (Ly)	1150	1150
Cogifi	330	330
Comiphos	340	340
Cie Industrielle	....	2700
Comp. Lyon-Alem.	....	460
Concorde (La)	....	740
C.M.P.	19 35	19 80
Créd. Gén. Ind.	483 60	503 d
Cr. Universel (Cie)	....	560
Créditel	....	149
Dablay S.A.	....	620 o
Degremont	263	258
Delalande S.A.	1355	1400
Delmas-Vieilj. (Fin.)	....	1649
Didot-Bottin	....	887
Eaux Bass. Vichy	....	1000
Eaux Vittel	2280	2300
E.C.I.A.	1210	1299
Electro-Banque	....	310
Eli-Antargaz	725	725
E.L.M. Leblanc	680	643 •
Ensil-Bretagne	....	....
Entrepôts Paris	470 10	470 10
Epargne (B)	3631	3631
Europ. Accumul.	....	66 90
Europe Soules Indust.	120	120
Eternit	2280	2280
Finalens	228	220
FIPP	440	409 70 o
Fnac	750	750
Foncière (Cie)	465	465
Fonc. Lyonnaise	440	440
Foncina	....	415 50
Forinter	1099	1110
Fougerolle	....	350 80
France I.A.R.D.	280 10	284 50
France (La)	6020	6050
From. Paul Renard	....	830
GAN	....	755
G.F.I.I.	290	292 40
Gaumont	625	604
Gévelot	810	799
Gr. Fin. Constr.	....	380
Gds Moul. Paris	....	574
Groupe Victoire	746	746
G. Transp. Ind.	525	536
Immindo S.A.	370	370
Immoinvest	265	255
Immobail	375 80	377
Immobanque	695	690
Immob. Marseille	....	6250
Immofice	448	460
Invest. (Sté Cent.)	840	840
Jaeger	192 10	192
Lafitte-Bail	429 80	438
Lambert Frères	....	342 70
Lille-Bonnières	....	780
Loca-Expansion	250	249
Locafinancière	....	349
Locatel	....	607

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Louis Vuitton	618	593
Louvre (Sté)	2080	2070
Lucia	1325	1310
Machines Bull	....	96
Magasins Uniprix	135	134
Magnant S.A.	120	116 50
Maritimes Part.	325	323
Métal Déployé	450	435
Mors	119	120
Navig. (Nat. de)	....	95 10
Nozal	244 40	234 60
Optorg	394 10	393
Oréal (L') C.I.	2561	2458
Origny-Desvroise	1302	1292
Palais Nouveauté	....	531
Paluel Marmont	575	575
Parfinance	201	200 30
Paribas-CIP	443	400
Paris France	230	226 10
Paris-Orléans	....	212 40
Partenha	....	330
Patern. Risq. Div.	1040	1030
Pathé-Cinéma	....	....
Pechiney (cert. inv.)	270	270
Piles Wonder	1248	1249
Piper-Heidsieck	2600	2600
P.L.M.	....	148
Porcher	491	....
Promodès	....	1474
Providence S.A.	....	....
Publicis	....	3386
Rhône-Poul. (c. inv.)	445	444
Ricqlès-Zan	....	200 10
Rochefortaise S.A.	....	630 d
Rochette-Cenpa	70 20	70
Rosario (Fin.)	748	780
Roudière	245	....
Rougier et Fils	105	105
Sacer	540	539
SAFAA	288	295
Safic-Alcan	860	860
SAFT	....	1738
Saga	....	230
Salins du Midi	471	475
Santa-Fé	141	141
Satam	....	94 60
Savoisienne (M)	210	205 50
SCAC	506	500
Senelle Maubeuge	....	401 10
S.E.P. (M)	184 10	180
Sifi	....	342
Sicotel	....	281
Sinmor (Li)	....	....
Simim	258	259
Siph (Plant. Hévéas)	328 90	328
Sofal financière	....	2020
Sofical	....	964
Sofio	600	590
Soficomi	....	699
S.O.F.I.P. (M)	136	137
Sofragi	968	971
Sopagri	168	168
Soudure Autog.	571	585
Sovabail	....	802
Suez (Fin. de)-CIP	254	250
Sterni	....	....
Taittinger	2850	2830

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Testut-Aequitas	179	179
Tour Eiffel	....	341
Ufiner S.M.D.	....	712
U.A.P.	324	323
U.T.A.	2025	2005
Vicat	....	1760
Viniprix	....	1135
Virax	128	122 90
Waterman S.A.	....	850
Brass. du Maroc	130	127

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	700	....
Akzo	443	450
Alcan Alum	193	....
Algemene Bank	127	125
American Brands	329	319
Am. Petrofina	420	....
Arbed	560	....
Asturienne Mines	155	....
Banco de Santander	352	380
Bco Pop Espanol	420 10	430
Banque Ottomane	2120	2080
B. Régl. Internat.	40510	41000
Br. Lambert	585	567
Canadian-Pacific	106 10	103 90
Chrysler corporation	153	152 c
CIR	26 60	26 80
Commerzbank	820	820
Dart. and Kraft	361	359
De Beers (port.)	....	....
Dow Chemical	579	589
Gén. Belgique	710	710
Gevaert	1240	....
Glaxo	115	115 50
Goodyear	340	333 30
Grace and Co	156 50	152 50
GTE corporation	283	285
Honeywell Inc.	392	385
I. C. Industries	225	....
Johannesburg	725	....
Kubota	38	....
Latonia	....	....
Midland Bank Plc	46	46 50
Mineral-Ressourc.	70 10	70
Noranda	116 10	115
Olivetti	26 80	26
Pakhoed Holding	265	260
Pfizer Inc.	333	334
Procter Gamble	501	491
Ricoh Cy Ltd	54 50	52
Rolinco	266 50	268 90
Robeco	281 50	284 50
Rodamco	462 60	466
Salpam	9 05	9 10
Sema Group	32 50	33
Shell fr. (port.)	....	....
S.K.F. Aktiebolag	312	....
Steel Cy of Can.	112	116
Squibb	422	416
Tenneco	309	300
Thorn EMI	68	69
Toray indust. inc	38 30	38 50
Vieille Montagne	1310	1320
Wagons-Lits	975	1055
West Rand	8 35	8 55

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Banque Hydro-Energie	247	....
Calciphos	200	197
Chambourcy (M.)	978	....
Cochery	214	210
Cogenitor	110	110
C. Occid. Forestière	180	....
Coparex	337	325
Dubois Inv. (Canto.)	870	850
Gachot	70	66
Guy Degrenne	565	646 d
Hoogovens	170	....
Metroservice (bons)	16	16
Nicolas	720	....
Particip. Parcier	352	352
Rémy et Associés	259	259
Rorento N.V.	177 90	178
Serv. Equip. Véh.	55 30	....
S.P.R.	399	....
Sté Lecteurs du Monde	560	551
Ufinex	380	....
Union Brasseries	137 10	....

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 17/10	COURS DES BILLETS Achat	COURS DES BILLETS Vente
Etats-Unis ($ 1)	6 219	6 186	5 940	6 440
ECU	7 079	7 080	....	....
Allemagne (100 DM)	341 270	341 430	331	351
Belgique (100 F)	16 278	16 290	15 650	16 550
Pays Bas (100 fl.)	302 760	302 900	292	312
Danemark (100 krd)	88 510	88 540	84 500	91 500
Norvège (100 k)	92 260	92 540	88 500	95 500
Grande-Bretagne (£ 1)	10 849	10 837	10 450	11 150
Grèce (100 drachmes)	4 174	4 167	3 800	4 500
Italie (1 000 lires)	4 581	4 582	4 300	4 800
Suisse (100 fr.)	404 210	403 880	391	413
Suède (100 krs)	99 310	99 290	96	102
Autriche (100 sch)	48 550	48 565	47	50
Espagne (100 pes.)	5 156	5 157	4 850	5 350
Portugal (100 esc.)	4 136	4 137	3 700	4 400
Canada ($ can 1)	5 156	5 130	4 960	5 350
Japon (100 yens)	4 870	4 862	4 700	4 920

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 17/10
Or fin (kilo en barre)	81500	81700
Or fin (en lingot)	81700	82000
Pièce française (20 fr)	481	480
Pièce française (10 fr)	395	.....
Pièce suisse (20 fr)	516	516
Pièce latine (20 fr)	478	476
Souverain	601	601
Pièce de 20 dollars	2990	2970
Pièce de 10 dollars	1470	1460
Pièce de 5 dollars	900	.....
Pièce de 50 pesos	3065	3080
Pièce de 10 florins	490	488
Or Londres	406 50	411 15
Or Zurich	407	413
Or Hongkong	407 25	411 45
Argent Londres	.....	.....

SICAV (sélection) 17/10

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	893 97	872 17
Actilion	213 50	207 79
Actions France	463 67	446 91
Actions sélectionnées	563 30	542 94
Aedificandi	596 88	576 31
A.G.F. Actions (ex-CIP)	1071 06	1044 94
A.G.F. 5000	567 68	553 83
A.G.F. ECU	1083 54	1072 81
A.G.F. Foncier	105 45	102 88
A.G.F. Interfonds	430 15	419 66
A.G.F. Invest	113 70	110 93
A.G.F. OBLIG.	1088 63	1083 21
A.G.F. Sécurité	10613 45	10613 45
Agfimo	594 55	580 05
Alafi	216 32	208 50
A.L.T.O.	186 69	179 94
Ameri-Gan	5622 64	5367 68
America-Valor	690 82	664 21
Amplitude	553 24	537 13
Arbitrages court terme	5559 73	5554 18
Associc	1185 94	1185 94
Atout Futur	311 43	301 19
Aurecic	1406 05	1365 10
Avenir C.I.C.	104 05	101 02
Axa Europe	118 04	112 69
Axa Investissements	114 31	109 13
Axa Per	......	......
Bred Associations	2644 25	2636 34
Capital Plus	1726 30	1726 30
Cadsen-Pierre	28 37	27 15
CIP (voir AGF Actions)	......	......
Comptavalor	5089 80	5082 18
Comptancaisse	111 50	108 25
Convertimmo	354 23	340 61
Credinter	489 63	475 37
Drouot-France	698 90	667 21
Drouot-Investiss.	1015 67	969 61
Drouot-Sécurité	254 06	242 54
Drouot-Sélection	140 95	134 56
Ecuric	1205 19	1187 38
Ecureuil Monétaire	30761 69	30761 69
Ecureuil Privatisations	361 37	350 84
Energie	230 16	219 72
Epacic	2789 15	2789 15 ◆
Eparcourt Sicav	4256 05	4245 44
Epargne Associations	25104 23	25066 63
Epargne-Capital	8270 54	8188 65 ◆
Epargne Court-Terme	503 37	503 37
Epargne Croissance	1467 09	1427 82
Epargne-Industr.	74 98	71 58
Epargne Inter	603 86	587 69
Epargne J	54477 04	54477 04
Epargne Long-Terme	177 33	172 58
Epargne Monde	1158 21	1127 21
Epargne Première	13026 32	12929 35
Epargne-Oblig.	198 15	192 85
Epargne-Ouest	1103 75	1074 21
Epargne-Unie	1221 72	1177 56
Epargne-Valeur	427 56	416 12
Eparoblig	1309 21	1306 60
Epsilon	1117 55	1106 49
Eurinvest Croissance	1209 88	1155 02
Eurinvest Rendement	1147 98	1095 93
Eurocic	9335 14	9197 18
Eurodyn	1059 04	1024 22
Euro-Gan	5499 21	5249 84
Euro-Maif	26 28	25 89
Finord Placement	60989 24	60989 24
Finord Valorisation	13827 72	13656 58
Fonsicav (div. par 10)	11055 74	11055 74
Foncival	254 99	246 96
France-Gan	6849 04	6538 48
France-Garantie	278 78	278 20
France-Investiss.	393 98	376 11
France-Obligations	454 92	450 32
Francic	402 44	390 72

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Francic Pierre	101 25	98 30
Francic Régions	1029 51	999 52
Fructi-Associations	27 88	27 88
Fructi-Epargne	27 82	27 14
Fructicapi	32 65	32 17
Fructicourt	110405 32	110405 32
Fructidor	247 58	243 92
Fructifrance	782 72	763 63
Fructimmo	27 01	26 35
Fructivar	4308 03	4297 29
Fructi ECU	577 21	569 68
Fructi-Première	11202 22	11036 67
Futuroblig	1120 80	1093 95
Gestilion	59237 91	59090 18
Gestion Associations	150 22	146 91
H.L.M. Monétaire	10033 52	10033 52
Horizon	1110 50	1078 16
Interoblig.	12202 95	11733 61
Intersélect France	454 42	441 18
Invest. net	15211 31	15180 95
Invest. Obligataire	18650 89	18613 66
Japacic	188 34	182 85
Jeune épargne	238 04	234 52 ◆
Laffitte-Amérique	242 59	231 59
Laffitte Europe	252 97	241 50
Laffitte-Expansion	276 49	263 95
Laffitte-France	315 06	300 77
Laffitte-Immobilier	238 17	227 37
Laffitte-Japon	381 46	364 15
Laffitte-Oblig.	147 56	140 87
Laffitte-Rend.	207 81	198 39
Laffitte-Tokyo	346 83	331 10
Latitude	5138 28	5130 58
Lion-Associations	11755 76	11755 76
Lion-Institutionnels	23813 15	23753 77
Lionplus	759 68	752 16
Lion Trésor	2089 34	2068 65
Livret Bourse Investis.	458 38	445 03
Livret portefeuille	656 46	637 34
Méditerranée	168 15	158 62
Mondiale Investissem.	422 36	403 21
Monacic	5818 14	5818 14 ◆
Monedan	52290 19	52290 19
Moné J.	58078 67	58078 67 ◆
Morgan court terme	14413 26	14413 26 ◆
Mutuelle Unie Sél.	150 66	143 83
Natio.-Epargne	14053 59	13914 45 ◆
Natio.-Epargne Trésor	6373 88	6361 16 ◆
Natio.-Court terme	216818	216818 ◆
Natio.-Inter.	1229 08	1198 17
Natio.-Obligations	562 32	547 27
Natio.-Patrimoine	1391 07	1353 84
Natio.-Placements	66902 11	66902 11 ◆
Natio.-Revenu	1068 91	1058 33
Natio.-Sécurité	11677 03	11677 03 ◆
Natio.-Valeurs	707 98	689 03
Nippon-Gan	5959 01	5688 79
Nord-Sud Développ.	1212 50	1210 08
Normaif	13440 62	13177 08
Obli Association	124 93	123 69
Oblicic Régions	1065 80	1051 03
Obligations Convert.	426 18	406 86
Oblig. toutes catég.	158 89	153 89
Oblilion	1123 04	1111 92
Optimavalor	202 71	197 77
Oraction	1223 21	1182 89
Orvalor	5816 81	5805 56
Paribas Croissance	591 99	567 86
Paribas Epargne	16161 08	16126 82
Paribas France	96 14	93 34
Paribas Oblimonde	1016 37	1001 36
Paribas Opportunités	113 36	110 06
Paribas Patrimoine	524 54	503 16
Paribas Revenu	95 67	94 72
Parnasse-Valor	1103 09	1101 98

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Patrimoine Retraite	1739 57	1705 46 ◆
Pensior	614 16	596 27
Phénix Placements	254 07	252 81
Pierre Investiss.	683 53	652 53
Placement A	954 49	954 49
Placement court-terme	72951 51	72951 51
Placement J	55804 28	55804 28
Placement Premier	54632 62	54632 62
Plénitude	112 98	109 96
Première Obligations	10853 21	10831 55
Prévoyance Ecureuil	111 80	108 81
Prif Association	22696 73	22696 73
Quartz	113 39	110 60
Quatre-quarts Retraite	1 09	1 06
Rentacic	185 97	184 50
Revenus Trimestriels	5611 77	5558 21
Revenu Vert	1177 09	1169 69 c
St-Honoré Assoc.	14518 18	14445 95
St-Honoré Bio-aliment.	780 50	745 11
St-Honoré Pacifique	544 98	520 27
St-Honoré P.M.E.	479 26	457 53
St-Honoré Real	11752 85	11706 03
St-Honoré Rendement	11908 15	11849 91
St-Honoré Services	508 03	488 49
St-Honoré Technol.	748 36	714 42
St-Honoré Valor	12313 12	12313 12
Sécuricic	5516 76	5511 26
Sécuri Taux	10812 07	10812 07
Sélection Croissance	516 05	501 02
Sicandem (Crédit BP)	733 19	722 35
Sicav-Associations	1432 60	1430 45
S.F.I. fr. et étr.	635 48	616 97
Sicav 5000	357 62	348 05
S.I. Est	1341 10	1280 29
S.I.G.	786 07	750 08
Silvafrance	558 73	541 83
Silvarn	415 23	404 12
Silvarente	211 89	209 79
Silvinter	427 35	415 91
S.N.I.	1160 67	1128 86
Sogepargne	346 59	334 06
Sogevar	1025 32	978 83
Sogister	1332 84	1272 40
Soleil Investissement	496 18	473 68
Stratégie Actions	1088 24	1044 48
Stratégie Rendement	1136 68	1100 90 ◆
Technocic	1113 74	1081 30
Techno-Gan	6024 65	5751 45
Transcontinents	83 79	82 15
Tilco	5317 58	5264 93
U.A.P. Investiss.	413 87	398 91
U.A.P. moyen terme	106 74	102 88
Uni-Associations	115 50	115 50 ◆
Unifrance	487 58	469 98
Unifoncier	1213	1169 16
Uni-Garantie	1379 62	1352 54
Uni-Régions	2799 56	2698 36
Unirente	2348 14	2270 93
Univar	188 33	188 33 ◆
Univers-Actions	1093 94	1057 97
Univers-Obligations	1608 85	1556 04
Valorem	515 11	502 55
Valorg	1610 63	1608 92
Valrex	41213 71	41193 11
Vauban	23449 76	23426 31

c : coupon détaché — o : offert — * : droit détaché — d : demandé — ◆ : prix précédent — ★ : marché continu

Le Monde

YOUGOSLAVIE : la réunion du comité central de la Ligue des communistes

Les dirigeants cherchent à atténuer leurs discordes

BELGRADE
de notre correspondant

La première journée du plénum du comité central de la Ligue des communistes de Yougoslavie (LCY) s'est déroulée sans affrontements. Le ton général, plutôt apaisant, des débats a été donné, lundi 17 octobre, par le président en exercice de la LCY, le Croate Stipe Suvar, dans un rapport politique de cinquante pages. Son discours sur la « mauvaise situation » dans laquelle se trouvent aujourd'hui la Yougoslavie et la Ligue des communistes s'est voulu conciliant. Il a approuvé le programme de « *renouveau du socialisme à la mesure de l'homme* », défendu par la Slovénie, et a reconnu à la Serbie le droit de contrôler plus étroitement la province autonome du Kosovo, peuplée à 90 % d'Albanais de souche.

« *A l'étranger,* a-t-il dit, *on se demande ce que va devenir la Yougoslavie et ce que va devenir l'autogestion dans le pays où a pris naissance le socialisme à visage humain* (...). *La Ligue doit se tourner vers l'avenir et faire preuve de compréhension à l'égard de ceux qui lui adressent des critiques justifiées.* » Selon M. Suvar, la LCY doit savoir écouter l'avis des Yougoslaves qui n'appartiennent pas au parti, des membres de l'Alliance socialiste et d'autres organisations sociales. A ses yeux, le système actuel de la « *politique des cadres* » entrave le développement de l'autogestion et permet à des fonctionnaires « *installés dans les bureaux de jouer avec le destin des travailleurs* ».

L'ambition de la Serbie

M. Suvar a consacré une large partie de son rapport au problème du Kosovo et à l'« *agression brutale* » des nationalistes albanais, qui veulent contraindre les Serbes et les Monténégrins à s'expatrier de la région. Les orateurs qui se sont succédé à la tribune sont tombés d'accord pour dire que des mesures urgentes devaient être prises pour arrêter immédiatement l'émigration de la population slave du Kosovo (près de trente mille personnes depuis 1981).

Dans un discours très attendu, le chef du Parti serbe, M. Slobodan Milosevic, a dénoncé l'« *hypocrisie* » de ceux qui accusent la Serbie de vouloir imposer sa suprématie sur les autres républiques de la fédération. « *La seule ambition de la Serbie,* a-t-il dit, *est d'établir son unité territoriale, administrative et juridique, et de faire cesser la terreur au Kosovo.* » Rejetant les accusations selon lesquelles cette volonté constitue une menace pour l'équilibre de la Yougoslavie, M. Milosevic a déclaré que « *personne n'empêcherait la Serbie de se constituer en république égale aux cinq autres de la fédération yougoslave dont les territoires respectifs ne sont pas divisés en provinces.* »

Le leader serbe a, par ailleurs, défendu les impressionnants « *meetings de solidarité avec les Serbes du Kosovo* », qui ont eu lieu ces derniers mois, en dépit de la réprobation de la direction du parti, et a affirmé que les Serbes « *ne tiendront pas compte des interdictions dans une affaire concernant leurs droits légitimes* ». A ces propos, un haut responsable du Kosovo, M. Azem Vlasi, a répondu qu'« *il était dangereux d'utiliser les pogroms et un puissant appareil de propagande pour faire pression sur l'ensemble de la direction politique du Kosovo* ».

Une trentaine d'intervenants ont également demandé le départ du parti des « *coupables et incapables* ». Ils se sont prononcés pour la liberté de circulation des hommes et des capitaux, des idées et de la culture que les frontières des différentes Républiques de la fédération entravent au profit de « *la bureaucratie qui s'est emparée du pouvoir* ». « *Si nous ne sortons pas tous de la crise,* a dit l'un d'entre eux, *nous irons ensemble à la ruine.* »

Le comité central devait procéder, mardi 18 octobre, à l'issue de ses travaux, à un renouvellement d'un tiers de ses cent soixante-cinq cadres ainsi qu'à un vote de confiance pour la direction du parti, dont quatre des quatorze membres ont démissionné au cours des derniers jours.

PAUL YANKOVITCH.

La journée d'action de la CGT

Les grèves semblent plus suivies à EDF et dans les PTT que dans les transports

La journée nationale interprofessionnelle d'action de la CGT, le mardi 18 octobre, devrait être marquée par des arrêts de travail de 24 heures à la SNCF, à l'EDF, dans la fonction publique (et notamment aux PTT), dans la chimie, la métallurgie, la construction et le commerce. La CGT avait organisé soixante-quatorze manifestations à travers la France dont une à Paris, à 11 heures, de la Bastille à Richelieu-Drouot.

Dans la matinée du 18 octobre, le trafic à la SNCF et à la RATP était plus important que ce que prévoyaient les directions. Sur les grandes lignes SNCF, le trafic était normal sur l'est, le nord, le sud-est et la branche Aquitaine du réseau sud-ouest. Sur le réseau ouest grandes lignes (le Havre, Cherbourg, Rennes avec les branches Brest et Quimper, et Nantes) et sur la branche Toulouse du sud-ouest, le trafic était de deux trains sur trois. Dans la banlieue parisienne, on notait un train sur trois sur le réseau est, un sur deux sur le réseau nord, deux sur trois sur le réseau Saint-Lazare et Montparnasse, un sur deux sur la ligne C du RER. Il était « pratiquement normal » sur la banlieue de Paris-Lyon alors les perturbations étaient plutôt fortes sur les services régionaux de Marseille et Montpellier.

A la RATP, le trafic était assuré de plus de 80 % dans le métro (où, en plus de la CGT, le Syndicat autonome traction SAT avait déposé un préavis, reconductible) et à 90 % dans les autobus. Mais, de très fortes perturbations étaient prévue dans le métro entre 12 heures et 14 heures. A 8 heures, sur le RER, où les mots d'ordre de grève affectent surtout les heures de pointe (en début et en fin de journée), le trafic était assuré à 8 heures à 50 % sur la ligne A et à 82 % sur la ligne B. La direction de la RATP a indiqué, le 18 octobre, que la revendication des conducteurs de la ligne A – qui souhaiteraient un classement hiérarchique supérieur dans la grille des salaires de la régie – « compromettrait gravement les équilibres internes de la régie et n'a pu être satisfaite ».

A EDF, la grève est plus forte que lors des mouvements précédents, et notamment celui du 27 septembre. *Elle a entraîné dans la matinée du* 18 octobre, et cela risque de se reproduire en fin de journée, des coupures d'électricité tournantes dans toute la France. Le délestage a été, à 9 h 30, de l'ordre de 20 %, avec des pointes à 40 % dans les régions de Lille et de Nantes. La baisse a été de 20 000 mégawatts, et quelques coupures sauvages ont été signalées à Paris.

Aux PTT, selon une première estimation nationale, la grève était là aussi plus suivie que lors des mouvements précédents, le taux de grévistes se situant autour de 6,4 %. A Paris, le pourcentage de grévistes, selon le ministère, oscille entre 5 % et 10 % pour les bureaux de poste et la distribution, et est de l'ordre de 25 % dans les centres de tri.

Le numéro du « Monde » daté 18 octobre 1988 a été tiré à 554 101 exemplaires

Sur le vif

La justice bafouée

Vous avez vu un peu ce qui se passe à Bruxelles ? C'est la honte, ce procès du Heysel. Le procès de ces supporteurs de Liverpool, de ces vingt-quatre petites brutes sanguinaires accusées d'un véritable carnage, des dizaines de cadavres écrasés, piétinés, poignardés, étouffés, sans compter les blessés, les amochés à vie, tiens il y en a encore un qui vient de claquer, un Italien.

Ça va faire trois ans et demi qu'on le prépare, qu'on le repousse, qu'on le conteste, qu'on le négocie. Pour en arriver où ? A un incroyable cirque médiatique, des centaines de journalistes, des équipes de télé venues du monde entier, des flashes qui crépitent, des escadrons d'avocats qui se battent à coup de dossiers et de codes de procédure, des flics débordés et un président obligé de rappeler à l'ordre les inculpés en les priant de se tenir convenablement. Paraît qu'il y en a un qui est sorti de son box pour griller une cigarette à bout doré en ricanant : Quelle farce ! Ah ! ça, oui !

Un box où ils ne font que passer, indifférents, méprisants, ils ont le chewing-gum éloquent, les mecs, entre deux avions, deux interviews, deux séances de photo. Des stars !

Et à côté de ça, feuilletez la presse : les confrères tartinent imperturbablement sur la noblesse bafouée du sport, le fair-play, le terrain de foot – champ de bataille et le pourquoi et le comment et la faute à qui ? A la société de consommation, au chômage, à la mère qui travaille ou à cette salope de Mme Thatcher ?

Soyons sérieux ! Il n'y a pas qu'en Grande-Bretagne qu'on en trouve, des hooligans. Ils recrutent à tour de bras en Belgique, en Hollande et en Allemagne. Ils ont du boulot pour la plupart. Ils sont pas si jeunes que ça. Ils suivent des stages de la violence et de la terreur. Ils voyagent, ils organisent des descentes, des commandos et – c'était très bien expliqué ce matin dans *le Parisien* – ils sont plus ou moins manipulés. *Par qui ? La* voilà, la vraie, la seule question qu'on pourrait peut-être commencer à se poser.

CLAUDE SARRAUTE.

Le procès de deux nationalistes corses accusés de meurtre

La journée des suspensions et des pas perdus

BORDEAUX
de notre envoyé spécial

La cour d'assises de la Gironde « spécialement composée », – c'est-à-dire ne comportant que des magistrats, siège depuis lundi 17 octobre à Bordeaux pour juger deux nationalistes corses, accusés d'avoir participé à un commando dirigé contre le centre de repos de la légion étrangère installé à Sorbo-Ocagnano (Haute-Corse), au cours duquel le caporal-chef Renato Rossi, quarante-quatre ans, était tué et le légionnaire Maurice Steinte, alors âgé de vingt-huit ans, grièvement blessé.

Les faits remontent au 11 février 1982. Vers 20 heures, Rossi et Steinte, seuls dans le centre, regardaient la télévision. Un homme en passe-montagne surgit : « *On vous aura !* » Il lâche une rafale de pistolet-mitrailleur. Steinte est laissé pour mort, mais, toujours conscient malgré ses blessures, il entend une seconde rafale et plusieurs coups de feu séparés. Rossi vient d'être touché à son tour ; il parvient cependant à prévenir un ami mais succombera au cours de son transport à l'hôpital.

Les enquêteurs remontent rapidement à Joseph Moracchini, propriétaire du fourgon ayant servi à transporter le commando. Arrêté un an plus tard, il met en cause deux hommes : Charles Pieri, qui avoue sa participation mais seulement comme chauffeur, et Félix Tomasi. Ce dernier est soupçonné d'être le « contact » de Moracchini, lui ayant proposé de participer à une « nuit bleue », mais il nie formellement.

Pour ces deux nationalistes, qui affirment avoir été frappés par les policiers, commence alors un étrange parcours. Charles Pieri s'évade le 22 janvier 1984 et, lorsqu'il est repris le 26 juin 1987, on le soupçonne d'avoir participé à plusieurs attentats et, le 18 mars 1988, M. Michel Legrand, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Paris, l'inculpe, dans le cadre de l'information ouverte après le mitraillage d'une gendarmerie à Serra-di-Scopamène, le 11 juin 1987. Tomasi restera en prison pendant six ans, en raison des lenteurs et des obligations de la procédure.

Logique

Ce procès s'est ouvert toutefois dans un climat particulier. Fidèle à sa logique, le FLNC a diffusé, le 30 septembre, un communiqué annonçant que la trêve décidée le 1er juin était reconduite, tout en ajoutant : « *Nous attendons une volonté politique et non de simples discours* (...). *Nous pourrons en juger dans le courant de ce mois, lors du verdict du procès de Bordeaux. La teneur de ce verdict politique démontrera, dans les faits et non dans les discours, si cette volonté est réelle ou illusoire.* »

Il reste qu'à la fin de sa première journée le procès avait été occupé la plupart du temps par des suspensions... C'est que Me Henri Leclerc déposa d'entrée des conclusions pour qu'il lui soit donné acte de ses réserves quant à la composition de la cour, décidée en janvier. Pour l'avocat, les magistrats auraient dû faire l'objet d'une nouvelle désignation, avant cette session, mais il ajoutait aussitôt que son plus cher désir était que « *justice soit faite, dans la plus grande sérénité* ». Ce propos était immédiatement répété, de façon péremptoire, par le président André Gaubert, ancien commissaire du gouvernement aux tribunaux permanents des forces armées (TPFA), devenu président d'une chambre commerciale de la cour d'appel. Toutefois, il arrive que la justice semble confondre sérénité et lenteur. Une suspension fut ordonnée pour permettre à l'avocat général, *M. Mignonat,* de rédiger ses propres conclusions. Lorsque le magistrat les eut exposées, la cour se retira pour délibérer longuement, avant de rendre un arrêt donnant acte à Me Leclerc de ses réserves. Puis ce fut l'appel des témoins et la suspension de midi.

A la reprise, la défense s'étonna du nombre élevé des certificats médicaux présentés pour justifier l'absence de près d'un tiers des témoins. Les avocats voulaient aussi savoir pourquoi le juge d'instruction qui avait connu le dossier à ses débuts, M. Gérard Pancrasi, n'était pas dans la salle. Ce fut l'occasion de nouvelles délibérations et suspensions pour en arriver à un arrêt ordonnant que deux témoins soient amenés par la force publique et prononçant un sursis à statuer sur le cas de M. Pancrasi, dont on devait finalement apprendre qu'il serait là mardi 18 octobre.

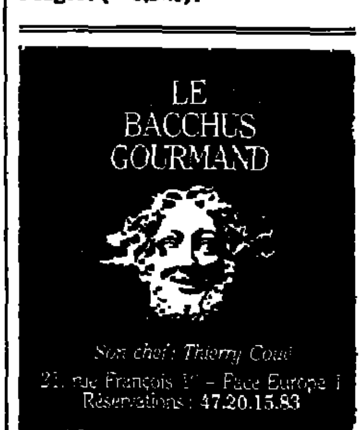
MAURICE PEYROT.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 18 octobre

Perturbée par les grèves

*Le mouvement de grève déclen*ché mardi 18 octobre a entraîné un certain nombre de coupures d'électricité perturbant les cotations des titres effectuées par informatique. Seules les transactions sur les treize valeurs support du MONEP (Marché des options négociables sur actions) pouvaient s'effectuer, étant cotées à la criée. En hausse figuraient la Société générale (+ 2,8 %), la CGE (+ 1,5 %) et la Compagnie du Midi (+ 1,1 %). En baisse, on notait Accor (– 0,3 %) et Peugeot (– 0,3 %).



A B C D E F G

هكذا من الأصل